LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

COMTE DE NESSELRODE

1760-1850

LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

COMTE DE NESSELRODE

1760-1850

EXTRAITS DE SES ARCHIVES

Publiés et annotés

AVEC UNE INTRODUCTION

Par le Comte A. DE NESSELRODE

TOME VI

1819-1827

PARIS

A. LAHURE, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

9, RUE DE FLEURUS, 9



INTRODUCTION

Le présent volume embrasse une période d'à peu près neuf années (11 mai 1819 au 31 décembre 1827). Il contient de nombreuses lettres de la comtesse Ch. de Nesselrode, datées de 1819, et adressées de Paris à son mari. La comtesse est devenue l'amie intime de Mme Swetchine, de la duchesse de Duras, de Mme de Montcalm, de la princesse de Talmont et de toutes les grandes dames du noble faubourg; elle ne se montre plus que dans leurs salons où se donnent rendez-vous Chateaubriand, le prince de Talleyrand, le duc de Richelieu et tous les royalistes de marque; séduite par les discours enflammés qu'elle entend, elle s'est passionnée pour la politique des ultras et suit, avec toute l'assiduité qui lui est permise, les séances des Chambres; elle en rend compte à son mari et porte sur les orateurs des jugements qui, par leur partialité même, offrent un vif intérêt, en ce qu'ils reflètent exactement l'opinion de la société française qu'elle fréquente. Les sentiments qu'elle professe pour le duc de Richelieu ne l'empêchent pas de critiquer son administration et de reprocher à son ministère d'avoir préparé la nouvelle révolution qui, à l'en croire, menace la France. Elle ne pardonne pas non plus à Pozzo di Borgo, l'ambassadeur de Russie, d'avoir dit sur tous les tons et répété sans cesse que les troupes alliées pouvaient sans inconvénient évacuer la France, alors

que personne ne s'y plaignait de leur présence. Elle va jusqu'à prétendre que les habitants eux-mêmes chez qui logeaient les alliés les ont regrettés et que ce n'était pas pour eux une charge aussi pesante et un assujettissement aussi terrible qu'on s'est plu à le dire. Elle pense que Richelieu et Pozzo di Borgo ont été les dupes de Decazes jusqu'au moment où il a été assez puissant pour les écarter, aussi les blâme-t-elle amèrement de leur faiblesse et de leur aveuglement. L'horizon lui apparaît de plus en plus sombre; elle croit que l'orage va éclater, que les armées alliées seront forcées d'intervenir à nouveau pour rétablir l'ordre en France, que la guerre est imminente et que la révolution risque de s'étendre jusqu'aux frontières de l'Asie. La comtesse ne s'alarme pas moins de ce qui se passe dans son pays : les innovations que s'est avisé d'y faire l'Empereur l'effraient au dernier point. S'il pouvait mettre un frein à ses idées et ne pas allumer de feux chez lui, dit-elle, terrifiée au plus léger vent de liberté qui souffle. Quant à Louis XVIII, elle n'en parle que d'un ton méprisant, déclarant qu'il est le premier Jacobin et finira avec le bonnet rouge sur la tête. Son plus grand désir serait de voir la Russie et, si c'était possible, les quatre Puissances réunies adresser à ce roi « rabougri qui est sur le trône comme un magot » une sorte de mise en demeure d'avoir à changer de ministère. Elle ne voit de salut que dans la chute de Decazes et pense que, tant qu'il sera au pouvoir, les choses iront de mal en pis.

Le comte Charles de Nesselrode est loin de partager les opinions et les craintes de sa femme : « Que le mal existe, lui écrit-il, je n'en doute pas, mais que les conséquences puissent devenir aussi immédiatement dangereuses et de nature à justifier et réclamer l'action des puissances étrangères, je ne le pense pas ». En ce qui touche Pozzo di Borgo, il reproche à la comtesse d'avoir trop écouté les préventions du salon de Mme de Duras; il estime que l'ambassadeur de

Russie n'a manqué en aucune circonstance d'habileté, de prudence, de fermeté même, et que sa ligne de conduite, de tous points parfaite, ne saurait, sans injustice, être désapprouvée.

Entre autres lettres intéressantes, il convient de noter celles qu'échangent le comte et sa femme pendant que se tient le congrès de Laybac, et plus tard celui de Vérone.

Nous signalerons également un rapport important du grand-duc Constantin adressé à l'empereur Alexandre, le 23 novembre 1824.

A la fin de ce volume se trouvent enfin annexés des documents diplomatiques du plus haut intérêt, relatant les événements auxquels donnèrent lieu l'avènement de l'empereur Nicolas et l'abdication du grand-duc Constantin.

A. de Nesselrode.

Paris, 1908.

ARCHIVES

DU

COMTE CH. DE NESSELRODE

1819-1827

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Paris, 11 janvier 1819.

J'ai été présentée hier, aux Orléans et je suis de l'avis de ceux qui admirent leur manière de recevoir. La Duchesse et Mademoiselle me plaisent infiniment. Je regrette fort, étant venue trop tard, de n'avoir pu voir les enfants. Ils sont si simples et si affables qu'on voudrait qu'ils ne fussent que des particuliers pour pouvoir aller chez eux à loisir. Je vois souvent Pozzo ; il me fait toujours l'effet d'un homme qui se trouve bien isolé. Il a conservé ses anciennes relations, mais je suis persuadée qu'on agit faussement envers lui. Le duc de Richelieu est venu chez moi, ce matin, au moment où je venais de sortir ; il part demain, aussi ai-je bien peur de ne plus le voir. Le noble duc, comme disent les Anglais, a eu une audience de son Roi qui ne lui a

ménagé ni les démonstrations affectueuses, ni les embrassements, mais avec un air qui prouvait bien qu'il était heureux de s'en débarrasser. Quant à moi, je regrette fort qu'il doive être absent durant tout mon séjour. Tout le monde estime que la dotation du Roi n'est pas ce qu'elle devrait être. Un bien-fonds qui doit donner cinquante mille francs, c'est bien peu de chose. Le discours de Dessolles[1] à la Chambre des députés a été bien mesquin.

La princesse de Talmont[2]
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 14 janvier 1819.

Vous avez donc vu notre ambassadeur. Je crois qu'il a été bien touché de l'accueil qu'on lui a fait là-bas. Je

1. Dessolles (Jean-Augustus, marquis), général, 1767-1828, fit sous Bonaparte la campagne d'Italie. Nommé général de brigade (1797), il se distingua dans la Valteline contre les Autrichiens (1799); il fit les campagnes d'Espagne, se prononça en 1814 en faveur des Bourbons, fut nommé pair de France et major général des gardes nationales, et en 1818 remplaça le duc de Richelieu comme ministre et président du Conseil; mais il se retira deux mois après, dégoûté des exigences du parti ultra-royaliste qui voulait reviser la loi électorale.

2. Talmont (princesse de), fille de la duchesse de Duras, épousa le fils d'Antoine Philippe de la Trémoille, prince de Talmont, général français, mort sur l'échafaud en 1794, puis devenue veuve, convola en secondes noces avec le comte Auguste de La Rochejaquelein.

voudrais qu'on le débarrassât de ce second dont vous me parlez. Les choses ne vont pas ici, aussi bien qu'on pourrait le désirer. Le ministre de la Guerre paraît dans d'excellents sentiments ; et, l'autre jour, j'ai vu votre ministre chez ma mère ; vous ne pouvez vous imaginer à quel point il professe une manière de parler excellente; cela m'a édifiée. Voilà que, dans la dernière séance, les Jacobins ont eu l'avantage ; c'est un parti bien affreux et bien redoutable. Nos gros bonnets du ministère sont toujours malades, il n'y a que M. Pasquier[1] qui se porte bien et parle de même. Au reste, je ne m'occupe de politique qu'autant qu'il le faut pour n'être pas étrangère à ce qui se dit dans les salons, et pour être instruite des choses qui ont et peuvent avoir de si graves résultats pour nos destinées.

Mon père a reçu votre lettre que je lui ai remise ; il en a été sensiblement touché, et je crois qu'en la lui voyant lire, j'ai aperçu quelques larmes dans ses yeux. J'ai lu aussi cette lettre et j'attribue son émotion à la justice que vous rendez d'une manière si parfaite et si aimable à son caractère en particulier et aux sentiments des royalistes français. Il est, il faut l'avouer, pénible en même temps que désirable de trouver cette

1. Pasquier (Etienne, duc), 1767-1862. Garde des sceaux en 1815, président de la Chambre des députés en 1816 et ministre des affaires étrangères en 1819. Renversé du pouvoir en 1821 par le ministre Villèle, il entra à la Chambre des pairs où il combattit les mesures rétrogrades. Nommé par Louis-Philippe président de la Chambre des Pairs, il fut élevé à la dignité de chancelier en 1837 et fait duc en 1844. Élu membre de l'Académie française en 1842.

justice à l'étranger lorsque ceux pour lesquels on a tout sacrifié vous la refusent.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Paris, 16 janvier 1819.

Schröeder t'enverra la nouvelle production de Pradt et le *Conservateur* qui est curieux sous le rapport de tout ce qu'on y dit de Richelieu et de sa dotation. Depuis le peu de temps que tu es parti, les choses ont encore empiré et tout marche aussi mal que possible. Quel climat et quel pays ! Comment ne pas chercher à y être heureux ? Richelieu, avant de partir, a eu la complaisance de me laisser quelques billets pour le Grand-Opéra, mais je n'en ai pas encore profité.

Je ne puis dire combien j'ai été saisie en apprenant la mort de la Reine de Wurtemberg et quelle peine j'en ressens. Je la regrette pour elle-même. Cette princesse, qui était l'honneur de son sexe se perfectionnait d'année en année. Ses pauvres enfants me font une peine que je ne saurais exprimer. Le général Woronzof s'est trouvé à Stuttgard au moment de ce coup terrible. Une heure avant de mourir, elle s'était entretenue avec son mari et se sentait assez bien. Avant qu'il ait eu le temps de la revoir, elle n'existait plus. Je m'imagine l'affreuse

et juste douleur de l'Impératrice-mère; je suis persuadée que l'Empereur éprouvera lui aussi un grand chagrin. Je les aime tous tant que je voudrais les voir à l'abri de semblables afflictions. Le lendemain de cette triste nouvelle, Stuard a donné un grand bal, mais les Russes n'y ont pas assisté, sauf un à qui on a fait payer cher cette inconvenance.

La même au même.

21 janvier 1819.

Tu sauras par Pozzo que Richelieu n'aura pas la dotation, parce que les principes de la charte s'y opposent. On représentera au Roi qu'il est libre de la lui accorder, mais qu'il ne le peut qu'en manquant à la loi. Dans un nouveau journal qui a pour titre : *La Boussole*, il est dit : « A quoi sert-il de gratifier d'une dotation le duc de Richelieu ? Il en fera l'apanage d'un cosaque du Don. » D'après tout ce que j'ai entendu dire, le mécontentement est sans aucun doute au plus haut degré dans toutes les classes. La santé du Roi n'est pas bonne et sa popularité ne vaut pas mieux. Avant-hier, on a promené son mannequin dans la rue Saint-Martin au milieu d'une populace hostile qui proférait à son adresse les pires insultes.

Quelques officiers d'un régiment de la garde, aux-

quels on avait proposé le grade de lieutenant-colonel dans l'armée, ont répondu que le jour où le Roi ne voudrait pas d'eux comme officiers, ils serviraient plutôt comme soldats de ce régiment que de le quitter. On en renvoie plusieurs et nommément celui qui l'a animé de ce bon esprit, le vicomte Berthié. On voudrait généralement que l'Empereur écrivît au Roi pour lui marquer son mécontentement et exiger le renvoi du ministre de la Guerre.

La même au même.

23 janvier 1819.

Pozzo est venu chez moi. Il griffonne tant qu'il peut et est heureux que l'opinion de Wellington sur Stuard soit conforme à la sienne. On se plaît de toutes parts à dire du mal de Richelieu. Ses sœurs ont eu grand tort de l'engager à accepter la dotation ; s'il l'avait refusée, on n'aurait pas eu prise sur lui. L'Empereur devrait lui proposer de le nommer de nouveau gouverneur d'Odessa ; cela vaudrait mieux que de livrer cette administration à Tchitchagof, comme on lui en prête l'intention. Cet homme bousculera tout, ne fût-ce que par haine de son pays dont il dit des horreurs, de sa nation qu'il dénigre hautement devant les étrangers. Il n'épargne personne, pas même son Souverain. J'en suis

tellement indignée que je le salue à peine. Pas plus tard qu'hier, comme quelqu'un lui dépeignait la prospérité d'Odessa, il a soutenu, en pâlissant de colère, que c'était faux. On l'accuse même d'avoir fourni à un Français, qui a écrit l'histoire de la guerre de l'année douze, des notes sur le passage de la Bérésina, où il nous couvre d'invectives.

On m'a conté aujourd'hui que le Roi ne nommait pas Decazes[1] autrement que « mon fils, mon enfant ». C'est vraiment touchant, cette adoption !

J'ai dîné hier avec le prince de Talleyrand chez la duchesse de Courlande. Il a longuement causé avec moi sur tout ce qui se passe, et j'ai été étonnée de sa modération ; il ne m'a dit que des choses très justes. A l'entendre, la Garde est dans une désorganisation complète et le ministère actuel ne plaît à aucun parti, parce qu'il n'en impose pas assez. Il croit aussi qu'il n'y aura pas de révolution. Mais c'est Chateaubriand qui a dit, à ce sujet, quelque chose de joli ! Qu'il s'attendait à voir passer la Monarchie sous ses fenêtres, c'est-à-dire honnêtement éconduite. Tu liras dans les gazettes que les écoliers de Louis-le-Grand se sont révoltés, mais les faits n'y sont qu'à demi relatés et de beaucoup atténués. Tu ne peux te faire une idée des insultes odieuses, des blasphèmes, des outrages qu'ils ont faits à la religion ; cela fait frémir. La condition qu'ils ont voulu stipuler avant de se rendre était qu'on ne les menât pas

1. Decazes (Élie, duc), premier ministre de Louis XVIII, né en 1780, mort en 1860.

à Vêpres. Ils criaient : Vive Royer-Collard ! et : à bas, je n'ose pas dire quoi, ma plume se refuse à l'écrire. On s'accorde à dire que du temps de Napoléon, ceux qui avaient la direction de ce lycée ne manquaient ni de moralité, ni de religion, tandis que ceux d'aujourd'hui n'ont que des principes révoltants. Il faut dire que Richelieu et notre ami Pozzo ont eu tort, quand cela dépendait d'eux, de ne pas chercher à empêcher ce mal. Cette question se rattache certainement au bien général, car ce sont des jeunes gens de quinze à seize ans qui reçoivent ces mauvais principes, à la veille d'entrer au service. Ce qu'on entend de tous côtés fait trembler et donne la preuve que ce pays croulera. Il y a une force invisible qui le perdra.

Talleyrand m'a parlé du sentiment qu'il t'a voué et m'a dit que, s'il y avait de nouveaux troubles, il émigrerait, qu'il ne pourrait pas rester en France.

La même au même.

31 janvier 1819.

J'ai suivi les séances de la Chambre des députés avec beaucoup d'intérêt ; il est bien plus intéressant d'entendre les orateurs que de lire leurs discours. Mais j'ai été indignée de la décision qui a été prise dans l'affaire de Richelieu, et par laquelle ses neveux sont

privés de la dotation. Ces débats, ainsi que tu l'auras vu dans les gazettes, ont été très vifs et ont duré deux jours. J'ai été douloureusement pénétrée de l'ingratitude qu'on a témoignée à Richelieu. Le discours le plus beau par sa vivacité est celui qu'a tenu M. Cornet d'Incours; il mérite d'être lu en entier; on ne pouvait parler mieux, ni avec plus de justesse. Il faut le lire dans la *Quotidienne*, car il est tronqué dans les autres journaux. Il n'y avait rien de plus drôle que d'entendre M. de Sainte-Aulaire répondre à ce discours et prendre le parti de son beau-fils qui se trouvait au banc des ministres. M. Bonald[1] s'est très mal conduit, tu pourras en juger par le discours qu'il a prononcé. Si tu en as le temps, je t'engage à lire les gazettes des 29 et 30, elles te donneront une juste idée de l'esprit qui règne. Le duc ne peut qu'être affecté de l'ingratitude que lui témoigne cette nation. C'est Courvoisier[2], qui est tout dévoué au ministère, qui a proposé de frustrer les héritiers du duc de Richelieu et on devine facilement de qui vient l'idée. Tant que je vivrai, ces deux séances seront présentes à ma pensée.

On est déjà informé ici de ce que tu as dit à Berlin

1. Bonald (vicomte de), (1754-1840). Député en 1815, pair de France en 1823. Il soutint toutes les lois qui se proposaient pour but, comme la loi du sacrilège (1825), l'affermissement du trône et la défense de la religion. Membre de l'Académie française (1816).

2. Courvoisier (Antoine de), homme politique, 1775-1835, émigra, fut, en 1815, avocat général à Besançon, procureur général à Lyon, puis député du Doubs (1816-1824). En 1829, il fit partie, mais pour peu de temps, du ministère Polignac, et s'opposa au coup d'État.

et l'on en est généralement content. Je suis bien aise de ne m'être jamais trompée sur le compte de Bonnay[1]; c'est un pied-plat dans toute l'étendue du terme. J'ai vu hier soir Mme de Montcalm qui a souffert de ces décisions; mais elle est bien modérée et bien sage dans ses opinions. Si jamais il y a des troubles en France, ils amèneront indubitablement une guerre civile. Je crois que les esprits n'ont jamais été aussi divisés.

Je dîne aujourd'hui chez la duchesse de Duras[2] où il y aura nombre de personnages distingués, M. Fontanes[3], entre autres. J'écouterai et me tairai.

1. Bonnay (François, marquis de), homme politique et diplomate français, né en 1750, mort en 1825. Député suppléant aux États généraux; fut appelé trois fois aux fonctions de président de l'Assemblée nationale. Après la seconde Restauration de 1815 fut nommé pair de France, lieutenant général, membre du conseil privé et gouverneur de Fontainebleau.

2. Duras (Claire Lechat de Kersaint, duchesse de), fille du comte de Kersaint, née à Brest, 1777-1828, fut l'amie de Mme de Staël. Elle a publié deux romans qui eurent une grande vogue, *Ourika* et *Édouard* (1824). Elle avait épousé le duc Amédée de Duras, premier gentilhomme de la Chambre sous Louis XVI et pair de France, et maréchal sous la Restauration.

3. Fontanes (Louis de), littérateur et homme d'État, né en 1757, mort en 1821.

La même au même.

Paris, 3 février 1819.

Je dois te mander qu'il n'est question que de toi ici et que tu as charmé un parti; quant à l'autre, qui ne partage pas tes idées, il n'a d'espoir qu'en l'Empereur et t'en veut. Bonnay, après ton passage à Berlin, a écrit une lettre au ministère de la guerre, dans laquelle il dit que tu as approuvé pleinement les changements qui se sont faits dans ce ministère; il s'étend même longuement sur ce point. Ces Messieurs en ont ressenti une si grande joie qu'ils montrent cette lettre à tout le monde et ont le ferme espoir que tu amèneras l'Empereur à envisager les choses comme toi. *Le Conservateur* consacre un article à ce sujet. On m'en corne les oreilles et je me tais, mais je sais fort bien que ce n'est pas à Bonnay que tu iras dire ce que tu penses. Du reste, tout va de mal en pis et l'on est persuadé que le ministère sera entraîné dans le torrent du mal. Dernièrement le Roi demandait au duc d'Avaray[1] ce qu'il pensait du ministère et comme le duc ne savait que répondre, le Roi ajouta, en se frottant les mains :

1. Avaray (Claude-Antoine de Bésiade, duc d'), 1740-1829, fut député aux États généraux de 1789 par la noblesse de l'Orléanais, emprisonné pendant la Terreur et sauvé par le 9 Thermidor. Louis XVIII le créa lieutenant général en 1814, pair de France en 1815 et duc en 1817.

« Avouez-le, j'ai mis les royalistes dedans ». C'est un plat personnage.

Le comte Charles de Nesselrode à sa femme.

Saint-Pétersbourg, 5 février 1819.

A mon arrivée ici, j'ai trouvé la lettre ci-jointe de Capo d'Istria, et je n'ai rien eu de plus pressé que de la soumettre à l'Empereur. Tu verras qu'il s'agit d'un projet dont tu as eu déjà connaissance. Avant mon départ de Paris, Basile m'avait déjà entrepris sur ce chapitre, cherchant à me prouver que rien ne pourrait mieux avancer les intérêts de son frère que l'appui que daignerait leur accorder Sa Majesté. Sans lui contester la vérité de cette assertion, j'ai cru néanmoins devoir lui faire sentir qu'une pareille intervention ne serait ni sans difficulté, ni sans délicatesse. L'entretien que j'ai eu à ce sujet avec l'Empereur m'a prouvé que je ne m'étais pas trompé et j'ai entendu, de la part de Sa Majesté, à peu près les mêmes objections que celles que j'avais pris la liberté d'articuler au prince Basile. Elles portent toutes sur le peu de convenance qu'il y aurait à intervenir dans des affaires de famille de cette nature, où le mérite et les affections personnelles doivent l'emporter sur toute autre considération. Toutefois, l'Empereur, s'inté-

ressant à tout ce qui regarde la famille Dolgorouki, n'a pas voulu rejeter entièrement l'idée d'être utile au prince Nicolas[1] dans une circonstance aussi importante pour lui. Mais pour sauver tous les égards, il a pensé que le seul moyen serait de t'abandonner le soin de faire connaître, soit à la comtesse Stanislas, soit à sa mère, que Sa Majesté verrait ce mariage[2] avec plaisir, s'il peut répondre à l'inclination de sa fille et à ses propres convenances. Mais cette démarche ne doit être hasardée qu'avec beaucoup de circonspection et seulement dans le cas où le prince Nicolas serait parvenu à faire assez de progrès dans le cœur de la jeune personne, comme dans la bonne opinion de la mère, pour te faire juger qu'il ne s'agit pas de vaincre, par les démonstrations de la faveur, des obstacles fondés sur la raison ou sur une préférence accordée à quelque autre prétendu, car il faut surtout éviter que le nom de l'Empereur soit employé d'une manière peu conforme à la délicatesse qui caractérise tous ses procédés et que la jeune personne soit contrariée dans ses inclinations. J'ai osé lui en répondre et je me flatte que tu ne me donneras pas un démenti.

1. Dolgorouki (Nicolas), d'abord gouverneur général de la Lithuanie, était à sa mort, en 1847, gouverneur général de la Petite Russie.

2. La lettre du comte Capo d'Istria a pour objet le mariage du prince Nicolas Dolgorouki avec la fille de la comtesse Branicka, la comtesse Lise.

6 février 1819.

Nous écrivons officiellement à Pozzo de mettre de l'eau dans son vin. Engage-le à être bien circonspect. La troupe dorée a dit ici des horreurs de lui. Ce sont de bien pitoyables intrigants.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Paris, 11 février 1819.

Pozzo est tout à fait bien portant; il passe presque toutes ses soirées chez Mme de Montcalm. Il faut que je te dise que Richelieu est reçu avec enthousiasme partout où il va, principalement à Bordeaux, et l'on n'en dit rien dans les gazettes. Je suis assidûment les séances de la Chambre des députés et c'est d'un grand intérêt pour moi. J'ai entendu l'énorme rapport de M. Roy[1] sur le salpêtre. J'ai vu M. Ravez[2] qui me plaît beaucoup. Je

1. Roy (Ant., comte), homme politique, 1764-1847, membre de la Chambre des représentants pendant les Cent-Jours, il fit une vive opposition au gouvernement impérial; il siégea dans la Chambre royaliste dite *Chambre introuvable*, où il vota avec la minorité constitutionnelle, ministre des finances (1819-1822). Il combattit comme pair de France le ministère Villèle; fut rappelé aux affaires en 1828 et se retira en 1829.

2. Ravez (Simon), homme politique, 1770-1849. Député depuis

devais dîner dimanche chez la duchesse de Duras avec M. de Chateaubriand et avec un monsieur qui t'aime beaucoup. J'ai oublié son nom, mais je sais qu'il a travaillé avec toi, à l'entrée en France.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 14 février 1819.

Le comte Golovkin vous aura envoyé, Monsieur le Comte, la traduction française d'un article inséré dernièrement dans le *Beobachter* pour servir de réfutation aux insolentes platitudes débitées par *la Minerve* sur la séance d'Aix-la-Chapelle. Je me flatte que vous en serez content.

Que ne donnerais-je pas pour pouvoir causer avec vous une journée entière sur l'état actuel des choses à Paris; objet sur lequel vous avez certainement recueilli les notions les plus exactes et les plus instructives. Sans partager absolument les présages tout à fait sinistres, dont *nos* dépêches et *nos* lettres de Paris sont remplies,

1816, président de la Chambre depuis 1819, il soutint de son éloquence et de ses talents la politique gouvernementale, et fut nommé successivement premier président à la cour royale de Bordeaux (1824), conseiller d'État (1828), pair de France (1829). Il se démit de toutes ses dignités après la révolution de juillet et ne reparut qu'en 1849 comme représentant de la Gironde à l'Assemblée législative.

je ne suis cependant pas, de beaucoup s'en faut, sans inquiétudes sur l'avenir de la France. Je sais bien que M. de Richelieu ne pouvait pas conduire les rênes dans une époque aussi insigne et que son éloignement était devenu nécessaire. Mais ceux qui s'en sont chargés après lui seront-ils plus puissants ou plus heureux? Ce qui est certain, c'est que le ton que l'on a pris vis-à-vis des cours étrangères, cette espèce d'indifférence hautaine, avec laquelle on évite même de les nommer, ces rodomontades perpétuelles sur l'énergie de la nation française qui aurait seule mis un terme à l'oppression, et beaucoup d'autres choses de ce genre, ne sont faites pour nous inspirer ni satisfaction, ni confiance. Loin de croire que les cabinets feraient bien de relever ces gentillesses, je suis au contraire persuadé qu'il est autant de notre intérêt que de notre dignité de leur opposer un silence absolu, et d'ignorer ceux qui affectent de nous ignorer. Mais quel sera à la longue le résultat de cet état de choses?

Pour peu que vous ayez suivi nos abominables journaux allemands, vous aurez vu quel orage infernal s'est élevé contre le pauvre Stourdza[1]. Je l'avais prévu jusqu'à un certain point; mais l'explosion a fort surpassé mon attente. Je persiste à soutenir (et quand je serais tout seul de mon avis) qu'il y a dans son mémoire plusieurs

[1] Stourdza (Alexandre), diplomate et littérateur russe, né en 1791, mort en 1834. Il écrivit en 1818, pour le congrès d'Aix-la-Chapelle, un *Mémoire sur l'état actuel de l'Allemagne*, ouvrage qui ne fut tiré qu'à cinquante exemplaires et envoyé à toutes les cours d'Europe.

passages d'une vérité profonde et d'un très grand mérite. Mais ce sont précisément ces passages, et non pas les côtés faibles de l'écrit, que je reconnais de même, qui ont excité les fureurs des factieux. Ils sont trop heureux d'avoir pu l'attaquer en détail, pour se venger de la tendance générale de ses observations. Je n'ai pas besoin non plus de vous dire que ce qui a grandement augmenté les alarmes, c'est l'idée gratuite que l'ouvrage avait un caractère officiel, et Kotzebue a fait une des plus énormes sottises de sa vie, en ajoutant son témoignage à cette absurdité. Nous sommes bien malades, mon cher comte ; et si la marche du Congrès d'Aix-la-Chapelle avait été moins sage, moins correcte, moins rassurante, moins décisive qu'elle ne l'a été sous les plus grands rapports du temps, les progrès de notre maladie seraient dès à présent incalculables.

Tout cela ne m'empêchera pas de publier la seconde partie de mon article sur la liberté de la presse, aussitôt que je connaîtrai les résultats des délibérations qui auront lieu en France sur cet objet important. Je sais bien ce que c'est de nager toujours contre le torrent ; mais je sais aussi qu'il est impossible de laisser le champ libre à cette canaille de mauvais écrivain, qui s'avise aujourd'hui de vouloir gouverner le monde.

Les *vacances diplomatiques*, dont on a souvent parlé en plaisanterie à Aix-la-Chapelle, semblent se réaliser par le fait. Vienne, au moins, sera pour quatre ou cinq mois d'une stérilité et d'une nullité inouïes. Vous savez que la majorité des ministres étrangers s'en va

en Italie avec la Cour. Quant à moi, quoiqu'il ne m'eût coûté qu'un mot d'être de ce voyage, j'attends tranquillement le mois de juillet pour me rendre en Suisse. Jusque-là, je verrai croître mes fleurs et je suivrai de loin les progrès de la folie de nos contemporains.

Je me rappellerai longtemps, non seulement avec plaisir, mais avec délices, les heures que j'ai passées avec vous l'automne dernier, ces entretiens intéressants, ces charmants dîners, dont votre bonté angélique m'a fait jouir. — Je n'oublierai pas non plus les soirées remarquables chez le comte Capo d'Istria. — Dans la monotonie de mon existence actuelle, tout cela me paraît déjà comme un rêve brillant; mais je vous prie de croire que mon attachement pour vous en a acquis une nouvelle vigueur.

Je ne crains pas que le départ du comte Golovkin me prive de vos lettres; la seule chose qui m'inquiète, c'est que je ne sais pas comment donner quelque intérêt aux miennes au milieu de cette stagnation européenne. Mais quant à vous, Monsieur le comte, pourvu que vous me disiez de temps en temps que vous ne me perdez pas absolument de vue, vous contribuerez essentiellement à la satisfaction et au bonheur de votre fidèle serviteur.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Paris, 15 février 1819.

Les discussions sur l'année financière ont été d'un très grand intérêt. Je t'engage particulièrement à lire le discours qu'a prononcé à la séance d'avant-hier M. Villèle[1] et les sarcasmes de M. Cornet-d'Incours. La séance d'aujourd'hui est à lire entièrement, surtout le discours de celui qui s'est fait le champion du ministère. Cette loi de l'année financière sera mise aux voix demain ; on suppose qu'elle passera, et que le ministre des finances, grâce à l'appui des libéraux, aura la majorité. Manuel et quelques autres se sont laissé séduire par l'offre qu'on leur a faite de couvrir leurs frais de séjour à Paris. Bien des choses de ce genre prouvent combien il serait aisé à un homme supérieur de gouverner ces têtes qui ne sont grandes qu'à distance. Je n'oserai me mêler de te dire quoi que ce soit sur l'état actuel de ce pays, sachant que Pozzo satisfera pleinement ta curiosité. Ce qu'il ne te dira pas, parce qu'il l'ignore, c'est qu'on ne peut concevoir comment il reste à son poste. Ils ont tellement envie d'être influencés qu'ils voudraient trouver celui qui pourra gouverner le ministère. Je crois que le moment n'est

1. Villèle (Jean-Baptiste-Séraphin-Joseph, comte de), homme d'État français, né en 1773, mort en 1854.

pas éloigné où Pozzo dictera encore des conseils à ce pays. En attendant, on est très injuste à son égard. J'ai dîné aujourd'hui chez lui; parmi les dames françaises invitées, il y avait Mme de Noailles, la duchesse de Duras, la marquise de Jumilhac. Le tout s'est passé très bien, mieux même que de coutume. Hier j'ai dîné chez le duc d'Orléans et je partage ton goût pour l'intérieur de cette famille. On y trouve réunis la simplicité, l'agrément des particuliers à la magnificence des grands seigneurs. Il devait y avoir de la musique, mais je me suis esquivée pour aller chez la duchesse de Duras où je devais voir Chateaubriand. Je l'ai vu, en effet, mais à peine entendu; il est parti presque aussitôt après mon arrivée. Je te dirai que l'amitié que la duchesse de Duras veut bien me témoigner, et que je dois très probablement à celle qu'a pour moi Mme Swetchine, m'est d'un très grand secours. Ces soirées sont d'un genre que tu aimerais. On s'y trouve toujours en très petit comité, avec des gens fort spirituels. J'y rencontre un député nommé Benoît[1] qui a beaucoup d'esprit et du meilleur. Le duc de Duras n'est jamais là; je crois qu'entre lui et sa femme, cela se borne à une profonde estime. Je vais une fois par semaine chez Madame de... qui commence à se faire à ma figure. Voici deux fois

1. Benoît (Pierre-Vincent), publiciste et homme politique, né en 1758, mort en 1834. En 1814, il fut nommé conseiller d'État, et plus tard le roi Louis XVIII le chargea de diriger la comptabilité des communes. Plusieurs fois appelé à la Chambre des députés, sous la Restauration, il vota constamment avec la majorité. En 1828, il devint ministre d'État et membre du conseil privé.

déjà qu'elle a amené la conversation sur le passé et sur le présent; elle n'a eu, dit-elle, que des peines durant le ministère de son frère et elle en a encore de par l'ingratitude et les fausses accusations que la société se plaît à former contre elle et sa sœur. Elle assure que jamais sa sœur ni elle, n'ont conseillé à leur frère d'accepter la dotation. Le duc se propose, à ce que l'on dit, de doter à son tour de ce revenu, un établissement public, mais il ne fait jamais rien comme il doit le faire. Il voudrait réaliser ce projet sans que personne en fût instruit, tandis que ses sœurs et ses amis désirent que cela se fasse par acte et publiquement.

Lebzeltern est parti depuis plus de huit jours; il m'a parlé du séjour de l'Empereur à Vienne et j'ai appris avec plaisir que notre Souverain avait réussi à captiver encore davantage l'opinion publique.

La même au même.

16 février 1819.

Je suis allée à la Chambre des députés. Tous les ministres s'y étaient rendus pour jouir de leur triomphe, car la loi a passé, en dépit de la Charte. Le discours qu'a tenu, hier, M. de Serre[1] a rendu toute la gauche

1. Serre (Pierre-François-Hercule, comte de), homme d'État, 1776-1824. Président de la Chambre des députés (1817); ministre

favorable au ministère. Mais tous les hommes de ce parti sont bien méprisables, car ils ont été achetés. Au moment où je quittai la salle des séances, un monsieur s'est approché de Jamboni, qui était près de moi, et lui a dit : « On n'a dépensé que cent écus pour faire passer cette loi, ce n'est pas cher. » Voilà les propos qu'on entend sans cesse. Il y a des députés qui donnent à dîner à d'autres et c'est le gouvernement qui paye ces festins taxés à 30 francs par tête. J'ai été furieuse de voir passer cette loi. Demain on discutera sur le salpêtre. Qui sait si les débats ne seront pas intéressants? On profite de toutes les occasions pour se chamailler.

Parle-moi donc un peu de tout ce qui se passe chez nous. Comment as-tu trouvé Pétersbourg? Mon Dieu, si l'Empereur pouvait se dégoûter des innovations, en voyant tout ce qui se passe ici ! Quel exemple terrible et quels violents échecs éprouvera indubitablement ce pays !

La même au même.

21 février 1819.

Toute la ville s'est occupée de ce qui s'est passé, hier, à la Chambre des pairs ; je ne t'en dirai rien, les jour-

de la Justice (1818), ministre d'État (1821), ambassadeur à Naples (1822).

naux t'en rendront mieux compte que moi. Je suis allée, hier, au théâtre; on donnait, pour la retraite de Le Sage, *Hamlet*, une pièce horrible, mais dans laquelle Talma[1] a joué supérieurement. J'étais avec Mme Swetchine et la duchesse de Duras, dans la loge des gentilshommes de la Chambre du Roi. Après le spectacle, ces dames sont venues prendre le thé chez moi. Toutes mes compatriotes me font la guerre parce que je les fréquente moins que le faubourg Saint-Germain; mais j'espère avoir l'honneur et le plaisir de les voir davantage, lorsque nous serons rentrées dans nos foyers. Ce que je puis dire à la louange de toutes, c'est qu'elles se conduisent bien et ont le plus grand désir de rentrer dans leur patrie.

Je n'ai pas vu Pozzo depuis quelques jours et ne sais ce qu'il pense de la proposition de M. Barthélemy[2]; on dit que M. Laîné[3] suivra son exemple à la chambre des

1. Talma (Franç.-Jos.), célèbre tragédien français (1763-1826).

2. Barthélemy (le marquis François de), 1750-1830. Ministre de France en Suisse (1795), membre du Directoire (1797). Emprisonné le 18 Fructidor, puis transporté à Cayenne, il s'évada, gagna les États-Unis, puis passa en Angleterre. Rentra en France après le 18 Brumaire, fut nommé vice-président du Sénat conservateur et comte de l'Empire. S'étant rallié à la Restauration, il fut l'un des commissaires chargés par Louis XVIII de rédiger la Charte, puis nommé pair et marquis. Il fit en 1819 une proposition célèbre, qui avait pour but de restreindre les droits électoraux.

3. Laîné (Joseph-Henri-Joachim, vicomte), homme politique, né en 1767, mort en 1835. Président de la Chambre des députés sous la première et seconde Restauration; ministre de l'intérieur (1816); président du conseil royal de l'instruction publique (1819); ministre sans portefeuille (1820); élevé en 1823 à la pairie avec le titre de vicomte. Membre de l'Académie française (1816).

députés et que M. Mollien[1] parlera contre l'année financière à la chambre des pairs. Voilà un grand mouvement, une espèce de crise, quel en sera le dénouement?

La même au même.

26 février 1819.

Il y a eu spectacle aux Tuileries; le corps diplomatique y était, et en fait d'étrangers, moi. Le spectacle s'est donné dans la galerie de Diane. On a joué le *Mariage* où la Mars s'est surpassée et puis les *Deux Précepteurs* où Potier[2] joue à ravir, secondé fort bien par Tiercelin. A dix heures tout était fini. Le Roi s'est fait rouler dans son fauteuil; on dit que ses jambes faiblissent. Le comte Barthélemy se prépare à développer à la Chambre des pairs son plan sur la proposition qu'il a faite, relativement à une modification électorale. Tu auras toutes ces nouvelles incessamment, car le général compte t'expédier très prochainement un

1. Mollien (Franc.-Nic., comte), financier, 1758-1850, était en 1789 attaché aux fermes générales. Il fut nommé par l'empereur ministre du Trésor en 1806, conserva cette haute position jusqu'en 1814; fut rappelé aux Cent-Jours, puis rentra dans la vie privée. Il avait puissamment contribué à rétablir l'ordre dans l'administration et à créer notre organisation financière : Napoléon, en récompense, le fit comte de l'Empire. Louis XVIII l'appela en 1819 à la Chambre des pairs, dont il fut une des lumières.

2. Potier (Charles), acteur français, né en 1775, mort en 1838.

courrier. La Chambre se repose, mais je crois que lorsque les discussions reprendront, elles seront très vives.

La même au même.

28 février 1819.

La proposition du comte Barthelemy et celle de M. Laffitte[1] qui en est absolument l'opposé nécessiteront l'envoi d'un courrier. Les conséquences en sont incalculables, il ne s'agit rien moins que de dissoudre les Chambres, c'est tout dire. Le prince de Talleyrand vient de temps en temps chez moi; sa conversation est toujours très intéressante, mais tu conçois qu'elle ne roule que très légèrement sur les événements du jour. Il m'a invitée à dîner aujourd'hui, ainsi que la duchesse de Duras. Je me faisais une fête d'entendre après-demain discuter la proposition de M. Laffitte, mais il me faut y renoncer, les débats, paraît-il, auront lieu à huis clos.

1. Laffitte (Jacques), financier et homme d'État né en 1767, mort en 1844.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Saint-Pétersbourg, 5/17 février 1819.

Je comprends la frayeur que tu as ressentie en apprenant la mort de la Reine, et tu comprendras toute l'impression qu'elle a causée ici. J'ai vu, l'autre jour, l'Impératrice-Mère; elle est pâle, maigre, ne dort pas et ne se remet que bien lentement. Si elle n'était d'une constitution aussi excellente, elle aurait certainement fait une grande maladie. Elle m'a parlé de toi avec infiniment de bonté. L'Empereur est plus résigné; cependant ses traits sont visiblement altérés. La conversation que j'ai eue avec l'impératrice Élisabeth, à son retour, a été pleine d'émotion; elle m'a conté en détail la manière dont elle a appris cette terrible catastrophe, et cela avec un tel attendrissement que j'ai eu de la peine à retenir des larmes.

J'ai lu avec un vif plaisir les détails que tu me donnes sur ton genre de vie et je suis heureux de te voir entraînée vers la société des gens du pays. Les fréquenter de préférence aux étrangers ou aux compatriotes a toujours été mon principe et je n'ai jamais eu lieu de m'en repentir. Mme Swetchine te maintiendra dans ces allures et tu passeras sûrement le temps d'une manière fort intéressante. Les soirées de Mmes de Duras et de Montcalm sont certainement des plus agréables et

la conversation des gens d'esprit qui s'y rencontrent est bien faite pour te plaire, je t'engage donc à les préférer à toutes autres. J'ai reçu du bon Richelieu une lettre charmante. Figure-toi que je lisais le discours de Manuel et admirais son éloquence, lorsque je reçus ta lettre. Tu fais bien de suivre les Chambres et je t'engage beaucoup à continuer. Et si tu pouvais prendre sur toi d'aller quelquefois le soir entendre Mlle Mars[1] ou voir un joli ballet, tu me ferais grand plaisir; et je lirais avec beaucoup d'intérêt les impressions que tu en aurais rapportées.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Saint-Pétersbourg, 1er mars 1819.

Le temps était si beau aujourd'hui que je n'ai pu me refuser le plaisir de faire une grande promenade en traîneau; après quoi, j'ai été dîner chez Mme Laval d'une manière très gaie et très agréable. Il n'y avait que Modène, Lambert et le comte Séverin Potocki. Nous y sommes restés à bavarder sur les affaires de France, jusqu'à neuf heures. Séverin est très drôle sur ce chapitre; il prétend qu'il a beau lire et la *Minerve* et le *Conservateur*, qu'il ne sait qui a tort, ni qui a raison.

1. Mars (Anne-Françoise-Hippolyte Salvetat, dite Mlle), célèbre actrice française, né en 1779, morte en 1847.

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 6 mars 1819.

J'ai eu occasion, Monsieur le comte, de lire la dépêche circulaire, adressée aux ministres de Russie, relativement au changement du ministère de France, et je ne saurais vous exprimer à quel point j'ai trouvé cette pièce admirable. Il ne me convient pas d'en faire l'éloge en détail, car d'ailleurs chaque ligne y prêterait; mais quel bonheur pour l'Europe, menacée encore de tant de dangers, que le plus puissant des Princes de son temps, professe les principes et dirige sa politique d'après les vues justes, saines et salutaires que tout respire dans cette noble déclaration!

La *Minerve* française a vivement riposté à l'article du *Beobachter*, dont M. de Golovkin vous a envoyé la traduction. Elle nous a vivement combattus par des sarcasmes et par des impertinences; mais elle n'a pas pu et n'a pas osé attaquer les faits que nous avions opposés à ses mensonges. Nous avons voulu un moment donner suite à cette discussion; mais, toute réflexion faite, nous y avons renoncé. Cependant comme le même cahier de la *Minerve* contient le panégyrique le plus impudent et le plus ridicule de l'incroyable ouvrage de Pradt « sur l'état de l'Europe après les conférences d'Aix-la-Chapelle », il a été décidé de placer dans une

analyse de cette rapsodie les observations qu'il nous reste à faire sur le ton que les Français ont pris depuis quelques mois en parlant de leurs rapports avec les puissances étrangères. Cette forme nous donnera l'avantage de pouvoir nous exprimer sans beaucoup de compliments puisque M. de Pradt est un de ces hommes qui se sont mis par leur propre impudence hors la loi des ménagements, et qu'on peut l'accabler sans scrupule, même là où il est l'organe irrécusable de ses compatriotes. J'entreprendrai ce petit travail aussitôt que M. de Metternich sera parti.

Son départ est fixé à mardi, 9. Il n'est rien moins que tranquille sur beaucoup de choses qu'il laisse derrière lui. La marche des Chambres en Bavière et la nullité du gouvernement dans une aussi forte crise a de quoi faire trembler. La Prusse ajourne le moment fatal auquel elle ne peut pourtant pas échapper. Les affaires de la diète n'avancent pas. Il règne dans nos propres provinces un mécontentement funeste, provoqué par une obstination très intempestive de soutenir le taux de l'impôt foncier à une hauteur démesurée dans une année où déjà tous les propriétaires sont ruinés par le bas prix des denrées. La fermentation des esprits est poussée partout en Allemagne par l'audace sans cesse croissante des feuilles incendiaires, qui depuis quelques mois ne mettent plus de terme à leur fureur. La France est sévèrement agitée; je vois même l'Angleterre dans une position tout à fait sinistre, le ministère plus faible que jamais, l'esprit public sans direction et sans bous-

sole. La question de la banque, de quelque manière qu'elle finisse, amènera de cruels embarras. Enfin, il est bien évident que l'union entre les grandes puissances et la garantie qu'elle fournit contre le danger incalculable d'une guerre est aujourd'hui notre *seule* ancre de salut, et l'Empereur de Russie, seul garant efficace de ce système, l'ange tutélaire de l'Europe.

Un triste pressentiment me fait croire que je n'aurai pas de longtemps de vos nouvelles. Vous devez être extrêmement occupé, et d'ailleurs, vous penserez n'avoir rien à me dire; ce qui, quoique très faux, serait pardonnable. Tâchez seulement, Monsieur le comte, de ne jamais oublier votre fidèle serviteur.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Paris, 4/16 mars 1819.

Il n'est rien de comparable au climat merveilleux dont nous jouissons ici; cependant je compte quitter Paris vers le 20 du mois prochain. J'éprouverai quelque peine à laisser Mme de Swetchine, que j'aime du fond du cœur et la duchesse de Duras, qui est bien aimable, bien bonne pour moi et d'autres personnes que je vois habituellement chez celle-ci. Ce qui me peine pour elles, c'est le sort qui les attend. Il n'y a

rien de bon à prévoir. De nouveau, il n'est question que de trimballage. Et quand on pense que tout le mal est causé par quelques personnes et qu'il suffirait de les éloigner pour l'arrêter ! Je m'oublie, mais c'est dit. J'aime bien mieux t'entretenir d'autre chose. Je ne vais presque pas au spectacle, par la raison qu'il finit tard et que je lui préfère la société qui satisfait davantage ma curiosité et l'ardent désir que j'ai de toujours m'instruire. Dans le cercle d'élite que je fréquente et au milieu des hommes supérieurs qu'il m'est donné d'entendre, je suis certainement à bonne école.

Il y a bien longtemps que je ne suis allée à la Chambre. Toutes les séances intéressantes y sont maintenant secrètes, comme celle d'hier, par exemple, qui a dû être fort curieuse, à cause du très beau discours qu'y a prononcé M. Lainé. Je crois que c'est pour m'attraper que ces Messieurs ne pérorent plus qu'entre eux. On aurait tort dans ce pays de généraliser et de rendre responsable la nation de tout ce qui s'y fait d'exécrable. Je m'intéresse à elle excessivement et lui souhaite de bien bon cœur d'échapper, sans éclat, à tout le mal qui se prépare. Je crois que celui qui se trouve ici, en ce moment, ne peut répondre d'y être l'année prochaine.

---

*Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.*

Saint-Pétersbourg, 16 mars 1819.

Suis mon exemple : Tous les jours, je suis couché avant minuit et levé avant sept heures; tous les jours, je me promène pendant une heure. Essaye ce régime et tu verras comme tu te porteras. Quant à moi, je m'en trouve à merveille, malgré l'excès de travail. Heureusement celui-ci marche assez rondement. Jusqu'à présent, l'Empereur a paru satisfait et ne pas avoir l'air de s'apercevoir de l'absence du huitième sage[1]. Il me traite en tout très bien et je n'ai qu'à me louer de la confiance qu'il me témoigne. Pour peu que cela se maintienne sur ce pied, il ne me restera rien à désirer sous ce rapport.

Je te prie de croire que je lis les discours prononcés dans les Chambres avec autant de suite que d'intérêt. Ceux de M. de Villèle ont toujours à mon avis un grand défaut, celui de s'écarter de la question et de développer, hors de saison, des considérations politiques d'un ordre très relevé, lorsque la discussion ne roule que sur des objets secondaires. Je ne sais si on sera de cette opinion dans les salons de Mme de Duras. Celui des orateurs qui m'amuse le plus, c'est Cornet d'Incours.

1. Capo d'Istria.

C'est le Canning de la France. Ce que j'attends avec impatience, c'est quelque beau discours de M. Lainé qui, dans cette session, n'a pas encore pris la parole. Continue à m'entretenir de ces affaires; j'aime à connaître tes jugements. Le monsieur dont tu me parles et qui m'aime tant, c'est sûrement Laborie. Le duc de Richelieu fera très bien de ne pas garder la dotation. Elle lui a été offerte d'une manière trop peu aimable pour qu'il puisse l'accepter.

Ta petite lettre par la princesse Kourakin m'a instruit des commérages de Bonnay. C'est un excès de prudence qui me les a valus, car ce n'était certainement pas devant lui, que je connais très peu, que je devais et pouvais m'étendre sur les inconvénients ou les dangers du nouveau ministère. Je lui ai parlé en termes très généraux et ne l'ai vu que pendant un quart d'heure. Il en a conclu que j'approuvais le changement et a transmis ses propres conclusions à Decazes pour se rendre agréable. Toutefois je n'ai laissé ignorer ni à Bernstorf, ni au Roi les justes appréhensions qu'inspiraient les nouveaux ministres; mais il n'eût pas été prudent de les publier sur les toits. Garde toute cette explication pour toi et n'en parle tout au plus qu'à Pozzo. Dis-moi ce qu'il a pensé des dépêches que je lui ai envoyées d'ici, car il t'aura sûrement fait part de son opinion à ce sujet avec un certain abandon.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Paris, 17 mars 1819.

Je te dirai qu'hier j'ai été très longtemps à ne pouvoir m'endormir, à cause de ce qui se passe ici. Ce n'est nullement par amour de la politique, mais tout bonnement par égoïsme. Si cet état de choses doit durer, il est sûr, en effet, que les armées marcheront, et toi aussi. Les événements se succéderont certainement avec une impétuosité incalculable. Des dérangements sans fin en résulteront de nouveau et tout cela pour qui? Pour un groupe de misérables. Voilà donc les fruits de cette administration si admirable de M. de Richelieu! N'est-ce pas son ministère qui a préparé tout ce qui arrive en ce moment? Et il abandonne sa place à l'instant précis où il avait la possibilité de réparer ses fautes passées. Vous avez tous été dans une erreur parfaite au sujet de ce qui s'est passé dans ce pays et vous avez traité de fou celui qui vous prédisait les événements actuels. Modène, qui se trouvait à Paris, il y a deux ans, ne s'étonne pas le moins du monde du spectacle pitoyable auquel nous assistons; il avait prévu l'horrible gâchis dans lequel on patauge et dont il est bien difficile de sortir. Pozzo est pour moi et sera une énigme pour tous; on ne comprend pas qu'il se soit laissé leurrer pendant toute la durée du dernier

ministère et qu'il vous ait fait accroire que le bonheur de la France était presque consolidé. Certes, ces hommes ont eu la partie belle, et si rien de bon n'a été fait, la faute en est à eux seuls. L'histoire les jugera comme ils le méritent et la honte restera éternellement attachée à leurs noms. Aussi n'ai-je vu personne de plus gêné que Pozzo dans ce temps. On s'est montré pourtant très modéré à son égard, et maintenant qu'il voit les choses sous leur vrai jour et comprend ce qu'il y aurait à faire, les partis se rallient à lui. Mais on l'accuse et avec raison d'avoir participé au mal qu'on subit en ce moment, on lui reproche d'avoir dit sur tous les tons et écrit sans cesse qu'il fallait retirer les troupes, alors que personne ne se plaignait de leur présence dans ce pays.

Les habitants eux-mêmes chez qui logeaient les alliés les ont regrettés, et ce n'était nullement pour eux un assujettissement aussi terrible qu'on voulait bien le décrire. Ceux qui ont le plus poussé le gouvernement à hâter l'évacuation des troupes sont ceux-là mêmes qui font tout actuellemeut pour rejeter la France dans le trouble. Je ne voudrais certainement pas être à la place de Pozzo ; jamais amour-propre ne fut plus puni. Je l'aime trop pour ne pas le plaindre, mais je ne reviens pas de mon étonnement, de ce que la vanité de diriger la France l'ait aveuglé à ce point. Aussi dans le tête-à-tête, quand je me suis permis de lui poser quelques questions relatives au passé, n'a-t-il su que me répondre, et pour s'excuser n'a-t-il trouvé que des rai-

sons se rapportant à des intrigues futiles. Personne ne pourra me prouver que lui et Richelieu n'ont pas été les dupes de Decazes jusqu'au moment où il a été assez puissant pour les écarter. A l'heure présente, Decazes nargue Pozzo, tout en l'épiant dans ses moindres gestes. En somme, quant au passé, on pourrait faire un procès en règle à Pozzo, mais en ce moment il vous est utile et même indispensable pour le compte qu'il vous rend fidèlement des événements; et j'ajouterai que toute autre personne que vous enverriez à sa place se jetterait dans un parti quelconque, ce qui est assez dans le caractère russe. On craint ici que vous n'ayez l'idée d'envoyer Kotchoubei; sa conduite n'a pas été bonne pour un homme de marque. Le bruit avait couru aussi qu'on t'enverrait et ton nom avait été bien accueilli par tous les partis, car tous te désirent. Mais que le bon Dieu te préserve de tomber dans cette galère! Il faudrait cependant quelqu'un de fort, qui agisse avec énergie. Pozzo, sans doute, fera tout ce qu'il pourra, mais sa conduite passée et les regrets qu'il en a lui ôtent la force qu'il devrait avoir. On ne peut accuser les royalistes d'exagération; leurs discours, leurs actions sont basés sur le bien et la légitimité. L'Europe sera de nouveau en feu, si on n'arrête pas vigoureusement tout ce qui se fait. Tu te moqueras de moi, mais tu finiras par te persuader que vous avez été bien abusés par tout ce que Pozzo vous écrivait. Vous étiez dans une quiétude, dans une sécurité que nous allons payer bien cher et qui nous entraînera à des trimballages. Papa

doit préparer des millions, et si nous n'avons plus de subsides des Anglais, où en serons-nous ? C'est effrayant ! Tu verras que d'ici à l'automne on sera obligé de prendre un grand parti, si auparavant vous n'agissez pas avec force. Cette distance de Pétersbourg fait que le mal a le temps d'empirer et de devenir terrible avant que le remède n'arrive.

La même au même.

18 mars 1819.

Tu recevras par ce courrier la liste des pairs qui viennent d'être nommés ; c'est un véritable appel à la révolution. Je suis d'une mélancolie atroce. Il n'y a plus à en douter, dans le courant de l'été, vous marcherez. Je ne puis penser, sans tristesse et sans effroi, à toutes les désolations qui vont s'ensuivre, à la révolution qui va s'étendre jusqu'aux frontières de l'Asie. Je suis plus que jamais au désespoir d'être loin de toi. Je te vois déjà bivouaquant ; je vois le peuple, furieux de voir les armées marcher, se révoltant de tous côtés, mes frères en campagne, mon père aux abois pour l'argent et, par conséquent, tous ses projets de finances en l'air. Je ne puis t'exprimer l'épouvante et l'horreur qui règnent ici parmi les honnêtes gens, qui y sont en plus grand nombre qu'on ne le pense. Parce que la Chambre des

pairs a pris une attitude noble, on l'écrase par la nomination de nouveaux pairs pris dans les coins les plus pourris au point de vue des principes. Et qu'on vienne encore me dire que le ministère de M. de Richelieu était admirable. Voilà ce qu'il a fourni; en voilà la suite. Vous vous êtes tous moqués de la note secrète; je te l'envoie ci-jointe, dis-moi si ce n'est point une prophétie de tout ce qui est arrivé. Decazes est un grand coquin, mais il sautera le premier. Saint-Cyr promet une armée considérable d'ici à quelques mois, et tu conçois qu'il n'aura pas de peine à la former. Tu connais l'esprit de la Belgique, des bords du Rhin, de la Prusse, tu sais ce qu'on peut attendre de l'Angleterre, en souffrant que, de son côté, Stuard fomente la discorde. Il y a un infâme individu, nommé Lagarde[1], qui voit Stuard plusieurs fois par semaine et lui fait faire ce qu'il veut; la décadence, enfin, est complète. Pourquoi avoir fait sortir les troupes de ce pays? Par leur coupable faiblesse, que de mal Richelieu et Pozzo ont fait! Peut-on s'aveugler et se laisser aveugler à ce point? La France sera divisée et cela amènera des conflits d'opinion sans fin. Le comte Paul Esterhazy[2], qui est ici et

1. Lagarde (Augustin-Marie-Balthazar-Charles Pelletier, comte de) général et diplomate.

2. Esterhazy (Paul-Antoine, prince d'), 1786-1866, diplomate autrichien. Ambassadeur à Dresde (1810), en Westphalie, à Rome (1814) et à Londres (1815-1818, 1830-1838). En 1842, de retour en Hongrie, il se prononça en faveur du mouvement national et libéral, devint palatin du comitat d'Œdenbourg (1847) et membre du ministère hongrois Batthyani en 1848.

doit retourner à Londres, a dit que lorsque l'Empereur avait reçu ton premier courrier, il avait engagé l'empereur d'Autriche à renoncer à l'Italie et à rappeler ses troupes qui étaient en congé. C'est bien belliqueux, et il ne sera pas le seul des souverains à être dans ces dispositions. Jamais Napoléon n'a été plus apprécié qu'en ce moment ; les gens les mieux pensants pensent à lui et sont étonnés que le chef actuel leur donne autant sujet d'admirer et de regretter l'Usurpateur. S'il accourait, je te réponds bien qu'il y aurait une importante députation d'hommes et de femmes qui se porteraient à sa rencontre. Ce pays, cependant, ne désire que la tranquillité ; il n'y règne encore aucune effervescence, mais, à force de vouloir une révolution, on l'aura, et celle-ci sera pire que toutes celles qui ont eu lieu jusqu'à présent. Je suis persuadée qu'on fera le plus mauvais accueil à tout conseil venant de l'étranger; cela rentre dans le système du ministère, qui fait tout ce qu'il faut pour se perdre. Je n'en dors pas, tant je suis pénétrée des conséquences terribles qui nous attendent. Tant pis pour celui qui croira tout arrêter par un geste menaçant! Ce geste ne servira qu'à mettre le feu aux poudres. Encore, si notre Empereur, au courant de ce qui se passe, ne s'avisait pas d'innover et de faire des essais dans son pays! S'il pouvait mettre un frein à ses idées et ne pas allumer de feux chez lui ! On ignore, très heureusement, la position de notre pays et tout ce qui s'y fait ; on nous croit très éloignés de toute idée de changement et on nous suppose, par rapport aux idées

du siècle, aussi innocents que l'enfant qui vient de naître. D'ailleurs, j'appuie de mon mieux cette erreur, chaque fois que, sur ce point, des questions me sont adressées. Tout le monde est dans un état pénible et éprouve contre le chef de la dynastie un vif sentiment d'indignation. La pauvre duchesse de Berry[1] s'avise d'être grosse dans ces circonstances. Dieu sait si elle portera cet enfant à terme ! Avons-nous été assez bêtes à Aix-la-Chapelle ! Non, je n'en reviens pas ; quelle duperie !

La même au même.

19 mars 1819.

Je ne puis t'exprimer la douleur et l'effroi qu'a causés dans la ville la nomination de ces pairs. Tout le monde dit que cela finira par une Convention. Il m'est venu dans l'idée que si vous envoyiez des instructions strictes à Capo d'Istria, une espèce d'ultimatum, cela produirait peut-être plus d'effet que tout ce que Pozzo peut faire. Il faut huit jours à Capo d'Istria pour venir de Rome ici. Le bruit court déjà qu'il viendra, et cela ne fait pas plaisir aux bien pensants, parce qu'on sait

1. Berry (Marie-Caroline de Bourbon, duchesse de), 1798-1870, fille de François Ier, roi des Deux-Siciles, épousa le duc de Berry en 1816 ; elle était enceinte du duc de Bordeaux lors de l'attentat de Louvel (1820).

qu'il penche vers le libéralisme, mais il n'est pas douteux que s'il arrivait, muni de pleins pouvoirs et de bonnes instructions, son intervention n'ait un heureux résultat. D'autre part, il est certain qu'ils auront, avant peu de temps, uue armée formidable.

Je suis invitée aujourd'hui à une soirée chez la comtesse Golovkin, et cela m'ennuie, parce qu'il faut y voir ses amies que je ne connais pas. Les sociétés sont bien mornes, la conversation n'y roule que sur des sujets pénibles et des présages effrayants. Je m'étonne encore de la modération qui règne chez nous ; je ne sais ce qu'on aurait fait si on avait insulté la noblesse comme on vient de l'insulter en nommant ces pairs. Quant à Pozzo, je suis forcée de le blâmer à tout instant du jour, à propos de mille choses ; je lui en veux surtout d'avoir fait retirer les troupes des places fortes. Plusieurs personnes sont convaincues qu'il ne peut plus agir pour le bien. L'arrivée de Capo d'Istria relèverait, ranimerait le moral des bien pensants et effraierait le mauvais parti. On n'a plus aucune considération pour Pozzo ; tu peux le demander à qui tu voudras; il n'y a qu'une voix là-dessus. Ceux qui l'aiment et ceux qui ne l'aiment pas pensent de même à son égard, mais je conçois qu'on ne l'aime pas. Voilà le second Corse qui sera cause d'une lutte sanglante. Tout ce que j'entrevois est d'un noir d'encre.

La même au même.

21 mars 1819.

Pozzo compte vous expédier un courrier dans peu de jours. Le ministre de la guerre, atteint d'une inflammation des poumons, va fort mal. C'est à savoir comment il sera remplacé, car on le dit en grand danger. Il n'est question en ce moment que de l'ambassadeur de Perse, qui n'a pas voulu être présenté au Roi autrement que assis dans un fauteuil, le Roi ne pouvant pas se lever du sien, et comme on n'y a pas consenti, il a dit qu'il se retirait avec l'espoir qu'à son retour d'Angleterre il trouverait le Roi debout. Cela a fait toute une histoire parce qu'on a eu la bêtise de ne s'expliquer, à ce sujet, avec cet ambassadeur, que le matin même de l'audience. On prétend qu'on a fait remettre des passeports à ce fier Persan. Je doute fort que notre ministre veuille ou puisse jouer un rôle aussi beau à la cour de Perse.

Nous nous flattons de voir arriver un courrier incessamment, c'est-à-dire dans la huitaine, à moins que vous ne supposiez les événements tels qu'on ne puisse y remédier. Cela serait dommage, des paroles peuvent encore avoir un effet. Je n'ai pas eu le plaisir, que je me promettais, d'entendre M. Lainé; tout ce qui est intéressant se traite en comité secret. C'est pour moi une attrape et une grande privation. J'ai dîné chez le comte

de Stackelberg avec Louis Saint-Priest, que j'ai revu avec plaisir. Je suis invitée à une soirée chez la comtesse Golovkin, ce qui m'ennuie extrêmement, et d'autant plus que je ne connais aucune des personnes qui forment cette honorable société. Ce sont des amies à n'en pas finir, à qui elle veut absolument me présenter. J'aurai un air si sévère que l'impression que je ferai sera tout à fait défavorable.

On prétend, si le ministre de la guerre doit être remplacé, que c'est Davout qui lui succédera; ce sera tomber de Charybde en Scylla.

Le comte Charles de Nesselrode à sa femme.

Saint-Pétersbourg, 23 mars 1819.

Les affaires de France commencent à nous inquiéter très sérieusement. Conseille à Pozzo d'être aussi prudent que possible, et dans ce qu'il dit et dans ce qu'il écrit.

---

27 mars.

Ce matin, j'ai vu le général Hulot[1] qui a l'air bon diable, *ma niente piu*. Il m'a beaucoup parlé de toi.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Paris, 1er avril 1819.

Mme Swetchine veut aller avec moi à Ermenonville, c'est une course intéressante que je me promets de faire au premier jour, si les enfants se portent bien et si je reçois exactement des lettres de toi. Figure-toi que ce magnifique domaine est à vendre, mais personne n'en veut donner le prix demandé, aussi craint-on fort qu'il ne soit vendu à une certaine société qui n'achète que pour démolir.

Je crois que tu n'as pas le temps de lire toutes les brochures qui paraissent ; il y en a d'un esprit bien mordant, mais à quoi cela sert-il ? Quoique le ministre

1. Hulot (Etienne), général, 1774-1850, servit avec éclat pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, et de simple soldat devint général de division en 1812 avec le titre de baron (1813). Inspecteur général de l'infanterie sous la Restauration, il fut mis en disponibilité en 1825 et rappelé en 1830.

de la Guerre ait reparu au Conseil, il est toujours question de lui donner un successeur. On hésite entre Davout et Daru[1]. Les nouveaux pairs s'amalgament très bien avec les anciens. On n'a pris encore aucune décision au sujet de l'augmentation du nombre des députés, mais il est question d'élever ce nombre à cinq cents. Serre est partisan de cette augmentation et Decazes y est hostile. Tous ces nouveaux députés ont été nommés à la barbe des ministres ; peut-être ceux qui leur auraient plu auraient-ils été pires, bien que cela paraisse impossible.

La même au même.

4 avril 1819.

Je sais de Capo d'Istria qu'il est parti pour aller voir ses parents. On parle déjà de son arrivée ici comme d'un événement très important. Dieu veuille qu'il réussisse à assoupir tous les germes révolutionnaires ! Jamais ministère n'a été plus néfaste que celui qui règne en ce moment. Quant au Roi, c'est une simple machine qui fait ce qu'on lui dit de faire ; il croit, à ce

1. Daru (comte), homme d'État et littérateur, 1767-1829. Plénipotentiaire à Berlin en 1806, ministre, secrétaire d'État en 1811, il s'opposa dans les conseils de l'Empereur à la guerre de Russie. Après la Restauration, il fut nommé pair, et défendit avec constance la cause des libertés publiques. Membre de l'Académie française.

prix, être en droit d'occuper le château des Tuileries et d'avoir son dîner. C'est bien l'homme du siècle le plus méprisable. Pozzo est tracassé par celui qu'il a élevé, pour ainsi dire, et lancé dans ce tourbillon. Decazes dit, en effet, que Pozzo connaît trop la France pour y rester. C'est, je pense, une bonne raison pour nous de le garder, surtout en ce moment. Il fréquente moins la société ; il va chez Mme de Montcalm tous les soirs, et, de temps à autre, chez la duchesse de Duras.

L'ambassadeur de Perse a indigné tous ces Français par son insolence, relativement à sa présentation au Roi ; il a même manqué à l'étiquette dans je ne sais plus quelle occasion, et lorsque, en prenant congé du Roi, le gentilhomme qui le conduisait a voulu lui faire faire la révérence de laquelle il était convenu, il s'est écrié : « Basta, basta ! » à voix si haute que tout le monde l'a entendu. Il n'en a pas moins un succès incroyable ; les dames vont chez lui et il leur montre sa Circassienne. Tout cela est d'un ridicule achevé, car il n'a rien d'extraordinaire et le moindre figurant, représentant à l'Opéra un Persan, lui ressemble.

La même au même.

9 avril 1819.

C'est hier au dîner de Stuard que Stackelberg, qui y était arrivé avec Pozzo, m'a annoncé l'arrivée du courrier qui m'a remis tes lettres. Que tu es aimable et bon de m'écrire par toutes les occasions; quel bien cela me fait, cher ami, et combien je te suis reconnaissante! Pozzo n'avait pas encore lu les dépêches lorsque je l'ai vu, mais je sais qu'il est enchanté de ta lettre particulière; il a été aussi très content de tout ce que tu lui as écrit avant. L'arrivée du comte Capo d'Istria lui fait peur; il a tort, car celui-ci ne peut différer d'opinion avec sa cour. Hier, à table, je me suis trouvée, sans m'en douter, entre M. Dessolles et lord Whitworth[1] qui m'avait donné le bras. Je ne puis croire qu'on n'ait pas envoyé ce dernier, ici, pour se rendre compte de ce qui se passe; il est arrivé avec une suite assez nombreuse et ne doit rester que trois semaines. Il est encore bel homme et se tient très droit; il prend plaisir à parler de la Russie et m'a parlé de tous les miens. Il m'a dit qu'il ne doutait pas que lorsque le départ de

1. Whitworth d'Aldbaston (Charles, vicomte), né en 1754, mort en 1825. Fut créé en 1813 lord de la Chambre, puis pair d'Angleterre et la même année succéda au duc de Richmond comme vice-roi d'Irlande. Il se démit de ses fonctions en 1817, et, deux ans plus tard, fit à Paris un voyage qui donna lieu à une foule de commentaires, bien qu'il n'eût aucun caractère officiel.

Cathcart serait décidé, celui qui le remplacerait serait très bien choisi.

Figure-toi qu'on dit ici que le maréchal Moreau va marier sa fille avec le prince Oscar. Cela m'a l'air d'un conte, qu'en penses-tu? Ce serait drôle, ne trouves-tu pas? Je ne puis plus te parler de la Chambre des députés, n'y allant plus, depuis qu'on traite à huis clos les questions intéressantes. Tout dégringole ici, cela roule comme un torrent. Le premier Jacobin est le Roi; il finira avec le bonnet rouge sur la tête. Le reste de sa famille me fait beaucoup de peine. Je me demande comment vous pourrez arranger cela; c'est plus difficile qu'en 1814 ou 1815, je vous en réponds. Tâchez de faire changer le ministère et cela ira, car le Roi est ce que veut son entourage, aussi Richelieu est-il bien coupable de n'avoir fait que le mal, alors qu'il pouvait ne faire que le bien. Ce Mounier[1] que vous admiriez à Aix-la-Chapelle l'a pris dans ses filets comme beaucoup d'autres. C'est un homme qui professe des principes affreux; il n'a pas fait baptiser ses enfants, c'est tout dire. On doit à ce ministère la loi de l'élection. Gouvion Saint-Cyr, qui s'est remis entièrement de sa maladie, et

1. Mounier (Phil.-Édouard, baron) 1784-1843. Intendant de la principauté de Saxe-Weimar en 1807, puis secrétaire de Napoléon, intendant des bâtiments de la couronne, et conseiller d'État. Se rallia aux Bourbons en 1814, présida en 1817 la commission mixte chargée de liquider les créances étrangères, suivit le duc de Richelieu au congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818, devint pair de France en 1819 et directeur général de l'administration départementale en 1821. Il se tint à l'écart sous le gouvernement de 1830.

Royer-Collard suffiraient à eux seuls pour produire tout le mal qui arrive.

La même au même.

12 avril 1819.

C'est sans doute pour te moquer de moi que tu prétends aimer mes raisonnements sur la Chambre des députés ; quoi qu'il en soit, je t'avouerai que je suis très étonnée de la politique que vous suivez. Voici, depuis ton arrivée, le second courrier d'expédié sans que rien de marquant ne vienne donner une nouvelle direction aux affaires. Qu'est-ce que vous observez si longtemps? Attendez-vous que le pays croule et tout le monde avec? Pourquoi ne prenez-vous pas le ton qui vous convient et ne faites-vous pas des représentations énergiques ? Vous auriez au moins la conscience nette devant toutes les nations qui entourent la France et même devant le peuple français. Aurez-vous le tort qu'on a eu, durant la Révolution, de laisser tout faire et de vouloir ensuite arrêter la marche des événements, quand il était trop tard ? Une sorte de mise en demeure, de votre part, et si c'est possible des quatre puissances réunies, d'avoir à changer le ministère, pourrait encore faire du bien et modifier l'état des choses. La nation prouve suffisamment qu'elle n'aspire qu'à la tranquil-

lité; c'est le ministère qui, avec l'aide de Royer-Collard, de Lagarde, de Tissot et de quelques monstres du même genre, fait tout le mal et le fait ouvertement, sans se gêner. Tout Français lève les épaules lorsqu'il entend dire qu'on veut former une armée; beaucoup s'accordent à penser qu'il ne faudrait qu'une garde nationale, quelques régiments, y compris la garde. Rien de plus insensé que ce qu'on peut lire dans le *Journal des Débats* du 11, sur les forteresses et sur l'armée; c'est tout à fait une petite déclaration de guerre en forme. C'est de vous et de l'impulsion que vous donnerez que ce pays attend son salut. Vous soutenez et avez l'air d'approuver tout ce qui se passe. Prévenir le mal, voilà le grand art; quel mérite aurez-vous à sabrer? Vous serez entraîné dans mille choses pénibles, dangereuses, incalculables, à cause de l'esprit qui règne en Allemagne. Je voudrais être à la place d'un souverain, pour faire entendre raison à ce rabougri qui est sur le trône comme un magot. D'abord, c'est un homme qui est tout ce qu'on veut qu'il soit; il n'y a pas d'exemple qu'il ait résisté à une demande réitérée. Pourvu qu'il ait l'assurance de rester à sa place, il consentira à tout ce qu'on voudra. Je ne conçois pas qu'il y ait un pays en Europe qui veuille la guerre, car, à mon avis, il n'en est aucun qui soit capable de la faire, sans risquer de se perdre lui-même. J'espère toujours que vous combinerez quelques arrangements entre vous pour enrayer le mal qui, chaque jour que vous perdez, fait un pas de géant. Il est encore temps d'intervenir, étant donnée

la nonchalance que la nation ne cesse de témoigner. On lui fait faire ces élections ; on la pousse à signer ces adresses. Les vétérans, ces vieux soldats qui s'étaient habitués à une vie paisible, ont pleuré en reprenant le fusil, mais il est à craindre qu'ils ne s'exaspèrent. A propos des dernières élections, qui ont été si mauvaises, je me suis rappelé que Decazes, à un dîner chez l'ambassadeur d'Angleterre, te disait que lorsque les élections laissaient à désirer, la faute en était au ministère de l'Intérieur et qu'elles seraient ce qu'elles doivent être s'il était ministre. Or, il est tout-puissant et jamais les votes n'ont été pires. Figure-toi qu'il y a quelques jours, ce Monsieur, se sentant des maux d'estomac, des crampes, s'est cru empoisonné et a absorbé un tas de drogues, ce qui lui a donné une mine terrible. Le mal est surtout dans son imagination. Figure-toi aussi qu'il prétend ne pas approuver ce que fait le ministre de la Guerre. Pourquoi, en ce cas, ne le remplace-t-il pas? Barante[1], Guizot, Lagarde, Dessolles même le gouvernent et ils sont tous détestables. Voilà en quelles mains sont tombées les destinées de l'Europe,

1. Barante (Prosper Brugière, baron de), historien et homme politique français, 1782-1866. Auditeur au Conseil d'État, préfet de la Vendée et de la Loire-Inférieure sous l'Empire et la première Restauration. Démissionnaire aux Cent-Jours, il fut en 1815, secrétaire général du ministère de l'intérieur, conseiller d'État, député. Pair de France en 1819, il entra dans les rangs de l'opposition avec les doctrinaires dont il faisait partie. Membre de l'Académie française (1828), ambassadeur à Turin de 1830 à 1835, à Saint-Pétersbourg de 1835 à 1848, il fut et demeura un des partisans les plus dévoués du gouvernement de Louis-Philippe et de la politique conservatrice.

et vous souffrez cela sans mot dire. Aimez-vous donc tant la guerre et la voulez-vous absolument ? Le ministre des Finances a-t-il des trésors à vous livrer ? Pensez-vous, à voir l'exaspération des têtes allemandes, qu'il y ait un homme bien pensant qui puisse être tranquille ? Pouvez-vous même compter sur une union sincère entre vous ? Tout cela est bien précaire. Quel beau pays que la France et que de bonnes et braves gens l'habitent ; il n'y aurait pour qu'il redevienne heureux et prospère qu'à en arracher la mauvaise herbe, et c'est votre affaire. Cela m'intéresse sous tous les rapports et d'autant plus que tu es maintenant seul auprès de l'Empereur. Ceci dit, moque-toi de ta femme, je m'y soumets, mais je ne crois pas avoir tort. Pour répondre à tes réflexions sur les orateurs de la Chambre, je te dirai que c'est justement Cornet d'Incours qui est superficiel, mais brillant et plein de saillies, tandis que Villèle approfondit avec justesse le sujet qu'il traite et s'il s'en écarte, c'est parce que c'est un gouvernement qui marche mal et que les orateurs croient de leur devoir de sortir un peu de leur sujet pour taper sur les administrateurs. Mais celui qui l'emporte sur Villèle, c'est Corbière [1] ; celui-là est profond dans ses raisonnements

1. Corbière (Jacques-Joseph-Guillaume-Pierre, comte de), homme d'État, né en 1767, mort en 1853. Député en 1815, il fut un des ultra-royalistes les plus véhéments de la *Chambre introuvable*. Ministre de l'instruction publique (1820), puis de l'intérieur (1821). Pair de France et membre du conseil privé du roi (1828). Exclu de la Chambre des pairs en 1830, pour refus de serment à Louis-Philippe, il se retira dans ses terres et vécut depuis entièrement étranger à la politique.

et très piquant. Je n'ai pu entendre M. Lainé, la porte de la Chambre étant interdite aux amateurs, mais, à la lecture, ses discours, surtout celui qui se rapporte à la proposition de M. Barthélemy, m'ont paru manquer d'énergie. C'est d'ailleurs son défaut. Voilà mon opinion personnelle, que je me hasarde à vous soumettre.

Après-demain on discutera à la Chambre, en séance publique, la loi sur la Presse, je ne manquerai pas de m'y rendre. On prétend qu'on laissera faire à ce sujet tout ce qu'on voudra et que les discours seront peu animés, mais j'espère que les discussions s'échaufferont avec les répliques, ce qui se produit la plupart du temps. Comme ce ministère est bête et connaît peu ses intérêts, en voulant envoyer à Pétersbourg le général Hulot! C'est un homme d'une médiocrité notoire, bon assurément, mais ne jouissant d'aucune considération et ne pouvant en rien faire illusion. On prétend que tous ceux qui représentent la France près des cours étrangères seront rappelés et remplacés par des créatures du ministère. La Ferronnays[1], qui est à Copenhague, a

1. La Ferronnays (Pierre-Louis-Auguste, Ferron, comte de), diplomate français né en 1777, mort en 1842. Emigré avec sa famille à l'époque de la Révolution, il fit les campagnes de l'armée des princes, devint aide de camp du duc de Berry, passa au service de la Suède, puis de la Norvège et rentra en France à la première Restauration. Créé successivement maréchal de camp et pair de France, il devint en outre ministre plénipotentiaire en Danemark (1817), puis en Russie (1819), prit part aux congrès de Troppau (1820), de Laybace (1821) et de Vérone (1822) et ne quitta la Russie qu'après la mort de l'empereur Alexandre. Ministre des affairés étrangères (1827-1829), ambassadeur à Rome (1830), aprés la révolution de

extrêmement envie d'aller en Russie, mais on trouve qu'il n'est pas assez partisan du ministère. Jamais, dans aucun pays, il n'y a eu des Messieurs plus puissants et jamais il n'y a eu un Roi qui ressemble plus à un vieux bouledogue, égoïste, baffreur et grognon, car il est épouvantable de laideur.

Je vais laisser ce sujet pour parler un peu de notre patrie. Je vois que rien n'y change et que tout y va le même train. Pourvu que cela dure et qu'on n'y fasse pas d'innovations, Ah ! si l'Empereur pouvait se dégoûter de la liberté, de ce mot qui perd l'Europe !

J'ai un livre assez curieux que je t'enverrai par la prochaine occasion. Ce sont les mémoires de Montgaillard [1], un ouvrage qu'on n'ose plus imprimer et qui contient un portrait du Roi, méchant, mais d'une ressemblance frappante.

La même au même.

13 avril 1819.

Qu'il me tarde de vous voir agir ! Je t'assure qu'il est grand temps d'arrêter les progrès du mal et que cela

juillet, il refusa de prêter serment à la nouvelle monarchie et dès lors vécut dans la retraite.

1. MONTGAILLARD (G. Honoré Rocques, dit l'abbé de), historiographe français, 1772-1825.

est faisable. Figure-toi que Garat[1], celui qui a lu au Roi sa sentence de mort, ose prétendre qu'il a depuis longtemps des droits à la pairie et qu'on s'accorde à dire qu'elle lui sera accordée avec le traitement. Je te dis que ces Messieurs sont d'une impudence sans exemple. Decazes voit souvent Mme Bassano; il va chez elle et la reçoit; on ne doute pas de la rentrée prochaine de son mari.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Saint-Pétersbourg, 13 avril 1819.

J'ai dû attendre le départ de ce courrier, ma bonne amie, pour répondre avec quelques détails à la lettre que j'ai reçue de toi par le jeune Traversay. Écrite dans un moment où la crise avait atteint son apogée, elle ne pouvait que se ressentir de l'exagération qu'elle a produite chez tous les esprits inquiets. Trouvant ces

1. Garat (Joseph, comte), 1749-1833. Envoyé aux États généraux (1789) par les pays basques comme représentant du tiers-état, il devint sous la Convention ministre de la justice et remplaça Danton après les massacres de septembre (12 octobre 1792); il eut en cette qualité la cruelle mission de lire à Louis XVI sa sentence. Ministre de l'intérieur (1793). Membre du Conseil des Anciens, élu en 1796, il se laissa nommer sénateur, puis comte par l'empereur Napoléon. Nommé membre de l'Académie française en 1806, il en fut exclu sous la Restauration.

inquiétudes très naturelles de ta part, les croyant même justifiées, je ne saurais cependant les partager au même degré, ni surtout supposer que les dangers soient aussi prochains. Je t'ai, par conséquent, écrit par la poste pour te conjurer de ne rien changer du tout à tes projets, mais d'aller tranquillement faire ta cure à Carlsbad, car si les choses en venaient au point que nous dussions quitter Pétersbourg, je te retrouverais en Allemagne et nous aurions plus de facilités de nous revoir, car nous resterions plus à portée l'un de l'autre que si tu revenais maintenant en droiture à Pétersbourg, sacrifiant ta cure, ta santé et les considérations les plus précieuses à une crainte peut-être exagérée. Que le mal existe, je n'en ai aucun doute, mais que les conséquences puissent devenir aussi immédiatement dangereuses et de nature à justifier et réclamer l'action des puissances étrangères, je ne le pense pas.

A l'égard de Pozzo, je suis peiné de voir que tu partages les préventions du salon de Mme de Duras. A mes yeux, il n'a aucun reproche à se faire. Le mal ne date pas des mesures antérieures au changement de ministère, mais provient uniquement de ce fatal changement, amené à son tour par la faiblesse, la pusillanimité et les maux de nerfs de notre ami Richelieu. Si, en revenant d'Aix-la-Chapelle il avait saisi, comme Pozzo le lui conseillait, le timon de l'État d'une main ferme et inébranlable, s'il avait renvoyé Saint-Cyr, fait rentrer dans l'ordre l'ambitieux favori et méprisé, les criailleries des ultras sur la loi des élections, tout cet

imbroglio ne serait point arrivé ; il aurait eu la majorité dans les deux Chambres et aurait gouverné la France avec gloire et honneur. Sa tranquillité n'aurait pas été troublée et tout marcherait avec ordre. C'est dans cette hypothèse que nous devions agir à Aix-la-Chapelle ; il n'eût été donné à aucun homme de bon sens de prévoir les circonstances presque ridicules qui se sont développées, au retour du duc à Paris ; la retraite des troupes me paraît donc entièrement justifiée, et j'ai la conviction intime que ceux qui l'ont conseillée, comme ceux qui l'ont décidée, n'ont aucun reproche à se faire devant le tribunal de leur conscience. Jugeant le cas avec impartialité et justice, sans passion, comme sans arrière-pensées, ils ne pourraient dans les mêmes circonstances que prendre les mêmes décisions. La note secrète, enfant de l'esprit de parti et de l'intrigue, est et sera toujours une des grandes infamies du siècle, malgré tout ce qui peut arriver. Tu vois, chère amie, que nous ne sommes pas entièrement de la même opinion, ce qui ne m'empêchera pas d'être très reconnaissant de tous les détails que tu me donnes sur les événements du jour. La note du monsieur dont tu oublies le nom est très intéressante ; je te prie de l'en remercier et de l'engager, avant ton départ, à te remettre la suite. Je ne puis lui écrire sans inconvénient et sans risques ; plus tard, peut-être, il se présentera une occasion de le faire convenablement. De ton côté, continue, chère amie, à me communiquer tes observations ; la seule chose que je te demande, c'est de ne pas en vouloir au

pauvre Pozzo. Ses dépêches sont toujours parfaites, dans un très bon esprit, et nullement dans le sens libéral ou du ministère actuel. Je m'attends à une foule de commérages et de calomnies sur son compte, mais je suis très décidé à le soutenir partout et autant que je le pourrai. Capo d'Istria passera par Paris pour aller en Angleterre; il sera certainement utile à Pozzo par ses conseils; les miens se bornent à lui recommander la plus grande circonspection et de conduite et de propos. Imagine-toi que le pauvre Capo d'Istria ne croit pas qu'il retrouvera sa mère; il m'écrit sur cela une lettre de Naples, toute mélancolique et remplie de sombres pressentiments; il ne savait, à ce moment, encore rien.

Jusqu'à présent mes rapports avec l'Empereur sont parfaits; il paraît très content et je fais ce que je puis pour qu'il ne se ressente pas de l'absence du huitième sage[1]. Il y a peut-être un peu moins de poésie et d'écritures, mais pas moins de besogne.

Spéranski a été nommé gouverneur général de la Sibérie; j'en suis fâché pour lui, cela ne lui convient pas du tout, et, au fond, il ne convient pas non plus à une place pour laquelle il faut un demi-diable.

1. Capo d'Istria.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Paris, 15 avril 1819.

J'ai pu satisfaire, hier, ma curiosité, en entendant Benjamin Constant[1] qui a prononcé un très long discours; je te laisse le soin de le lire et de l'apprécier. Cet orateur a un vilain organe, mais il se fait bien entendre; il est passablement laid et ressemble à un Finnois. Aujourd'hui, j'ai eu un très grand plaisir, en écoutant Cuvier. Il y a dans son discours des morceaux admirables; le commencement ne m'a pas autant plu que la fin, mais tout ce qui avait rapport au Roi et à la Religion était magnifiquement traité et répondait bien au discours de Benjamin Constant. La discussion a été des plus chaudes; je n'entre dans aucun détail, mais je t'engage à lire la *Quotidienne*, qui rend plus fidèlement compte que les autres journaux des débats de la Chambre.

1. Constant (Benjamin), homme politique français, né à Lausanne en 1767 d'une famille française réfugiée en Suisse après la révocation de l'édit de Nantes. Il occupa une place importante dans le parti libéral sous la Restauration. Mort en 1830.

La même au même.

18 avril 1819.

Je suis allée hier à la Chambre où j'ai entendu, à ma grande satisfaction, M. Lainé qui, sur un sujet très beau et très profond, a parlé admirablement pendant plus d'une demi-heure. Je le mets avec M. Cuvier à la tête de tous les orateurs. Après eux, je trouve que Guizot a un bel organe et beaucoup de logique, mais comme ce n'est pas un homme estimable, il ne me fait pas le même plaisir à entendre. M. de Sainte-Aulaire[1] a prononcé un très beau discours, mais il s'est un peu perdu dans ses raisonnements. Royer-Collard a parlé de la religion et d'un avenir; c'est la première fois qu'il se sert de ce mot, mais il a maintenu son idée. Il est facile de deviner le but qu'ils poursuivent, car le fond de leurs discours tend toujours à assurer que tout ce qui regarde le Roi, la dynastie, la légitimité, la religion tient à des sentiments tellement innés dans l'homme qu'il n'est pas

1. Sainte-Aulaire (Louis-Clair de Beaupoil, comte de), historien et homme politique français, né en 1778, mort en 1854. Chambellan de Napoléon en 1809; préfet de la Meuse en 1813; préfet de la Haute-Garonne en 1814. Depuis 1815 jusqu'à 1829, époque où il entra à la Chambre des pairs, il siégea presque constamment à la Chambre des députés dans les rangs des libéraux. Pendant le ministère de M. Decazes, son gendre, il le défendit avec chaleur; plus tard, il fit de louables efforts pour empêcher l'expulsion de Manuel. Le gouvernement de 1830 l'appela successivement aux ambassades de Rome (1831), de Vienne (1833-1841), de Londres (1841-1848). La révolution de 1848 le fit rentrer dans la vie privée.

nécessaire de rien préciser dans une loi à ce sujet. Ce serait bien effrayant si on leur cédait d'un point, et M. de Serre est très disposé en faveur du parti gauche. Ces délibérations ont été d'un intérêt exceptionnel. Kératry[1], qui m'avait ennuyé au sujet de la dotation du duc de Richelieu, a assez bien parlé hier. J'avoue qu'il n'est pas de plaisir comparable à celui qu'on éprouve à suivre ces séances. Quand on connaît bien les partis et l'opinion des personnages, on peut aisément distinguer ce qu'ils pensent au travers de ce qu'ils disent. A mon grand regret, j'ai dû quitter la séance après le discours de M. Lainé, à cause de M. de Chateaubriand qui devait venir chez moi; elle s'est terminée d'une façon révoltante, les mauvais principes ayant triomphé une fois de plus. D'après la discussion votée hier, le Roi doit abandonner le titre de « très chrétien ». Et c'est le Garde des Sceaux qui parle et vote pour une infamie pareille !... Il y a encore séance demain ; je suis curieuse de savoir ce qu'ils diront quand viendra en discussion l'article relatif aux insultes envers les souverains étrangers et leurs représentants. Toutes les personnes que j'ai vues sont indignées de la séance d'hier, et il y a de quoi. Je t'apprendrai, si tu ne le sais déjà, que le Roi ne peut plus marcher ; on présume même qu'il ne pourra

1. Kératry (Aug., comte de), homme politique et écrivain, 1769-1859. Député du Finistère en 1818, prit rang parmi les défenseurs des idées libérales, combattit le ministère dans le *Courrier français*, fut poursuivi, mais acquitté. Après la révolution de 1830, fut appelé au Conseil d'Etat, puis élevé à la pairie.

plus recouvrer l'usage de ses jambes. En général, tout ce qui se passe en Europe fait frémir et je ne veux pas penser aux conséquences dont nous sommes menacés. C'est à vous à prévenir le mal, en montrant plus de fermeté et en ne vous imaginant pas que des phrases suffiront à changer l'esprit qui règne.

La même au même.

22 avril 1819.

Depuis que je t'ai écrit, j'ai suivi assidûment les chambres et ai été très contente de la fin du discours de M. Lainé, enchantée même de sa définition de la Liberté. Son discours a produit un effet énorme et a été l'objet de nombreuses et longues marques d'approbation. M. de Serre a aussi, selon moi, parlé très bien et dans un bon sens. M. Manuel a, au début, bien plaidé sa cause, mais dans la suite s'est un peu embrouillé. Cette séance, en somme, a été des plus intéressantes. Malgré que cette nation ne cesse de prêcher l'égalité, la liberté, le moindre mouvement du Roi fait sensation sur elle. Le lendemain de cette discussion qui roulait sur la moralité publique qu'on aurait désiré ne pas séparer de la religion, le Roi n'a pas adressé la parole à M. de Serre, qui n'avait pas voulu joindre le dernier mot.

Tous les salons de Paris ont parlé du beau discours

de M. Lainé et le lendemain l'amendement de M. Hautefeuille a été adopté à une très grande majorité. On peut encore faire ce qu'on veut, mais il en est temps, il ne faut pas attendre. Je suis charmée de partir d'ici, surtout si, comme on le dit, Metternich arrive, accompagné, je le suppose, de plusieurs autres. Nombre de Français, avec une certaine morgue, demandent pourquoi on vient se mêler de leurs affaires et disent qu'ils ne sont pas des enfants. D'autres, la majorité heureusement, s'en montrent, au contraire, très contents. Au fond, ceux qui font les fiers ne peuvent digérer les sommes d'argent qu'ils versent aux étrangers, ils oublient celles qu'ils ont prises chez ceux-ci. Selon moi, si on ne s'occupait pas de leurs affaires, ils auraient le droit par la suite de nous en faire le reproche. La vérité est que personne n'a su et ne sait les gouverner et que la chose est plus facile qu'on ne le suppose.

La même au même.

23 avril 1819.

Il n'y a rien de très nouveau; les Chambres, à elles seules, peuvent te donner une idée de l'état des esprits. Les Français, qui ont toujours le mot pour rire, se consolent de la situation dans laquelle ils sont, en racontant que le jardinier des Tuileries, s'étant présenté

chez le Roi pour lui dire que les lys ne croissaient plus, le Roi, très étonné, lui aurait demandé s'il n'y avait pas un moyen d'y remédier et que le jardinier aurait répondu : Votre Majesté en a un, c'est de changer de sol, de serres et de cases (Dessolles, de Serres et Decazes). C'est très joli, n'est-ce pas? On a beau parler de changements, tout reste sur le même pied. Et ce dont on s'effraie généralement, c'est cette armée qu'on forme et dont on exalte l'esprit nouveau. Les cafés sont remplis de jeunes conscrits qui tiennent les mêmes propos que ceux qu'on entendait du temps de Napoléon.

M. Decazes est monté hier à la tribune. Il a dit peu de choses, mais ce qu'il a dit était très bien. Benjamin Constant s'est perdu de réputation depuis qu'il est député ; il bredouille, montre une indécision de caractère impardonnable et ne fait que proposer des amendements pour avoir la satisfaction de les retirer. Ils sont tous plus ou moins de cet acabit et c'est ce qui prouve qu'avec de la fermeté il serait facile de les dompter. Hier a été décidé le mariage de la seconde fille du comte Rostopchin avec le petit-fils du comte de Ségur. Il aura la pairie de son grand-père et avec le temps quarante à cinquante mille francs de revenu. C'est un jeune homme de vingt-deux ans, excellent et superbe. Le comte donne à sa fille trente mille francs. Ce mariage l'arrange d'autant plus qu'il ne songe pas à rentrer en Russie.

La même au même.

25 avril 1819.

Rien de plus curieux à te mander, si ce n'est que les têtes commencent à se monter. On veut la guerre; les attaques qu'on fait en public contre les étrangers sont applaudies à tout rompre. On fait courir le bruit que ce sont les ultras, Bruges[1] en tête, qui ont voulu arrêter l'Empereur, lors du complot de Bruxelles. Ce n'est que pour aigrir les esprits qu'on colporte ces absurdités.

La même au même.

30 avril 1819.

Il est toujours question d'un changement de ministère, qui aurait lieu à la fin de la session des Chambres. Decazes est brouillé avec de Serre; il l'accuse d'avoir trop protégé les libéraux. On a fait, hier, une chose incroyable qui réduit presque à la pauvreté plusieurs familles; on a enlevé la dotation à tous les pairs attachés au Roi ou dotés par lui. Et cela uniquement pour compléter la dotation des anciens sénateurs de Napo-

1. Bruges (Henri-Alphonse, vicomte de), général français, né en 1764, mort en 1820.

léon, témoin Ségur et d'autres auxquels on a de nouveau assuré les quarante mille francs. Dis-moi si cela se conçoit. Le duc de Duras avait dix à quinze mille francs qu'il perd et tant d'autres sont dans le même cas, qui n'avaient pour faire vivre leur famille que ces appointements. C'est Dessoles qui a fait signer cela au Roi. On prétend qu'on leur avait promis, l'année quatorze ou quinze, de ne pas diminuer leur pension. Pourquoi faire tout cela aux Royalistes? Le Roi a décidé que son couronnement aurait lieu à Saint-Denis le 20 août; il ne veut pas de Notre-Dame, parce que l'Empereur s'y est fait couronner.

La même au même.

1er mai 1819.

La maréchale Moreau est venue, ce matin, chez moi, pour me dire que son frère partait et te prier de le voir avec plaisir, en t'assurant qu'il est un simple organe du gouvernement, mais qu'il ne partage pas les idées qui règnent ici généralement et enfin qu'il est aussi bien pensant qu'elle, ce qui est beaucoup dire. Keratry a prononcé aujourd'hui à la Chambre un très beau discours et Cornet d'Incours a profité d'une pétition pour prendre la parole et lancer trois ou quatre traits charmants qui m'ont consolée de l'ennui que m'avaient causé plusieurs de ces Messieurs.

La même au même.

3 mai 1819.

Pozzo s'est empressé de vous envoyer un courrier à l'occasion du départ du général Hulot, et il a dans l'idée ce qui est assez vraisemblable, que Decazes a dû charger Hulot de le noircir à vos yeux. Peut-être en veut-il à Pozzo d'avoir mis des entraves à quelques-uns de ses projets ou de ne pas avoir été assez conciliant; sait-on de quoi il est capable ? Je te dirai qu'autant je blâme, en secret, bien entendu, notre honorable ami, sur la conduite qu'il a tenue au temps du ministère Richelieu, autant je trouve sa conduite actuelle, digne en tous points du représentant de l'Empereur de Russie. Il n'a intrigué d'aucune façon, a été même dans ses propos beaucoup plus réservé que d'ordinaire et, pour qu'on ne puisse mal interpréter ses paroles, s'est abstenu de fréquenter les grandes réunions. Il est tout à fait dans les bons principes, comme tu dois le voir, et, ne vous en déplaise, il marche avec les ultras contre lesquels il a tant crié. Il est certain que si ceux-ci avaient conservé la Chambre de 1815, en la dirigeant, le mal que nous voyons se produire n'aurait pas existé, il n'y aurait point ce côté gauche qui est détestable et mille autres choses pires. Plus je pense au passé et plus je plains Pozzo, car il doit avoir sur sa conduite, à cette époque, de grands reproches à se faire. Chaque jour apporte la preuve de

leur mauvaise administration et me fortifie dans l'idée qu'ils ont été les jouets de Decazes, de Mounier et d'un tas de créatures, nées de la Révolution. Cela n'empêche, vu la pauvreté dans laquelle nous sommes d'hommes employables, qu'il faille laisser Pozzo à son poste, tant que la France sera dans l'état où elle se trouve, non pour le bien qu'il peut y faire, mais pour les renseignements précis, justes, qu'il vous donne de tout ce qui se passe journellement. Il n'est plus dirigé que par la saine raison et il a trop de conscience et de sagesse pour ne pas mettre à profit les leçons du passé. C'est malheureusement l'Europe qui paye l'expérience qu'il a acquise.

Plus je suis les Chambres et plus je suis convaincue de la facilité avec laquelle on peut gouverner ce pays. Tout ce parti de libéraux jacobins est dénué de caractère; ces hommes sont essentiellement vicieux et pour quelque argent voteront tout ce que le ministère voudra et si le ministère avait des principes solides, il renverserait en une seule session tous ces misérables orateurs du côté gauche. Si Decazes vous promet quelques changements dans le ministère pour la fin de la session, ne vous y fiez pas. Si même ils avaient lieu, les nouveaux ministres ne seraient que de très humbles serviteurs du favori. On m'a dit qu'il était question du général Claparède[1] pour le ministère de la guerre, d'un Jau-

1. Claparède (Michel), général français, comte de l'Empire, né en 1774, mort en 1841. Fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, se rallia aux Bourbons en 1814, ne prit aucune part aux événements

court[1], pour celui des affaires étrangères, d'un président de je ne sais quelle cour de province, nommé Bastard[2] d'Estang, pour celui de la justice, et de Mollien pour les finances; on prétend aussi que Decazes avec la présidence du conseil prendrait le portefeuille des affaires étrangères. En attendant que ceci ait lieu le ministre de la guerre va son train, s'offre des destitutions et autant qu'il le peut tient la garde à l'écart. Le militaire commence à bavarder et les têtes se montent. Lis dans le *Journal de Paris* les deux articles, concernant les étran-

des Cent-Jours, devint commandant de la place de Paris et pair de France à la seconde rentrée de Louis XVIII.

1. Jaucourt (Arnail-François, marquis de), homme d'État, né en 1757, mort en 1852. Colonel de dragons en 1789. Membre de l'Assemblée législative (1791), il y vota avec les royalistes constitutionnels, se démit de son mandat après le 10 août 1792, et arrêté immédiatement ne dut sa liberté qu'aux démarches actives de Mme de Staël. Ayant émigré, il reparut à la suite du 18 brumaire, devint membre du tribunal (1802), sénateur (1803), intendant de la maison de Joseph Bonaparte (1804), se vit repoussé par Napoléon, à qui on le proposait pour la sénatorerie de Florence (1810), et fit partie du gouvernement provisoire de 1814, où Talleyrand, son ami, l'appela pour représenter l'élément libéral. Il prit l'intérim des affaires étrangères au départ de Talleyrand pour le Congrès de Vienne, suivit Louis XVIII à Gand, reçut le portefeuille de la Marine après le désastre de Waterloo, se retira peu après avec les autres ministres et fut élevé au grade de lieutenant-général. Pair de France depuis 1814, il soutint jusqu'en 1848 les principes de la charte.

2. Bastard d'Estang (Dominique-François-Marie, comte de), magistrat et homme politique, né en 1783, mort en 1844. Conseiller à la cour impériale de Paris (1810), puis premier président de la cour royale de Lyon (1815), il fut appelé en 1819 à la Chambre des pairs, instruisit avec intégrité le procès de Louvel, montra beaucoup d'indépendance politique, et fut, après 1830, un des membres chargés de l'instruction du procès des ministres de Charles X.

gers, et l'article d'aujourd'hui dans lequel il est question de l'arrivée du prince Metternich et de Capo d'Istria. Ce dernier effraye moins, parce qu'on le présume très libéral et qu'on croit qu'il plaidera la cause des libéraux; on prétend même qu'à Naples il s'est déclaré en faveur d'une constitution. Tu dois savoir que Laharpe[1] a été brouillon, comme à son ordinaire, durant son voyage en Italie, que dans les provinces soumises à l'Autriche, il a prêché l'indépendance et comme soutien de cette indépendance, il a cité — on peut dire profané — le nom de l'Empereur. Le prince Metternich s'en est plaint à Vincent et a dit qu'il t'en instruirait, afin que l'Empereur ne l'ignore pas; je ne sais s'il a osé le faire. Ces bavardages sont bien regrettables et compromettent plus ou moins notre Souverain.

1. Laharpe (Fred. César de), 1754-1838. Se rendit à Saint-Pétersbourg en 1782 pour y faire une éducation particulière, devint précepteur des grands-ducs Alexandre et Constantin, dont il sut gagner l'affection et auxquels il inspira la philanthropie. Impliqué dans des menées politiques, il fut, sur la plainte du gouvernement bernois, éloigné de Russie, en 1795. Il vint alors s'établir à Genève, concourut en 1798 à la révolution de la Suisse, fut élu membre du Sénat, et devint bientôt un des directeurs de la république helvétique. Renversé presque aussitôt par un coup d'État, il fut obligé de s'expatrier de nouveau (1800) et se fixa en France. Il réussit en 1814, par la protection de l'empereur Alexandre, à rendre le pays de Vaud, son pays natal, indépendant de Berne. En 1815, il revit son ancien élève, l'emperenr Alexandre qui lui fit l'accueil le plus bienveillant et lui donna le grade de général dans ses armées. Ce fut surtout à son influence sur ce prince que la Suisse dut d'être mieux traitée que d'autres contrées au congrès de Vienne, auquel il assista. Il revint ensuite en Suisse et s'établit à Lausanne. Il a publié un grand nombre d'écrits.

Tout ce que j'ai vu et entendu me dégoûte, au plus haut degré, du mot liberté, et si j'étais l'Empereur de Russie, je ne voudrais pas renoncer au titre, ou au surnom de despote.

La même au même.

4 mai 1819.

A la tribune diplomatique de la Chambre, je ne suis pas depuis quelques jours en aussi agréable compagnie qu'auparavant. Mme de Sainte-Aulaire est la seule avec qui j'échange quelques paroles. J'y vois Mme Barante, une beauté fameuse, Mme Guizot et la comtesse Rasumovski qui donne dans cette société. Toutes ces dames prétendent aider à gouverner le pays et les conseils qu'elles prodiguent ne leur font point honneur. Je suis fâchée de prendre un si vif intérêt aux séances de cette Chambre; cela me prive de voir beaucoup de choses, mais je ne puis me résoudre à n'y point assister, il me semble qu'il s'y passerait, ou plutôt qu'il s'y dirait des choses que je regretterais de n'avoir point entendues.

La séance d'hier a été très intéressante. Je préfère le discours de Guizot[1] à celui de Royer-Collard, et je ne trouve pas que M. Lainé ait été aussi éloquent qu'à son

1. Guizot (François-Pierre-Guillaume), homme d'État et écrivain français (1787-1874).

ordinaire. Chauvelin[1] a été très drôle et Benjamin Constant détestable, mauvais tout à fait, sans être dangereux. Il n'y a qu'à voir cet homme marcher pour se douter de ce qu'il est.

Nous ne sommes guère aimés ici; les mal pensants craignent toujours que nous ne nous mêlions de les renvoyer et les bien pensants nous en veulent à cause de Pozzo à qui ils reprochent d'avoir, par ses conseils, aidé au renvoi de la Chambre de 1815, au vote de la loi d'élection et à la nomination de Saint-Cyr. Tu sens bien que ce que je te dis là, je ne le répéterais à âme qui vive; je proteste même quand je l'entends dire par d'autres, c'est cependant une vérité. En Allemagne, on nous déteste, malgré la magnanimité dont nous avons fait preuve en diverses occasions.

Jamais je n'ai vu la Chambre plus agitée qu'aujourd'hui, ni plus unanime cependant lorsqu'il s'est agi de

1. Chauvelin (François-Bernard, marquis de), né en 1766, mort en 1832. Quoique lié au parti de la cour par sa naissance et par sa charge de maître de la garde-robe, il embrassa la cause de la Révolution, reçut l'ambassade d'Angleterre en 1792, et travailla avec une fermeté habile à obtenir la neutralité de cette puissance. Après l'exécution de Louis XVI, il reçut des ministres anglais l'ordre de sortir du royaume, remplit encore diverses missions pour la République, fit partie du tribunal après le 18 brumaire, et, quoique votant habituellement pour le gouvernement, n'en combattit pas moins la création de la Légion d'honneur. Appelé à la préfecture de la Lys (1804), il y mérita l'estime et l'affection de ses administrés, et fut revêtu ensuite du titre de conseiller d'État, puis de l'intendance de Catalogne. Sous la Restauration, il fut député de la Côte-d'Or de 1817 à 1822 et de 1827 à 1829, et défendit avec autant de talent que d'énergie la cause libérale et constitutionnelle.

voter les articles qui concernent les journaux. C'est la seule loi qui ait passé sans amendement, aussi tu ne peux imaginer la fureur de la gauche. Benjamin Constant a fait tout ce qu'il a pu pour diminuer le cautionnement des journaux, mais M. de Serre a tenu bon et le président a été admirable de fermeté. Je trouve toutefois que les taxes sont bien fortes. C'est ainsi qu'ils obligent à déposer comme cautionnement, à je ne sais plus quel établissement, une somme ne rapportant pas moins de 10 000 francs, d'après le taux du moment. Dans les villes de province, selon le nombre des habitants, s'il excède 50 000, il faut d'après le même arrangement 1500 et 750 francs. C'est beaucoup, mais c'est aussi la seule manière de combattre la licence de la presse et d'en arrêter les progrès. Le vote de cette loi prouve nettement que le ministère peut ce qu'il veut bien, attendu que jamais Chauvelin, Manuel, La Fayette, Benjamin Constant n'ont éprouvé une défaite pareille. Il sera question demain des brochures.

J'espère que tu n'auras pas été sans lire la lettre que La Fayette a écrite à M. Bellart[1] et la réponse de celui-ci, qui est charmante, fine, spirituelle et dans laquelle

1. Bellart (Nicolas-Fr.), magistrat, né à Paris, 1761-1826, se distingua d'abord comme avocat, et défendit pendant la Révolution un grand nombre de victimes; les généraux Menou et Moreau lui confièrent également leur défense. Fut un des premiers, en 1814, à provoquer la déchéance de Napoléon. Nommé procureur général à la Restauration, il prononça un violent réquisitoire contre le maréchal Ney, et se fit remarquer par ses rigueurs contre la presse. Outre ses plaidoyers on a de lui un *Essai sur la légitimité*.

il affecte si bien de l'appeler marquis. On dit que ce procureur général risque de perdre sa place, à cause de la belle conduite qu'il a tenue dernièrement, en faveur des Suisses, et de l'arrestation de l'auteur de la chanson qui a paru dans la *Minerve*. Tu trouveras ci-joint un passage de l'ouvrage de Montgaillard, qui traite de la campagne de Pichegru[1]; tu y liras un portrait de Louis XVIII, fait à cette époque, qui est parfait, ainsi qu'une prédiction de la manière dont il règne; je suis persuadée que cela te fera plaisir à lire, car c'est d'une vérité frappante.

Le général Pozzo est très curieux de connaître les instructions de Hulot, ainsi que le contenu de ce que vous avez écrit à Capo d'Istria.

Les libéraux et les citoyens des républiques tiennent infiniment plus à la distinction d'un Souverain que les sujets des États monarchiques. Voilà la Bavière qui ne sait que devenir avec les Chambres. Quel exemple pour les pays qui ont échappé jusqu'à présent aux gouvernements représentatifs! Pourquoi, malgré toutes ces leçons, notre cher Empereur que j'aime du fond de mon cœur, parle-t-il encore de liberté et daigne-t-il répondre dans ce sens aux députés de la Livonie? Nous n'ignorons pas ici que les petits Courlandais se sont avisés de faire des émeutes et que c'est ton Médem qui a calmé cette première effervescence. Tous les bien pensants d'ici disent que l'Empereur commettra une

1. Pichegru (Charles), général français, né le 16 février 1761, mort le 5 avril 1804.

sottise, s'il change la moindre chose dans l'administration de son pays, sous le rapport de la liberté. S'il pouvait penser de même! Que de mal produira le seul mot de liberté! Loin d'obtenir la chose, on ne gagne et ne gagnera que de lourdes chaînes. Je crois que l'Europe est destinée à voir s'éclipser sa puissance; elle deviendra comme l'Asie et ce sera une autre partie du globe qui s'élèvera et jouera le plus beau rôle.

La même au même.

5 mai 1819.

Je regrette, non que tu ne soyes pas fâché contre Pozzo, mais que tu voyes le ministère passé sous un point de vue tout autre que celui auquel tu devrais te placer. Dieu veuille, pour Pozzo, que l'Empereur n'ait pas la même conviction que moi du tort qu'il a eu et qu'il a fait. Les suites te le prouveront; chaque jour accuse le ministère passé et par conséquent Pozzo. Ce n'est point dans le salon de la duchesse de Duras que j'ai puisé cette conviction, car je n'ai jamais les opinions des autres, mais les miennes. Certes, si j'ai un défaut, c'est bien celui de ne pas m'inquiéter de l'opinion d'autrui, mais de tenir à la mienne et de la baser sur des faits. Je t'ai parlé à plusieurs reprises du mal que ces Messieurs ont fait, je ne recommencerai pas,

mais je suis fâchée de voir que l'abus dans lequel Pozzo vous a jetés par ses rapports règne toujours dans vos esprits. Si vous n'usez pas de toute votre influence pour avoir ici un ministère autre que celui qui existe, vous aurez la guerre indubitablement et vous n'aurez que ce que vous méritez. Si vous tardez trop à agir, votre intervention ne sera plus que ridicule. Je le répète, la conduite passée de Pozzo est sujette à procès; la seule excuse qu'il aurait, c'est de n'avoir pas voulu faire le mal, mais de s'être laissé conduire, ainsi que beaucoup d'autres, par un parti qui l'a mené où il est ainsi que la France. Quant au rôle que Richelieu devait jouer à son retour d'Aix-la-Chapelle, c'est une pure fable, attendu qu'un homme qui aurait eu assez de caractère pour le tenir en aurait fait preuve dans d'autres occasions et n'aurait pas, par faiblesse, jeté à pleines mains les semences du mal. Il se serait montré assez ferme pour en imposer au Roi et celui-ci n'aurait pas osé prendre pour confident un Decazes. Enfin ma conviction est que Richelieu et Pozzo avec lui, en faisant fausse route, ont voué la France à des révolutions successives. Si tu avais séjourné ici aussi longtemps que moi et vu tout ce que j'ai vu, avec ton esprit de justice et ta sagesse, tu penserais certainement comme moi. Je me soucierais moins des fautes qu'ont commises ces Messieurs, si je ne prévoyais pas une guerre imminente avec toutes ses conséquences dont la plus cruelle est celle qui me forcera à être encore séparée de toi.

Quant à la note secrète, tu l'as jugée trop rigoureu-

sement; elle prévoyait ce qui s'est passé et en demandant que la France donnât une garantie quelconque, avant que les troupes fussent retirées de son territoire, elle avait raison et parfaitement raison. Si vous persistez dans votre aveuglement, le mal empirera et deviendra plus fort qu'il ne l'a jamais été. Si Pozzo avait vu la France telle qu'elle était, il n'aurait certainement pas prêché l'évacuation. Je suis bien persuadée qu'il voit juste, en ce moment. Dis-moi pourquoi, aussitôt qu'il a vu juste, il s'est éloigné de ses idées passées et rapproché de ces mêmes ultras qu'il méprisait tant. Il est en relations suivies maintenant avec Fitz-James[1], Laborie[2], a des entretiens avec Benoît, avec qui encore?... avec tous ceux qu'il décriait hautement. Mollet agit de même. Pourquoi donc ces Messieurs sont-ils revenus à cette même société, dis-le moi? Pourquoi avez-vous traité Vincent et d'autres, d'insensés, parce qu'ils n'envisageaient pas la prospérité de la France, comme Pozzo?

Je dois t'avouer que, malgré mon extrême discrétion

1. Fitz-James (Édouard, duc de), lieutenant général, pair de France, député, né en 1776, mort en 1838. Fut un ultra-royaliste des plus ardents, mais n'en prêta pas moins serment à Louis-Philippe après la révolution de juillet.

2. Roux-de-Laborie (Antoine-Athanase), homme politique français, né en 1769, mort en 1849. Fut l'un des fondateurs du *Journal des Débats* avec les frères Bertin. Joua un rôle assez important en 1814, comme secrétaire général adjoint du gouvernement provisoire, suivit Louis XVIII à Gand en 1815 et y rédigea le *Moniteur universel* avec Bertin l'aîné. Nommé député après la seconde Restauration, il fit partie de la Chambre introuvable; mais il ne fut pas réélu en 1816.

au sujet du mémoire de Laborie, le bruit s'était répandu qu'il m'en avait remis la copie. Il s'ensuit que j'ai rompu toute communication de ce genre, car toute mon ambition se borne à être nulle et à n'être citée en rien. J'ai appris, depuis, que ce cher homme est très indiscret, ce qui m'a confirmée dans ma résolution. Cependant, avant mon départ, je me ferai remettre la suite de cet écrit, d'autant plus qu'il m'a priée de m'en charger lorsque je quitterai Paris. Je suis fâchée de savoir que Capo d'Istria n'est pas autorisé à demander une audience au Roi, à lui exposer le danger qu'il court et à exiger une autre administration. Il est écrit que le mal doit suivre son cours, c'est à croire qu'une force supérieure paralyse tout ce qu'on devrait entreprendre. Tu me donneras raison un jour, mais malheureusement il sera trop tard. Je suis charmée que tu sois bien avec l'Empereur, mais je désirerais fort que tu lui indiquasses un moyen d'enrayer le mal. Il en est temps encore.

Ce que tu me dis, relativement au service de mon père, ne m'étonne point et est parfaitement juste; mais que veux-tu, cela ne changera pas, c'est dans son caractère. Sur ce point, tout au moins, nous sommes d'accord, et nous le sommes tout à fait quant au cœur, ce qui est bien le plus important pour nous. Je t'aime à la passion, cher ami, malgré que tu voies faux, au sujet de Pozzo. Je suis bien triste sans toi, et cet éloignement gâte tout l'intérêt que je pourrais éprouver dans une ville telle que celle-ci.

Pozzo sort de chez moi, et ce qu'il vient de me dire

à l'instant même prouve que j'ai raison. Il voudrait composer un ministère, et il me charge de te le dire, dont feraient partie Villèle-Corbière, Ravez, tous ces ultras, enfin, de l'année quinze, qu'il a failli manger sans être rôtis.

La même au même.

6 mai 1819.

J'ai appris, hier, qu'on avait choisi Hulot, uniquement pour vous prouver qu'on était bien pensant. Il est, en effet, royaliste et, à cet égard, mérite un peu d'attention de votre part. Je suis charmée que vous demandiez La Ferronnays, il n'y a qu'une voix sur son compte.

---

7 mai 1819.

Je trouve que tout ce qui se passe promet des troubles à n'en plus finir, et d'un genre tel qu'on en viendra moins aisément à bout que du système de Napoléon. L'assassinat de Kotzebue fait frémir et prouve que les hommes ne reculent devant rien. Le comte de Stackelberg, qui sort de chez moi, m'a dit qu'on venait de découvrir à Montorio la secte des carbonari qui projetait d'empoisonner l'empereur d'Autriche et, en général,

d'attenter à la vie de tous les souverains. Je pense que tout cela mérite une sérieuse attention, car rien n'est exagéré ; les esprits sont surexcités au point d'être capables de tout et, certes, l'existence de notre Empereur leur est extrêmement à charge et les gêne considérablement.

Capo d'Istria doit bien se repentir d'avoir presque compromis le Maître, avec sa manie d'écrivailler. Tu dois savoir l'acharnement qu'on met à poursuivre l'auteur de ce petit libelle sur les universités d'Allemagne ; il a dejà reçu deux cartels qu'il a refusé d'accepter, en déclarant que cet écrit était une pièce officielle. L'un de ces Messieurs, s'appuyant sur cette réponse, a renoncé à se battre, expliquant que puisque un tel n'était que l'instrument d'une grande puissance, etc., il ne donnait pas suite à l'affaire. De Francfort, on assure que sa mort est jurée, tout comme celle de Kotzebue, et je le crois aisément. On est tellement monté, à Weimar, contre Capo d'Istria et sa famille, que celle-ci est décidée à quitter la ville pour aller s'établir à Florence. Avec le cœur que je lui connais, je suis persuadée que Capo d'Istria souffre beaucoup d'avoir détruit, par son inconséquence, le peu de quiétude dont jouissait sa famille.

Le ministère continue à cajoler Worontzof, qui ne se soucie aucunement de ce poste, et je le comprends, car tout homme tranquille ne peut que fuir une responsabilité pareille.

On m'a assuré que, chez Laffitte, il était question de faire trois propositions au Roi : la première de prendre

la cocarde tricolore, la seconde d'amener Monsieur le renoncer à toute succession au trône, et la troisième de demander le divorce du duc d'Angoulême, afin qu'il puisse épouser une femme qui lui donne des enfants. Peut-être ces nouvelles sont-elles prématurées ; ce qui est certain, c'est qu'on finira par dire de bonnes choses à ce Roi et que le jour n'est pas éloigné où on lui proposera de déménager pour aller s'installer au faubourg Saint-Antoine.

La même au même.

14 mai 1819.

Le comte Worentzof a dû comparaître avant-hier dans l'affaire de Wellington. Il a parlé avec fermeté et a pris la défense de son honorable compagnon d'armes.

La même au même.

20 mai 1819.

Je ne suis pas allée à la Chambre depuis la belle séance où M. de Serre s'est distingué dans son discours contre les bannis. Les uns le croient de bonne foi, les les autres disent qu'il a parlé contre sa conscience. Tu

sauras par Pozzo comment cela s'est passé, et tu verras quelle est encore la volonté du Roi pour le bien. Decazes s'amuse à parler de moi, il me reproche de n'avoir fréquenté que les ultras et prétend avoir lu quelques-unes des lettres que je t'ai adressées. J'ai de bonnes raisons pour penser le contraire. Enfin, je te dis qu'on ne peut être plus petit que ce personnage. Il est piqué de ce que je n'ai pas fait de frais pour sa femme. En somme, j'ai vécu ici très tranquillement; j'ai beaucoup entendu, mais, certes, peu parlé.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Saint-Pétersbourg, 21 mai 1819.

L'impératrice mère va à Paulovski et l'Empereur s'établit à Kamennoi-Ostrof. Il n'est aucunement question de voyage, tu peux donc être parfaitement tranquille. Ce n'est qu'en automne qu'il a l'intention de faire une tournée d'inspection pour voir le corps stationné en Lithuanie et de pousser jusqu'à Varsovie. Mais, à cette époque, le huitième sage (Capo d'Istria) sera indubitablement revenu; il ne saurait donc être question de moi pour l'accompagner. Ledit sage va aller en France et en Angleterre; on lui envoie une frégate pour le ramener. Je lui ai écrit à cette occasion une longue lettre qu'il trouvera à son arrivée à Paris.

Le pauvre Stourdza est en ce moment à Dresde; je suis enchanté qu'il soit hors de cette bagarre fanatique. Wloderk m'a raconté que depuis l'assassinat de Kotzebue, Gentz a tellement peur qu'il ne sort presque plus de chez lui, et que, dans son logement, il s'est barricadé au point qu'on a les plus grandes peines à parvenir chez lui.

Je vais perdre pour six semaines un travailleur qui m'a été très utile, Matuszewitz. C'est, je n'hésite pas à le dire, ce que j'ai jamais eu auprès de moi de plus distingué par le talent et de plus agréable, quant au caractère. Il est malheureusement obligé de se rendre à Varsovie pour prendre congé de son père qui va en Italie et me manquera beaucoup pendant ce temps.

Tu m'annonces dans ta dernière lettre une passion très prononcée pour les discours; je comprends le plaisir que tu dois éprouver à entendre bien parler, mais je te conseille fort de te guérir aux eaux de cette passion. Ici, tu ne trouverais pas à la satisfaire. Il faut jouer au whist, si on ne veut pas s'ennuyer à mort.

Adieu donc, je te quitte pour terminer des affaires pressantes qui me réclament et n'ai que le temps de vous embrasser tendrement, toi et les enfants.

Le même à la même.

26 mai 1819.

Hulot n'est pas encore arrivé, le feldjeger qui l'a devancé à Kœnigsberg est ici depuis samedi. Entre autres brochures, Pozzo m'a envoyé une opinion de Bellart qui est parfaite, mais personne ne m'a envoyé la brochure de Malte-Brun[1] que j'ai lue avec grand plaisir; elle est très raisonnable, et c'est ce qu'il faut dans le siècle où nous vivons. Les exagérations sont nuisibles, de quelque côté qu'elles viennent. Par la poste prochaine, je répondrai avec méthode et détails, point par point, comme tu l'aimes, à ta lettre reçue par courrier; en attendant, je t'embrasse itérativement.

1. Malte-Brun (Malte-Conrad Brunn, dit), savant danois, né en 1775 à Thisted dans le Jutland, mort à Paris en 1826, se fit d'abord connaître dans sa patrie, comme poète et comme écrivain politique. Contraint en 1796 de quitter le Danemark pour avoir écrit en faveur de la liberté de la presse et de l'affranchissement des paysans, il vint se fixer en France (1800); écrivit dans le *Journal des Débats* et publia de savants ouvrages de géographie.

La princesse de Talmont
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Fleury, 8 juin 1819.

Je me figure que vous êtes là toute seule, tout isolée, prenant vos eaux et trouvant le temps bien long! Lorsque vos enfants, Hélène et Dmitri dorment, vous pensez un peu à cette pauvre France, qu'il vous est permis encore de regretter, puisque vous n'avez pas atteint le sol natal, la *cara patria*! Je me dis que quelque chose dans votre cœur vous parle de moi, vous rappelle les détails de ce peu de moments que nous avons passés ensemble et qui ont laissé en moi une impression ineffaçable. Chère amie, laissez-moi vous nommer ainsi, n'est-ce pas que vous n'en perdrez pas le souvenir? N'est-ce pas que vous vous direz que je n'étais pas indigne de vous aimer et de vous apprécier; n'est-ce pas que vous n'oublierez pas les longues conversations où nous nous entendions si bien? Oh! comme vous avez été bonne pour moi! On s'attache par le bien qu'on fait, vous m'avez comblée de votre amitié, de votre indulgence. J'étais déjà en confiance, en repos avec vous, comme si je vous eusse connue depuis dix ans. Je vous ai perdue tout de suite, et cette douce illusion du charme de nos rapports d'amitié, à peine a-t-elle eu le temps de naître qu'il a fallu, hélas! la détruire, et qui sait si j'en jouirai jamais! Mais, au moins, que le

peu que j'en puis conserver m'en reste. Gardez-moi votre souvenir, un souvenir tel que celui que je conserve de vous, c'est-à-dire tout présent, tout actif. Sans cesse, je suis reportée vers vous, mille choses m'y ramènent, je nourris toutes les plus petites minuties qui peuvent y avoir rapport; je tressaille si j'entends votre nom, et sans réfléchir aucune idée, le sentiment que j'éprouve est celui d'un intérêt si vif, si tendre, si dévoué. Est-ce que vous en voulez bien de tout cet intérêt? Malheureusement, il est bien stérile et aura peu de moyens de vous être témoigné, mais croyez-moi sur parole, ou, du moins, devinez-moi....

Je vous envoie un petit morceau de notre *Journal des Débats*, article de Londres, et la correspondance privée[1]; il y est question de vous, et je n'ai pas pu m'em-

1. Le *Times* contient aujourd'hui la correspondance privée de Paris en date du 2 juin, que voici :

La comtesse de Nesselrode, épouse du ministre des affaires étrangères de Russie, a fait un séjour de quelques mois à Paris. Elle partit avant-hier avec son frère, M. le comte de Gourief. Nos *ultra* ont, dans les derniers temps, fait grandement leur cour à Mme la comtesse de Nesselrode; elle appréciera leurs démarches en femme d'esprit, sachant bien qu'on ne s'adressait à elle qu'à cause de la situation politique de son époux et de l'influence qu'on lui suppose sur le cabinet russe. Ils attachent une grande importance à ce qu'elle a dîné la veille de son départ avec M. de Chateaubriand et avec les autres meneurs du parti. Ils se flattent qu'elle conservera et transmettra les impressions de leur éloquence contre la conduite du Roi et de son gouvernement; car c'est uniquement à condition que l'Empereur Alexandre seconde leurs vues, que nos *ultra* consentent à le reconnaître pour le plus brillant souverain de notre siècle, et à lui pardonner la délivrance de notre territoire, la constitution libérale qu'il a donnée à la Pologne et l'immense popularité dont il continue à jouir personnellement parmi nous.

pêcher de m'en donner, pour ma part, quelques *mea culpa*. Cependant j'aurais pu, vous en conviendrez bien, désabuser le correspondant. M. de Chateaubriand a démenti le dîner dans une lettre où il dit que les espions qui l'épient sont bien mal informés ; je ne la joins pas ici, parce que cela vous grossirait trop le paquet, mais j'ai pensé que l'article vous amuserait.

Suivez-vous les gazettes là-bas ? Vous lirez avec intérêt les discussions de la Chambre sur le budget. Les *ultra* prétendent que M. de Labourdonnaie[1] a très bien parlé. Je n'ai malheureusement pas de nouvelles de Mme la maréchale Moreau, je pense qu'elle vous en donnera elle-même. Adieu, ma chère Marie, je vous embrasse de tout mon cœur.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Ems, 15 juin 1819.

Que dis-tu de l'article qui me concerne et qu'a enfanté le cerveau du grand Decazes ? Qu'est-ce que cela prouve ? Comment peut-il avoir le temps de bien

1. Labourdonnaie (François-Régis, comte de), homme politique français, né en 1767, mort en 1839. Réactionnaire à outrance, il ne cessa de revendiquer les principes de l'ancienne royauté. C'est un tigre à froid, disait de lui Decazes ; d'autres l'avaient surnommé le Jacobin blanc.

administrer ce pays, en se faisant platement courtisan et en s'occupant de petitesses? N'a-t-il pas honte d'énoncer des choses aussi mensongères. J'ai dîné la veille de mon départ chez la duchesse de Duras, avec son mari, sa fille Clara, et Mme Swetchine. Voilà quels étaient les grands meneurs du parti. Tu auras lu le démenti que lui donne Chateaubriand ; il est dru et bien tel que le mérite M. le Ministre de l'intérieur. Ceci prouve que personne ne peut être à l'abri des commérages. Pendant tout le temps que j'ai fréquenté ces sociétés, j'ai passé pour ne pas savoir parler, tellement je m'ingéniais à me taire, sachant trop qu'on épiait mes paroles et qu'on s'efforçait même de deviner mes pensées. Decazes veut être plus tyran que Napoléon. Il ne peut me pardonner de ne pas lui avoir fait ma cour aux mercredis de la Chambre et se venge de ce qu'il considère comme une injure de ma part. Ce sont les seuls griefs qu'il puisse avoir contre moi. On dirait que les *ultra* sont des pestiférés et qu'on ne peut les voir que pour parler politique, comme s'ils n'étaient pas des gens instruits, agréables sous tous les rapports, avec qui on peut avoir plaisir à causer de toute autre chose que du ministère. Je te demande le grand mal qu'il y aurait eu, si j'avais dîné chez Chateaubriand? N'est-ce pas un homme à rechercher uniquement pour son charme personnel et ses écrits? Ne peut-on pas le voir sans parler du *Conservateur*? Tout cela est bien fait pour te démontrer ce que c'est que ce ci-devant secrétaire de Madame, mère.

J'ai eu infiniment de plaisir à lire, ces jours-ci, les débats des Chambres. Cornet d'Incours est d'une ironie tout à fait charmante; il manie le sarcasme avec infiniment de grâce; l'attente dans laquelle il se dit d'un Sully est une fort jolie idée. Je me demande qui a la direction du *Journal des Débats*. On y trouve d'excellentes choses, rédigées dans le style des *ultra* et du *Conservateur*. Tu vois qu'Ems n'est pas absolument dénué de nouvelles. Nous avons ici deux dames fameuses, chacune dans son genre. L'une est une comtesse de Luxbourg, belle-sœur de celui qui a été en Russie. Elle est jolie femme; aussi à ce titre s'est-elle permis de se marier chaque fois que cela lui plaisait, car elle a en outre de son époux actuel deux autres maris qui la réclament. Tu te rappelles que son histoire a été contée dans les gazettes. La seconde femme est l'ancienne maîtresse du roi de Prusse, père du roi actuel. Elle est vieille et de ses anciens attraits n'a rien gardé qui puisse excuser la passion qu'elle a inspirée. On dit d'elle des choses incroyables, en tout genre.

La princesse de Talmont
à la comtesse Charles de Nesselrode.

15 juin 1819.

Notre situation générale ne s'est pas améliorée depuis votre départ. Cependant, en dépit de tout, le royalisme

gagne plutôt du terrain qu'il n'en perd, mais les ministres et les principes jacobins ou libéraux sont toujours en pied. Il n'y a encore aucune donnée pour préjuger de l'avenir. Si vous recevez nos journaux, vous devez avoir suivi avec intérêt les discussions du budget. Le *Journal des Débats* devient excellent depuis la liberté de la presse et il y a un drapeau blanc que je voudrais fort vous envoyer.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Ems, 19 juin 1819.

J'ai reçu ta lettre, cher ami, avec grand plaisir, et je conçois plus que jamais combien le temps doit te manquer avec ces courses à Tsarko-Zélo que les besoins du service et l'importance des affaires rendent si fréquentes. Je suis devenue raisonnable et m'explique parfaitement qu'on puisse aimer beaucoup sans écrire longuement. Cette tranquillité, dont on a osé se flatter à Aix-la-Chapelle, se perdra de jour en jour davantage. Je vois juste. Une lettre que je viens de recevoir de Schrœder m'a extrêmement surprise et fait beaucoup de peine à cause des nouvelles qu'elle m'apporte de Capo d'Istria. J'espérais que son état de santé s'améliorait, tandis qu'il ne fait que s'aggraver. C'est pour

cette raison même qu'il est resté si longtemps dans son pays et ne pourra être en Russie qu'au mois d'août. Je le regrette sincèrement pour lui et pour toi. Cet homme est vraiment malheureux et a plusieurs sujets de peines très sérieux. Je ne comprends pas pourquoi ces Anglais tourmentent tant son pays. A quel calcul obéissent-ils? J'aime Capo d'Istria et prends vivement part à ses peines; je suis persuadée que toutes ces brochures d'Allemagne, toutes ces histoires d'étudiants n'ont pas peu contribué à le rendre malade. C'est bien le siècle où l'on doit envier le sort des paisibles bourgeois. Mais nous ne sommes pas au bout de l'épreuve; de graves événements menacent encore l'Europe; les brandons n'attendent pour s'allumer dans tous les pays qu'une explosion en France.

La même au même.

23 juin 1819.

Le prince régnant de Saxe-Weimar est ici depuis peu pour faire une cure. Il faut le voir à la source; on le prendrait pour un vieux garde-chasse, vêtu comme il est d'un vieux surtout vert et suivi de chiens énormes. Je ne connais pas de figure plus ignoblement désagréable.

A Coblentz, il y aura tout un rassemblement de

Princes, un petit congrès dont l'Europe ne bénéficiera en rien.

Ce que j'aime à lire en ce moment, c'est le *Journal de Paris* et le *Journal des Débats*. Rien ne rappelle davantage les commérages des vieilles femmes et je me demande comment pourront s'éteindre ces haines si basses et si vivaces.

Le comte Pozzo di Borgo
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 29 juin 1819.

Schrœder veut absolument aller se rajeunir à Aix-la-Chapelle; je lui envie moins le bien que lui feront les eaux que le plaisir qu'il aura de vous voir.

Nous dansons ici à peu près du même pied; on brave les jacobins, on caresse les doctrinaires, on se soumet presque aux militaires, et surtout on s'aime infiniment soi-même. Quant aux royalistes, furieux ou raisonnables, on les poursuit systématiquement et sans relâche. Le résultat de cette tactique est une grande incertitude; chacun s'accommode au ton du jour, sans compter sur le lendemain; les mieux placés profitent du présent et personne ne se repose sur l'avenir.

Mes lettres de Pétersbourg sont fort arriérées; je n'en ai pas reçu depuis le 9/21 mai. Hulot y est arrivé

le 15/27. J'attends un courrier à chaque instant et je le désire, comme vous pouvez l'imaginer.

Capo d'Istria devrait arriver à Paris dans une quinzaine de jours au plus tard; il me mande que sa santé a beaucoup souffert; c'est une circonstance très affligeante pour ses amis, surtout ayant devant lui le séjour d'un climat sévère et une vie sédentaire et laborieuse à la fois. Quoi qu'il en soit, notre rapprochement me sera fort précieux, parce que nous pourrons nous entendre et nous éclairer mutuellement avec tout l'avantage que donne la conversation sur la correspondance.

Paris est désert et le deviendra davantage dans quelques jours lorsque les Chambres seront fermées et que la Cour ira à Saint-Cloud, comme elle en a le projet. Le salon de la duchesse de Duras s'en ressent; j'y fais de temps en temps quelque apparition; la politique y est plus calme, et les discussions sont ajournées au combat prochain. Mme Swetchine est heureuse d'être réunie à son beau-frère et à sa sœur; celle-ci n'a encore été nulle part; on dit qu'elle est un peu sauvage et qu'elle ne pense qu'à conserver le mari qu'elle a retrouvé. Le prince et la princesse Troubetzkoï partent dans la semaine et, j'espère, de fort bonne humeur envers moi; Mme Golovkin nous quitte demain. Nous avons une chapelle parfaite; le pope lui-même en est plus que satisfait. Voilà des petits succès qui ne sont pas à dédaigner.

Les nouvelles d'Espagne nous annoncent un nouveau changement de ministère avec exilés; et beaucoup

d'autres combinaisons fâcheuses, si elles se vivifient. Les brouilleries américaines feraient du tort à la vieille Europe, qui est assez malade elle-même pour ne pas se distraire impunément de ce qui la touche de près.

M. de Richelieu nous arrive; j'ignore ce qu'il se propose de faire. S'il voulait seulement s'asseoir avec tact et convenance dans la Chambre des pairs, il pourrait encore éviter bien du mal.

Lorsque je suis un peu fatigué d'avoir pensé aux autres, je me repose en me tournant vers vous. Que de grâces à rendre à la Providence de notre sécurité et de notre force, qui est suffisante pour remplir tous les vœux que nous pouvons faire pour nos vrais intérêts, et sera prête à soutenir ceux des autres s'il nous convient. Dieu veuille la conserver et la maintenir toujours dans une bonne direction!

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Ems, 6 juillet 1819.

Une personne digne de foi, en me parlant de la triste situation du pays de Capo d'Istria, m'a dit n'espérer aucun changement des négociations que celui-ci va entamer, parce que les Anglais ont l'idée qu'il faut gouverner ces insulaires avec rigueur et se servent à leur égard de termes fort peu honorables.

Je suis bien contente de savoir qu'il va revenir. Son passage par la France sera très curieux. On cherchera à le monter contre un certain personnage, mais j'espère qu'il ne donnera pas là-dedans. La naissance du fils de Decazes a produit sur le Roi une joie plus forte, je pense, que si la duchesse de Berry avait eu le même succès. Il a dit au père de Decazes, lors du mariage de son fils, qu'il se verrait renaître dans ses enfants. Si cela lui fait plaisir, je lui souhaite tous les ans, le même sujet de satisfaction.

La princesse de Talmont
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Aix, 2 août 1819.

Il faut, ma chère Marie, que vous sachiez un tas de choses qui me concernent ou me touchent de près et qui ne seront déjà plus un secret lorsque vous les apprendrez. Ma sœur, Clara, se marie le 31 de ce mois; elle épouse M. Henry de Chastellux, que vous avez peut-être vu chez ma mère. Il a de l'esprit, des connaissances; on en dit le plus grand bien. Il était secrétaire d'ambassade à Berlin, lorsque le duc de Caraman y était ambassadeur; il n'a ni père, ni mère, ce qui peut faire espérer un peu de tranquillité intérieure. Il quitte la diplomatie et doit habiter chez ma mère; il a un beau

nom et pas beaucoup de fortune; il prend le nom de Duras-Chastellux. Ainsi ma charmante sœur sera mariée avant le 1er septembre, et, vous le dirais-je, je suivrai de près son exemple. Avant le 20 septembre, j'aurai décidé de mon sort. Ce n'est pas la même chose de prendre soi-même une détermination et d'en être responsable que d'être mariée par ses parents. Et puis quand on a été mariée déjà, quand on a passé plusieurs années dans le monde, on juge avec plus de connaissance de cause. Certainement j'ai pleine confiance en M. de La Rochejaquelein[1] et je l'aime, puisque je suis décidée à l'épouser, mais j'ai été si heureuse dans mon premier mariage que je crains de ne pouvoir jamais l'être autant. Il est si difficile que deux caractères s'entendent parfaitement. Vous ne pouvez vous imaginer un être aussi excellent, aussi parfait que M. de

1. La Rochejaquelein (Auguste du Verger, comte de), général français, second frère du généralissime vendéen, né en 1783, mort en 1868. Il suivit son père dans l'émigration, revint en France en 1801, en même temps que son frère Louis, et entra dans les armées impériales avec le brevet de sous-lieutenant et fut grièvement blessé et fait prisonnier à la bataille de la Moscowa. De retour en France, en 1814, il entra dans la garde royale, puis pendant les Cent-Jours, passa en Vendée où il aida son frère à organiser la résistance contre Napoléon. Sous la seconde Restauration, il devint colonel des grenadiers à cheval, maréchal de camp (1818) prit part, à la guerre d'Espagne (1823), combattit dans les rangs de l'armée russe contre les Turcs en 1828, et fut mis en non-activité pour refus de serment, après la révolution de 1830. Condamné à mort par contumace en 1833, sous l'inculpation d'avoir essayé de soulever la Vendée, il purgea deux ans plus tard sa condamnation devant la Cour d'assises de Versailles, qui l'acquitta.

Talmont[1]; sa perte est affreuse et irréparable pour moi. J'ai été mariée deux ans et, pas un seul instant, il ne s'est élevé entre nous la plus légère difficulté; j'étais heureuse; j'aurais voulu que vous le connussiez. Si j'avais eu le bonheur d'avoir un enfant, je ne me serais jamais remariée, mais dans ma position, c'est impossible, à mon âge, avec un cœur qui sait aimer, de demeurer dans l'isolement; c'est trop triste. Le mois prochain aura décidé de mon avenir; je vous demande vos bontés pour celui auquel il sera confié et qui en est digne. Je trouve dans les circonstances où nous sommes, au milieu d'un siècle d'injustice et d'ingratitude, que c'est une grande et douce satisfaction de pouvoir témoigner hautement, par un choix de ce genre, sa façon de parler et de sentir.

Si, aux yeux de certaines gens, je dois passer pour exaltée et romanesque, d'autres, je crois, me jugeront mieux, car, en fait de noblesse et de vertu, l'exaltation n'est qu'un devoir. Vous rappelez-vous ces deux traits: le prince de Talmont, mon beau-père, après avoir été reconnu et arrêté, allait être exécuté, et comme au moment de monter sur l'échafaud, ses bourreaux lui témoignaient quelque commisération, il leur dit avec un calme et une résignation admirables : « Faites votre métier, je ferai mon devoir. » Henry[2] de La Rocheja-

1. Talmont (Antoine Philippe de La Trémoille, prince de), général français, mort sur l'échafaud, à Laval, en 1794.

2. La Rochejaquelein (Henri du Verger, comte de), célèbre chef des insurgés vendéens 1772-1794.

quelein, frère d'Auguste, voulait exciter les Vendéens au combat; il leur dit : « Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi. » Il me semble que ces deux noms peuvent s'unir et se porter avec orgueil.

La même à la même.

13 octobre 1819.

J'ai donné à M. de la Ferronnays un livre qui n'a certainement aucun rapport avec vous, puisqu'il traite de l'*indifférence*, mais je l'ai trouvé un ouvrage si marquant dans son genre que j'ai désiré vous le faire connaître. Je vous assure que je suis bien occupée de vous, fortement et constamment; croyez que votre amitié m'est un bien précieux et que les preuves de votre attachement sont profondément gravées dans mon cœur. Pourquoi vous tourmentez-vous du temps ou de la distance, ma chère Marie? Je suis telle que vous me retrouverez dans dix ans; mon mari ne m'éloigne pas d'une amitié lointaine; il vous aime parce qu'il m'aime et aussi parce que vous êtes aimable, qu'il vous a vue, qu'il vous connaît enfin par moi. J'aime M. de Nesselrode que je connais par vous, ainsi c'est de même. Vous me faites un tableau de votre intérieur, dont je vous remercie sincèrement; on a besoin du cadre autour du portrait qu'on aime. Soyez sûre de ma discrétion, cela une

fois pour toutes. Je comprends mieux que qui ce soit ce que vous me dites de Madame votre mère. Hélas! j'ai tant souffert de choses semblables, et j'espère pour vous que j'ai plus souffert encore que vous. Avec d'excellentes qualités, maman fait son malheur et celui de tout ce qui l'entoure. Mon supplice a commencé le jour où je me suis mariée. J'avais quinze ans, vous jugez si j'aimais mon mari. Maman fut jalouse, non seulement de lui, mais de tout ce que je rendais à sa famille. Elle s'imaginait que ce que je faisais pour eux était autant que je lui enlevais. Sans s'en rendre compte, elle aurait voulu me dérober à mes devoirs de ce côté. Nous avons été tous bien malheureux des désunions, des scènes qui se répétaient sans cesse. Enfin, comme je n'ai pas voulu céder sur les choses qui étaient essentielles et que quelquefois même je prenais garde à celles qui paraissaient indifférentes, parce qu'avec elle rien ne l'était, alors elle s'est résolue à prendre le parti que vous savez, de me traiter avec une aigreur, un ressentiment et une froideur auxquels aujourd'hui même je ne suis pas encore accoutumée. Il n'est presque pas une visite, quand je la trouve seule, qui ne me rende malade. La chose qui me peine le plus est que l'influence de ma mère a détaché ma sœur de moi. Nous conservons la familiarité de l'enfance, mais de confiance, point! Sous ce rapport, je lui suis étrangère, et que de larmes cette triste pensée me fait souvent verser! Mais, chère amie, c'est trop vous entretenir de peines, lorsque je suis si heureuse et que toutes mes pensées, au contraire, ne

respirent que le bonheur. Il est complet dans le point le plus essentiel, et le choix que j'ai fait est bien justifié par moi aujourd'hui; je retrouve le bonheur que j'ai perdu avec un sentiment plus exalté, une sensibilité plus grande dans celui que j'aime; je me dis que je ne mérite pas un tel bonheur. Je suis comme vous et lui trouve assez de gloire. Cependant si les choses prennent un cours tel, je me rappellerai la devise des Des Cars : « Fais ce que dois, advienne que pourra. » Il est doux de penser que le sentiment de l'honneur est inné dans celui qu'on aime. Vous me demandez des détails sur sa famille. Il n'y a ici que la belle-sœur qui a écrit les Mémoires, qui est la plus excellente personne du monde, très vive, très simple ; elle a huit enfants dont l'aînée a seize ans, deux garçons seulement dont le plus âgé, qui a treize ans, est un petit Duguesclin; il a tout ce qu'il faut pour le devenir. Aussi son éducation est-elle difficile; il est bouillant, d'un caractère terrible et d'un bien bon cœur. Il faut qu'il tourne bien. Il a été fort gâté jusqu'à six ans et cela lui a fait beaucoup de mal, et un mal difficile à déraciner. J'ai quatre belles-sœurs dans la Vendée, sœurs d'Auguste; deux sont mariées, Mme de Beauregard, dont le mari a péri dans la dernière guerre, et Mme de Beaucorps; elles sont de beaucoup les aînées de mon mari et ont de grands enfants. Les deux qui ne sont pas mariées sont Louise et Lucie; Lucie est plus jeune qu'Auguste, point jolie, pas bien faite, mais de beaucoup d'esprit et de caractère, comme vous avez pu le juger en lisant les Mémoires. Louise a été très belle,

mais est meilleure encore. C'est un ange. Elle est pieuse, douce, charitable et adorée dans la Vendée; c'est l'ange tutélaire de tous les malheureux. Elle n'est connue dans ce pays que sous le nom de *Mademoiselle*. Elle est fort distinguée; toutes ses sœurs le sont également et particulièrement Mme de Beaucorps. Auguste n'a pas d'autres parents proches; son père, sa mère, ses deux frères sont morts. Voilà, chère amie, les détails que je puis vous donner de la famille. Mon intention n'est pas de faire de voyage dans la Vendée, cette année, mais au printemps ou à l'été prochain bien certainement. Je vous écrirai alors très au long sur la manière dont je serai là-bas; j'y suis attendue et désirée; je serai ravie de faire connaissance avec ces bonnes gens.

Je ne puis vous dire combien j'ai été sensible à tous vos souvenirs. Mon cabinet est rempli de vos dons; M. de La Rochejaquelein vous remercie infiniment de vos marches; la plupart sont délicieuses. J'ai fait un choix et il va les livrer à la musique de son régiment. Les polonaises sont fort jolies; c'est dommage qu'on n'en danse point. Si jamais je donne un bal, il sera ouvert par une polonaise. Dieu veuille que dans ce temps vous soyez ici; je chercherai quelque grand dignitaire pour inviter Mme l'ambassadrice de Russie. Je ne vous souhaite cependant pas que vos affaires n'aient pris une toute autre direction. Je suis très aise de ce que vous me mandez au sujet du personnage envoyé là-bas. Cela n'aura pas plu ici, et je crains que

rien ne leur fasse ouvrir les yeux. Je regarde cependant comme un grand point d'avoir consenti à vous envoyer M. de La Ferronnays.

La même à la même.

4 décembre 1819.

Voilà qu'on a donné la liberté aux paysans de Courlande; qu'en pensez-vous; cela deviendra-t-il avec le temps une mesure générale? Schreder m'a dit que vous aviez les discours marquants des séances de l'année passée et qu'il vous aurait aussi ceux de cette année. Vous aurez aussi la correspondance de Bonaparte en Italie; je lui avais dit de la désigner à votre libraire, plutôt comme curieuse qu'intéressante. Nous lisons tout haut dans le salon, en ce moment, un livre qui n'est pas nouveau et qui a de l'intérêt. *Une année de Kotzebue.* On le plaint de ses malheurs; était-il réellement intéressant? J'ai lu ici l'itinéraire de Paris à Jérusalem de M. de Chateaubriand; croiriez-vous que c'est pour la première fois? Cela m'a charmée, comme tout ce qu'il écrit; j'ai trouvé néanmoins le dernier volume bien inférieur aux deux autres. Quel dommage qu'il n'écrive plus que de la politique! Je regretterai toujours que vous n'ayez pas pu entendre chez moi sa tragédie. Il écrit l'histoire de France; j'en ai entendu de bien

beaux morceaux, mais je crains fort que les circonstances n'aient interrompu son travail. Je crois qu'il n'a pas l'intention de publier cet ouvrage de son vivant. Me voilà établie à Fleury, pour jusqu'à la fin de janvier, je l'espère; j'irai, au jour de l'an, passer quelques jours à Paris pour faire ma cour au Roi et aux Princes et voilà tout. Nous sommes presque seuls ici. Nous avons l'abbé Jagault, dont vous avez pu voir le nom dans les Mémoires de ma belle-sœur; c'est un homme excellent et fort instruit. Il m'a pris fantaisie d'apprendre le latin, sans en rien dire à personne, et l'abbé me donne des leçons. J'aime à apprendre et à savoir, mais il est certaines choses qu'il vaut mieux garder pour soi quand on les sait, et surtout les femmes. Que lisez-vous? Vous m'avez donné une idée de votre intérieur, je voudrais avoir avec détails celle de la vie que vous menez. Qui voyez-vous, en habitués; avez-vous là-bas des gens distingués? Voyez-vous quelquefois l'Empereur dans les représentations de cour? Il a l'air bon et aimable; nous lui devons beaucoup et nous le sentons. Il nous a donné un moment de grand bonheur; ce n'est pas sa faute s'il n'a pas duré davantage. Il a excité un grand enthousiasme pour sa magnanimité; il a électrisé nombre d'entre nous et ses charmantes manières ont achevé de rendre son souvenir ineffaçable dans bien des cœurs. Nous avons tous crié : « Vive Alexandre! » du fond de l'âme. Les jeunes Grands-Ducs sont bien beaux, bien aimables et d'une distinction parfaite. Je ne manque jamais à présent de lire dans la gazette l'article de

Pétersbourg. Tout ce qui se passe chez vous m'est devenu personnel.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Saint-Pétersbourg, 14/26 janvier 1820.

Les nouvelles que nous recevons de Varsovie et auxquelles je donne créance n'ont pas laissé d'ajouter à tout ce que j'éprouve déjà. On prétend qu'on n'y attend l'Empereur qu'au mois d'avril. Personne ne m'ôtera de l'esprit qu'on retient l'Empereur, par toutes sortes de manigances, hors de chez lui, parce qu'on sait que sa présence y est indispensable. Ils jouissent du commencement de nos désordres et ne peuvent l'ignorer.

On peut dire qu'il n'y a pas de jour où le colosse ne se détraque par quelque endroit. Quelqu'un disait, avec raison, que cet état de choses pouvait durer dix ans comme un jour. Il y a une espèce d'effervescence qui ne peut que nuire à la longue et que calmera, seule, la présence de l'Empereur. C'est inouï le pouvoir qu'il a et qui n'est pas seulement basé sur la crainte, mais sur le véritable sentiment. Il règne une sensation singulière dans le monde. Personne ne paraît être à sa place, on a l'air de s'attendre à je ne sais quoi. On ne voit que prétentions, rivalités, haines. Tout cela date de cet évé-

nement, de Semenofski, qui, je le soutiens, sera une mauvaise époque pour notre pays. Elle a et aura des ramifications, si on ne s'y prend pas à temps, et tu as tort de prendre cela pour un simple fait d'indiscipline. Il serait trop long de te détailler tout ce qu'il a produit; il a éclairé la troupe et permis de raisonner au simple soldat, d'où l'impulsion à laquelle il a obéi et l'esprit de révolte qui couve en lui d'une façon presque latente.

La même au même.

Saint-Pétersbourg, 7/19 octobre 1820.

Puisque tu participes, en ce moment, à la gloire de régler les imaginations exaltées qui peuplent l'univers, laisse-moi vous souhaiter, à ce sujet, plus de bonheur que vous n'en avez eu jusqu'à ce moment.

Ce qui m'a fait grand plaisir, c'est la naissance du duc de Bordeaux; c'est une naissance tout à fait heureuse et qui prouve la protection de la Providence, d'un Dieu consolateur. C'est par la *Gazette de Berlin* que nous avons appris cette nouvelle, mais nous n'avons encore aucuns détails. Madame de la Ferronnays était au comble de la joie; on est allé la féliciter, et moi, comme *ultra*, je n'ai pas manqué d'être du nombre de ceux qui ont eu cette bonne idée.

La même au même.

Saint-Pétersbourg, 14/26 octobre 1820.

Tu t'imagines bien que, plus que jamais, on s'occupe ici de politique, de constitution, et que ces raisonnements sont à n'en pas finir. On dit que Lebzeltern a été fort mal reçu, et, comme chez nous, on ne sait jamais faire la différence entre l'homme public et l'homme privé; on croirait, à entendre ce qu'on raconte, que c'est la pauvre personne de Lebzeltern qui a été mal reçue. Mais l'Autriche occupe exclusivement les esprits; on va déjà jusqu'à dire qu'il y a des troupes prêtes à marcher vers la frontière de ce pays.

Le discours prononcé pour la clôture de la session à Varsovie enchante tout le monde; je suis plus juste, je le trouve trop sévère et inconstitutionnel. Les Polonais d'ici en sont tous peinés, pour ne pas dire pas dire furieux, et souffrent à l'idée qu'il va être publié dans toutes les gazettes.

La même au même.

Saint-Pétersbourg, 21 octobre/3 novembre 1820.

Dimanche dernier, j'ai vu chez Bray le nouveau ministre de Suède; il s'est fait présenter, je me suis

assez mal conduite avec lui, l'ayant pris pour Freyberg et étant très étonnée qu'on me le présente de nouveau. Je ne le recommanderai pas sous le rapport de la tournure.

A Varsovie, à la prochaine Diète, il est à présumer que l'opposition apeurée s'abstiendra de tout discours, après ce qui est arrivé à celui qui a parlé le plus énergiquement. Jamais pareille chose ne s'est passée en France ; tout le côté gauche se prépare à la lutte et je ne crois pas que la naissance du duc de Bordeaux ait changé ses dispositions.

Tu es tout occupé, en ce moment, de choses impossibles à concilier, et si tu veux mon opinion, vous aurez beau bavarder, vous n'empêcherez pas qu'il y ait des carbonari et toutes les sociétés secrètes possibles. Revenez, c'est ce que vous avez de mieux à faire, veiller à votre propre sûreté.

On croit qu'aujourd'hui ou demain l'Empereur recevra tous les rapports relativement à ce qui s'est passé au régiment de Semenofski. Les détails de ce soulèvement, moins mauvais par lui-même que par ce qui s'en est suivi, te seront sûrement fournis. On prétend que ce sont les brutalités ou plutôt les humiliations que Schwartz leur a fait subir qui les a poussés à cette extrémité, mais ce qu'on dit d'un commun accord, c'est que si on avait sévi, contre les mutins principalement, cette affaire n'aurait pas eu de suites et le régiment entier n'eût point été compromis, mais tous les gouvernants ont perdu la tête. Les généraux ont en vain tenté

de faire entendre raison aux soldats; Potemkin est le seul qui les ait émus, sans réussir pourtant à les faire bouger. Malgré leur insubordination, ils sont doux comme des moutons, ne songent nullement à se servir de leurs armes et manifestent pour l'Empereur un attachement aussi sincère que touchant. Ils ne se plaignent ni des exercices, ni des parades, mais seulement des mauvais traitements et des vexations qu'ils devaient endurer, tels que se laisser cracher au visage et je ne sais plus quoi encore. Le mois de congé qu'ils demandaient, pour aller chez eux travailler à la terre, ne leur a pas été accordé; ils ont ce refus à cœur et se plaignent de mille choses désagréables, du même genre. Le plus terrible dans tout ceci, c'est qu'il n'y a qu'une voix pour proclamer, tant le Grand-Duc est généralement détesté, que Schwartz n'a jamais agi ainsi que d'après ses ordres et qu'il en a des preuves. Si cela au moins pouvait servir de leçon ! Tout le monde a eu voix au chapitre, il n'y a pas un seul général qui ne s'en soit mêlé, qui n'ait donné un conseil. On a rassemblé des régimeuts qui sont restés quelques jours sous les armes, la garde a été doublée; on a fait venir les cosaques, comme si ces gens étaient en pleine révolte. A vrai dire, il y a bien eu quelques fuyards par la ville, mais ils n'y ont commis aucun désordre et c'est le cas de dire qu'on a fait d'une mouche un éléphant. Le tort réel qu'on a, c'est de s'être radouci, pour le moment, envers le soldat; on les exerce moins; en tout, on a changé de manière à leur égard, aussi disent-ils qu'ils

doivent de la reconnaissance à leurs camarades, puisqu'ils sont mieux traités depuis que ceux-ci ont fait entendre leurs plaintes. Le mauvais esprit n'a été pour rien dans cette affaire, mais c'est cependant une étincelle à laquelle il faut prendre garde et qui fera date. En présence de ce qui se passe en Europe et qu'on a continuellement devant les yeux, il n'est pas étonnant qu'on prête à tout soulèvement les mêmes mobiles. Il faut dire que nos mutins, excepté pour le colonel, ont montré pour les autres chefs le plus grand attachement, qu'ils sont d'une douceur surprenante et d'une humeur extrêmement gaie. J'ai eu beaucoup de peine en voyant ce beau régiment décimé, je m'imagine que les décisions qu'on attend seront d'une sévérité exemplaire et je les redoute d'avance. Si l'on sévit trop vigoureusement, ce sera effrayant, les meilleures familles comptant quelqu'un des leurs dans ce régiment, et il peut être dangereux d'agir avec trop d'indulgence. Mais ce qui m'afflige surtout, c'est de constater que dans cette circonstance aucun des chefs n'a eu le sang-froid et l'énergie qui convenaient. On se rendait à l'État-major, on y discutait, et tout ce qui s'y disait, au lieu d'être tenu secret, était colporté de bouche en bouche. Dieu sait quelle interprétation, fâcheuse pour nous, les diplomates d'ici ont dû donner à cette mutinerie ! Je crois qu'il serait bon, si l'on veut arrêter les conjectures, de publier les faits tels qu'ils se sont passés, c'est-à-dire de les ramener à leurs justes proportions et de rendre Schwartz aussi Schwartz qu'il est.

La même au même.

Saint-Pétersbourg, 12/24 novembre 1820.

Je t'avoue que je ne crois pas du tout que votre assemblée à Troppau produise rien de bon. Après le congrès d'Aix-la-Chapelle, l'Europe n'en a été que plus mal et je m'attends à ce qu'il en soit de même après celui-ci. Il est pénible de penser que le pays où l'on est le moins prêt à adopter les idées nouvelles soit précisément le plus menacé. Nous sommes sur un cratère, il n'y a à ce sujet aucun doute et je n'exagère rien, il n'y a que la présence de l'Empereur qui puisse nous sauver. Le soldat raisonne, juge, cela n'est pas ce qui m'effraye le plus, mais il y a des questions essentielles, très difficiles à aborder, qu'il est urgent de résoudre au plus tôt. Point de demi-mesures et surtout pas de palliatifs, on ne s'en est que trop servi. Dans l'attente des réponses, chacun tremble; on est si peu sûr de la garnison que s'il y a ordre de punir en l'absence de l'Empereur, on ne peut assurer qu'elle restera tranquille. On compte principalement trois régiments qui sont extrêmement mauvais. Dans cette circonstance, on aura pu juger de l'attachement que chaque individu porte à l'Empereur et combien on le regarde comme l'égide, le soutien de l'État. Il peut faire beaucoup en se traçant un plan et en le suivant obstinément, mais ce n'est pas par un simple ukase qu'il peut remédier à

un mal aussi invétéré. Ne va pas croire que j'exagère; si je te faisais un recueil de ce qui se dit, de l'esprit qui règne dans cette même troupe, tu en frémirais. Mon père en est tout abattu et, comme tu le penses bien, de mauvaise humeur; il y a des moments où il nous traite comme si nous avions coopéré au mal qui se fait. Je le conçois; sous le poids des affaires, une inquiétude de ce genre est terrible. En pensant au feu qui couve ici, ce devient une chose curieuse de vous voir vous occuper en ce moment des affaires de l'Europe. Vous me rappelez cette parabole de l'Ancien Testament : *Vous allez chercher une paille dans l'œil de votre voisin, tandis que vous avez une poutre dans le vôtre.* Si tu as été bien au fait de ce qui s'est passé, je me figure aisément tout ce que tu auras éprouvé. Enfin, prenons patience; espérons que l'Empereur sera éclairé sur bien des choses et plaçons notre confiance en Dieu et en lui.

La comtesse de La Rochejacquelein
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Saint-Cloud, 6 janvier 1821.

Les gazettes vous disent toute notre politique; j'espère qu'elle ira bien. C'est beaucoup d'être sorti de cet état de choses contre nature où les royalistes n'allaient pas avec le Roi; il ne reste à l'extrême droite que quel-

ques fous, les véritables *ultras*, qui ne sont jamais contents de rien, plus par caractère et par tempérament que par opinion. Les ministres ont envoyé M. de Chateaubriand à Berlin; cela ne fait pas honneur à leur jugement de s'être privé de son secours dans ce moment-ci où ils rallient à eux tant d'hommes, tout étonnés de marcher sous leur bannière. Ils sont comme des gens qui, entrant dans un pays étranger, dont ils ignorent la langue, commenceraient par congédier l'interprète sur la frontière. Enfin je vois dans cet emploi donné à M. de Chateaubriand la fin d'une triste et pénible disgrâce. M. Benoist aussi est réconcilié; on dit qu'il sera directeur des droits réunis, on ne saurait mieux faire, mais on dirait que c'est à regret, et comme on emploie le moins qu'on peut de royalistes, je doute fort que M. Benoist ait cette place.

J'ai beaucoup vu le prince d'Orange à Spa et j'ai été frappée de sa raison et de la justesse de ses idées. Je suis encore à me demander comment on a pu critiquer, à quelque point de vue que ce soit, sa façon d'être. Je n'ai point vu la Grande-Duchesse, parce que je ne pouvais sortir, mais elle a traité Clara avec une bonté parfaite et a ajouté à tous les regrets que j'éprouvais de ne pouvoir lui faire ma cour, par tout ce qu'elle a daigné me faire dire d'obligeant.

Pozzo est à Troppau; il est à présent dans les meilleures idées et nous ne nous disputons plus.

Le comte Charles de Nesselrode à sa femme.

Laybach, 28 décembre 1820/9 janvier 1821.

J'ai emporté de Pétersbourg, en fait de fourrures, de quoi résister à un froid de vingt degrés. Je n'en ai pas eu besoin malheureusement, notre mauvaise étoile, au lieu de nous diriger vers le Nord, nous ayant poussés au Midi. J'espère toutefois que nous avons atteint le point le plus méridional de nos voyages et j'ai la conviction, si on veut se guider d'après les règles du simple bon sens, que notre séjour ici ne saurait se prolonger.

Voilà, chère amie, ce que je puis te dire pour le moment sur l'objet qui nous intéresse le plus l'un et l'autre. Nous ne sommes tous réunis que depuis hier, et ce n'est qu'aujourd'hui ou demain qu'on entrera en matière et que, par conséquent, je pourrai juger si l'on adoptera une marche ferme, décisive et prompte, la seule, à mon avis, qui puisse nous conduire à des résultats à la fois satisfaisants et honorables. Celle que je me suis tracée dans mon esprit serait de nature à aller droit au but et à finir l'affaire de Laybach en moins de quinze jours. Mais comme il faut que les autres pensent de même, il est difficile de calculer sur ce qui se fera. De mon côté, je ne négligerai sûrement aucun moyen pour leur faire partager ma manière de voir. Sur ce point, nos désirs et nos devoirs sont parfaitement d'accord.

car j'ai la plus intime conviction qu'en faisant vite on fera bien, et que ce n'est que par l'effet de l'action et non par celui de la parole et des longues écritures qu'on se rendra maître de l'affaire.

Ta lettre, chère amie, m'a donné des inquiétudes réelles pour toi. Pourquoi te laisser aller à des craintes toujours imaginaires? Je te conjure de te raisonner et de chercher un peu à prendre sur toi; c'est pour moi que je te le demande; l'idée que le chagrin use ta santé m'est cruelle pour moi, et, en vérité, chère amie, je t'aime tant que je voudrais presque que tu m'aimasses moins. J'aurais voulu que tu m'eusses vu partir de Vienne pour juger des précautions que je prends contre le froid.

C'est encore avec Pozzo que j'ai fait ce voyage, et quand tu sauras que c'est à lui que je dois d'avoir roulé daus une bonne voiture à quatre places, tu lui pardonneras, j'espère, les torts que tu lui supposes et lui rendras ton ancienne affection. Quant à moi, je t'avoue franchement que je ne connais personne qui lui soit supérieur. C'est aujourd'hui le seul homme en Europe auquel je reconnaisse les qualités qui constituent le véritable homme d'État. Je conviens avec toi que Capo d'Istria a l'âme plus pure, les sentiments plus nobles, plus désintéressés, avec moins de passions et de vanité, mais il est loin d'avoir les moyens, le bon sens et les connaissances de Pozzo, et surtout *cet esprit pratique*, indispensable pour bien conduire les affaires de ce bas monde. Capo d'Istria a beaucoup d'esprit,

mais il a souvent l'esprit faux, et malgré une grande sagacité, son jugement est quelquefois en défaut; il a de la perspicacité et de la finesse, mais pas toujours de la logique; il manque surtout de l'expérience des hommes et des choses. Il a l'air de travailler pour un monde composé d'êtres aussi parfaits que lui. Si le sort l'avait jeté dans les affaires de la France, il aurait été doctrinaire avec les meilleures intentions du monde. Ainsi, rien ne l'a tant séduit que le livre de Guizot, qui est rempli de sophismes et de fausses assertions. Telle est, chère amie, ma profession de foi sur l'un et sur l'autre de ces personnages; je voudrais avoir Pozzo pour ministre et Capo d'Istria pour ami.

Ce qu'on a débité à Pétersbourg n'a pas le moindre fondement; il n'y a même eu aucune circonstance qui ait pu accréditer de pareilles suppositions; elles ne peuvent avoir été enfantées que par la haine et la jalousie. Et Dieu nous préserve à jamais de les voir se vérifier, car sur ce point je pense précisément comme toi, et tellement que si jamais Capo d'Istria devait quitter l'Empereur, je ne resterais pas un instant moi-même par la raison très simple que je ne me sens pas assez de force pour conduire la barque à moi tout seul et qu'un second mariage dans le genre de celui-ci n'est pas possible. Ce n'est qu'avec un homme aussi délicat et d'un caractère aussi parfait qu'une position pareille est tenable; je n'en voudrais avec qui que ce soit et avec Pozzo moins qu'avec tout autre, malgré tout ce que j'en ai dit plus haut et malgré le profond attachement que

je lui porte. Si nos chers compatriotes se plaignent de Capo d'Istria, ils ont tort et sont vraiment ingrats. Tout bon Russe ne peut, dans la politique de nos jours, avoir qu'un seul but raisonnable, la conservation de la paix. Or, celui-là est, je leur en réponds, profondément gravé dans le cœur de Capo d'Istria, et ses efforts et ses soins comme ses opinions et ses conseils n'ont jamais eu d'autre tendance. Sous ce rapport, on ne peut pas être plus Russe que lui et ce serait le comble de l'ingratitude que de ne pas reconnaître les services qu'il a rendus et qu'il rend journellement dans cette vue.

Mais ce chapitre m'a mené loin, il faut pourtant que je te dise quelques mots de mon voyage. Tu sauras donc que nous avons mis quatre jours pour faire 56 milles, nous arrêtant toutes les nuits pour coucher. Partis de Vienne le jeudi, à 10 heures du matin, nous ne sommes arrivés à Laybach que dimanche, à 10 heures du soir. En sortant de Gratz, nous nous sommes trouvés sous un tout autre climat. Pas de neiges, le plus beau soleil du monde et un air de printemps, comme chez nous au mois d'avril. Ce pays est ravissant, surtout la vallée de la Muhr; quand tout est vert et les arbres couverts de feuilles, il doit être délicieux. Ces Autrichiens sont plus heureux, en vérité, qu'ils ne méritent de l'être; il n'y a pas un coin dans toute cette monarchie qui ne soit beau. Laybach paraît être une jolie ville, mais je n'ai vu jusqu'à présent que la rue où je demeure qui est grande et large. Je suis très bien, très propre-

ment et très chaudement logé chez un chanoine italien, à bas rouges, qui est une véritable caricature.

Le Roi de Naples est arrivé hier; demain, nous irons avec Capo d'Istria lui faire notre cour. Le vieillard a fait très lestement ce voyage. Nous attendons Saint-Marsan[1] et les autres ministres italiens dans deux jours. Ainsi nous serons au complet et, à cet égard, il n'y a pas de délai à prévoir.

Le même à la même.

30 décembre 1820/11 janvier 1821.

Nous avons déjà été à même de reconnaître un peu le terrain. Chez presque tous se manifeste le désir d'aller vite en besogne; nous verrons s'il se réalisera. Schrœder nous a envoyé, hier, un courrier qui n'apporte pas grand'chose. Il s'acquitte très bien de ses fonctions de chargé d'affaires et sait donner de l'intérêt à sa correspondance. En somme, nos trois chargés d'affaires de l'Ouest sont excellents. Plût à Dieu que tous les ministres fussent de leur force. Il n'est pas question du rappel de Golovkin, tu dois avoir appris même qu'on lui a

1. Saint-Marsan (Antoine-Marie-Philippe Asindri, marquis de), né en 1761, mort en 1842. En 1820, il fut le délégué de la Sardaigne au congrès de Laybach. De retour à Turin, le 11 mars 1821, il trouva le Piémont en révolution et son fils engagé dans le mouvement. Il conseilla à Victor-Emmanuel de se refuser aux concessions et donna sa démission aussitôt après l'abdication de ce souverain.

augmenté les appointements. Cette augmentation a été obtenue sans la moindre difficulté, ce qui prouve que dans ce bas monde les uns sont plus heureux que les autres.

Je crains vraiment que Stackelberg n'ait tôt ou tard le sort de son père et de son frère. Quel malheur ce serait pour sa pauvre femme et ses neuf enfants! Ses attaques de nerfs, auxquelles il commence à être sujet et qui se renouvellent dans chaque circonstance un peu extraordinaire, ressemblent à des accès de folie, et avec une maladie pareille, je ne vois pas comment il pourra continuer à rester aux affaires. L'en faire sortir, sans qu'il l'ait demandé lui-même et très formellement, ce serait le tuer d'une autre manière. Il devient fort embarrassant, et avec toute l'amitié et la reconnaissance que je lui porte je ne sais comment concilier les intérêts du service avec ses arrangements.

Quant à Tatichtchef, dont tu me parles, il n'est et ne peut jamais être question de l'envoyer à Vienne, où très résolument on n'en voudra pas. En général, avec tout son esprit, il a eu le secret de se faire détester tellement partout, que je ne vois pas trop où il pourra, de nouveau, être employé à l'étranger. Si Golovkin devait quitter Vienne, certes, il n'y aurait rien de mieux que de le faire remplacer par le baron Strogonof[1], à condi-

1. Strogonof (Serge, comte), homme d'État russe, né en 1795, mort en 1882. Gouverneur de Wilna à l'époque du choléra, puis de Minsk, après la chute de Varsovie en 1831, fut nommé en 1835 curateur de l'Université de Moscou et se démit de ses fonctions en 1847. Il n'en demeura pas moins lieutenant-général, aide de camp du czar

tion toutefois que madame d'E... ne fût pas de la partie.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 23 juillet 1821.

Avant de toucher à ce qui me regarde particulièrement dans votre lettre, permettez que je vous présente ma profession de foi, courte et simple, sur l'objet important qui réclame aujourd'hui de préférence l'attention des Cabinets. Il ne me conviendrait, sous aucun rapport, de me perdre en conjectures hasardées et en calculs hypothétiques à ce sujet; je me borne à vous faire connaître, c'est-à-dire à soumettre à vos lumières le point de vue général sous lequel j'envisage la question.

L'insurrection des Grecs, à quelque époque qu'elle eût pu éclater, aurait toujours été un événement très sérieux et très embarrassant pour les grandes puissances. Cet événement est surtout déplorable dans un moment où il tend à nous enlever une partie des fruits de nos grands et beaux travaux de Laybach. Car si, d'un côté,

et sénateur, fut nommé, en 1852, général de cavalerie, en 1855, membre du conseil de l'empire. Nommé en 1859 gouverneur général de Moscou, il renonça peu de temps après à ces fonctions pour devenir curateur du czarewitch Nicolas.

la nécessité de s'occuper de cette nouvelle complication empêche les Souverains de concentrer leurs pensées et leurs efforts sur l'affermissement du système établi dans les derniers congrès, de l'autre côté, l'impression que leurs déclarations et leurs actes avaient faite sur le public s'affaiblit, non seulement par l'activité funeste de tous les factieux de l'Europe, qui exploitent l'insurrection des Grecs comme une mine féconde dans le sens de leurs doctrines et de leurs projets, mais encore par les craintes des gens de bien qui nous croient menacés d'une crise plus redoutable que celles que nous avions traversées et surmontées avec tant de succès.

Cette raison suffirait pour me faire regretter vivement l'état actuel des choses en Turquie, si j'avais même la certitude d'un dénouement heureux. Mais peut-on se flatter d'un espoir pareil? Le fanatisme cruel, la stupidité et l'aveuglement des Turcs ont rendu presque désespéré un problème qui, avec des dispositions bien différentes de leur part, a toujours offert d'immenses difficultés. Tous les calculs se trouvent en défaut vis-à-vis d'un gouvernement, que la force même du plus imminent danger ne peut ramener à une ligne de conduite raisonnable et qui semble conspirer avec ses plus implacables ennemis pour assurer et hâter sa propre dissolution.

Il existe toutefois une considération puissante qui calme beaucoup l'inquiétude avec laquelle j'attends le résultat des dernières démarches faites à Constantinople. Les principes éminemment bons, telle est ma

conviction intime, doivent offrir des ressources ou des remèdes dans tous les cas possibles ; et avec un système de sagesse et de fermeté, comme celui que nos augustes Souverains ont établi, il ne peut y avoir de difficulté à travers laquelle on ne parvienne à se faire jour. Ce qui nous eût fait trembler, il y a dix ans, ne peut que nous embarrasser aujourd'hui; et j'ai le courage de croire que, quelque chose qui arrive, pourvu qu'aucun changement ne s'opère dans les bases fondamentales arrêtées entre les deux Empereurs, nous sortirons de cette nouvelle épreuve, sans compromettre ni la solidité de notre édifice, ni la gloire de ceux qui l'ont élevé.

Les pièces que le prince Metternich a reçues, en dernier lieu, de Saint-Pétersbourg, et dont il a eu la bonté de me faire part, m'ont tout à fait confirmé dans cet heureux pressentiment. J'y retrouve les mêmes dispositions, j'y retrouve le même langage, qui ont été, pendant huit mois, l'objet de mon admiration journalière. Eh bien, ce qui nous a sauvés, ce qui nous a conduits au port, ce qui nous a comblés de gloire dans les affaires d'Italie, doit porter les mêmes fruits partout ailleurs. La question est, sans doute, plus compliquée; et votre auguste Empereur en particulier est placé dans des circonstances très difficiles. Il en triomphera, le passé m'est gage de l'avenir. L'union fait notre force, et cette union, je la regarde comme indestructible. Je ne partage aucune des chimères, aucun des mauvais rêves qui agitent et alarment le public ; l'histoire de nos dernières transactions est ma seule réponse.

Je ne crains pas non plus que l'intervention de quelque autre puissance ne dérange notre marche et ne rende la question du jour plus grave et plus menaçante. J'ai la persuasion que ce sera encore la Russie et l'Autriche, et ces deux puissances seules, qui en décideront. La France et l'Angleterre parleront; il est juste, il est utile qu'elles parlent; mais elles ne nous feront pas plus la loi qu'elles n'y ont réussi dans les affaires de Naples et du Piémont. Vous voudrez bien vous rappeler, monsieur le comte, que j'ai constamment regardé comme une chimère tout concert effectif de plan et de mesures entre ces deux puissances, et combien j'ai dédaigné les prédictions sinistres dont on nous accablait à ce sujet, à différentes époques du Congrès. Or, de toutes les questions politiques celle qui nous occupe maintenant est, certes, la moins propre à réunir les avis et les intérêts des deux gouvernements. Ils ne s'y rencontreraient pas sur un seul point essentiel.

La position, dans laquelle ils se trouvent l'un et l'autre, ne peut pas d'ailleurs rendre leur intervention bien efficace. Celui de France a joué pendant toute la session actuelle des Chambres un si pitoyable rôle entre les partis qui l'ont tour à tour insulté et tyrannisé que personne ne le croira capable d'une marche vigoureuse dans de grandes affaires politiques. Et quant au ministère britannique, la modération de sa conduite nous est suffisamment garantie par la peur que lui inspire toute chance compromettant son assiette pacifique, peur qui n'est que trop justifiée par les symptômes nombreux

d'un dérangement intérieur et par l'état extrêmement critique des finances. Il est vrai que les premières démarches du ministre d'Angleterre à Constantinople n'étaient rien moins que rassurantes et que nous n'avons pu qu'être frappés de l'étrange empressement avec lequel, dès son arrivée, il communiqua à la Porte cette fameuse contre-circulaire, qui ne pouvait intéresser les Turcs que sous le rapport de la division qu'elle semblait annoncer dans le système des grandes puissances. Mais à mesure que les événements sont devenus plus sérieux, la conduite de ce ministre paraît s'être rectifiée; sa dernière note se rapprochait déjà beaucoup de la marche des Cours alliées; et plutôt que de se brouiller avec celles-ci, l'Angleterre finira par les écouter et par se concerter avec elles.

Ce sera donc, tout le présage, dans la balance commune de la Russie et de l'Autriche que le sort des Turcs et des Grecs sera pesé; et comme dans cet auguste concert l'empereur Alexandre doit par la nature même de la question exercer l'initiative et l'avis prépondérant, je suis complètement tranquille sur les principes qui guideront nos résolutions. Le reste est encore entre les mains de Dieu, et personne ne peut prévoir les mesures positives et matérielles que prescrira le développement ultérieur d'une crise qui d'un jour à l'autre peut changer d'aspect et de caractère.

J'en viens à ce que votre précieuse lettre, monsieur le comte, contient d'obligeant et de satisfaisant sur le mémoire dont j'ai eu le bonheur de vous faire hommage.

Votre approbation m'en aurait assez récompensé ; cependant je serais fier de pouvoir me flatter que les idées qu'il renferme contribuassent pour la moindre chose au succès d'une opération à laquelle, sous plus d'un rapport, je m'intéresse aussi vivement que si elle regardait notre pays même. Je viens de recevoir de Londres le Rapport du Comité du Parlement sur les plaintes relatives *au déclin de l'agriculture en Angleterre.* Ce rapport contient, entre autres, des observations curieuses sur l'effet des mesures adoptées pour rétablir l'ancien système de la banque et pour élever la valeur de ses billets. J'en ferai un extrait qui ne sera pas sans intérêt pour Votre Excellence ; mais ne voulant pas retarder le départ de la présente lettre, je me réserve de le lui communiquer par une autre occasion prochaine.

L'Empereur Alexandre
au comte Charles de Nesselrode.

Romanchino, près de Louga, 12 septembre 1821.

J'ai rencontré à Louga le baron de Strogonof. La conversation d'une demi-heure que nous avons eue ensemble m'a pleinement satisfait.

Cependant il ne serait pas impossible que le baron se prononçât, dans la société de Pétersbourg, comme conseillant la guerre. Je vous engage donc à le mettre bien

clairement au fait des vrais intérêts de l'Alliance européenne et de mes déterminations, quant à la ligne de conduite que j'ai à suivre; j'aime à me persuader que le baron saura conformer son langage avec le plan arrêté par son Cabinet.

Bien des choses à la Comtesse. J'ai eu un temps délicieux jusqu'ici. Tout à vous.

M. de…
à la comtesse de Nesselrode.

12 juillet 1822.

Permettez à un homme qui n'a jamais oublié l'honneur et le bonheur de quelques rapports avec vous de se féliciter encore de ce souvenir qui lui est cher à plus d'un titre, et d'y puiser assez de confiance pour se rappeler au vôtre.

Vous savez bien que ceux qui se mêlent, de près ou de loin, des grandes affaires de ce monde ont un plaisir particulier et trouvent une singulière récompense dans le seul bonheur de voir leurs prédictions accomplies et les événements justifier ce qu'ils ont pu dire d'avance.

Or, daignez vous rappeler ce qui a passé, il y a juste à présent trois ans, par vos mains et sous vos yeux. Souffrez que je le retrace ici en peu de mots, et je suis

sûr que M. de Nesselrode et vous, trouverez dans votre mémoire la preuve de l'exactitude et de la fidélité de la mienne.

J'avais l'honneur de vous dire, il y a trois ans :

1° Que la durée de la maison de Bourbon en France et la conservation de l'ordre social en Europe, si étroitement liées ensemble, tenaient à ce que la portion modérée du parti appelé royaliste ou hostilement ultra-royaliste vînt à la tête des affaires.

2° Que si M. de Richelieu, malgré tout ce qu'il avait de droiture, d'amour du bien public, de confiance justement obtenue auprès des souverains étrangers, s'obstinait à ne pas marcher avec le parti royaliste, il tomberait inévitablement, parce que dans le fond on ne trouve de réel, de vraiment existant en France, que ce parti royaliste ou le parti ennemi qui ne veut pas de la maison de Bourbon.

3° J'ai encore eu l'honneur de vous dire que malgré toutes les calomnies, certes, souvent portées jusqu'à l'oreille même du plus grand souverain de nos temps modernes, ce parti royaliste, représenté par ses chefs modérés (Villèle et Cie) et son auguste chef secret (S. A. R. M.) sentait profondément, comme votre auguste maître, qu'il ne fallait ni réaction, ni contre-révolution, ni retour aux vieilles choses, ni atteinte aucune portée à ce qui existe, ni faire un pas hors la ligne constitutionnelle.

Voilà ce que j'ai dit être le fond de la doctrine, des principes, des projets de Villèle et de ses amis.

4° J'ai encore ajouté que quant à notre politique extérieure, celle du parti royaliste, s'il arrivait au pouvoir, serait la continuation de celle de M. de Richelieu, noble, française, estimable en tout point.

5° Je disais enfin que, pouvant me vanter d'être au centre de ce parti (qui est le ministère actuel), je savais que le ministre des affaires étrangères que nous avons en vue[1] (dans le cas où les mauvais conseils qui entouraient M. de Richelieu l'empêcheraient de venir à nous) serait aussi convaincu que M. de Richelieu lui-même de la haute confiance pour l'avenir et de l'éternelle reconnaissance pour le passé que méritait votre auguste maître ; et je me rappelle à cet égard qu'il m'avait paru si important que l'homme le plus influent de nous tous, celui à qui S. A. R. M. se confiait le plus absolument, pût se faire connaître tel qu'il était à celui qui donnait sans doute de Paris à S. M. I. des notions sur les hommes et sur les choses, que j'ai mené deux fois à 11 heures du soir M. de Villèle chez M. Pozzo, qui est convenu souvent depuis avec moi qu'il avait appris là *seulement* à le connaître et à l'estimer.

Après avoir dû retracer sommairement ce que j'avais eu l'honneur de vous développer dans quatre ou cinq notes de la même écriture que celle-ci, pour trans-

1. Jamais S. A. R. M., ni le parti royaliste, n'avaient eu en vue d'autre ministre principal dirigeant que Villèle, ni d'autre ministre des affaires étrangères qu'un de ces trois d'une complète et absolue conformité de principes, d'un accord parfait, soit entre eux, soit avec Villèle, savoir : ou M. de Montmorency, ou M. Jules de Polignac, ou M. de Chateaubriand.

mettre à M. de Nesselrode, permettez-moi de vous montrer combien en tout point j'ai dit la vérité et deviné l'avenir d'alors, aujourd'hui réalisé.

D'abord le noble et droit sens du duc, excellent quand il n'écoutait que lui-même, s'était enfin déterminé, en décembre 1820, à prendre dans le conseil MM. de Villèle et de Corbière. Ce même sens le portait à les conserver quand le mauvais astre de M. de Richelieu, égaré par les seuls MM. Pasquier et Mounier qui craignaient ne pouvoir rester, consentit, le 27 juillet 1821, à l'éloignement de MM. de Corbière et de Villèle.

M. de Richelieu mérite des hommages et presque des autels pour avoir eu la noblesse et la conscience de provoquer toujours des élections royalistes, tout persuadé qu'il était que ce parti ne pardonnerait pas l'expulsion de ses deux chefs et le renverserait. Mais sa conscience l'avertissait qu'il n'y avait pas de milieu entre les royalistes et les jacobins, et que si les royalistes renversaient M. de Richelieu, les jacobins renversaient la monarchie. Je veux rappeler ici une anecdote que vous devez savoir, si ce n'est textuellement du moins en substance, et qui ne manque pas encore d'un certain intérêt actuel, pour ainsi dire.

Dans les premiers jours d'octobre 1821, un peu avant les élections, le duc eut avec le Roi une noble et remarquable conversation.

« Je vois bien, dit le duc à Sa Majesté, que je travaille à n'être plus le ministre de Votre Majesté en appelant

les royalistes, mais son intérêt et mon devoir ne me permettent pas de balancer. »

Le Roi, selon l'usage en pareille circonstance, lui parla, avec bonté, de sa volonté de le maintenir. Le duc insista et dit que, dans la forme de notre gouvernement, Sa Majesté elle-même n'en serait pas maîtresse.

« Je voudrais au moins, reprit le duc, recevoir sur certains points la sécurité dont j'ai besoin.

— Je vous entends, dit le Roi, et je vous donne ma parole que vous n'aurez pour successeurs ni M. Decazes (c'est à jamais impossible, dans son intérêt même), ni M. de Talleyrand ; ce serait M. de Blacas[1]. »

On sait qu'en effet, quand M. de Villèle monta chez le Roi, le 13 décembre dernier, pour composer un ministère, ce fut M. de Blacas que Sa Majesté indiqua d'abord pour la présidence et les affaires étrangères.

On sait aussi que M. de Villèle craignait les préventions contre M. de Blacas et l'influence du souvenir resté dans tous les esprits que les Souverains l'avaient éloigné

1. Blacas d'Aulps (Pierre-Jean-Louis-Casimir, duc de), né en 1770, mort en 1839. Il émigra en 1789, et s'attacha dans la suite à Monsieur, depuis Louis XVIII, le suivit à Saint-Pétersbourg et à Londres pendant son exil, et rentra avec lui en 1814. Il fut alors nommé secrétaire d'État, ministre de la maison du roi ; accompagna Louis XVIII à Gand pendant les Cent-Jours, et entra à la Chambre des pairs en 1815. Il alla ensuite à Naples pour y négocier, en qualité d'ambassadeur, le mariage du duc de Berry avec la princesse Caroline des Deux-Siciles, puis à Rome pour y conclure le concordat de 1817. Il occupa une seconde fois l'ambassade de Naples de 1824 à 1830. Toujours fidèle à la royauté, il suivit Charles X dans son exil et mourut à Prague.

du roi de France en 1815, comme trop plein des anciennes idées.

J'ajoute ici une anecdote personnelle : M. de Villèle est entré au ministère le 15, et le 17 au matin, dans son nouveau cabinet, il me disait : « Quel dommage que je sois ici au lieu d'être à l'intérieur ! Cela signifierait que le duc serait resté avec nous et aurait, par conséquent, gardé le ministre des finances entre autres. »

Vous pouvez être sûre que c'est ici une pensée habituelle chez les hommes au milieu des grandes affaires, que celle de votre auguste maître, et que, par exemple, on s'est dit sur-le-champ, au moment de la formation du nouveau ministère : on peut être assez tranquille sur l'opinion que s'en formera S. M. l'Empereur de Russie.

Sa Majesté avait confiance entière dans M. le duc de Richelieu ; le duc avait lui-même trop d'estime et personnellement trop de goût pour M. de Villèle, pour n'en avoir pas donné une semblable idée à l'Empereur. Or, quand Sa Majesté apprendra que M. de Villèle est l'âme, la volonté, la politique du ministère, tout sera dit et elle attendra avec quelque confiance le développement des événements.

Je dois vous avouer que la mort du duc, indépendamment du profond sentiment de chagrin éprouvé par tout français juste, reconnaissant et sensible, a inspiré le genre d'inquiétudes que voici :

On s'est dit : il est bien évident que, depuis la retraite du duc, les divers ambassadeurs doivent écrire à leurs cours : « Que le nouveau gouvernement était un essai

sur le plus ou moins de succès duquel on pouvait se rassurer par la pensée que M. de Richelieu était là tout prêt pour une crise si elle survenait ; genre de service préventif et réparateur déjà souvent et si heureusement rendu par lui. »

Il est impossible que tel n'ait pas été le fond de la correspondance diplomatique, depuis le jour de la retraite jusqu'au jour de la mort si cruelle et si imprévue du duc.

On l'a très bien senti ici, et il faut même convenir que les ambassadeurs pensaient et disaient assez juste.

On s'est dit ensuite que les choses marchaient et allaient de plus en plus marcher de manière à rassurer aussi de plus en plus.

Une réflexion se présente ici bien naturellement. Sans aller chercher bien inutilement si les ministères précédents étaient dans une bonne ou dans une mauvaise route, il suffit, quant à la question actuelle de sécurité et de durée de ce qui existe, de voir si après chaque session, dans toutes nos années précédentes, le ministère pouvait envisager la suivante du même œil que, le 7 ou 8 août prochain, notre ministère envisagera la session de 1823.

Tout le monde convient que, si la majorité actuelle est de 3 1/2 sur 5, la prochaine sera de 4, 4 1/4 sur 5.

Quant à la Chambre des Pairs, on est si porté ici à se plier sous ce qui semble un peu fort et un peu durable que déjà la majorité a été, hier, de plus de 3 sur 5, et cependant, on est bien décidé à faire 30 Pairs tous roya-

listes, modérés, riches, dont 12 à 13 ecclésiastiques.

Il résulte de tout cela que jamais, depuis 1814, un tel caractère de durée, de consolidation nécessaire et successive n'a été imprimé à ce qui existait.

Cela s'étend à tout : je dînais, il y a quatre jours, avec sept officiers généraux, tous employés aujourd'hui. et n'ayant pas cessé de servir depuis vingt-cinq ans, et ils s'accordaient à dire que, si l'Espagne attaquait et qu'on y portât la guerre, ils se feraient forts d'être à Madrid en quinze jours.

Mais, il faut en convenir nettement et franchement, et celui qui écrit ainsi, très ami de M. de Montmorency[1] qu'il voit une heure par jour depuis huit ans, et au centre des affaires, dit ce qu'il sait et entend chaque jour ; il faut, dis-je, en convenir, tout ce bien-être actuel, tout cet avenir de la tranquillité française, si étroitement liée à celle de l'Europe, est dû à l'empereur de Russie.

A force de prévoyance, de magnanimité, de sacrifice

1. Montmorency (Anne-Adrien-Pierre de), duc de Laval, pair de France et diplomate, né en 1768, mort en 1837. Il suivait la carrière des armes lorsque éclata la Révolution. Ayant émigré en Angleterre, il s'y lia avec le prince de Galles, revint en France en 1814 et reçut alors de Louis XVIII le titre de prince de Laval, qu'il garda jusqu'à la mort de son père. Peu après, il se rendit en Espagne, en qualité d'ambassadeur, puis passa au même titre à Rome en 1822. Après la mort de Pie VII (1823), il soutint au nom de son gouvernement et de concert avec l'Autriche, la candidature du cardinal Castiglioni, mais ce fut le cardinal della Genga qui fut élu souverain pontife sous le nom de Léon XII. En 1828, le duc de Montmorency-Laval alla occuper l'ambassade de Vienne, qu'il quitta pour se rendre au même titre à Londres.

de sa propre gloire, de ses propres intérêts, il a, pour la quatrième ou cinquième fois, donné le repos à l'Europe.

C'est bien vivement senti, et je vous assure que ce langage est bien ordonné comme l'accomplissement d'un devoir à tous nos agents diplomatiques pour repousser tout langage contraire.

Une autre justice de plus haute importance rendue à Sa Majesté, c'est le soin de ne pas laisser non plus répéter aveuglément, comme tant de gens superficiels, que tout est fini, que tout est arrangé, que la paix est faite.

Ce qu'on doit dire, et ce dont on se pénètre ici de plus en plus, c'est qu'un pas immense est fait pour le maintien de l'union européenne ; que tous les cabinets doivent, à l'exemple de l'empereur de Russie, y concourir de toutes leurs forces et en abandonnant tout intérêt contraire qui ne peut jamais, dans nos circonstances politiques, être aussi important.

Vous sentez que c'est là ce que doivent répéter sans cesse les amis reconnaissants de la justice et de la gloire de l'Empereur.

Non pas :

Il n'y a pas de guerre — ce qui est absurde à dire en face d'un peuple stupide et féroce.

Mais, — l'Europe est unie, les cinq puissances n'en font qu'une sous l'Agamemnon de cette ligue chrétienne, et s'il y a guerre, ce sera contre tous, et elle ne sera pas longue et les révolutionnaires n'y gagneront rien.

On sait bien qu'il y a un cabinet insulaire, retardataire dans cette grande marche de l'armée européenne ; mais tous les cabinets doivent se réunir pour presser l'allure de celui-là et pour que tous aillent de front.

Veuillez bien croire encore que celui qui vous disait vrai quand il était *en dehors*, et qui est aussi sincère et mieux instruit, à présent qu'il est *en dedans*, peut vous dire ce qui suit, en toute vérité et scrupuleuse exactitude.

Le système Talleyrand est écarté avec lui. Le système Richelieu et de la plus vieille diplomatie (avant 1755) française prévaut.

Tout indique qu'il faut être en union, en accord parfait, avec tous, n'inspirer crainte et alarmes à personne ; mais qu'enfin, s'il y a au fond des cœurs quelque préférence secrète dont le germe caché dans le présent peut éclore dans l'avenir, cette préférence s'adresse où elle doit, c'est-à-dire vers le point où la reconnaissance de ce qui a été et l'intérêt, bien entendu, pour ce qui sera, se trouvent dirigés de concert.

Cette politique est autant celle du règne futur que du règne présent, et, précisément, celle des trois hommes que j'ai nommés dans la note ci-dessus, par qui il est bien évident que les affaires diplomatiques seront longtemps conduites en France. Ce qui me ramène, en finissant ce court aperçu, à une autre observation importante.

Je dis que les affaires seront longtemps dirigées par

ces mêmes mains, et c'est encore là un des caractères de sécurité et de durée du moment actuel.

C'est demander à des ministres d'être plus que des hommes, et presque des saints, que de vouloir qu'ils soient tranquillement occupés de leurs devoirs, quand ils ne se couchent jamais sans se dire : « S'il y avait demain un autre règne, nous serions renvoyés. »

C'est cette pensée qui a pendant quatre ans précipité M. Decazes dans l'intrigue et l'a approché du crime.

Aujourd'hui il est évident que le ministère actuel resterait tout entier sous un nouveau roi.

Et il y a quelque chose à dire de plus à cet égard que j'ai encore le plaisir de voir vérifié après l'avoir dit d'avance : c'est que l'on pourrait conclure de là que, par un renversement très fâcheux des principes de la monarchie, le prince héréditaire, qui a désiré de tels ministres et qui les conserverait à coup sûr s'il était roi, commence en quelque sorte un règne anticipé et se mêle de gouvernement autant ou plus que son frère et *son roi*.

Il n'y a rien de pareil, et sans doute que celui qui a plaisir à vous soumettre l'hommage de ce coup d'œil ne serait pas assez sot pour avancer telle chose, si elle pouvait être niée.

Il n'en est rien, et c'est encore ce que j'avais l'honneur de vous dire, il y a trois ans ; ce Prince est la probité, la conscience, la loyauté, le sentiment du devoir personnifiés : il n'a pas pu ne pas se mêler des affaires quand il a cru qu'elles étaient menées (dans

l'intérieur) pour la ruine de sa famille; et l'élection de Grégoire, et la Pairie souillée à jamais, et le sang de son fils ont pu lui faire croire qu'il ne s'égarait pas dans des craintes chimériques.

Mais du jour où il a vu les affaires dans les mains pures, habiles, monarchiques, modérées, constitutionnelles auxquelles il les aurait confiées lui-même, il est complètement et religieusement rentré dans son rôle passif d'héritier du trône, et sous le Prince qui, de mémoire d'homme ou de mémoire de roi, gouverne le plus par lui-même, sous votre maître enfin, le Prince Constantin ne se mêle pas de l'Empire plus que S. A. R. M.

On peut dire sans exagération que tel Ministre que S. A. R. voyait deux fois la semaine depuis cinq ans ne lui a pas fait sa cour trois fois depuis six mois qu'il est ministre.

Aussi, jamais plus d'union dans la famille royale.

J'espère ne vous avoir pas trop ennuyée. Je serais à vos ordres, si de temps en temps et quand de légers changements de scène sur notre curieux théâtre en fourniront le motif ou le prétexte, vous ordonniez quelques communications de ce genre. Daignez seulement croire que le seul bonheur et le seul honneur qui en soit à mes yeux l'inestimable prix, c'est l'intime conviction qu'il n'y aura (comme il n'y a eu) jamais une altération de la vérité et, j'ose ajouter, bien peu d'erreurs.

La marquise A. de Souza au comte Charles de Nesselrode.

10 août 1822.

Voici un petit livre qui paraîtra dans trois jours, Monsieur le comte, je vous prie de le remettre à madame la comtesse de Nesselrode. J'ai tâché de peindre l'esprit et les préjugés de ce bon temps de notre roi Henri III, en effaçant soigneusement tout ce qui pouvait faire allusion au moment actuel, car, avant tout, j'aime mon repos, et si l'extrême paresse ne donne pas de vertus, elle sauve de bien des fautes. C'est moi qui ai écrit sur la glace de Charles, lorsqu'il entrait dans le monde, au milieu de tant de troubles : *Il n'y a de bien fait, en révolutions, que ce qu'on ne fait pas; Souza dixit.*

Cela a l'air d'une bêtise, mais si l'on considère les chagrins de ceux qui ont agité le monde, ils dormiraient plus tranquillement s'ils avaient un grand fauteuil comme le mien.

Nous sommes dans l'attente de ce que produira la nouvelle loi des élections; je doute qu'aucun parti en soit pleinement satisfait. Cela devrait la faire supposer excellente, mais cependant soyez bien sûr que ce ne sera point le dernier mot sur cet objet, et qu'elle sera revue, corrigée et augmentée; en quel sens? C'est ce que le nom propre des élus vous fera prévoir.

Je ne sais si je vous ai dit que je trouvais que la France était un livre ouvert par la moitié. Les libéraux tournent leurs feuilles, et vite, et vite, de gauche à droite, pour, disent-ils, arriver à la fin; les autres ne veulent absolument lire que de droite à gauche, pour retourner au commencement; personne ne consent à s'arrêter à la page où l'on en est; dans les deux partis, les têtes également vives versent toujours du côté où elles penchent. Mais je m'arrête, car je ne veux pas vous envoyer de mes réflexions; j'en aurais cependant bon nombre à vous présenter.

A propos de l'Angleterre, que dites-vous de tout ce fracas pour une reine qu'on consentait à garder, à qui l'on rendait tous les honneurs, excepté de mettre son nom dans la liturgie? Puisqu'il ne tenait qu'à cela pour l'éloigner; assurément, si j'avais été le roi, j'aurais ordonné à tout le monde de prier pour elle, en disant que personne n'en avait plus de besoin.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

L'Ile des Apothicaires, 2 septembre 1822.

Tu auras appris la fin tragique de lord Castlereagh, en route; je conçois et redoute l'impression que cette triste nouvelle aura produite sur toi. On l'aurait tou-

jours regretté, mais ce sentiment n'en sera que plus vif dans un moment où sa présence aurait été si utile au Congrès. Toujours préoccupée de la durée de vos séjours, je crains fort que ce pénible événement ne retarde le commencement de vos conférences. A mes yeux, il n'y a que Wellington qui puisse actuellement remplacer, quoique très faiblement, ce ministre. Peut-être, après cette nouvelle d'Angleterre, l'Empereur prolongera-t-il son séjour à Varsovie.

La même au même.

Saint-Pétersbourg, 2/14 novembre 1822.

Vous concevez que l'on est ici très occupé de vous; c'est toujours sur notre dévouement à l'Autriche que l'on glose le plus. On ne tarit point non plus au sujet de la nomination de Tatichtchef au poste de Vienne, on récapitule toute sa vie politique, on fait de tous ses actes une critique qui n'est, hélas! que trop juste, et c'est avec peine qu'on s'explique que la pénurie d'hommes ait pu réduire à ce choix.

Je voulais depuis longtemps te rendre compte d'une séance académique qui a eu lieu, il y a quelques semaines. En présence de tous les membres réunis, je ne sais qui a proposé qu'Araktcheief, Kotchoubei et mon père fussent élus membres. Le fameux Labine

qui est secrétaire de cette Académie s'est levé et après un assez long discours a dit qu'il ne comprenait pas qu'on proposât l'admission de ces Messieurs. Le comte Kotchoubei (je traduis littéralement ses paroles) est un homme vide de sens, le comte Araktcheief n'a jamais voulu le bien et le comte Gourief est un sac. On lui répliqua entre autres choses que ces Messieurs approchant de l'Empereur pourraient protéger les arts. Sais-tu ce que ce même secrétaire a répondu? Si vous avez besoin de quelqu'un qui approche l'Empereur, nommez membre de l'Académie[1] *Ilioucha* au lieu de dire Elia son cocher, il est à même de voir l'Empereur plus souvent que ces Messieurs. Il faut avouer qu'il ne s'est point gêné. Quelle impudence!

La même au même.

10/22 novembre 1822.

Je te remercie du dîner que tu as dû donner à Chateaubriand et au duc de Rauzan, tu m'as fait plaisir. Le premier peut errer en diplomatie, mais il est et sera toujours un homme intéressant qui marquera parmi ses contemporains. On dit ici que le roi de Naples veut abdiquer; je m'étonne que tous les souverains n'aient

1. Ilioucha, diminutif d'Ilia, nom du cocher de l'Empereur. (Élie en français.)

pas cette idée, c'est devenu un véritable tourment que de régner. Ce roi et celui de Sardaigne doivent être des êtres précieux à voir.

La même au même.

28 novembre 1822.

Dieu veuille que ce Congrès ne se prolonge pas comme celui de Laybac jusqu'à la fin de l'hiver. On est persuadé ici que votre séjour à Vérone durera et ce que l'on dit à ce sujet est assez juste.

M'intéressant toujours vivement à la France, j'avoue que je vois avec plaisir ce pays prospérer. Il a ce qui lui manquait un ministère ferme. Que Dieu le lui conserve et on verra disparaître petit à petit tous les mal pensants! Le discours du procureur du roi contre Benjamin Constant est très énergique et n'aurait certainement pas été tenu avant le Congrès d'Aix-la-Chapelle, durant ce ministère, tant vanté par Pozzo.

J'ai entendu hier deux personnes qui parlaient de l'Espagne et se demandaient le parti que vous prendriez à ce sujet. La solution de cette question leur semblait présenter des difficultés si grandes qu'ils en concluaient qu'il eût mieux valu l'éluder. Les manifestes ne produiront aucun bien et les menaces précipiteront le mal. C'est un vaste champ ouvert aux opinions les plus con-

tradictoires. Ces égoïstes d'Anglais sont les seuls qui sans courir aucun risque pouvaient faire beaucoup de bien à ce malheureux pays. A mon humble avis, la France s'exposerait énormément, si elle était forcée de faire la guerre de ce côté. Je souhaite ardemment que ce Congrès ne se prolonge pas en vaines discussions qui n'aboutissent jamais qu'à des décisions auxquelles on ne se conforme pas et qui n'entravent en rien les progrès toujours croissants du mal. On assure ici, et les gazettes anglaises le confirment, que Chateaubriand a été très mal vu au Congrès. Je voudrais bien savoir pourquoi ; j'estime qu'il y avait à Vérone nombre de personnes qui étaient loin de le valoir. Je sais à qui il doit cette défaveur.

La même au même.

Saint-Pétersbourg, 9 décembre 1822.

D'après une lettre que la comtesse de Lieven a écrite ici, on ne l'a guère bien traitée à Vérone et nos chers compatriotes n'ont pas montré beaucoup d'amour-propre, en disant du mal d'elle et en faisant bande à part, alors qu'ils se trouvaient en face d'une réunion d'étrangers qui ne perd rien de vue et observe malicieusement ce qui se passe. Le fond de ceci, c'est la haine qu'ils ont jurée aux Autrichiens, et le soupçon qu'on a

d'une liaison de la comtesse avec Metternich est la cause du soulèvement qui s'est produit contre elle.

J'ai eu — ceci soit dit entre nous — une drôle de scène chez moi. Mme de Tatichtchef, sachant qu'un courrier était arrivé et espérant qu'il lui apportait une lettre, vint me voir. Je n'en avais point à lui remettre; la conversation s'engage avec une personne qui était chez moi; on parle de Lebzeltern, on dit qu'il ne sera point ambassadeur pour le moment, ni Tatichtchef, son mari. Je ne puis te dire l'impression que cette déconvenue a produit sur elle. Elle m'a dit que son mari était fou de n'avoir point insisté pour obtenir ce titre et combien il était pénible pour elle de voir encore Mme Wellesley, ambassadrice, prenant le pas sur elle, la narguant, enfin mille bêtises de ce genre. Elle est partie extrêmement irritée; j'ai appris depuis que sa fureur n'avait fait qu'augmenter et qu'elle était décidée à ne pas suivre son mari, tant qu'il n'aurait que ce titre trop mince de ministre. Je ne l'ai pas revue, mais je suppose qu'elle t'en voudra. Pour que la prétention de Mme Tatichtchef d'être ambassadrice pût être admise, il faudrait un bouleversement social. Au reste, les ministres ont le tort grave d'encourager ces sortes de prétentions; tu viens, dans ce moment, d'en fournir un exemple, en nommant Oubril, ministre auprès du roi des Pays-Bas. Tout le monde en est choqué, tes amis comme tes ennemis; j'avale tout ce que j'entends à ce sujet et ne dis mot, car c'est sans excuse puisqu'il s'agissait d'un poste de famille qui exigeait une nomi-

nation toute autre. Il eût fallu quelqu'un portant un beau nom, payant de tournure, aimable et capable d'influencer le Prince royal en le captivant. La femme de ce ministre, destinée à être soignée, cajolée, eût dû appartenir à une bonne famille de Russie, être en quelques rapports avec la Cour, connaître le monde de Pétersbourg et pouvoir répondre aux questions qu'on ne manquera pas de lui adresser. Au lieu de cela, c'est Mme Oubril que la nature a douée d'une simplicité peu ordinaire, qui ne connaît dans tout Pétersbourg que Mme Pachkof, et qui a les mœurs d'une parfaite bourgeoise, paisible et économe. C'est une honte, je ne puis te le taire. Pour l'Impératrice-mère, elle n'en a pas l'idée. Je prévois la surprise qu'aura notre Grande-Duchesse à l'arrivée de ce couple dont elle n'a jamais entendu parler à Pétersbourg. Cette nomination se justifie d'autant moins que ce M. Oubril est archi-médiocre et ne serait bon tout au plus que pour la place de Hambourg ou de Francfort; elle m'a d'autant plus peinée que chacun la visait et faisait des spéculations pour l'obtenir et qu'elle confirmera l'opinion générale qui prétend que tu pousses plutôt les noms inconnus que connus. Comme tu es seul maintenant, cette juste critique te regarde personnellement.

La mesquinerie des Oubril est trop connue : tous, Worontzof, ma belle-sœur Marina, Nicolas Catiche, Soltikof, m'en ont parlé, et Blome, à qui ce choix fait beaucoup de peine, sait par ses collègues qu'ils ont

vécu misérablement à Naples de la vie la plus bourgeoise.

Il aurait fallu aussi à Bruxelles quelqu'un de riche qui donnât des fêtes.

La même au même.

Carlsbad, 1/13 juillet 1823.

Les sociétés autrichiennes sont d'une gaîté qui ne laisse pas de nous étonner fort; elles ne montrent d'autre souci que d'imaginer un plaisir nouveau et ont toujours un pied en l'air. Ce doit être excellent pour la santé. Nous ne sommes que des bonnets de nuit, nous. L'accord est pourtant loin de régner dans ces sociétés; les Saxons et d'autres s'efforcent de faire bande à part. Tous ces petits Princes régnants sont un peu ridicules et il y en a beaucoup dans les villes d'eaux.

La comtesse Osterman m'a présentée hier à la duchesse de Cumberland qui, à en juger par la difficulté qu'elle a à causer, ne paraît pas jouir de beaucoup de moyens. Toutes ces Princesses, aux eaux, sont en somme assez ennuyeuses. Cette dernière a un fils de quatre ans, d'aspect très robuste, qui sera un jour roi de Hanovre. C'est une chose que Dmitri ne peut concevoir; il a fallu, pour la lui faire comprendre, des explications à n'en pas finir.

La même au même.

8/20 juillet 1823.

Il y a ici du monde de tous les pays; on y rencontre des personnes qu'on n'avait pas vues depuis des années, entre autres le comte Lutzo, qui a été à Constantinople et qui n'est que de passage à Carlsbad. Il m'a dit une chose que je te prie de répéter à papa, c'est qu'à Franzensbrunn, autrement dit Egra, il y a toute une famille russe qu'il n'a pas su me nommer et qui vient du fin fond de la Sibérie. N'est-ce pas curieux, en vérité? Qui a parlé à ces Sibériens de la source de Franzensbrunn, et comment, pour s'y rendre, se sont-ils décidés à ce voyage de huit mille verstes?

D'après tout ce que j'entends dire, je vois que Tatichtchef n'a rien fait pour captiver la société; il sortait très peu et avait toujours l'air renfrogné. On n'ignore nullement qu'il ne se soucie pas de ce poste et n'aspire qu'à le quitter.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Carlsbad, 21 juillet 1823

Il n'y a que trop de monde ici. Hier, j'ai revu le prince régnant de Schwarzenberg[1], les Clary, la comtesse Palffy; j'ai fait la connaissance de la comtesse Esterhazy, née Schöpping, que je trouve fort agréable. J'ai revu également un prince Rohan Rochefort qui m'a donné la bonne nouvelle que Berthe Rohan serait ici dans une huitaine de jours. Si elle arrive, il me sera fort agréable de passer quelque temps dans sa société. Tous nos compatriotes sont fort aimables pour moi. Ah! j'oubliais de te dire que nous possédons à Carlsbad deux Altesses, ce qui m'ennuie, parce que je dois aller chez elles, au moins une fois, l'Altesse de la Tour et Taxis et l'Altesse Duchesse de Cumberland qui a un petit garçon de quatre ans, qui est assez beau et dont les parents font d'autant plus de cas qu'il est destiné à être roi de Hanovre.

Figure-toi que le fils aîné du maréchal Schwarzenberg se noie déjà; c'est presque un enfant, j'ai oublié le nom de la personne qu'il épouse. Il y a ici quelques élégants à moustaches, mais moins de monde pourtant que d'ordinaire.

1. Schwarzenberg (Félix-Louis-Jean-Frédéric, prince de), homme d'État autrichien, né en 1800, mort en 1852.

La même au même,

27 juillet 1883.

Je viens de rencontrer le baron de Strogonof; il est venu d'Egra voir son fils et sa belle-fille. Il a été parfaitement honnête et phraseur comme à son ordinaire. Il a une mine excellente et se loue fort de sa santé. Il se dirige maintenant vers la Hollande, qu'il ne connaît pas et qu'il va parcourir; je crois qu'il a l'intention ensuite d'aller hiverner en Italie. Certaine dame l'accompagne toujours, ce qui l'oblige à ne voir personne, à vivre absolument isolé. Cet attachement ne finira pas et continuera à le perdre. Troubezkoï m'en a parlé très franchement et accuse le « huitième sage » de l'avoir trop entraîné; je crois que c'est un reproche injuste parce qu'il n'y était que trop porté.

Libermann est arrivé depuis hier pour faire sa cure; c'est un homme de moyens, j'ai eu occasion de le voir à Berlin et de causer avec lui. Figure-toi que cette anecdote, inventée, sur le compte de Lebzeltern, le jour de ses noces, est connue ici, que les dames en rient beaucoup et que son chef s'en est amusé infiniment. Comment une invention, une bêtise de ce genre peut-elle aller si loin et trouver toujours des gens pour y croire et pour la colporter?

On a l'air inquiet à propos de la santé de l'Empereur.

Il tousse beaucoup; on lui croit la poitrine attaquée; on dit qu'il ira passer l'hiver à Milan et à Pise.

La même au même.

2 août 1823.

Tout ce qu'il y a ici d'aimable, de distingué, part dans la semaine et si je n'avais mes voisins, les Galitzin, je resterais seule. Les Palffy, Clary, Schwarzenberg, Gratz, Rohan, Stemberg et d'autres encore qui formaient le fond de notre société quittent les bains. Il y en a bien une autre qui arrive, qui est déjà même ici, mais qui la connaît? Elle est composée de tout le rebut de la Pologne, de gens dont beaucoup ressemblent à des bandits.

Je suis très fâchée contre Tatichtchef qui excite l'ambition des autres, alors qu'il ne peut se mouvoir pour la sienne. C'est seulement par toi que j'apprends qu'il a poussé Schwestchkof à désirer le poste de Lisbonne et tu as bien raison de dire que ce poste ne convient à ce dernier sous aucun rapport. Schwestchkof a besoin surtout de calme, et ce serait détruire tout le bien de la cure qu'il fait que de l'envoyer dans un endroit qui ne peut être qu'agité et d'où il faudra écrire beaucoup.

Je ne puis te dire à quel point ces gens du pays, ces familles autrichiennes ont été bonnes pour nous.

Quant aux Schwarzenberg, on croirait qu'ils prennent à tâche de se montrer aimables et prévenants pour tout ce qui est russe.

La même au même.

Carlsbad, 6 août 1823.

Tu ne peux te faire une idée des connaissances qu'on exige ici des jeunes gens. C'est depuis peu qu'on a institué des bases d'instruction que chacun est obligé de suivre et qui sont telles qu'il faut, dès l'âge le plus tendre, farcir la tête des enfants de choses qu'ils ne peuvent comprendre, si l'on veut qu'ils terminent leurs études à un âge raisonnable, tant le programme est vaste et compliqué. Malgré que l'éducation soit privée, on doit subir des examens publics, à la suite desquels on reçoit des attestats qui vous permettent d'entrer au service et faute desquels on ne saurait y être admis, à moins d'une faveur, d'une dispense spéciale qui n'est que très rarement accordée. Le militaire est à l'abri de toutes ces innovations. Défense expresse de faire instruire ses enfants hors du pays. Que ne dirait-on pas chez nous, si un pareil système y était établi? Nous sommes souvent très injustes, très ingrats; il n'y a rien de tel que ces comparaisons pour faire ressortir les avantages de l'honnête indépendance dans laquelle nous nous trouvons.

Je viens de lire le compte rendu de nos finances; je le trouve singulièrement rédigé; est-ce que je me trompe?

Les Polonais sont bien drôles. Figure-toi qu'il en arrive ici journellement malgré que la saison soit avancée. Il faut voir l'air avantageux, la démarche noble et fière de ces jeunes gens. Ils sont insupportables; quand ils dansent, on se croirait dans une taverne. Il y en a pourtant parmi eux qui portent de beaux noms. Quelques-uns ont été pris la main dans le sac, c'est-à-dire trichant au jeu, ce qui a donné lieu à un placard qu'on a affiché et qui fait drôlement allusion au peu de sûreté qu'on a en jouant avec ces messieurs. Il ne reste en fait d'Autrichienne que la femme du comte Valentin Esterhazy, qui est charmante; elle a avec elle sa belle-sœur, une comtesse Murray, assez insignifiante.

N'y aura-t-il point bientôt un nouveau congrès pour régler de nouveau les affaires de l'Europe et donner au roi d'Espagne, qui est sur le point d'être délivré, l'esprit de gouverner?

Le prince Kotchoubei
au comte Charles de Nesselrode.

23 août 1823.

En vous renvoyant ce matin, monsieur le Comte, les papiers que vous avez eu l'amitié de me confier, je n'ai

pas pu vous exprimer ni ma reconnaissance, ni le plaisir que leur lecture m'a procuré. J'allais au Palais, d'où je reviens. Votre dépêche confidentielle sur Heyden[1] est parfaite. Vous avez su réunir la dignité et la fermeté qui conviennent à notre Cour et surtout à notre position. Une marche timide nous perdrait, surtout avec l'arrogance du duc de Wellington. Notre position est difficile, critique; mais elle deviendrait telle encore plus, si par je ne sais quelle fatalité on s'écartait de la direction que vous avez donnée aux affaires; direction dont, sans aucune espèce de flatterie, je ne saurais que vous faire mon compliment le plus sincère. Guerre active, vigoureuse, et politique ferme, mais posée et franche, telle est ma devise.

L'Empereur part décidément demain soir.

1. Heyden (comte de), amiral russe, né dans les Pays-Bas en 1772. Il entra fort jeune dans la marine hollandaise, devint, en 1789, lieutenant de vaisseau, conduisit en 1795, sur une barque de pêcheur, en Angleterre, le stathouder et ses fils, et fut mis en jugement pour ce fait. Rendu à la liberté, il quitta sa patrie pour aller prendre du service en Russie. Reçut le grade de contre-amiral en 1817. Pendant l'insurrection des Hellènes, il reçut le commandement d'une flotte russe chargée d'agir de concert avec les escadres anglaise et française, prit une part brillante au combat de Navarin (1827), dans lequel fut détruite la flotte turque, puis devint vice-amiral, chef de la marine à Revel, et enfin aide de camp général dans l'état-major de la flotte.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Baden, près de Vienne, 29 aout 1823.

Le soir même du jour où je t'ai expédié ma première lettre de Vienne, j'ai été au Grand Opéra. On donnait *Elisabeth*, de Rossini, avec les principaux chanteurs, David[1], Donzelli[2], Mme Mainvielle[3]. Exécution parfaite, à commencer par l'orchestre et les chœurs. Je t'avoue que la Mainvielle a fait encore plus d'impression sur moi que David. Ce jour-là, d'ailleurs, tout le monde disait qu'elle s'était surpassée. Je crois qu'il n'a jamais existé une méthode pareille, ni une exécution plus facile. Cette cantatrice a, en outre, une tournure des plus nobles et un jeu excellent. J'étais dans la loge de M. Tatichtchef; le prince de Metternich est venu m'y voir. Je ne l'ai pas du tout trouvé changé ; il m'a beaucoup engagée à venir dîner chez lui; j'étais trop pressée de m'établir ici pour profiter de son offre, mais quand j'aurai pris cinq ou six bains, il me faudra un ou deux

1. David (Giovanni), célèbre chanteur italien, né en 1789, mort vers 1851.

2. Donzelli (Dominique), célèbre ténor italien, né en 1790 à Bergame.

3. Mainvielle (Mme Joséphine) née Fodor, née à Paris en 1793; cantatrice italienne, épousa en 1812 Mainvielle, acteur français, attaché au théâtre de Saint-Pétersbourg.

jours de repos, j'en profiterai pour aller dîner chez la princesse et voir encore un opéra.

Je dois dîner, dimanche prochain, avec M. Tatichtchef, chez l'Ambassadeur, comte de Caraman, qui a ici un pied-à-terre très joli, à ce qu'on dit.

La même au même.

2 septembre 1823.

Nous avons dîné, avant-hier, en très petit comité chez le marquis de Caraman. Ayant promis d'aller ce soir chez le prince de Metternich, j'ai quitté Baden hier, assez à temps, pour voir la *Donna del Lago*, de Rossini.

La même au même.

5 septembre 1823.

J'ai assisté à la première représentation de *Sémiramis*. Je doute que l'on puisse trouver en Europe une réunion pareille de talents. La décoration, les costumes ne laissent rien à désirer; orchestre, chœurs sont la perfection même. A mon avis, le talent de Mme Mainvielle est bien supérieur à celui de David ; elle ne force

pas la voix comme lui et vainc les plus grandes difficultés avec une aisance rare et une grâce charmante. La basse est parfaite, il se nomme Lablache[1]; on le dit excellent dans le *Barbier de Séville*; il est plutôt pour le bouffe. Cette troupe, qui quitte Vienne à la fin du mois, est certainement sans rivale; je regrette que tu ne puisses l'entendre; c'est à Naples qu'il faut aller pour en jouir.

La même au même.

Baden, 9 septembre 1823.

Le prince de Metternich part le 16 pour sa terre, où il doit séjourner quelques jours; l'Empereur quitte Schoënbrunn le 18, et M. Tatichtchef va rejoindre, le 19, le prince de Metternich. Notre agent diplomatique expédie dans peu de jours Koudriavski qu'il charge de surveiller et d'examiner les logements de Czernowitz et, autant pour les affaires que pour l'agrément de la société, il prend avec lui le prince Tchetwertinski[2]. L'Empereur séjournera à Limberg quelques jours. Encore une nouvelle que tu ignores peut-être, c'est que le Roi de

1. Lablache (Louis), célèbre chanteur italien, d'origine française, né à Naples le 7 décembre 1794, d'un père marseillais et d'une mère irlandaise, mort aux environs de Naples le 29 janvier 1858.

2. Tchetwertinski-Sviatopolk (Prince), premier de l'ancienne famille polonaise de ce nom, établi en Russie.

Prusse a consenti au mariage de son fils avec la fille du Roi de Bavière.

La même au même.

15 septembre 1823.

Si je pouvais accompagner Tormassof, je le ferais de grand cœur, j'irais même jusqu'à Kameni, si je ne craignais que l'Empereur prît la chose mal. Je suis très contente que tu n'aies rien demandé à l'Empereur pour ce voyage; il ne faut faire de ces demandes que pour un congrès, lorsque cela en vaut la peine. M. Tatichtchef n'est pas de cet avis; il tourmente déjà Obreskof pour obtenir l'argent du voyage, je suis curieuse de savoir la somme qu'il fixera. Tu vois qu'il ne perd pas la tête, malgré ses trois cent mille roubles de revenus. Je t'en parle fort longuement dans une lettre remise à Koudriavski; ce que je ne lui pardonne pas, c'est d'emmener Tchetwertinsky, de le mettre au courant de tous les secrets et de l'élever aux nues, tandis qu'il pouvait se contenter de Koudriavski ou de Rodofinikin[1]. Ce dernier, avec le temps, deviendra un excellent employé; il a plus de moyens que tu ne penses, il a même plus la routine que ce Polonais arrogant qui fait profession de

1. Rodofinikin, employé au ministère des affaires étrangères de Russie.

détester les Russes et qui, le 12 décembre, n'a pas voulu assister au *Te Deum*. Si je t'en parle aussi longuement, c'est par simple amour de la justice, je te prie de le croire.

Je me suis montrée aussi prévenante que possible envers le prince de Metternich ; d'ici, je suis allée deux fois dîner à son jardin. Il faut dire qu'il a été, de son côté, d'une extrême amabilité et s'il s'est montré plus confiant envers moi que tu ne l'es toi-même, en me parlant de la proposition qu'il vous a faite au sujet des Turcs. Il ne m'a pas caché le vif contentement qu'il a eu en apprenant que vous aviez agréé cette proposition et m'a dit que cela le faisait aller avec plus de plaisir à Czernowitz.

---

18 septembre 1823.

Nous revenons du spectacle ; on a donné *Zelmire*, de Rossini. Mme Mainvielle chante toujours également bien, ce qu'on ne peut pas dire de David. Donzelli et Lablache sont excellents. Je préfère toujours *Othello* à tous les opéras que j'ai entendus.

La dernière fois que j'ai dîné chez le prince Metternich, je lui ai parlé de B..., pour connaître l'opinion qu'il en avait, et j'ai été charmée de voir qu'il était bien disposé pour lui. Tout le monde, d'ailleurs, l'aime et chacun désirerait qu'on ne tardât pas à le faire mi-

nistre. Fais cela, cher ami; c'est un si excellent homme, qui a tant de bon sens, une conduite si noble. S'il avait la voix de David ou de Lablache, tu le recommanderais certainement plus vite et avec plus d'empressement.

M. de Chateaubriand
au comte Charles de Nesselrode.

Paris, 15 janvier 1824.

Monsieur le Comte,

Le Roi, mon maître, en vous nommant chevalier de ses Ordres, et en envoyant un officier de sa Maison vous en porter les insignes, m'a chargé de vous exprimer sa vive satisfaction des services que vous avez rendus à la cause des trônes légitimes. Je remplis, monsieur le Comte, les intentions de mon souverain avec d'autant plus de plaisir qu'objet moi-même des bontés de l'Empereur, votre auguste maître, mon Roi semble entrer dans les sentiments de ma profonde reconnaissance en répandant sur vous ses faveurs. Puissent, monsieur le Comte, nos souverains et nos patries resserrer chaque jour davantage les liens qui les unissent!

J'ai l'honneur, d'être avec une haute considération,

Monsieur le Comte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Chateaubriand.

Le comte Charles de Nesselrode
au vicomte de Chateaubriand.

Saint-Pétersbourg, 2 mai 1824.

L'honorable témoignage des bontés du Roi, que vous avez été chargé de me transmettre, m'a pénétré de la plus vive et de la plus profonde reconnaissance. Veuillez, monsieur le Vicomte, déposer aux pieds de Sa Majesté la respectueuse expression de ce sentiment. Veuillez l'assurer que je m'estime heureux, en remplissant les intentions de l'Empereur, mon maître, de me consacrer tout entier à la défense d'une cause que le Roi a fait triompher avec tant d'éclat dans un pays où la révolution semblait s'être ménagée un dernier refuge.

Si quelque chose pouvait ajouter au prix de l'insigne faveur dont je suis l'objet, c'est qu'elle se rattache à un événement si glorieux pour la France et si nécessaire au maintien du repos de l'Europe. Il ne m'a pas été moins agréable, monsieur le Vicomte, de trouver en vous l'organe de la bienveillance du Roi. Je partage sincèrement le vœu qne vous m'exprimez. A aucune époque l'union la plus intime entre les puissances alliées ne fut plus hautement réclamée par tous les amis du bien et de l'ordre. Des questions, aussi graves par leurs conséquences que délicates par la nature des rapports qu'elles embrassent, sont soumises à nos délibérations. Nous doutons moins d'une solution conforme

à nos désirs, depuis que nous savons combien nous pouvons compter de votre part sur les vues les plus élevées comme sur la coopération la plus loyale. Sous de tels auspices, vous me trouverez toujours empressé à unir mes efforts aux vôtres dans la poursuite du noble but que se propose la politique de nos augustes souverains.

J'ai l'honneur d'être, etc.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Naples, 18 janvier 1824.

On attend ici Blacas; on a eu de ses nouvelles déjà de Rome; il n'est nullement charmé de venir et j'ai appris ici que lorsque ce poste lui a été proposé et qu'on le croyait décidé à ne pas l'accepter, on l'a menacé de lui enlever sa place de premier gentilhomme de la Chambre; c'est fort dans un pays constitutionnel.

Henri Fagel[1], le ci-devant ambassadeur à Londres,

1. Fagel (Henri), d'une célèbre famille néerlandaise qui fournit pendant plus d'un siècle des hommes d'État éminents à la Hollande, fut d'abord secrétaire d'État. En 1793, il fut envoyé à Copenhague, dans le but d'entraîner le roi de Danemark à se joindre à la coalition contre la France. En 1794, il signa le traité d'alliance entre les Pays-Bas, la Prusse et la Grande-Bretagne. Pendant l'occupation de la Hollande par la dynastie napoléonienne, il suivit la famille royale

est ici; voilà un homme de caractère. J'ai dîné deux fois avec lui; il m'a demandé de tes nouvelles. Malgré qu'il soit vieux, il a fait la tournée de la Sicile.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Rome, 9 janvier 1824.

On raconte depuis hier un trait du grand Blacas. Il faisait une visite, à je ne sais qui, dans un hôtel garni; son domestique, en lui rapportant une réponse, lui dit qu'il s'était trouvé engagé dans une querelle pendant qu'il attendait dans le vestibule et qu'il avait été maltraité. Le duc fit appeler le chef de la maison, lui appliqua un bon soufflet, et remonta avec flegme dans sa voiture. Je voudrais bien qu'il m'expliquât cette action et savoir s'il la croit digne.

en exil et revint dans sa patrie en 1813. L'année suivante, le roi des Pays-Bas l'envoya en ambassade à Londres, où il signa un traité de paix entre ces deux pays. En 1829, Fagel devint ministre d'État sans portefeuille.

M. d'Anstedt
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, 6 mai 1824.

On dit à Paris qu'on n'a fait Benjamin Constant Suisse que pour le mettre à la porte. Vous voyez d'après cette introduction le caractère qu'aura mon épître. Oubliez donc le présent, mon cher comte, et reportez-vous en la lisant à ces temps de glorieuse mémoire, où nous couchions ensemble sur la paille ou dans la farine. Je sais qu'en cela vous aimez à déroger et je vais mon train.

Vous avez goûté mon esprit monarchique de Saint-Jean, mais avez-vous sondé toute la profondeur de l'allégorie et n'avez-vous pas trouvé là toutes les communications qu'on nous a faites de Vienne sur l'amélioration des principes en Allemagne?

Si un simple point d'interrogation peut servir de transition, je vous demanderai si je n'ai pas dit vrai en affirmant que l'Angleterre mettrait de l'eau dans son vin (observez que je reste dans la matière) dans l'affaire des colonies, à cause de l'insurrection noire dans les siennes et du mouvement blanc dans celles d'Espagne. Warst leur en a rapporté de bonnes à ce sujet, et je sais positivement que la conviction de l'intimité de l'alliance entre les Puissances du continent produit aussi son effet dans les régions équatoriales. J'aurais

pu faire un beau rapport, à numéro, de mes notions; mais vous auriez dit : « Il croit avoir découvert le nouveau monde », et il faut beaucoup plus d'ambition que je n'en ai pour s'exposer au ridicule qui vous atteint lorsqu'on se mêle des choses qui ne vous regardent pas.

Maintenant comment trouver la transition? Je dois parler de la cure que la princesse Jean de Saxe vient faire aux eaux d'Ems. Hé! elle est toute naturelle, il s'agit aussi d'un voyage de spéculation qui ne réussira pas davantage. On ne doute pas de Madame et la Bubenquelle ne fera rien à Monsieur. Convenez que les princesses de Bavière ont du malheur. L'aînée est demeurée sept ans vierge dans le lit nuptial et l'autre est aussi peu avancée, à ce que l'on dit, dans les secrets matrimoniaux que la princesse de Prusse; aussi le Roi se plaît-il à répéter que ses filles sont toutes jolies, mais qu'elles ne font pas.... Le mot que vous devinez est de source.

Celles où je puise ne sont jamais suspectes et je pourrais vous donner sur Paris et sur ce moment de crise financière, qui absorbe tous les esprits, des détails très curieux. Je pourrais vous parler de la fureur concentrée de Pozzo contre la conversion de la rente (M. Josse est orfèvre). Mais j'abandonne le tableau à des pinceaux plus expressifs et je me permettrai une seule question directe, bien bête et, par conséquent, bien naturelle; la voici : Pourquoi M. Caverin, dès qu'il a appris que Villèle réduisait la rente n'a-t-il pas dit à

nos créanciers hollandais : « Messieurs, j'ai des lingots amoncelés qui ne travaillent pas, je vous rembourse, si vous ne consentez pas à une réduction d'intérêt, au moins de 1 pour 100? » Elle aurait eu lieu à baise-main, croyez-en un habitant d'une place de spéculation. Maintenant la chose sera difficile, toute la fureur du jeu se reporte sur la Bourse de Paris.

Benkendorf[1], dont l'hypocondrie ne fait que croître et embellir, dit qu'il veut aller passer l'hiver en Italie et qu'il donnera sa démission si les affaires ne s'arrangent pas bientôt avec le Wurtemberg. Je pense que sur ce point il est loin de compte. Concevez-vous effectivement quelque chose de plus indigne, de plus dérisoire, de plus injurieux que la nomination de Trott? J'estime, quant à moi, que ce serait le cas de rappeler également le chargé d'affaires, mais mon moi est souvent un sot qu'il ne faut pas écouter parce qu'il est trop pointilleux quand il s'agit de la dignité de l'alliance.

1. Benkendorf (Alexandre, comte de), général russe, né en Esthonie en 1784, mort en 1854. Attaché à l'état-major du grand duc Nicolas dont il était devenu le camarade et l'ami, il fit les campagnes de France et d'Allemagne. Lors de la révolution qui éclata en 1825, à l'occasion de l'avènement de l'empereur Nicolas, Benkendorf fit preuve d'un grand courage et d'un grand dévouement pour la cause du nouveau souverain. Celui-ci l'en récompensa en le nommant, l'année suivante, chef de la gendarmerie et commandant du quartier-général impérial. Investi un peu plus tard des fonctions de chef de la police secrète, il y déploya une sagacité singulière en même temps qu'un esprit de justice et d'humanité qui tempéra souvent la dureté des jugements qu'il avait à exécuter. Il fut créé comte en 1832.

P. S. — Vous savez ce que l'on dit à Paris de Ferdinand VII : *Il est libre* de ne rien faire.

C'est le duc Dalberg qui tient un grand État qui réunit aujourd'hui à ses deniers les libéraux les plus saillants. C'est là qu'on répète que la France est devenue une grande ferme exploitée au profit du ministère.

Vous allez voir Laffitte plus royaliste que le Roi. Il sera élu. Il disait dernièrement : « Je ne veux plus de libéraux, ils ont de l'esprit et me demandent toujours de l'argent, tandis que le faubourg Saint-Germain n'a que de l'orgueil et n'en demande pas. »

Veuillez donc me dire, d'après cela, si les lumières sont à la baisse.

Je suis comme les personnes qui veulent se faire ramasser par les diligences ; elles attendent sur la route, le paquet sous le bras.

Voilà pourquoi je recommence tous les jours le mien. C'était pour vous parler d'un effet bien extraordinaire de l'influence des assurances des compagnies. Figurez-vous, mon cher comte, que par suite de l'association commerciale de La Haye, on a expédié, cette année, pour deux millions de florins (sur le Mein) de trains de bois de plus que les années précédentes. *Tout ce bois va en Angleterre par la Hollande.*

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Carlsbad, 16 juillet 1824.

J'ai trouvé ici plus de monde que je n'aurais voulu : Les Laval qui logent au-dessous de moi, la comtesse Ostermann, Samarine, le prince Troubezkoï, j'ai eu aussi la bonne surprise, la grande joie de revoir Mme Schwetchine. Je n'en revenais pas, lorsqu'on m'a appris qu'elle était à Carlsbad. Tout le monde est excellent pour moi.

La Ferronnays est arrivé le 9. Ce qui me peine, c'est qu'il y ait si longtemps qu'il t'a quitté, néanmoins il m'a dit des choses que j'ignorais. Les Laval nous quittent dans quelques jours, ainsi que la comtesse Ostermann; on n'assiste plus qu'à des départs, on ne voit que des chevaux de poste. Ma sœur m'écrit que Metternich est déjà à Ischl, qu'on y attend Tatichtchef et l'ancien beau marquis de Caraman, que je n'estime pas autrement.

Quand j'ai quitté Pétersbourg, je ne me faisais aucune illusion sur l'état de Sophie[1]; cependant je ne puis te dire à quel point j'ai été frappée de sa mort que je ne croyais pas si prochaine et qui a eu lieu deux jours après mon départ. Mon propre chagrin me fait

1. Sophie Narishkine, fille de l'Empereur Alexandre.

concevoir toute l'étendue de la perte que les parents ont faite. Elle était vraiment charmante et réunissait toutes les qualités du cœur et de l'esprit, qui ne peuvent que lui assurer le bonheur de l'éternité. S'il peut y avoir une consolation à un malheur si grand, c'est bien celle de perdre avec cette assurance une fille de dix-huit ans.

Ce que tu me dis de La Ferronnays, du départ de cette famille, me fait de la peine ; je crains tant qu'ils ne reviennent pas, si l'état de choses actuel dure en France. Chateaubriand a repris sa plume virulente, mais j'aurais préféré, pour son caractère qu'il n'écrivît ni pour, ni contre, tant que ce ministère sera debout.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Carlsbad, 1er août 1824.

La princesse Esterhazy, pour n'avoir pas suivi les prescriptions imposées aux buveurs d'eau, a eu, il y a une semaine, une inflammation du bas-ventre ; elle a été dans la nuit fort mal ; une imprudence qu'elle a commise hier lui a causé une rechute et, de nouveau, elle est très souffrante. Son médecin n'en répond pas. On ne sait, étant donnée l'existence que cette femme a adoptée, si on doit lui souhaiter de vivre ou de mourir. Elle a maintenant la tête tournée par le ministre d'An-

gleterre en Prusse, un jeune homme qui a été sous-secrétaire d'État de lord Londondery. Il est venu ici dans l'intention d'y passer quelques semaines, mais il a tellement enlaidi que j'ai eu de la peine à le reconnaître. On est frappé ici de son mauvais ton. Je le rencontre quelquefois, je voudrais le mettre une fois sur le chapitre de la fin de Castlereagh, mais il est si agité, si impatient de voler de conquête en conquête, que je désespère de l'arrêter assez longtemps pour qu'il me fasse part des circonstances qui ont pu amener cette aliénation d'esprit.

Je ne sais si je t'ai dit que Boris était ici, s'efforçant de jouer un grand rôle. Les moyens moraux lui manquant pour soutenir cette prétention, il est tombé dans le ridicule. J'ignore dans quel but il a recherché l'intimité du duc de Cumberland. En voulant gagner ses bonnes grâces, il est devenu son plastron. Ils se sont donné réciproquement des dîners dont Youssoupof[1] a été le dindon, non rôti, mais vivant. Il ne permettait à qui que ce soit de parler et accaparait l'attention pour ne dire que des bêtises et entretenir le monde de la fortune de son père. Entre autres insanités qu'il a débitées à la table de ce prince, il a déclaré qu'il s'était fait une règle de ne jamais se moquer des princes allemands;

1. Youssoupof (prince Boris), né en 1794, mort en 1849, fut chambellan de la cour (1817), membre de la commission pour le couronnement de l'empereur Nicolas, maître de la cour (1839), nommé cette même année maréchal ou président de la noblesse de Saint-Pétersbourg, député de celle de Tsarskoé-Selo, et enfin directeur de l'Exposition industrielle qui eut lieu à Saint-Pétersbourg en 1849.

enfin son inconvenance était telle qu'aucun Russe ne pouvait prendre son parti. Quant au duc de Cumberland, il a lui-même très mauvais ton et ne ménage guère ses paroles. Ce qui console, c'est qu'il n'y a pas un pays où l'on ne trouve au moins un Youssoupof.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Carlsbad, 18 août 1824.

Mme Swetchine, craignant de me laisser seule, est restée avec moi, laissant partir Mme de Ségur et son mari, avec lesquels elle voyage et qu'elle ira rejoindre soit à Ischl, soit dans le Tyrol. Ce sont là, n'est-il pas vrai, des preuves d'amitié que beaucoup de personnes ne conçoivent pas, mais j'ose dire que je les lui donnerais aussi.

Le baron de Strogonof s'avise de faire le bon mari; il a quitté Paris et la compagnie pour venir voir sa femme. Je m'imagine qu'il prend les fontaines de Carlsbad pour celles de Jouvence, et qu'il veut juger par lui-même de l'effet qu'elles ont produit sur sa femme. Arrivé ici le 15, il est tout soins pour elle, l'engage à passer l'hiver hors du pays, se montre enfin tout à fait aimable. Il est venu me voir, a causé assez, mais, je l'ai bien remarqué, ne m'a demandé de tes nou-

velles que parce qu'il ne pouvait faire autrement. J'ai chargé quelqu'un de le questionner sur le compte de Capo d'Istria, et j'ai appris de cette façon que celui-ci était toujours à Genève et se proposait de passer la mauvaise saison à Paris.

Que penses-tu de la nomination de Damas[1]? Est-ce assez bizarre? Et Blacas qui s'abaisse jusqu'à ce poste de Naples! On dit qu'il fait les yeux doux à une *illustre veuve* qui ne s'en offense pas du tout. Ce monsieur fera encore parler de lui; le romanesque sied parfaitement à sa figure.

On nous mande ici de Paris qu'en dernier lieu le Roi a été fort mal; il a été plongé pendant deux heures dans un tel état de prostration qu'on désespérait qu'il en revînt. Il ne peut plus travailler avec ses ministres; ceux-ci ne se rendent chez lui que pour la forme. C'est avec Monsieur que se décident les grandes affaires. On dit Damas très ombrageux, difficile à pénétrer.

1. Damas (Anne-Hyacinthe-Maxence, baron de), général et homme politique, né à Paris en 1785, mort en 1862. Conduit à Saint-Pétersbourg par ses parents émigrés, il fut nommé sous-lieutenant dans l'armée russe, en sortant de l'école d'artillerie de cette ville. Il prit part à la bataille d'Austerlitz, à la campagne de 1812, aux batailles de Leipzig et de Brienne, et rentra en France en 1814, avec le grade de maréchal de camp. Nommé l'année suivante lieutenant général par Louis XVIII, il reçut le commandement militaire de Marseille, et après avoir fait la campagne d'Espagne, il devint successivement ministre de la guerre en 1823 et des affaires étrangères de 1824 à 1828, dans le cabinet de M. de Villèle. En sortant du ministère, le baron de Damas fut choisi comme gouverneur du duc de Bordeaux, qu'il suivit dans l'exil en 1830. Après avoir achevé l'éducation de ce prince, il revint en France, où il passa les dernières années de sa vie dans la retraite.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Ratisbonne, 1er septembre 1824.

On attend à l'auberge où je suis le prince et la princesse de Hatzfeld; je ne sais d'où ils viennent, mais je serai partie quand ils arriveront et j'en suis charmée. Bray qui est à deux postes d'ici, dans une terre superbe, dont il est propriétaire, m'avait engagée à aller le voir. J'ai décliné cette invitation de mon mieux. Je n'ai pas le cœur, en ce moment, aux visites.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Ischl, 25 septembre 1824.

Tu dois avoir appris en route la grande nouvelle, la mort du roi. Quel événement à Paris! La Ferronnays a dû arriver justement au milieu de ce brouhaha; je me flatte que le successeur du Roi défunt fera un sort à notre ami; je voudrais tant, lui et sa famille, les voir à l'abri du besoin! Laval se trouve à Paris à cette époque intéressante; elle fera diversion à sa déchéance, de son vivant, du poste de curateur.

Dis-moi si La Ferronnays nous reviendra; je suppose qu'il ira à Londres, parce que le prince de Polignac[1] viendra près du Roi.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Venise, 11 octobre 1824.

Je ne sais si je t'ai dit qu'il y avait ici un frère du comte Capo d'Istria. Il est venu me rendre visite et a la complaisance de m'accompagner conjointement avec le consul dans mes courses. C'est inouï comme de loin il rappelle son frère par les gestes, les mines et les expressions de physionomie, il n'en a pas l'agrément dans les manières, ni l'esprit, mais il est instruit et profond dans ses jugements. Le bon consul doit avoir un mérite intrinsèque, mais je ne l'ai pas découvert encore. Il ressemble à s'y méprendre au comte Pierre Rasumovski; je crois toujours qu'il va dire : « c'est la mer à boire ».

J'ai revu ici le *Journal des Débats*, que je n'avais pu lire que très rarement à Carlsbad. J'ai grande opinion de Charles X; il n'a qu'un défaut, son âge. Je suis curieux de savoir comment certaine personne se

1. Polignac (Jules-Auguste-Armand-Marie, prince de), diplomate et ministre français, né en 1780, mort en 1847.

trouve quand elle est en face de lui, après la manière dont elle l'a dépeint et s'est oubliée en sa présence.

Dis-moi ce que tu sauras de La Ferronnays et l'impression, si tu la connais, que Paris produit sur Kologrivof.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Florence, 25 octobre 1824.

Je compte aller ce matin à une cérémonie funèbre pour l'âme de Louis XVIII; je crois qu'on le dépose aujourd'hui dans le caveau. J'y vais moins pour lui que je n'ai jamais aimé, et encore moins estimé, que pour me complaire à moi-même; tout ce qui est lugubre me convient extrêmement. Je vais m'habiller pour cette messe. La Maisonfort[1] étant absent, c'est le chargé

1. Maisonfort (Louis Dubois Descours, marquis de la), général et écrivain français, né en 1763, mort en 1827. Au commencement de la Révolution, La Maisonfort, alors officier de cavalerie, quitta la France, servit dans l'armée des princes émigrés, puis fonda à Brunswick, avec Fauche, une imprimerie d'où sortirent de nombreux pamphlets royalistes. Quelque temps après, il se rendit en Russie, où il vit Louis XVIII et l'empereur Paul Ier, et leur proposa un projet de contre-révolution dans lequel Barras devait remplir le principal rôle. Barras ne demandait, dit La Maisonfort, que 12 millions pour lui et ses amis. Louis XVIII se montra favorable à ce projet, que fit avorter le 18 Brumaire. La Maisonfort crut prudent de passer en Angleterre,

d'affaires, M. Boissi, qui a fait les invitations. Je n'ai pas encore vu le parti anti-ministériel, les Boutourlin, à cause de l'extrême dégoût que j'éprouve à me produire. Le comte Boutourlin[1] marie aujourd'hui sa fille, sans avoir attendu la réponse de l'Empereur et, comme Switchkof lui a fait des représentations à ce sujet, il a fait venir un prêtre de Livourne et a arrangé tout cela sans les autorités russes. Ce pauvre comte, que la maladie dont il souffre peut emporter d'un moment à l'autre, joue, à ce qu'on m'a dit, en toutes occasions, le rôle d'un grand seigneur ou d'un favori disgracié. On dit qu'Italinsky jouit d'une santé qui ne peut que reculer tout espoir des candidats à son poste. Ce vieillard, très égoïste, est d'une bonne constitution et vivra cent ans. Je fais des vœux pour que Charles X atteigne cet âge; j'aime le début de son règne.

où il se lia avec le comte d'Artois, qui le renvoya quelque temps après à Paris. Mais il ne tint pas secrètes les instructions que lui avait données le comte d'Artois, il fut arrêté, mis en prison au Temple, puis déporté à l'île d'Elbe. Ayant réussi à se sauver, il se rendit en Russie. Là, il rencontra M. de Blacas et revint en France en 1814. Il fut nommé en 1815, maréchal de camp et conseiller d'État. Élu député la même année, fut nommé en 1817 directeur extraordinaire de la couronne et envoyé en 1820 comme ministre plénipotentiaire en Toscane.

1. Boutourlin (Dmitri, comte), né le 14 décembre 1765, mort le 7 novembre 1829. Après avoir reçu une éducation militaire, fut d'abord aide de camp du prince Potemkin, puis entra au ministère des affaires étrangères, démissionna en 1793 et s'installa à Moscou, en s'adonnant complètement à la création de sa célèbre bibliothèque. Fut nommé plus tard directeur du musée de l'Ermitage, place qu'il occupa jusqu'en 1817, époque à laquelle son mauvais état de santé l'obligea à aller s'établir à Florence où il mourut.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Florence, 20 novembre 1824.

Ton projet d'Opéra est manqué; cependant si tu prêtes attention à ce que je vais te dire, tu pourrais encore travailler à t'en procurer un très bon. La princesse Serge Galitzine voyait Rossini fort souvent à Paris; il lui a dit que tout ce qu'il désirait, ce serait d'être chargé de vous choisir la troupe, de vous l'amener et de se mettre à la tête de cette société de chanteurs. La somme qu'il demandait, c'était deux cent mille roubles, peut-être un peu plus, dans tous les cas pas trois cent mille. Ce à quoi il tiendrait surtout, c'est qu'on lui procurât un local tout prêt à le recevoir et à y loger la troupe. Il y logerait lui-même, parce qu'il prétend que c'est le meilleur moyen de maintenir l'ordre parmi les artistes. Il désirait cela particulièrement ainsi qu'être le Directeur. Il me semble, cher ami, que si l'Empereur avait le désir d'accorder cette douceur au public, tu ne pourrais mieux t'adresser qu'à Rossini.

Ce soir, Borghèse[1] fait exécuter chez lui un opéra de sa composition, Velouti chantera, ainsi que la fameuse MmeBombelles et d'autres encore. Le comte Bombelles[2],

1. Borghèse (Camille), prince de Sulmona et de Rossano, né à Rome en 1775, mort en 1832.

2. Bombelles (Henri-François, comte de), fils de l'ambassadeur

ministre d'Autriche, est de retour à Naples; je l'ai vu; il m'a fait plaisir en me disant que son père avait l'expectative du poste de Lisbonne. Tous les revirements qui se font dans cette diplomatie la rendront remarquable par le choix des sujets; que n'en peut-on dire autant de la nôtre!

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Florence, 21 novembre 1824.

J'ai dîné aujourd'hui chez Demidof; sa sœur Dournof faisait les honneurs de la maison. J'ai vu ces jours-ci lady Burghess; elle est maigre et souffre de la poitrine; elle m'a demandé de tes nouvelles et appris la nomination de Boggot au poste des Pays-Bas qu'il désirait vivemten. Canning l'a servi à souhait.

Je voudrais voir arriver La Maisonfort pour le questionner sur le compte de La Ferronnays, pour savoir quelle va être sa destinée, les gazettes n'en font aucune mention. A propos de gazette, le *Constitutionnel* est devenu le journal le plus monarchique et le plus réservé qu'on puisse voir. Ce changement est trop fort, trop beau, pour pouvoir durer.

autrichien Louis-Philippe de Bombelles, né en 1789, mort en 1850, fut gouverneur de l'empereur François-Joseph.

Une famille, dont je ne puis entendre le nom sans me rappeler avec émotion les belles pages de l'ancienne histoire de France, *les Guerres de la Ligue* par Lacretelle, vient d'arriver à Florence, la famille du baron de Montmorency. Elle est très pieuse et n'est que de passage ici; je compte faire sa connaissance à Rome. J'ai vu hier la princesse Serge Galitzine avec qui je m'étais liée à Carlsbad, l'an passé; c'est une femme très agréable et si tu me permets d'aller à Rome, c'est avec elle que je ferai le voyage; elle part le 18 décembre.

La même au même.

23 novembre 1824.

J'ai oublié de te marquer que M. d'Italinsky m'avait offert un appartement chez lui, celui qu'il avait préparé pour l'Empereur, l'année de Vérone, assez beau pour moi, par conséquent. S'il était de nos amis et si tu occupais une toute autre place, j'aurais accepté sa proposition avec plaisir, mais comme je ne le connais pas du tout, je l'ai fait remercier de son honnêteté. Mon principe est qu'une femme éloignée de son mari ne doit point jouir des prérogatives de sa place et qu'elle doit être tout par elle-même. On écrit de Rome qu'il est devenu souffrant, ce qui le rend de mauvaise humeur. Personne ne veut quitter

ce bas monde, pas même celui qui a quatre-vingts ans passés.

Cet âge me ramène au ci-devant jeune homme (Rasumovski) qui est arrivé hier. Dans la soirée, il est venu voir mon beau-frère, j'étais dans son cabinet avec la princesse Serge Galitzine. Il y avait entre lui et moi une très petite table; je me suis levée pour essayer de lui parler, il ne m'a pas reconnue; après une seconde tentative aussi inutile que la première, je suis restée tranquille. Enfin, au bout d'une demi-heure, on m'a nommée, il fallait voir sa confusion. Pour défendre ses mauvais yeux, il a prétendu que je n'étais plus reconnaissable, tant j'avais engraissé. J'ai plutôt maigri depuis qu'il ne m'a vue. Il a fait de même avec la princesse Galitzine. Sa taille est encore droite, mais il a une figure racornie et toute ratatinée de momie. Il se plaint que tu ne réponds point à une lettre qu'il t'a adressée; je pensais en moi-même qu'il était peut-être difficile de répondre à ses épîtres, surtout s'il y formule des demandes d'argent.

Je te prie de faire attention à la note ci-incluse; la baronne de Montmorency m'a l'a remise pour que je te l'envoie et tu verras l'importance qu'elle doit y attacher. Fais ce qui dépendra de toi et réponds-moi à ce sujet le plus tôt possible, afin que j'aie le plaisir de leur prouver que tu t'es occupé d'eux.

Ce que demande le baron de Montmorency a été promis, il a écrit pour remercier l'Empereur. Je compte sur toi d'autant plus que je tiens à une réponse. Tout

ce qui est Français a droit à mon intérêt, la France, c'est ma seconde patrie.

Le mariage du roi de Prusse m'a étonnée. Ces princesses adoptent un genre peu convenable, propre à ôter du prestige à la royauté, qui ne saurait en avoir trop. Voici Mme Hetrof encore déjouée; elle espérait que ce choix tomberait sur sa fille qui était en correspondance avec le Roi. On n'entend parler que de l'impudence de cette femme; sa fille a quitté son mari à Naples, sous le prétexte que sa mère était malade et est arrivée à Vienne comme un éclair peu de temps après l'arrivée du prince Léopold de Cobourg. On dit Ficquelmont bien faible pour sa femme et pour sa belle-mère. Lorsque tu recevras cette lettre, Laval sera déjà à Pétersbourg. Je suis curieuse de savoir ce qu'il dira de ce que cette place lui a été soufflée. S'il avait l'esprit d'en remercier Dieu, que de tourments de moins!

Pour terminer, je t'informe que le ci-devant jeune homme ambitionne la survivance d'Italinsky. Cette petite faiblesse humaine m'a extrêmement amusée, je l'avoue. Il faut le voir maintenant, il est à moitié pétrifié. La princesse Serge te prie de penser à Rossini; si la troupe italienne ne vous arrive pas, il demande deux cent cinquante mille roubles et une vaste maison.

Note du grand duc Constantin à l'Empereur Alexandre.

Varsovie, 23 novembre 1824.

Lorsque Votre Majesté Impériale me permit d'aller en Allemagne où des intérêts personnels et pressants m'appelaient, je me rendis en toute hâte à Ems. Mon voyage fut alors trop rapide pour que j'eusse pu recueillir dans ma route aucune observation digne d'être notée.

Arrivé à Ems même, le séjour prolongé que j'y ai fait, le loisir que laisse à ceux qui en usent le régime des eaux, les rapports où l'on se trouve naturellement avec le cercle plus ou moins circonscrit de personnes qu'un même but y rassemble, l'impossibilité d'ailleurs d'y éviter leur rencontre journalière amènent, sans qu'il soit nécessaire de la provoquer, l'occasion d'apprendre à connaître les opinions de presque tous les pays et tous les partis, par la variété des individus qu'un même lieu renferme et qu'un genre de vie uniforme et commun à tous, rend plus communicatifs. C'est ainsi que sans avoir l'air de m'occuper, ni de me mêler d'aucune affaire étrangère à ma position, je me suis trouvé à portée de former un fonds d'observations particulièrement relatives à l'état des choses en Allemagne et dont je dois le tribut à Votre Majesté Impériale.

La constante pensée de ma vie étant le bien de

votre service, j'ai voulu, Sire, tirer parti de mon désœuvrement forcé, pour y consacrer encore mes moyens sous d'autres rapports. Je retracerai ces observations en suivant mon itinéraire, et par conséquent, l'ordre dans lequel elles se sont présentées à moi.

La proximité à laquelle Coblence se trouve d'Ems, qui n'en est qu'à trois lieues, fait de cette ville un but de promenade pour les habitants des eaux, qui s'y rendent fréquemment, attirés par les curiosités de l'endroit et plus encore par les nouveaux travaux de fortification que les Prussiens y poursuivent, pour compléter sa défense.

La facilité offerte à cet égard à tout étranger, sans distinction aucune, est extrême, elle est sans restriction, au point qu'elle ne peut être interprétée que comme une vanité fastueuse de la part du gouvernement prussien qui a l'air de dire au monde : *Nous possédons un point tellement inexpugnable, que nous pouvons hardiment défier toutes les investigations; par sa force il nous met au-dessus de toutes les défiances vulgaires, plus il sera connu et plus on se convaincra que nos travaux l'ont désormais mis hors d'atteinte.*

Ne pouvant m'expliquer d'aucune autre façon une facilité portée jusqu'à l'affectation et qui, par conséquent, semble tenir à quelque chose de prémédité, je crus, par là même, devoir montrer une indifférence d'autant plus marquée à l'aller visiter; et lorsque, par des questions réitérées, j'étais induit à expliquer pourquoi je tardais à voir des travaux si curieux et si propres, d'ailleurs,

à intéresser tout militaire, je me bornais à répondre : *J'en aurai le temps.*

Je savais que tout arrivant, tout curieux pouvait, moyennant une légère rétribution au premier soldat, au premier ouvrier de la place qu'il rencontrait, se faire conduire partout, et se faire montrer dans le plus grand détail, non seulement tous les travaux extérieurs d'Ehrenbreitstein et des autres forts liés à celui-ci par des ouvrages nouveaux, mais encore voir les tours bastionnées, les souterrains, les casemates, les magasins, etc., enfin tout ce qui peut être digne de remarque. J'eus, en effet, occasion de m'en assurer, en me rendant un jour à Coblence incognito avec mon aide de camp, le colonel Tourno, et ce fut sans m'adresser à qui que ce soit que je réussis, sans la moindre difficulté, à satisfaire très amplement ma curiosité.

Ma surprise fut extrême de voir l'incurie avec laquelle se faisait le service de la place; les postes les plus importants, le matériel d'artillerie même, entassé dans le plus grand désordre, n'étaient point gardés, toutes les avenues libres, les magasins, les dépôts sans factionnaires, et enfin l'on y mettrait le feu avec la même facilité avec laquelle un homme incendierait son appartement, si la fantaisie lui en prenait et qu'il y fût sans témoin.

Le général Thielmann[1], qui avait le siège de son commandement à Coblence, lassé ou peut-être surpris de

1. Thielmann (Jean Adolphe, baron de), général prussien, né en 1765, mort en 1824.

mon apparente indifférence, se rendit un jour chez moi à Ems avec le premier Président de la province, M. d'Ingersleben, pour venir, disait-il, me rendre ses devoirs et m'invita, en même temps, à visiter les travaux de fortification, ajoutant, avec politesse, qu'il avait espéré et attendu recevoir de ma part des ordres à cet égard. Je lui répondis qu'en ma qualité d'officier étranger je ne me serais pas permis cette visite et qu'il m'eût semblé même indiscret d'en exprimer le désir, mais que puisqu'il me faisait l'honneur de m'y engager, je viendrais volontiers. Il me demanda mon jour et mon heure; je lui témoignai quelque hésitation et je reculai assez cette époque pour lui marquer positivement mon peu d'empressement. Ce ne fut, en effet, que vers le temps où je savais que le Prince Royal d'Orange et Mme la Grande-Duchesse, son épouse, devaient arriver à Coblence que je me résolus à m'y rendre et que j'y passai trois jours durant lesquels le général Hoffmann, commandant, et le général Aster[1], directeur du génie, me firent voir les travaux de la place et tout ce qu'elle renferme avec le plus grand détail.

Il ne m'appartient point ici d'apprécier Coblence sous le rapport de sa position militaire, ni d'examiner si le système des travaux entrepris répond aux plus grands moyens de défense possible, je ne me considérerais

1. Aster (Ernest-Louis), général prussien, né à Dresde en 1778, servit dans l'armée saxonne pendant les guerres contre la France, entra au service de la Prusse, devint commandant de Coblentz en 1827, et s'occupa surtout depuis de travaux de fortifications.

point comme un juge compétent à cet égard, mais ce dont il est aisé de juger à première vue, c'est que l'exécution de ces travaux est magnifique. Tous ces revêtements en pierre de taille présentent un aspect de grandeur et de solidité qui semble devoir braver les efforts des hommes et des siècles. Ce sont des constructions monumentales comparables à tout ce que l'antiquité nous a laissé de plus somptueux dans ce genre. Tous les détails sont d'un luxe, d'une recherche digne du reste, et ce sera un beau et grand souvenir légué à une postérité reculée, si ce n'est autre chose.

Voici ce qui m'est revenu sur le passage du prince de Metternich par Coblence. A son arrivée, il a reçu des visites de corps ; il les a accueillies avec toute l'affabilité possible. On a remarqué néanmoins qu'il n'a pas adressé un seul mot au général Phull[1] et qu'il ne l'a pas même fait inviter à dîner. Ce général a été tellement affecté de la froideur de cet accueil, qu'il partit sur-le-champ pour Nassau, où, s'étant rendu chez l'ex-ministre Stein, qui y est établi, il se plaignit amèrement.

Le roi de Wurtemberg, en revenant de France, était convenu d'avoir une entrevue avec le prince royal des Pays-Bas, à Coblence. Sa Majesté y vint, en effet, presque en même temps que le prince d'Orange et peu d'heures

1. Phull (Charles-Louis, baron de), général russe, né en Wurtemberg vers 1770, mort en 1826. Il passa de bonne heure du service du Wurtemberg à celui de la Prusse, qu'il quitta en 1806 et se rendit alors en Russie. L'empereur Alexandre le choisit pour son maître dans l'art de faire la guerre et eut grand égard à ses conseils pour l'élaboration des plans d'opérations contre Napoléon.

avant l'arrivée de la grande-duchesse de Russie. Malgré la réserve et la froideur qui règnent encore dans nos relations politiques avec lui, je crus qu'il n'en était pas moins de mon devoir d'aller lui offrir mes respects. Il me reçut avec affection, cordialité, et ces manières que vous lui connaissez, Sire. Je ne tardai pas à m'apercevoir cependant qu'il nourrit un profond dépit et des arrière-pensées que, dans des moments de vivacité, il trahit involontairement. Il me plaisanta sur la grande tenue dans laquelle j'avais cru devoir me présenter ; je lui dis : « Sire, je sais que vous m'auriez reçu avec bonté de quelque manière que je fusse venu, mais il est bon que la populace, qui m'a vu arriver chez Votre Majesté, n'ignore pas que je rends à un souverain les hommages qui lui sont dus. »

Le Roi me demanda si j'avais des nouvelles du grand-duc Michel et de son épouse et s'ils faisaient bon ménage. Je lui répondis que depuis longtemps je n'en avais reçu de lettre, que je les supposais bien ensemble, et que je ne pouvais présumer qu'ils fussent autrement. On vous aura peut-être dit, continua le Roi, que j'ai cherché à forcer la main au grand-duc Michel, quant à ce mariage ; cela est faux. Le fait est que je ne m'en suis pas mêlé, mais j'ai été enchanté que ma nièce pût être établie pour l'éloigner de son père. Ici, le Roi s'anima visiblement et me dit de son frère tout le mal imaginable, il n'est sorte d'épithètes dont il ne le flétrît, l'accusant d'entretenir des liaisons avec les hommes les plus tarés. Je lui dis alors, que s'il voulait

que je ne lui parlasse que comme à un souverain, je savais ce que le devoir et le respect m'imposaient, que si, au contraire, il me permettait de lui parler en cousin et ci-devant beau-frère, je lui dirais la vérité telle qu'elle se présentait à ma conviction. Il me serra la main avec affection et me répondit qu'il désirait que je m'expliquasse sans détour. « Eh bien, Sire, lui dis-je, si j'avais le malheur d'avoir un frère tel que vous dépeignez le prince Paul, tout en ne me dissimulant pas ses défauts et ses torts, je ne les divulguerais pas devant d'autres. — Bah! me dit le Roi, il ne mérite pas ces ménagements-là. Croiriez-vous bien que ce gredin veut se séparer de sa femme pour épouser la femme d'un général anglais, mère de six enfants, qu'il est intentionné de faire divorcer. — Je ne me mêlerai pas, dis-je au roi, de juger le prince Paul sous des rapports qu'il ne m'appartient pas de connaître, mais comment lui refuseriez-vous le divorce, vous, Sire, qui en avez usé vous-même pour vous établir d'une manière mieux assortie à votre bonheur? — Les plus grands torts dans l'union de mon frère, répliqua le Roi, sont de son côté; je n'étais uni à ma première femme que de nom, je n'ai point habité avec elle. — Vous l'avez prise et reconnue votre légitime épouse devant les autels et devant la loi; elle vous appartenait dès cet instant, le reste est un mystère, lui dis-je, qu'il n'appartient à personne de pénétrer. Vous n'avez pas, vous-même, passé pour un modèle de fidélité durant votre premier mariage. Vous n'avez nul reproche à faire à votre épouse.

Vous vous en êtes néanmoins séparé et vous voudriez empêcher votre frère de divorcer avec une femme qui n'est peut-être pas exempte de torts : cela ne me semble pas juste. — Mon frère, me dit le Roi, a lui-même provoqué les torts dont il croit avoir à se plaindre. D'ailleurs il veut épouser une particulière, cela n'est pas d'un prince, et je m'y opposerai. — Veuillez, Sire, ménager vos expressions, lui répondis-je, et réfléchir que je suis moi-même marié à une particulière. Quoique elle ne soit pas grande-duchesse, elle a le bonheur d'étre traitée en belle-sœur et en fille par l'Empereur et par ma mère ; je me félicite et m'honore de mon choix. — Mais quelle différence, me dit le Roi, en me prenant par la main, en signe de réparation. — N'examinons par les différences, Sire, mais, une fois pour toutes, brisons là-dessus ; nous n'attachons pas chez nous à ces sortes de mariages des idées qui sont toutes allemandes et qui n'appartiennent qu'à l'Allemagne. — Oui, me dit le Roi, je suis Allemand et m'honore de l'ètre. — Et vous faites bien, repris-je, il est bon que chacun tienne au pays où le destin l'a fait naître. La conversation étant tombée après sur les membres de la famille, je me permis de demander au Roi où il comptait placer les frères de la grande-duchesse Hélène; il me dit : « Ils sont à l'université de Tubingen. — Comment, sire, ne craignez-vous donc pas l'effet des mauvaises doctrines universitaires? — Bah! répliqua le Roi, ce sont là de ces fables pour amuser les dupes; je prétends que mes neveux deviennent

des hommes, et que de bonne heure ils apprennent à les connaître. »

Nous étant réunis à dîner chez le prince royal des Pays-Bas, et la grande-duchesse et ma femme s'étant retirées de bonne heure dans la soirée, la conversation s'établit sur l'état actuel des choses en Europe, d'abord en termes généraux, puis avec plus de spécialité. Le Roi ne tarda pas à développer les doctrines qui lui ont valu une si juste réprobation de la part des souverains de l'Alliance, doctrines à l'égard desquelles il avait néanmoins paru s'amender depuis. Afin de rompre, de mon côté, un entretien si pénible et qui me semblait de nature à provoquer des explications désagréables, je lui demandai ce qui l'avait déterminé à choisir les environs de Marseille pour faire usage des eaux de mer, pourquoi il n'avait pas été à Dieppe ou à Dobéran? quel était l'effet des eaux de mer et de quelle manière elles avaient influé sur sa santé? Le Roi me parla d'abord de la vertu fortifiante des bains de mer, de la préférence que généralement on accordait à ceux de la Méditerranée, du désir qu'il avait eu de se soustraire à toute représentation et à toute étiquette génante, etc.

A la vérité, continua-t-il, *mon intention première était de me rendre en Italie, attendu cependant que depuis quelque temps on me laisse tout ignorer, je crus au bruit public qui portait à cette époque qu'un nouveau congrès de souverains se réunirait en Italie, et comme on m'a appris que j'étais de trop mauvaise compagnie pour un congrès* (le Roi proféra ces paroles avec un rire

ironique) *et devant d'après cela redouter les désagréments qui auraient rejailli sur moi si je m'étais trouvé à sa proximité, il fallut bien me décider pour un autre lieu.*

Je passai sous silence cette première attaque un peu directe et la conversation roula sur d'autres objets. Le Roi en vint bientôt au prince Metternich et se moqua de son séjour à Johannisberg et des airs qu'il y avait pris.

Ce même homme, me dit-il, que j'ai vu dans des voies et dans des positions si différentes, suspecté, honni, bafoué, est devenu de nos jours l'homme par excellence, l'arbitre des destinées de l'Europe, etc.

Je lui répondis qu'il me semblait incontestable que M. de Metternich avait rendu un service bien essentiel à la bonne cause en éclairant, le premier, les souverains sur la nécessité de réprimer l'esprit d'insurrection qui se propageait publiquement en Allemagne.

— Comment, me dit le Roi, êtes-vous aussi de ceux qui prennent des rêveries et des exaltations de jeunesse pour des conspirations? Le peuple allemand ne s'insurge pas; ses mœurs, ses habitudes pacifiques et laborieuses s'y opposent; il n'y aura jamais rien à redouter de ce côté-là.

Je lui fis observer que, néanmoins, des exemples récents prouvaient assez évidemment que la doctrine du crime avait été presque publiquement avouée et professée dans le cœur de l'Allemagne et y avait trouvé des adhérents, que l'on devait tout attendre d'un peuple

qui, sous de semblables bannières, se précipiterait vers la démoralisation la plus effrenée ; que la Commission de Mayence avait, à cet égard, recueilli une masse de faits d'une évidence irrécusable, indépendamment des menées découvertes par la vigilance de plusieurs gouvernements.

« Je n'ai rien à craindre de tout cela dans mon pays, me dit le Roi, car j'ai rempli mes engagements. J'avais promis une constitution, je l'ai donnée et je la maintiendrai ; ma parole m'est sacrée. Tant pis pour ceux qui ont agi autrement. »

Le prince d'Orange et moi, nous dîmes au Roi que, puisqu'il avait donné sa parole, il faisait bien, sans doute de la tenir, mais qu'il y avait des bornes raisonnables à toute chose, et qu'il n'y avait rien dont on ne pût abuser. Il est impossible de ne pas s'effrayer à l'idée de ce que deviendrait le monde dans une dizaine d'années, si, les mauvaises doctrines continuant à être professées, la masse des jeunes gens qui les auront successivement puisées dans les universités, se trouve occuper la majorité des emplois militaires et civils en Europe ; peut-être, continuai-je, y a-t-il même des gens qui comptent là-dessus. Comme j'avais appuyé sur cette dernière phrase, le Roi ne me répondit que par un sourire assez significatif. Puis, reprenant : « Au reste, répliqua-t-il, je règne dans mon pays selon la loi et l'opinion, et je me crois, par ces appuis, plus puissant chez moi que ces despotes qui changent, au moindre événement, d'opinion et de langage, qui démentent

aujourd'hui ce qu'ils ont dit hier, qui manquent volontairement à toutes leurs promesses et qui mettent partout l'arbitraire à la place des lois. »

Je laissai achever le Roi, mais je me promis bien de trouver une réplique à sa sortie virulente.

Je n'ai pas peur du Prince Metternich, reprit le Roi, je ne suis pas comme mon voisin, le grand-duc de Baden, chez qui le Ministre d'Autriche, M. de Hruby entre en plein conseil pour y dicter les ordres de Metternich.

— J'ai peine à croire, dis-je au Roi, que M. de Hruby blesse les formes à ce point, mais peut-être vous gêne-t-il parce qu'il vous observe de trop près et que c'est un surveillant incommode.

J'avais eu occasion de voir ce M. de Hruby à Ems, où il vint pour raison de santé. Il me parut un homme de bien et dans la voie des bons principes. Tout à coup, ayant l'air de chercher dans ma mémoire, je dis au Roi :
— Sire, vous avez fait relever mon ancienne connaissance, M. de Wangenheim, que dans le temps j'ai connu curateur à Tubingen.

— C'est un gredin, me répondit le Roi, qui m'a manqué personnellement ; je l'ai fait remplacer par M. de Trott.

— Ce M. de Trott, dit le Prince d'Orange, jouit d'une assez mauvaise réputation.

— Je sais, répliqua le Roi, qu'on lui en veut pour son attachement à Jérôme, mais c'est un homme de bien que je maintiendrai. C'était un mérite pour beaucoup

d'individus, dans les années 1815 et 1816, de se montrer fidèles à Napoléon, aujourd'hui on leur jette la pierre.

— Et M. de Wintzingerode[1], Sire, qu'est-il devenu?

— C'est un misérable, dit le Roi, qui s'est avisé de faire des déclarations à mes ministres sans mon autorisation; il a trahi ses devoirs envers moi, je l'ai chassé.

— Comment, Sire, vous les avez si rigoureusement punis, l'un et l'autre, sans les faire juger? Peut-être auraient-ils pu se défendre.

— Bah! reprit le Roi, si je les avais fait juger, ils n'auraient pas manqué de trouver des défenseurs et des partisans prêts à les disculper.

— Comment, Sire, lui dis-je, c'est ainsi que vous respectez les lois et l'opinion de votre pays, c'est ainsi que vous redoutez l'arbitraire et que vous régnez selon la constitution que vous avez donnée! Permettez-moi de penser, d'après un pareil acte, que vous n'êtes pas si fort chez vous que vous voudriez le faire croire. Ne craignez-vous pas que l'on n'infère de votre procédé que

1. Wintzingerode (Georges-Ernest-Levin, comte de), homme d'État allemand, né en 1752, mort en 1834. Chambellan de l'électeur de Cologne (1794), il fut élevé à la dignité de comte de l'Empire. Le duc Frédéric, depuis roi de Wurtemberg sous le nom de Frédéric Ier, le détermina à entrer à son service et lui confia en 1801 le ministère des Affaires étrangères. A la mort du roi en 1816, il résigna son portefeuille et fut nommé quatre ans plus tard, ambassadeur près les cours de Berlin, de Dresde, de Hanovre et Cassel, poste qu'il occupa jusqu'en 1825.

Wangenheim[1] et Wintzingerode eussent facilement opéré leur justification, en démontrant par quel ordre ils ont agi, qu'ils ne sont que les victimes momentanées de votre politique, mais qu'en secret vous les consolez par des dons et des promesses de leur disgrâce passagère?

Le Roi se tut d'abord et me parut embarrassé ; il me dit enfin : « Je vois que vous avez toujours la même vivacité qu'autrefois.

— Je ne sais, lui dis-je, Sire, si j'ai encore la même vivacité, mais vous m'avez permis de vous dire ma façon de penser, et je l'ai fait, je crois, sans sortir des bornes convenables ; si vous n'aviez voulu me parler qu'en souverain, je serais debout devant vous et je vous écouterais sans répliquer. »

Le Prince d'Orange, qui avait pris part à la conversation, parla constamment avec justesse, mesure et dans mon sens ; je suis cependant enclin à penser qu'il est un peu subjugué par l'esprit et les opinions du roi de Wurtemberg. Nos conversations politiques en demeurèrent là, à peu près, et nous nous séparâmes bientôt.

En y réfléchissant mûrement, il m'a été impossible de ne pas céder à l'idée que le Roi de Wurtemberg ne saurait être entièrement étranger aux menées des libéraux d'Allemagne, qui le prônent en toute occasion. La situation de la Souabe présente un point intermédiaire naturel entre l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. Les libéraux auront su en tirer parti et le Roi se flatte, peut-être

1. Wangenheim (Charles-Auguste, baron de), homme d'État wurtembergeois, né en 1773, mort en 1850.

en raison de la popularité dont il jouit parmi eux, de se trouver, pour ainsi dire, en avant-garde lorsqu'un mouvement viendrait à éclater, et devenir ainsi maître de lui donner l'impulsion la plus convenable à ses intérêts du moment.

Avant de quitter Ems, je rapporterai à Votre Majesté Impériale que le pays de Nassau m'a paru assez bien administré, en général, et les habitants assez contents, quoique le Duc ait, en dernier lieu, arbitrairement disposé d'un nombre considérable de corvées, pour la construction d'une chaussée en partie taillée dans le roc et qui est la plus belle chose du monde. La troupe que j'ai vue exerçant isolément et par détachement, du côté de Wiesbaden, tant infanterie qu'artillerie, avait une fort bonne tenue, et le service s'y faisait avec une extrême régularité. Après cinq semaines de séjour environ à Ems, ma femme ayant cessé l'usage des eaux, il fallut, vu l'état de sa santé, nous acheminer à petites journées vers Dresde, pour déterminer, sur la consultation des médecins, le régime ultérieur à suivre. Je passai d'abord par Mayence où je m'arrêtai deux jours. J'y trouvai le feld-maréchal-lieutenant Strauch, au service de l'Autriche, commandant la garnison, ancien et brave militaire qui compte plus de cinquante ans de service, et le général-major Muffling[1], second, au ser-

1. Muffling (Frédéric-Ferdinand-Charles, baron de) général et écrivain militaire prussien, né en 1775, mort en 1851. Il commença à se faire remarquer dans la campagne de 1806, comme chef d'état-major du duc de Saxe-Weimar, accepta, en 1809, un emploi civil dans les États de ce prince, reprit les armes lorsqu'en 1813 l'Alle-

vice de la Prusse, commandant de la place. La garnison se compose des deux bataillons du régiment d'infanterie Kerpen Autrichien et de quatre bataillons des deux régiments d'infanterie prussienne, nos 35 et 36. On me demanda comment je désirais voir la troupe le lendemain; je dis que je verrais volontiers un exercice, le matin. Comme j'étais arrivé le soir, tard, tous les postes ne purent être relevés dans la nuit, ce qui fit que le cinquième, qui compose la garde montante, ne put entrer dans les rangs. Il n'y eut donc à l'exercice qu'un bataillon autrichien, l'autre montant et relevant la garde en entier; les quatre bataillons prussiens ne sortirent, par la même raison, que très faibles. L'une et l'autre troupe avaient leur compagnie d'artillerie. Je remarquai que les pièces autrichiennes n'étaient plus conduites par de simples charretiers du train, mais par des soldats du train, armés. Les troupes manœuvrèrent séparément et fort bien, chacune selon ce qu'on exige d'elle. Le régiment autrichien est superbe, c'est un des plus beaux de l'armée; sa tenue et son instruction, conformément à l'ordonnance autrichienne, sont parfaites. Plus des deux tiers se composent d'anciens soldats, décorés de

magne se souleva contre la domination de Napoléon, devint général quartier-maître de l'armée de Silésie et suivit Blücher à Paris. Pendant la campagne de 1815, Muffling se rendit au quartier général de Wellington, devint, après la seconde entrée des alliés à Paris, gouverneur pendant cinq mois de cette capitale, prit part aux travaux du congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818, fut nommé en 1820 chef d'etat-major général de l'armée prussienne, commandant du premier corps d'armée (1832), gouverneur de Berlin (1837), président du conseil d'Etat (1841) et feld-maréchal général (1847).

la médaille militaire de la dernière campagne. Le corps des officiers est des plus distingués. J'ai reconnu dans le nombre des sous-lieutenants de la campagne d'Italie qui ne sont encore parvenus qu'au grade de capitaine dans le régiment. La troupe prussienne me parut bien, comparativement à son organisation, mais beaucoup moins que la troupe autrichienne à laquelle elle ne peut être comparée; c'est plutôt des recrues bien exercées que des soldats formés, et je n'ai pu compter dans le nombre trente individus ayant la médaille de la dernière campagne. MM. les généraux autrichiens et prussiens m'ayant proposé de me montrer, d'ailleurs, dans le plus grand détail, tout ce qui pouvait m'intéresser, je satisfis complètement ma curiosité. Je fus singulièrement frappé du matériel immense accumulé dans la place; on m'assura que celui que les Français y ont laissé peut être évalué à 40 millions de francs, ce qui est prodigieux. J'ai vu, réunies en dépôt, 782 bouches à feu, sans compter les pièces en batterie sur les remparts de la place. Il y a des canons de toutes les nations, même des pièces espagnoles. A cette occasion, je remarquerai avec une bien vive satisfaction à Votre Majesté Impériale, que je n'ai pas aperçu un seul canon russe. Ayant, le lendemain, après la parade, visité les casernes et les quartiers, j'aperçus partout de l'ordre et de la propreté; mais, toujours avec un degré de soin et de recherche de plus chez les Autrichiens. Je vis, par exemple, chez les Prussiens, des fusils encore encrassés de l'exercice à feu de la veille, tandis que ceux des

Autrichiens reposaient, brillants de propreté et de poli sur les râteliers. Je fus particulièrement frappé de l'école des cadets ou porte-enseignes, attachée au régiment Kerpen, composée de 52 jeunes gens environ, issus, la plupart, des meilleures familles du nord de l'Allemagne, telles que les Bentheim, les Coudenhave, etc., dont plusieurs, quoique possessionnées en Prusse, n'en cherchent pas moins à faire passer leurs enfants au service de l'Autriche. L'école est parfaitement tenue, les jeunes gens y ont une fort bonne tournure, l'air de bonne compagnie, et reçoivent une instruction théorique soignée. Ayant interrogé quelques-uns d'entre eux, je remarquai, avec plaisir, qu'attachés à l'opinion de considérer l'Empereur d'Autriche comme le chef des Princes d'Allemagne, ils estimaient que le servir c'était encore servir leur pays. Le service se fait avec une grande régularité à Mayence ; toutes les autorités m'ont marqué les attentions, les soins, les prévenances les plus recherchées, avec empressement et sans servilité. Le général-major Muffling, avec qui j'eus occasion de m'entretenir, en particulier, de l'organisation prussienne, et qui s'est trouvé sous mes ordres durant la dernière campagne, époque à laquelle il commandait le second régiment des Gardes, me confia, presque les larmes aux yeux, que si la Prusse persévérait dans son système de remplacement triennal, elle n'aurait bientôt plus d'armée ; que les meilleurs officiers, excédés du métier de forçats auquel ils sont condamnés sans relâche et sans résultat, quittaient le service ; que, dans la

troupe, on n'avait plus le temps de former des sous-officiers, qu'aucun soldat ne rengageait à l'expiration des trois années de service de ligne, et que les choses en étaient au point que dans les deux régiments en garnison à Mayence, il manquait 86 sous-officiers par régiment, que l'on ne savait où prendre. Un exemple frappant de la faiblesse des corps prussiens est que les deux bataillons autrichiens fournissent les deux tiers des gardes de la ville, tandis que les quatre bataillons prussiens n'en peuvent donner que le tiers. J'ai appris depuis que le lieutenant-général Strauch a été relevé par le lieutenant-général prussien Carlowitz, et que le général-major Muffling a été remplacé, dans son poste de commandant, par le général-major, comte de Mensdorff[1], en vertu du tour de rôle établi entre le commandement autrichien et prussien.

En quittant Mayence, je me rendis à Francfort-sur-Mein. L'époque de la foire avait amené beaucoup de monde. J'y appris la fâcheuse et scandaleuse histoire des démêlés du prince de Cobourg avec son épouse; elle faisait le sujet de toutes les conversations; je n'en entretiendrai pas Votre Majesté. Je remarquai la troupe du contingent qui fait le service à Francfort. L'uniforme est calqué sur la coupe prussienne, le service est réglé sur l'ordonnance française et s'exécute avec la plus grande exactitude, tel que je l'ai vu pratiquer par la ci-devant garde impériale française à Erfurt, lorsque j'eus

1. Mensdorf-Pouilly (Emmanuel, comte de), né à Pouilly le 22 janvier 1777, mort à Vienne le 28 juin 1852.

l'honneur d'y accompagner Votre Majesté. Je continuai ma route par Hanau, Fulde et les États de la Hesse. Je ne tardai pas à m'apercevoir de la haine générale qu'inspire l'Électeur. Partout et sans y être provoqués, les gens s'en expriment hautement; il porte l'arbitraire dans l'arbitraire et accable ses malheureux peuples de tous les genres de vexation. Il paraît cependant ne pas s'aveugler sur les sentiments qu'il inspire, car il ne voyage jamais que précédé d'un détachement de gendarmerie. Deux gendarmes occupent le siège de la voiture, deux sont assis derrière, un gendarme garde de chaque côté la portière. Ils ont, tous, les armes chargées et la carabine haute.

Le pays de Gotha est heureux; les habitants bénissent leur gouvernement et sont dans l'aisance. Le duc régnant, atteint de catalepsie et se trouvant par intervalle entièrement privé de l'usage de la parole, ne prend aucune part aux affaires. Le pays est, par le fait, sous l'administration d'une régence composée des chefs des principales branches, c'est donc presque une république. Les mécontents de l'Allemagne tirent de ce fait une conséquence à l'appui de leurs principes. « Vous voyez bien, disent-ils, que nous pouvons nous passer de nos despotes; les pays les plus heureux sont ceux où ils ne règnent pas. »

A mon arrivée à Erfurt, je connaissais déjà l'histoire de l'arrestation du major Ferentheil, commandant prussien du génie de la place. Le général Loebell, commandant en l'absence du général Jagow, appelé à Ber-

lin, et s'étant rendu chez moi et m'ayant entretenu de cet incident, me dit qu'il craignait infiniment que beaucoup d'officiers ne se trouvassent impliqués dans cette procédure, que les mauvaises doctrines faisaient de grands progrès et qu'il importait de se prémunir contre leur influence avant qu'il ne fût trop tard.

Erfurt n'avait pas été mal choisi par les malveillants pour centre de ralliement; placé au milieu des États de la Confédération, près des forêts de la Thuringe, avoisiné par des princes faibles, cet endroit semble, en effet, le plus propre à favoriser une première explosion.

Je ne trouvai à Erfurt qu'une division du 4e corps réunie, l'autre étant allée, sous les ordres du général Jagow, assister aux manœuvres de Berlin. La division d'Erfurt se trouva être très faible, elle avait, en outre, fourni cent quatre-vingts hommes par régiment pour renforcer la division absente.

Le pays de Weimar me parut assez triste, quoique d'ailleurs je ne puisse assigner de cause précise à cet aspect. Je remarquai avec peine qu'à la Cour il n'était question que de l'événement de Cobourg et que cela donnait lieu à mille plaisanteries de fort mauvais goût sur la maison qui y règne. On s'entretenait de ce fâcheux incident avec une espèce de satisfaction et comme d'un triomphe dont on aurait eu à se réjouir, sans réfléchir que, de nos jours, il faudrait plus qu'à aucune époque antérieure que les princes d'Allemagne fussent particulièrement attentifs à inspirer à leurs peuples un respect et un attachement fondés sur leurs

qualités personnelles plutôt que sur les marques contraintes d'une obéissance et d'une soumission extérieures, et que ce n'est pas en se vouant exclusivement aux plaisirs les plus frivoles, tels que la chasse et la musique, ou en s'abandonnant à des faiblesses honteuses, qu'ils peuvent maintenir longtemps une autorité que les opinions du jour et la désaffection qu'on leur porte tendent à leur enlever progressivement.

Après être demeuré trente-six heures à Weimar, je poursuivis ma route sur Leipzig où je m'arrêtai vingt-quatre heures. Arrivé vers le soir, j'aperçus les préparatifs de la foire de septembre qui devait s'ouvrir dans la huitaine. Le lendemain au matin, j'allai voir le champ de bataille de Leipzig. Toutes les traces de la guerre ont disparu, la culture et les habitations qui le couvrent font que l'on a de la peine à s'y reconnaître, et quelques boulets, conservés dans les pans de murs restaurés, sont les seuls témoins qui attestent à l'œil étonné les désastres de la plus meurtrière des batailles. Je m'amusai ensuite à parcourir les boutiques, les magasins, les écuries des maquignons et marchands de chevaux, enfin tout ce qui pouvait mériter quelque attention. Je remarquai sur plusieurs échoppes des enseignes allemandes traduites en grec et en français. J'avais pris quelques mesures pour me faire rendre compte à peu près de l'opinion générale et des bruits publics au milieu de cette foule d'étrangers que le commerce de l'Europe attire à Leipzig. J'appris ce que

d'ailleurs j'avais eu déjà occasion d'observer durant mon voyage, c'est que la haine qu'en général on porte aux princes d'Allemagne est très prononcée; elle s'adresse toutefois plus directement aux princes de Hesse, dont l'un, l'Électeur, se fait abhorrer par ses rigueurs arbitraires, et l'autre, le grand-duc de Darmstadt, par une coupable insouciance; il néglige, en effet, les soins de son administration pour assister à une représentation de spectacle, diriger l'orchestre de son Opéra ou se livrer à d'autres occupations aussi frivoles et aussi incompatibles avec la dignité et les sollicitudes d'un gouvernant. Les propos qui se tenaient publiquement et à table d'hôte à ce sujet passaient toute mesure. Parlant de moi, que quelques-uns avaient entrevu et reconnu dans la matinée : celui-là, se disaient-ils, est accessible, il parle à tout le monde, il va, vient, se montre dans les rues, et personne ne songe à lui manquer; mais si l'un des princes de Hesse s'avisait de se montrer ainsi, on lui cracherait au nez.

Quant aux dispositions qui règnent à l'égard de la Prusse, et que j'avais déjà vues se manifester à Coblence et ailleurs, il faut observer que parmi les habitants des provinces du Rhin et de l'Elbe il règne une grande désaffection envers le Gouvernement : les uns regrettent le régime français, parce qu'ils composaient sous sa domination une masse compacte par leur réunion à un vaste et puissant État, et qu'ils se trouvaient ainsi associés à sa supériorité et à ses avantages, tandis que

maintenant ils ne forment plus que des parcelles détachées d'un pays moins puissant et, par conséquent, moins fécond en moyens de tout genre; les autres ne peuvent se consoler d'avoir été enlevés à la Saxe et arrachés à un régime paternel, sage et doux, pour subir le joug d'impositions fort onéreuses et d'une administration fiscale très compliquée et, par conséquent, fort tracassière.

Ayant quitté Leipzig, je vis, à mesure que j'avançais dans le pays, s'étendre de plus en plus devant moi le spectacle de l'aisance, de l'industrie, du bien-être et d'une affection très prononcée pour le souverain.

Arrivé à Dresde, je crus devoir, le lendemain, qui se trouva être un dimanche, me présenter à la Cour. J'y fus comblé de toutes les attentions, de toutes les politesses, de toutes les bontés imaginables. Le Roi, tel qu'un vénérable patriarche au sein de sa famille, y est la vivante image de toutes les vertus privées et publiques, les plus propres à la fois à honorer l'homme et le monarque. Les soins et les attentions recherchées du Roi et de toute sa famille ne se sont pas démentis un instant pour moi, durant tout mon séjour à Dresde. Je ne comptais pas voir Kœnigstein et je ne songeais pas à en faire la demande, sachant que l'entrée en est rigoureusement interdite et que le prince Guillaume de Prusse, fils du Roi, ayant, l'année dernière, témoigné le désir de visiter la forteresse, cela lui fut refusé. Le Roi eut néanmoins la bonté de m'offrir de lui-même d'y aller, ce que j'acceptai avec reconnaissance. Il m'envoya

les chevaux de la Cour, et le général Zeschau[1], ministre de la guerre, m'en fit les honneurs avec le plus grand détail; tout ce que je demandai à voir me fut montré à l'instant. Je vis de fort beaux ouvrages et tout ce que la nature et l'art réunis peuvent présenter en ce genre de plus remarquable.

Profitant d'un beau jour, j'eus la curiosité de me rendre à Töplitz pour revoir le champ de Culm. La chaussée qui y conduit est superbe, la contrée en Saxe est belle et opulente. Arrivé à la première poste autrichienne où je fus reconnu, on s'empressa à me marquer toutes les attentions possibles. Passé les hauteurs de Nollendorf, le pays continue à être beau, il y a même de l'aisance, mais à un bien moindre degré qu'en Saxe, et les traces de la guerre n'y sont pas encore effacées. Le village de Nollendorf ressemble à un lendemain de bataille. Carwitz n'est point rebâti, Culm même présente encore des décombres, et j'ai vu sur le château d'Arbesau des traces non effacées de l'incendie du village.

Une demi-brigade de chasseurs saxons devant venir relever une partie de la garnison de Dresde, le Roi me proposa de les voir entrer. La troupe me parut fort bien; elle a de l'instruction et de l'aplomb; tout rappelle, en général, dans l'armée saxonne, un vieux

1. Zeschau (Henri-Guillaume, von), général saxon, né en 1760, mort en 1832. Ministre de la guerre, fut chargé à ce titre de réorganiser l'armée du roi de Saxe (1815), puis reçut le commandement de Dresde (1823) qu'il garda jusqu'en 1830, époque où il prit sa retraite.

service dont les principes se sont fortement enracinés dans les habitudes militaires du pays; le corps des officiers y est en général des plus distingués. Le Roi s'abstint d'assister à l'entrée de la demi-brigade, afin que tous les honneurs pussent m'être rendus. J'assistai également à un exercice de détail et d'ensemble de la garde montante et j'eus lieu d'en être parfaitement satisfait. Le service de la place se fait avec la plus grande régularité; il y a parade tous les jours, le commandant, qui est officier général, y assiste ainsi que tous les officiers de la garnison; en un mot, je le répète, on rencontre partout les traces d'un vieux service. J'ai ensuite eu occasion de voir l'Arsenal, le corps des Cadets, et je trouvai que la vigilance du Gouvernement s'exerce avec activité sur tous les objets de son administration. Le dernier de ces établissements est par son organisation semi-corps des pages et semi-corps des cadets.

Ayant appris que le grand-duc Michel arrivait à Varsovie afin de m'y voir, je m'y rendis pour une huitaine de jours, ce qui, compris l'aller et le retour, occasionna une absence de douze jours. Le grand-duc Nicolas vint bientôt après me rejoindre à Dresde. La Cour lui prodigua les mêmes attentions qu'à moi. Le Roi, ayant appris qu'il commande le génie, lui proposa également de voir Kœnigstein et me dit : « Comme vous connaissez déjà la forteresse et que mon âge m'empêche d'y aller moi-même, je m'en rapporte à vous pour en faire les honneurs à Son Altesse Impériale.» Nous étant rendus à

Kœnigstein, mon frère et moi, nous y trouvâmes les princes Frédéric et Jean qui nous attendaient pour nous y recevoir, ainsi que le prince Léopold de Cobourg, récemment arrivé de Dresde.

Considérant la Saxe sous son point de vue politique, j'ai cru m'apercevoir que le morcellement dont elle a été l'objet et les regrets qu'on lui suppose lui prêtent un caractère d'opposition qui cependant n'est nullement en harmonie avec la sévérité et la sagesse des principes du Roi, non moins qu'avec les dispositions du peuple que j'ai vu prodiguant à son Souverain des témoignages d'amour et de vénération si vivement sentis qu'ils semblaient tenir de l'adoration. Les mécontents des autres pays, cherchant à confondre les principes qu'ils professent avec les ressentiments qu'ils croient à la Saxe, se plaisent à considérer ce pays comme un refuge naturel et assuré, et contribuent ainsi à lui prêter une apparence hostile. Le Roi, réservé par caractère et jugeant de plus devoir l'être par sa position, se prête néanmoins volontiers aux démarches que les puissances amies de la bonne cause exigent de lui pour le maintien de la tranquillité générale, ainsi qu'il l'a témoigné dans l'affaire de l'arrestation du sieur Cousin[1] réclamée par le gouvernement prussien et la commission de Mayence, mais il n'en prendrait pas l'initiative, hors sans doute un cas fort urgent. Je n'expo-

1. Cousin (Victor), philosophe français, chef de l'école éclectique, ancien ministre de l'instruction publique et historien estimé, né à Paris le 28 novembre 1792, mort à Cannes le 2 janvier 1867.

serai pas à Votre Majesté Impériale les détails relatifs à l'arrestation dudit Cousin, dans la certitude où je suis que Son Envoyé, M. de Canicof, l'en a amplement entretenue.

Il me reste à consigner ici mes observations sur les étudiants en Allemagne. Je dois remarquer d'abord qu'à l'exception de Breslau je crois n'en avoir pas rencontré, dans ma tournée et les séjours que j'ai faits, plus de trente en costume tudesque, ainsi qu'on les voyait partout, il y a de cela quelques années. Ceux que j'ai trouvés en différents lieux se sont montrés fort respectueux et fort polis ; ils se rangeaient sur mon passage et tiraient leurs bonnets ou chapeaux avec empressement. Il m'est arrivé même, en sortant de Coblence, que me trouvant en calèche avec mon aide de camp et vêtu de mon uniforme et de mes épaulettes, trois étudiants, affublés d'un costume ultra-tudesque, se sont rangés sur la chaussée pour me saluer le plus poliment possible; je leur rendis leur salut, comme de raison. J'ai appris que les étudiants de Halle, Iéna, Göttingue et Leipzig sont convenus entre eux de se conformer à une sorte d'ordre du jour qui leur impose, pour toutes les circonstances prévues, une conduite et un langage uniformes. Il m'a été impossible de découvrir de quelle espèce d'État-Major ces ordres du jour émanent et en quel lieu il réside; il n'en est pas moins indubitable qu'il existe. J'ai su que, par cette disposition, il leur avait été enjoint de me témoigner toutes sortes de respect en chaque occasion. A Breslau, les accoutrements

les plus extravagants fourmillent dans les rues. J'eus particulièrement occasion de les observer à mon avant-dernier passage dans cette ville, qui se trouva coïncider avec l'anniversaire de la fête du roi de Prusse, c'est-à-dire le 3 août (nouveau style), cette solennité ayant amené plus de mouvement que de coutume dans la ville. Indépendamment du costume tudesque, les étudiants en ont adopté un plus baroque encore qui tient du grec; ils désignent ceux qui le vêtissent sous le nom de colocotronis. Ils ont généralement dans leurs manières l'irrévérence et l'on pourrait dire l'insolence la plus marquée.

Je fus péniblement frappé, à Breslau, à l'aspect des militaires et du service prussien. Les officiers négligent singulièrement leur tenue, on les voit se promener, l'habit ou le surtout déboutonné, sans épaulettes et souvent même sans épée; les soldats, suivant l'exemple de leurs chefs, ne se conforment pas davantage à la rigueur de l'ordonnance. Il est juste d'observer cependant que la troupe et les officiers sont respectueux et polis dans leur extérieur. Quant au service, il se fait de la manière la plus relâchée et c'est une chose vraiment pitoyable à voir.

A l'occasion de l'arrestation du sieur Cousin à Dresde, je reviendrai sur plusieurs détails qui me paraissent dignes d'être notés. Quelques jours avant mon départ de Dresde pour Varsovie, lorsque je m'y rendis pour voir le grand-duc Michel, M. de Canicof étant allé à Leipzig afin de s'y trouver sur le passage de Madame la grande-du-

chesse Marie, M. de Jordan[1], ministre de Prusse, près la Cour de Dresde, se présenta chez moi pour me dire que, vu l'absence du ministre de Russie, il croyait de son devoir de m'entretenir d'un ordre qu'il venait de recevoir de son Gouvernement, lequel avait pour objet de demander à la Cour de Saxe l'arrestation et l'extradition d'un nommé Cousin, Français d'origine, homme de lettres, qui séjournait à Dresde et qui se trouvait compromis par les dépositions du nommé de Witte, détenu à Kopenik. Le comte de Bernstorf m'avait fait communiquer dans le temps les premières dépositions de ce de Witte, mais il me fut impossible de me rappeler avec précision si le nom de Cousin se trouvait dans le nombre de ceux qu'il dénonce. M. de Jordan m'ayant dit qu'il allait s'occuper à mettre les ordres de son Gouvernement à exécution, et qu'il avait cru devoir m'en donner connaissance, je le remerciai de cette marque de confiance, si conforme, d'ailleurs, à la nature des relations établies entre les deux Gouvernements. Afin d'apprendre, de mon côté, quelle espèce d'homme pouvait être ledit Cousin, je lui détachai quelqu'un qui trouva moyen de lier conversation avec lui. Je n'ignorais pas cependant que le sieur Cousin était venu à Dresde avec les jeunes Montebello, dont l'aîné, le duc[2], est fiancé à Mlle Gerebzof, petite-fille du prince La-

1. Jordan, ministre de Prusse, près la cour de Dresde.

2. Montebello (Napoléon-Auguste Lannes, duc de), diplomate français, fils aîné du maréchal, né en 1801. Créé pair de France par Louis XVIII, à l'âge de 14 ans.

pouchin, qui avec sa mère était de même récemment arrivée en cette ville. Cette circonstance avait mis le sieur Cousin en évidence et l'avait rendu assez répandu, soit dans la société, soit dans les lieux publics; il ne fut donc pas difficile à mon affidé de le joindre. La conversation s'engagea entre eux et ils convinrent bientôt ensemble d'une promenade dans une vallée distante à une lieue de Dresde, pour y causer avec plus de liberté. Après beaucoup de lieux communs, on en vint de proche en proche à parler politique et particulièrement de l'Allemagne. « Je ne m'occupe plus de politique, dit Cousin, j'en suis las, mais il faut convenir que l'Allemagne est dans un état déplorable; c'est une machine pourrie et qui ne saurait plus marcher; voyez un peu les princes qui la gouvernent. — Mais, lui dit son interlocuteur, la Saxe me semble sagement administrée. — Oui, répondit Cousin, la Saxe jouit de quelque bien-être, le Prince qui la gouverne est paternel et sage, mais il a déjà un pied dans la tombe, ce règne ne peut être long; au total, l'Allemagne ressemble assez à un vieil habit qu'il faut retourner. — Mais vous en feriez de la friperie, lui dit son compagnon. — Et que voulez-vous, reprit Cousin, il faut se contenter des friperies quand on ne peut pas avoir du neuf; au fait, il n'y aurait qu'un seul Prince capable d'opérer l'œuvre d'une grande réforme, c'est le roi de Wurtemberg, et l'on pourrait compter sur lui. » Voici à peu près ce que la conversation offrit de plus marquant; peu après, le sieur Cousin fut arrêté.

J'appris, non sans beaucoup de surprise, à mon retour

à Varsovie, que l'arrestation de Cousin avait provoqué quelque dissentiment et quelque irrésolution au milieu du Gouvernement prussien même. Il s'est trouvé que l'ordre d'arrêter le sieur Cousin avait été adressé à M. de Jordan par M. de Schuckmann[1], ministre de l'intérieur, à l'insu de M. d'Ancillon[2], ayant, par intérim, le portefeuille du ministère des affaires étrangères, lequel, blessé de ce procédé, a demandé à M. de Jordan par quel ordre il avait agi. Celui-ci le renvoya au ministre de l'intérieur qui, à son tour, a fort longuement répliqué au ministère des affaires étrangères. Dans l'intervalle, l'envoyé de Prusse a encore reçu des avis et des réquisitions de M. de Kamptz, directeur de la police, et du prince de Wittgenstein, ministre de la maison du Roi, de façon que quatre personnes ont disposé de cette affaire à Berlin, chacune, sans doute, selon les aperçus qui lui sont propres.

Votre Majesté Impériale retrouvera dans cette circonstance une preuve nouvelle du défaut d'unité qui règne dans le ministère prussien, et des difficultés qui doivent naturellement s'opposer, par ce vice d'organisation, à ce qu'aucune affaire, quelque peu importante, y reçoive une impulsion prompte et uniforme.

Tel est, Sire, le compte fidèle de mes observations durant le séjour que j'ai fait en Allemagne ; je le dépose

1. Schuckmann (Frédéric, baron de), homme d'État allemand, né en 1755, mort en 1834.

2. Ancillon (Jean-Pierre-Frédéric d'), historien, né à Berlin en 1766, mort en 1837.

aux pieds de Votre Majesté Impériale; puisse-t-il fixer un moment son attention et me valoir de sa part l'indulgence à laquelle elle a bien voulu m'accoutumer.

La comtesse de Saluces
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Turin, 8 décembre 1824.

M. de Saluces[1] n'ira plus à Pétersbourg, mais c'est encore un secret; je ne puis trop vous en dire le motif par écrit. Il a éprouvé beaucoup de peine de ce qu'on l'ait forcé à cette détermination ; il en a écrit au comte de Nesselrode. J'espère que la chose sera vue à Pétersbourg sous son véritable aspect et que l'Empereur ne lui retirera pas ses bontés. Son successeur n'est point

1. Saluces (Alexandre, comte de), homme d'État et écrivain militaire piémontais, né à Turin en 1775, mort dans la même ville en 1851. Ayant embrassé le métier des armes, il fit les campagnes contre la France jusqu'à la bataille de Marengo. La soumission de l'Italie par Bonaparte brisa la carrière militaire du comte de Saluces, qui se tourna vers les études militaires. Sous le gouvernement impérial il accepta la place de proviseur du lycée de Turin, qu'il conserva jusqu'à la chute de l'Empire, époque à laquelle il reprit du service dans l'armée piémontaise. En 1820, il fut nommé ministre de la guerre et de la marine. Après l'abdication de Victor-Emmanuel Ier, il conserva les bonnes grâces du nouveau roi Charles-Félix, qui l'envoya en Russie avec le titre d'ambassadeur extraordinaire, puis le nomma président du Conseil d'État (1831).

nommé encore, mais on croit que ce sera M. de Sales[1], qui était à Berlin.

Je ne vous parlerai pas de moi, car je n'ai rien à vous en dire, sinon que ma santé est assez bonne et que je suis redevenue un être tout à fait insignifiant et passif; je vis au milieu de mes enfants, heureuse par eux, je ne demande rien de plus, je me livre à mon goût pour la paresse et j'y trouve tout mon bonheur. M. de Saluces vous prie d'agréer ses hommages, et moi, avant de finir, je vous dirai que si vous ne venez ni à Turin, ni à Genève, j'irai moi-même vous trouver à Florence, car je suis bien décidée à ne pas faire le sacrifice de vous voir. Conservez-moi, je vous prie, Madame la Comtesse, un peu de cette amitié que vous avez bien voulu m'accorder, et permettez-moi de vous exprimer celle que je vous ai vouée pour la vie.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Rome, 14 décembre 1824.

Me voici à Rome depuis quelques heures. La bonne Mme Swetchine est venue au-devant de moi et m'a rencontrée en dehors de la ville. Je compte dans la

1. Sales (Paul-François, comte de), homme d'État, lieutenant-général des armées sardes, né en 1778, mort en 1850.

matinée de demain aller faire une visite au Mathusalem de la diplomatie. Il avait l'intention de venir chez moi, mais je lui ai fait dire que je serais peinée de le déranger et de lui voir monter deux étages. Je désire, durant mon séjour ici, faire la connaissance de Mme Récamier qui y est établie; je suis curieuse de m'en faire une idée par moi-même.

On veut enlever à Laval le plus beau fleuron de sa couronne, le rendre plébéien; on devrait le laisser mourir avec ses illusions et faire entendre raison à son fils. En général, son séjour à Paris n'a point été brillant. On m'a conté une petite anecdote sur Mme Laval. Il paraîtrait que, lors de l'entrée à Paris du nouveau roi Charles X, elle se serait exprimée en termes très vifs à l'égard des dames françaises, parce qu'on ne lui faisait pas place; on lui a répondu et il en est résulté une scène qui a tourné tout au désavantage de notre compatriote.

La même au même.

20 décembre.

Réponds-moi, je t'en prie, au sujet de la note que je t'ai envoyée de la part de la baronne de Montmorency. Hier, au Vatican, pendant que j'attendais le commencement de la messe, on m'a montré Mme Récamier qui entrait. Je n'ai rien vu de remarquable dans ses

traits et je suis à me demander si cette petite femme a jamais été aussi belle qu'on le dit. J'ai fait sa connaissance et l'ai revue à la soirée du duc de Laval. Elle m'a chargée de la rappeler à ton souvenir. Je lui ai dit que tu en serais très flatté et je suppose que tu le seras. On la dit aimable, pleine d'esprit, et le duc de Laval est à ses pieds. J'ai vu une fois Lucchesini à Florence, je crois te l'avoir écrit; il m'a beaucoup plu, je voudrais le voir tous les jours. Mais je doute fort qu'avec Mme Récamier nous nous convenions, si sa conversation est, comme je le suppose, la quintessence de l'amabilité et de l'esprit et par cela même peu en harmonie avec la mienne.

La même au même.

Rome, 25 décembre 1824.

M. d'Italinsky a été parfaitement aimable pour moi; il est venu, chaque fois qu'un spectacle intéressant s'offrait, me chercher pour m'y faire assister; enfin, pour son grand âge, il a fait tout ce qu'il a pu et je t'engage à lui écrire un mot à ce sujet. Le duc de Laval est rempli d'amabilités pour moi; où Italinsky ne pouvait aller c'est lui qui me conduisait, et j'étais partout bien placée, ainsi que mes compatriotes qui sont les mêmes que ceux de Florence.

Mme Récamier, que j'ai vue encore hier au soir, me plaît beaucoup.

La même au même.

Rome, 14 février 1825.

Fagel, qui depuis quelque temps est de retour à Rome, est venu me voir, je l'ai mené chez Catiche Gagarin. Il veut s'associer à mes courses, je ne demande pas mieux, parce que c'est un homme fort agréable, fort sensé, avec lequel on a plaisir à causer. Il m'a entretenue plusieurs fois de sa position ; il est très affecté de l'ingratitude de son Maître; par les formes qu'il y a mises, on voit que cela lui cause un vif chagrin et qu'il se fait difficilement à la vie errante qu'il est obligé, à son âge, d'adopter. Il ne veut pas rentrer chez lui, il ne veut pas être dans le cas de se présenter au Roi, de sorte qu'il restera ici jusqu'à l'été; il ira ensuite en France et finira par s'établir en Angleterre. Cependant, malgré qu'il voyage, pour ainsi dire, en exilé, il apprécie extrêmement l'Italie et Rome, cette belle Rome qu'on ne saurait se figurer et qu'il faut voir. Ce matin, par un temps magnifique et une chaleur telle qu'on cherchait l'ombre, j'ai été, en compagnie de cet illustre proscrit, voir les ruines de l'ancien palais des Césars sur le Palatin, où Romulus a établi les premiers fondements de la ville. Sur ces ruines,

Raphaël avait une maison de campagne qu'il avait embellie de fresques, peintes par lui-même, et qui sont d'une belle conservation.

Cette propriété, qui a passé par plusieurs mains, appartient aujourd'hui à un Anglais nommé Miles. Heureux mortel ! Si Fagel avait le bonheur de posséder ces ruines, il en oublierait certainement son Prince ingrat et lui dirait adieu à jamais.

La Ferronnays vient de revenir avec de Lagrené, son futur gendre. Le mariage n'aura lieu que dans dix-huit mois. C'est un avenir assuré pour la fille aînée de La Ferronnays ; Lagrené est un charmant jeune homme, et cela fera un joli couple.

Le duc de Laval est fort original, mais, dans nos courses, il gêne par ses citations. J'ai découvert que Fontenay exagérait extraordinairement et maintenant je ne m'étonne plus que, d'après ses récits, les journaux français aient centuplé les malheurs de l'inondation : ses rapports, si j'en juge par la lettre qu'il a écrite au conseiller d'ambassade d'ici, ont dû être hyperboliques.

EXTRAIT

D'UNE CONVERSATION ENTRE S. M. L'EMPEREUR ALEXANDRE ET M. LE COMTE DE LA FERRONNAYS

Février 1825.

« ..... Je ne vous rappellerai plus ce que j'ai fait depuis quatre ans pour maintenir la paix de l'Europe et pour écarter de ma marche tout ce qui, très naturellement, aurait pu me forcer de dévier de la ligne que je m'étais tracée. J'ai eu constamment et uniquement en vue le bien général, l'intérêt commun. C'est à eux que j'ai sacrifié sans balancer toute espèce d'intérêts particuliers et de considérations personnelles. Je ne me suis jamais abusé sur les conséquences fâcheuses que pouvait avoir pour le repos de l'Europe, dans les circonstances actuelles, une guerre entre la Porte et moi. Quelle que soit la modération dont je crois avoir donné des preuves; quelle que soit mon inébranlable résolution de ne rien ajouter au territoire actuel de l'Empire, résolution qui m'est commandée autant par l'intérêt réel de la Russie que par les considérations morales que j'ai prises pour règles de ma conduite, je n'ai jamais pu cependant me flatter que l'on ajouterait une foi entière à ces dispositions, et j'ai toujours dû avoir en vue l'idée que le premier mouvement armé que ferait la Russie serait un signal

d'effroi pour l'Europe, éveillerait à la fois les inquiétudes et les jalousies; enfin, ajouterait aux causes de malaise que renferme déjà cette pauvre Europe, un principe de plus de désordre et d'agitation. — Voilà, je vous le répète, la seule idée qui, depuis quatre ans, me fait fermer les yeux et les oreilles à tout ce que ma longanimité ne veut ni voir, ni entendre. Je vous l'ai dit dernièrement; je vous le redis encore aujourd'hui : l'opinion de toute la Russie est contraire à la mienne; elle voudrait me pousser dans un sens tout opposé. Eh bien, cette opinion n'agit pas plus sur moi que toute autre considération, et je n'ai pas besoin de vous dire que ce n'est pas là le moindre des sacrifices que je fais au bien général. Ce que j'ai fait jusqu'à ce jour, je suis encore décidé à le faire, c'est-à-dire tout avec mes Alliés, et rien sans eux. Ce mot doit vous rassurer sur les projets guerriers et ambitieux dont on m'a soupçonné chez vous comme ailleurs.

« Non, je ne ferai jamais la guerre isolément, à moins qu'on ne m'y force absolument. Mais, mon cher Comte, et c'est ici que je réclame votre attention : je suis un homme, je suis mortel, et peut-être entre-t-il dans les vues de la Providence de ne pas m'accorder une longue existence. Comment se fait-il que cette réflexion semble échapper à tant de monde et surtout à M. Canning? Rien ne me donne une plus pauvre idée de sa prévoyance politique. — Comment, en effet, ne pas penser à l'avenir; et puisque l'on connaît ma modération, qu'on l'attribue peut-être à des causes peu

flatteuses pour moi, mais qui ne sauraient m'atteindre; comment, au moins, ne sent-on pas la nécessité d'en profiter pour faire que cette modération, qui est toute volontaire chez moi, devienne obligatoire pour ceux qui me succéderont? Est-on sûr que celui qui, après moi, doit s'asseoir sur le trône de Russie, sera dans les mêmes dispositions que moi? Sait-on même si, avec la même volonté, il aura la possibilité de résister aux impulsions qui n'ont pu m'ébranler? Pourquoi donc ne pas profiter de cette volonté que l'on me connaît? Pourquoi léguer imprudemment à l'avenir des inquiétudes et des causes d'agitation dont il est possible de l'affranchir? Je vous le déclare encore, je ne veux prendre, ni accepter un pouce de terrain; je veux détruire toute espèce de cause de guerre entre moi et cet Empire turc qui tombe de toutes parts. Je veux plus, je veux tâcher de le soutenir, en portant remède à cette cause de destruction qu'il ne peut maîtriser et qui menace doublement son existence. Je ne veux ni le triomphe ni l'indépendance absolue des Grecs. Le premier serait funeste à l'Europe, et ils sont trop barbares encore pour mériter la seconde, ou pour n'en pas abuser. Mais il existe là un foyer qu'il faut éteindre: c'est parce que je prévois l'incendie qu'il pourrait allumer que j'appelle à moi tous mes Alliés; que je leur demande de s'entendre avec moi, de prévoir et de prévenir la crise. Ce n'est point par la guerre, je le répète, que je veux mettre un terme à la guerre, mais il est nécessaire d'aviser par d'autres moyens à la cessation

d'un mal dont, plus tard, on déplorerait de ne pas s'être occupé. — Vous allez vous réunir en Conférence : Nesselrode vous soumettra quelques idées nouvelles, mais elles ne sont, pas plus que ne l'était le mémoire du 9 janvier, des idées arrêtées, ni auxquelles je tienne plus qu'à d'autres. C'est un canevas que je présente pour que chacun y mette du sien. Tous, nous y mettons la même bonne foi. Si, sans trop nous laisser effrayer par les difficultés, nous cherchons franchement le moyen de les aplanir, nous y parviendrons peut-être. — Mais je le dis encore, M. Canning n'a pas une grande portée dans la vue : il est possible que sa conduite paralyse nos efforts et les rende inutiles; mais je ne crois pas qu'il ait à s'applaudir des conséquences. »

. . . .

La comtesse Charles de Nesselrode
à l'Empereur Alexandre Ier.

Florence, 18 mars 1825.

Une lettre de mon mari m'apprend que Votre Majesté a accueilli favorablement mon arrivée à Varsovie, et qu'elle a daigné y joindre quelques paroles de bonté. Me serait-il permis de les attribuer à un retour de son ancienne bienveillance pour moi? Ce bonheur serait si grand pour moi que j'ose à peine en aborder l'idée.

Voici plus de trois années que je ne puis douter d'avoir eu le malheur de perdre les bontés de Votre Majesté. Forte du témoignage de ma conscience, de mes profonds regrets, j'ose enfin les déposer à ses pieds.

Combien ma peine n'a-t-elle pas été vive, Sire ! De tous les motifs qui pouvaient l'accroître, il n'en est pas dont je n'aie ressenti l'influence.

Comblée de vos bienfaits dans tout ce qui m'appartient, ce n'est pas seulement l'élévation où Votre Majesté a placé ma famille, mon mari, qui doit exciter ma reconnaissance, je puise des sentiments ni moins justes, ni moins chers dans le souvenir de grâces encore plus personnelles, de tout ce que Votre bonté vraiment paternelle, Sire, a été pour moi, avant même que mon sort eût été fixé.

Que de fois n'ai-je pas eu recours à Votre Majesté pour me féliciter toujours de l'avoir osé, C'est avec une confiance pleine et entière que je m'adressais à Elle, avec une effusion nouvelle que je la quittais, profondément touchée de sa sollicitude, de l'attentive condescendance qu'Elle avait mise à m'entendre, à entrer dans tous les détails de ce que je me permettais de lui exposer. Que l'on serait coupable, Sire, si de telles bontés ne laissaient pas de traces ineffaçables, et si la douleur de ne les plus compter que dans le passé ne garantissait pas sans cesse le haut prix qu'on y attachait. Paraître insensible, peut-être ingrate, aux yeux de celui que les plus justes mouvements de l'âme appellent du nom de bienfaiteur, est une épreuve dont l'idée

seule accable tout ce qui n'est pas étranger à la droiture et à quelque noblesse dans les sentiments. Combien souvent n'ai-je pas voulu exprimer à Votre Majesté la douleur que je ressentais intérieurement, mais elle ôtait même à mon courage, et plus je me confirmais dans la crainte de fortes et pénibles préventions, et plus je me sentais privée de tout moyen de les combattre; j'attendais avec anxiété que quelque chose hors de moi vînt à mon secours.

Sire, en de telles dispositions, quelque abattu que l'on soit, on n'est pas difficile en fait d'espoir; je saisis, je m'attache à la première chance qui semble se présenter à moi pour ouvrir mon cœur à Votre Majesté, dans toute la vérité des impressions qu'il ressent. C'est le premier chagrin réel et durable qui ait pesé sur mon âme; depuis elle a été bien cruellement éprouvée sans que des regrets plus anciens aient perdu quelque chose de leur intensité. En osant les faire agréer à Votre Majesté, je cède à un mouvement si impérieux, si longtemps réprimé que je veux alléger ce poids qui m'oppressait, sans toutefois pouvoir me défendre d'une crainte qui se lie trop naturellement à mon ardent désir de porter dans l'esprit de Votre Majesté la conviction de ce que j'ai souffert; quand on connaît Sa parfaite bonté, on sent que ce serait avoir tout obtenu.

Mon mari ignore la liberté que j'ai prise; j'ai voulu par mon silence avec lui, à cet égard, lui épargner une peine nouvelle, si la mienne devait augmenter, ou lui

ménager plus complétement encore la joie si vive qu'il partagerait avec moi.

Je suis, avec un profond respect, de Votre Majesté Impériale, la très humble et très soumise sujette.

L'Empereur Alexandre Ier
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Varsovie, 25 avril 1825.

C'est peu de jours avant mon départ que j'ai reçu votre lettre, Madame. Je n'ai pu qu'être infiniment sensible au prix que vous semblez mettre à nos relations mutuelles; mais, en même temps, j'ai eu beau interrogèr ma mémoire, je n'ai pu me rappeler d'autre intention vis-à-vis de vous que celle de vous témoigner tous les égards auxquels vous avez tant de titres.

C'est encore ce que je crois avoir rempli scrupuleusement toutes les fois que j'ai eu l'honneur de vous rencontrer, et je suis à me demander ce qui a pu faire naître en vous les idées que vous m'exprimez dans votre lettre. A moins que cela ne soit l'interruption de mes visites, précédemment même si peu fréquentes?

Pour toute apologie, je vous dirai, Madame, que depuis quelques années je ne sors presque plus, n'en ayant pas le loisir, à cause de mes occupations, qui jusqu'ici, au lieu de diminuer, n'ont fait qu'augmenter.

Ce tort de ma part, si cela en est un, est commun envers bien des personnes que je fréquentais par le passé, quoique très rarement, et maintenant plus du tout. Je ne supposais donc pas que vous en déduisiez une conclusion si peu fondée quant à vous-même, et je regrette infiniment d'y avoir donné lieu involontairement.

Recevez, Madame, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Alexandre.

La comtesse Charles de Nesselrode
à l'Empereur Alexandre Ier.

Varsovie, 7 mai 1825.

J'ose encore adresser ces quelques lignes à Votre Majesté, afin de Lui témoigner ma plus vive reconnaissance de la réponse qu'Elle vient de me faire remettre. Ce qu'Elle a daigné m'exprimer ne peut que me rassurer sur un changement de dispositions de Sa part, mais je dois dire que ce n'est pas sans un motif réel que j'ai pris la liberté de L'importuner. Je suis heureuse de m'être trompée, mais que Votre Majesté me permette de l'assurer que dans les craintes que j'ai osé énoncer, il n'est entré aucune prétention, mais uniquement le chagrin d'avoir perdu ses bontés.

Je suis, etc.

Le comte Henri de Bombelle
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Vienne, 20 octobre 1825.

Le comte de Mercy s'est acquitté vis-à-vis de moi de vos dernières commissions; j'y ai été bien sensible et j'ai rendu pleine justice aux motifs qui vous ont empêchée de faire usage de ce que j'avais pris la liberté de vous écrire de Presbourg. Mes affaires en sont où vous les avez laissées, mais, au moins, j'ai toute raison d'espérer que certaine intrigue, dont vous m'avez donné connaissance a été déjoué. Pour le moment, je me tiens tranquille et j'attends le plus patiemment que je peux.

Nous sommes revenus de Presbourg deux ou trois jours après votre départ d'ici; avouez que j'ai eu du guignon. Les fêtes étaient passées, et il était inutile d'y rester pour ne plus y entendre que des disputes qui toutefois, j'en suis sûr, finiront d'une manière satisfaisante. Les Hongrois sont chauds et jaloux de leur liberté, mais au fond ce sont de bons et loyaux sujets, et ils ne seront pas insensibles au langage de confiance que l'empereur leur a tenu, en cette occasion plus qu'en tout autre.

A mon retour à Vienne, j'ai appris la mort subite du roi de Bavière. Ce n'égaiera pas notre bonne capitale, qui en aurait pourtant bien besoin. J'ai vu dans les journaux que M. de La Ferronnays était parti de Paris;

je vous prie de lui dire mille choses respectueuses de ma part. Je dois aussi vous demander de bien gronder Ribeaupierre de sa paresse, en attendant que je lui reproche moi-même de n'avoir pas répondu à la lettre que je lui ai écrite par M. de La Ferronnays. Au reste, il aura beau faire, il ne diminuera pas les sentiments que je lui ai voués : Pour compléter le petit cercle de vos habitués les plus intimes, veuillez encore me rappeler au bon souvenir du comte de Blome[1] et de mon loyal compatriote Modène. Je finis par où j'aurais dû commencer, mais c'est dans l'espoir que M. le comte de Nesselrode ne doute pas de toute l'étendue de ma reconnaissance et de mon dévouement pour lui. Je vous prie, enfin, chère comtesse, de me conserver votre amitié et votre confiance que je sais si bien apprécier, et que je regarde comme un des dons les plus précieux que m'ait faits la Providence.

Le prince Pierre Wolkonski
au comte Charles de Nesselrode.

Taganrog, 11 décembre 1825.

J'ai reçu, cher ami, votre lettre du 1er décembre et conçois parfaitement tout ce que vous devez éprouver de la

1. Blome (comte), ministre de Danemark à la cour de Saint-Pétersbourg.

perte cruelle et irréparable que nous venons de faire. Oui, mon bon ami, ce malheur est incalculable, non seulement pour la Russie, mais, en général, pour tout le monde. On a beau dire, mais il faut rendre cette justice au défunt, que par sa fermeté et son angélique caractère il a fait durer la paix générale pendant deux ans et ce n'est qu'à présent qu'on l'appréciera davantage et que le regret sera unanime. Je suis persuadé que cette terrible nouvelle sera comme un coup de foudre dans tous les pays étrangers. La fermeté et la résignation avec laquelle la pauvre Impératrice Élisabeth supporte son malheur sont étonnantes. Que Dieu soutienne ses forces! Ce matin, Elle a eu encore une terrible épreuve en prenant congé du corps qui a été transporté dans l'église du couvent grec de Saint-Alexandre, le même dans lequel Il avait conduit Lui-même l'Impératrice à son entrée à Taganrog. L'Impératrice a beaucoup pleuré, ce matin, et, lorsque la dépouille mortelle a quitté le Palais, Elle est allée à la chapelle faire ses prières pour le repos de l'âme du bien-aimé Alexandre, notre ange et notre bienfaiteur dont la mémoire restera profondément gravée à jamais dans tous les cœurs de ses fidèles sujets.

Grâce à Dieu, j'ai eu le temps d'arranger la cérémonie le mieux possible avec les faibles ressources que j'ai trouvées ici. Tout a été parfaitement bien; les rues et les maisons étaient couvertes de peuple, qui non seulement pleurait, mais sanglotait de douleur. Le corps restera à l'église jusqu'à l'ordre suprême que je recevrai.

Hier matin, la journée a été bien rude pour moi. Ayant reçu l'Oukaze du Sénat, nous avons prêté le serment à l'Empereur Constantin. Je ne pouvais jamais m'imaginer que je fusse dans le cas de pouvoir prêter un autre serment après celui que j'ai fait à Alexandre. Le Ciel en a décidé autrement, je me soumets et tâcherai de servir avec la même fidélité et le même zèle que je l'ai fait auparavant.

J'ai remis à l'Impératrice les lettres que vous m'avez envoyées et qui ont été apportées par le prince de Zumenstein. J'ai également rempli votre commission près de Sa Majesté qui est très sensible à votre souvenir.

Adieu, mon bon ami, restez bien portant tant que vous le pourrez, car il est difficile de l'être dans un moment aussi affreux. Mes forces physiques se remettent, mais mes forces morales sont dans l'état le plus déplorable. Mille choses tendres à votre femme. Que deviendrons-nous, hélas!

Le comte Frédéric de Nesselrode
à sa cousine la comtesse Charles de Nesselrode.

Varsovie, 12 décembre (vieux style), 1825.

Nous sommes ici absolument comme en une ville déclarée en état de siège; nous ne pouvons ni recevoir, ni expédier des lettres. Même, malgré mes instances, on

n'a pas voulu me délivrer les derniers journaux de Pétersbourg. Pour celle-ci, je me suis adressé à Opotchinin[1]; il ne quitte pas d'une minute le Grand-Duc et tous les courriers qui se succèdent sans interruption aboutissent au Belvédère; mais il m'a répondu qu'à moins que ce ne soit un feldjager très connu la lettre serait sûrement ouverte et que peut-être même elle n'arriverait pas à son adresse, qu'il ne s'en chargerait qu'en la remettant lui-même. Ne vous étonnez donc pas si elle est d'ancienne date, je la lui envoie tout de suite. Peut-être partira-t-il aujourd'hui, peut-être aussi restera-t-il ici encore huit jours.

Au nom du ciel, avec quelle précipitation a-t-on agi à Pétersbourg? On a placé le Grand-Duc dans un terrible dilemme. D'un côté, il a renoncé, le défunt Empereur désigne nommément un autre successeur — et, malgré cela, on le proclame, on lui prête serment. A la première nouvelle arrivée de Taganrog, il envoie la réitération de sa renonciation à sa mère et à son frère, il écrit une lettre touchante à ce dernier, qu'il m'a lue d'un bout à l'autre; elle commençait par : « Très cher frère » et finissait par : « de Votre Majesté Impériale », protestant de son dévouement et priant, en considération de ses 30 années de service, de lui laisser le titre de czarevitch, y tenant comme à une chose qui lui venait de son père, ainsi que le commandement, qu'à la satisfaction du défunt il avait géré pendant dix ans.

1. Opotchinin (Fédor-Pétrovitch), 1778-1852, fonctionnaire russe.

Le Grand Duc Michel était porteur de ces lettres. Trois jours après son départ, arrive le premier courrier de Pétersbourg avec la nouvelle du serment et en même temps avec la copie du journal du Conseil de l'Empire. Il est impossible de vous décrire l'état dans lequel cela mit le Grand-Duc. Ayant expédié, la nuit même, les réponses, tant sous sa propre dictée, qu'écrit de sa propre main, il me fit appeler le lendemain matin pour assister à la lecture des pièces. C'était une longue réponse au prince Lapouchin et à sa mère — très bien, si vous voulez, coulant de source — mais selon moi beaucoup trop violent. Il dit entre autres à sa mère : « Fermement décidé à ne pas monter sur le trône, *arrive ce qu'il voudra*. Si tout ne rentre pas dans l'ordre incessamment, je me verrai forcé de *m'éloigner de fait* d'un tel ordre de choses. » Au prince Lapouchin, il dit : « Le conseil de l'Empire n'a pas procédé légalement, etc. » Et, en effet, dans la matinée même, il donna secrètement l'ordre de tenir ses équipages prêts et 10000 Impérials d'argent comptant — non pour aller à Pétersbourg, mais à l'étranger — jugez quelles suites cela aurait pu avoir ! — Depuis ce jour-là, je ne l'ai plus vu — il ne voit personne. Opotchinin est actuellement toujours avec lui, et, autant que j'ai pu apprendre, il a abandonné son projet d'éloignement, et peut-être l'amènera-t-on à faire une abdication en forme, c'est-à-dire par un manifeste signé par lui : Empereur. Voilà ce qu'il craignait le plus, et pourquoi? Par la raison que, comme ex-Empereur, il ne pourra

plus commander le corps de Lithuanie, il ne pourra plus rester dans la position où il était. Que faire alors? Où aller? Voilà la grande question. C'est aussi pourquoi il prétendait toujours que tout devait rentrer dans l'ordre, c'est-à-dire prêter serment à Nicolas, sans qu'il paraisse, lui, dans ces transactions sous le titre d'Empereur.

Il paraît qu'on lui en a fait sentir l'impossibilité et j'avoue que maintenant je n'ai pas d'idée comment cela finira. Toutefois, il ne manque pas, comme vous sentez bien, de personnes qui tâchent de le déterminer à accepter la couronne tout à fait et à la garder; mais, ou je me trompe fort, jamais il n'y consentira. En un mot, nous sommes dans de véritables angoisses. Nous attendons le Grand-Duc Michel; son feldjager est ici depuis 48 heures, et il devait le suivre incessamment; nous savons également qu'il a quitté Pétersbourg par un feldjager qui est parti après lui et qui a pris la route de Witepsk, et, à l'heure qu'il est (midi), il n'est point encore arrivé! Des courriers arrivent journellement de tous les coins de l'Empire, le Grand-Duc prend les dépêches, voit l'adresse : à l'Empereur, les leur rend avec les mots : « pas pour moi » et les pauvres gens sont réexpédiés avec leurs paquets, à l'heure même. Trois régiments de notre corps, même ceux qui ont les cantonnements les plus éloignés, ont déjà prêté serment; les ordres de Pétersbourg ont prévenu les ordres émanés d'ici pour arrêter la prestation du serment. Le gouverneur de Volhynie envoie hier la nouvelle que les

troupes y cantonnées, faisant partie de la 1re armée, venaient de prêter serment; que lui, pour le civil, attendait ses ordres. Sur-le-champ, il a fait écrire une adresse de remerciements à ce gouverneur, avec ordre de continuer à gérer les affaires au nom de l'Empereur Alexandre. Enfin c'est un embrouillamini qui augmente chaque jour. Quelqu'un encore bien à plaindre dans tout cela, c'est la pauvre princesse de Lowicz[1]. Jugez que, depuis la nouvelle de la mort de l'Empereur jusqu'à ce jour, elle n'a encore vu âme qui vive, hors son mari. Elle ne sort de son appartement que pour aller à la chapelle où elle passe des heures entières. L'idée que primitivement elle est la cause innocente de toute cette bagarre doit singulièrement influer sur une personne qui, d'ailleurs, n'a pas de forces de reste.

Dans ce moment, on vient me dire qu'Opotchinin partira probablement tout de suite après l'arrivée du

1. Lowicz (Jeanne Grudzinska, princesse de), femme de Constantin, grand-duc de Russie, morte en 1831. Elle était la fille aînée du comte polonais Grudzinski. Lorsque le Grand-Duc Constantin fut investi du gouvernement de la Pologne (1815), il vit à Varsovie la jeune comtesse Jeanne, fut vivement frappé de sa beauté et conçut pour elle une vive passion. A cette époque, il avait épousé une princesse de Cobourg, dont il s'était séparé peu après son mariage. Il résolut néanmoins de faire de Jeanne sa femme et fit part de sa résolution à son frère l'empereur Alexandre. Celui-ci s'opposa vivement à ce projet, mais finit par y consentir, à la condition que Constantin renoncerait à ses droits au trône de Russie en faveur de son second frère Nicolas. Pour épouser Jeanne, le Grand-Duc consentit à tout ce qu'on lui demanda, obtint du synode une sentence de divorce, et parvint alors au but de ses désirs. Cette même année la fille du comte de Grudzinski reçut le titre de princesse de Lowicz.

Grand-Duc Michel, je termine donc ma lettre pour ne pas manquer l'occasion, quoique j'aurais encore bien des détails à vous donner.

Quel que doive être le dénouement de ce drame, mes sentiments pour vous resteront toujours les mêmes, dévouement sans bornes et reconnaissance éternelle.

P. S. — Je cachète en rouge, puisqu'il nous est même ordonné d'ignorer la mort de l'Empereur.

La duchesse de Duras
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 15 janvier 1826.

Chère comtesse, on me propose un courrier de M. de Rothschild[1] et je ne puis refuser cette prompte occasion de causer un petit moment avec vous; je veux oublier mon chagrin de n'avoir pas de vos nouvelles, ma lettre à Carlsbad, restée sans réponse, enfin tous vos torts. Je veux me souvenir seulement de votre constante et bonne amitié, dont il m'est revenu souvent des témoignages; mais voici l'occasion de la montrer. Il faut passer par

1. Rothschild (Salomon, baron de), banquier, né à Francfort en 1774, mort à Paris, en 1855. Fondateur de la succursale de Vienne, il partagea avec son frère Anselme la plupart des grandes affaires de l'Allemagne, entra en relations d'amitié avec le prince de Metternich et se fit remarquer par sa bienfaisance.

Paris et n'être pas venue si près d'une personne que vous dites aimer sans la voir. Je m'en croyais presque sûre, puis on vient de me donner des doutes. Rassurez-moi; prenez l'engagement de revenir avec Mme Swetchine, que le mariage de Modène va, je pense, ramener promptement; vous ne feriez pas d'ici à longtemps un si long voyage; ne vous laissez pas rebuter par quelques lieues de plus; que j'obtienne cela de vous. Je me suis informée tout de suite de vos intérêts en apprenant l'inondation de Pétersbourg, mais Madame votre mère n'a eu que le mal de la peur, commun à tout le monde. Quel affreux événement! Qu'il laisse de craintes pour l'avenir et quel dommage d'avoir prodigué tant de magnificence, si près d'un tel danger, mais vous en voyez d'autres exemples à Naples et Portici sera longtemps aussi entier que les palais de Pétersbourg. Les plus grands dangers ne sont pas ceux qui sont les plus apparents. Je pense que la nouvelle de la reconnaissance des colonies américaines va produire un peu d'étonnement chez vous. Cette nouvelle a été ici tout à fait inattendue, et puis après l'événement, on ne conçoit pas que chacun n'ait pas apprécié les indices qui l'annonçaient. Je vous garde votre bon thé, vous trouverez votre fauteuil à la même place, et moi dans un coin de ce canapé, avec un rhume. Vous trouverez la Chambre moins éloquente qu'en 1818 et toute renouvelée; vous aurez bien des nouvelles connaissances à faire, mais pour abréger, vous aurez un éventail qui vous apprendra tous les noms des députés.

Adieu, chère comtesse, adieu! Prononcez-vous mon nom avec cette inconstante? Qu'elle vous ramène seulement et je lui pardonne tout.

Le duc de Montmorency-Laval
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Rome, 26 février 1826.

Le prince Gagarin m'a fait hier des déclarations si bienveillantes, si amicales de votre part, Madame la comtesse, que ma reconnaissance est vive, que mon cœur et mon amour-propre sont flattés; que l'un et l'autre, enfin, éprouvent le besoin de s'expliquer directement.

Je vous assure que, soit avec Mme Swetchine, soit avec son beau-frère, j'ai cent fois professé de tout l'attrait que je sentais pour votre personne, de l'agréable fortune que j'avais trouvée dans cette rencontre à Rome.

Mes inclinations, à cet égard, s'entendaient parfaitement avec leur intime amitié pour vous.

Dans quelques semaines, j'attends ici notre cher compagnon de nos courses romaines, le bon baron Fagel. Il revient en Italie avec la passion que vous lui connaissez pour les merveilles de cette heureuse terre.

Mais qu'est-ce que ces souvenirs, ces impressions, ces délassements de l'esprit, auprès des grandes agita-

tions que vous venez d'éprouver? Votre situation, vos intérêts domestiques rendent encore nos inquiétudes plus vives pour vous.

On ne saurait s'aviser d'écrire sur de telles matières par la poste et à la distance où nous sommes. J'aimerais bien à connaître le prononcé de votre sage, calme, pénétrante judiciaire. La société tout entière est embarquée sur le même vaisseau, lutte contre les mêmes flots, les mêmes orages, les mêmes écueils. Il n'y a point de naufrage partiel; je considère que d'un bout de l'Europe à l'autre les intérêts de tous les États sont solidaires, en quelque sorte, et que nos amis et nos ennemis portent les mêmes couleurs.

Vous avez bien servi les intérêts de votre ami, en lui obtenant un congé.

J'espère que vous aurez lu, avec intérêt, dans les journaux, quelques fragments du discours de mon cousin Matthieu, mon plus intime ami, sur les regrets qu'il témoigne à la mémoire du grand Prince qui a ouvert un précipice en disparaissant de la terre.

Adieu, Madame la comtesse, je suis chargé spécialement de vous offrir les hommages du Colysée, du Panthéon, du Forum, de la basilique de Saint-Pierre, même de la nymphe Égérie qui serait bonne à consulter sur notre sombre avenir.

Répondez aux coquetteries de ces muets monuments; je leur rendrai vos souvenirs, si vous m'honorez d'un mot de réponse.

Je n'ajoute plus qu'un mot pour votre noble époux,

s'il veut se rappeler qu'il y a quelque vingt ans, dans notre jeunesse, il y avait un peu d'attrait et d'amitié entre nous.

M. d'Anstedt
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, 1er juin 1826.

Votre lettre du 4 mai, *Illustrissime Comes*, m'a fait un bien grand plaisir. C'est un fruit rare pour moi et par cela même d'autant plus agréable, surtout quand, au milieu de vos énormes occupations, vous témoignez quelque intérêt au vétéran qui vous a vu midschipmann, cuirassier, et qui a traversé sur votre portefeuille un océan d'événements.

Je l'ai toujours dit, je le répète et je le dirai encore, vous avez la main heureuse et je vous félicite de la tournure que prennent les affaires. Mais aussi quel travail! D'honneur, il est parfait. Aussi ont-ils mis les pouces, les décalottés et les calottes ont montré leur ascendant. Permettez-moi de me rappeler, avec un brin d'amour-propre, dans cette occasion, mon n° 72 de l'année passée. Je suis persuadé avec le reste de l'Europe que nous aurons le plus beau règne. Révéré, aimé au dehors, aussi puissant que généreux, le mot que l'empereur Nicolas mettra dans la balance européenne tiendra ses plateaux en équilibre. Sans tirer

l'épée, l'Empereur sera l'arbitre des destinées du monde. Législateur de son vaste empire, Il arrangera et placera sur des bases inébranlables les matériaux épars de l'édifice moral et politique, de l'ordre et de la prospérité intérieurs et Dieu permet tra qu'Il vive assez pour voir couronner d'un plein succès une œuvre si glorieusement commencée par son immortel prédécesseur. Cette prédiction est écrite dans le ciel. Vous la verrez s'accomplir et vous penserez à votre vieil adjudant quand six pieds de terre couvriront déjà sa carcasse.

Comme je marche peu, parce que la goutte est plus puissante que la volonté, je lis beaucoup. J'aime surtout à fouiller dans les écrits de la dernière moitié du siècle passé. On avait diablement d'esprit dans ce temps-là. Je trouve dans la correspondance de l'abbé Galiani une lettre du 27 avril 1771 qui est fort curieuse. En voici l'extrait :

« Coup d'œil sur l'état de l'Europe dans cent ans d'ici : Il y aura beaucoup de troupes sur pied et presque point de guerre. Les troupes manœuvreront à ravir pour la parade, mais ni soldats, ni officiers ne seront féroces. Ils seront bien galonnés. Les forteresses tomberont en ruines et les boulevards deviendront de belles promenades ou quinconces. *Le grand Souverain de l'Europe* sera le prince de nos Tartares, c'est-à-dire Celui qui possèdera la Russie, la Pologne et commandera à la Baltique et à la mer Noire, car les peuples du Nord seront toujours moins poltrons que ceux du Midi.

Le reste des princes sera maîtrisé par ce cabinet prédominant et sa politique.... Le despotisme ne visera qu'*aux finances des particuliers*; les manufactures fleuriront partout. »

Convenez que tout cela est bien extraordinaire, surtout le passage des finances aux particuliers, car voilà les grands emprunts faits par les gouvernements.

Je n'aurais pas cru la cour de Hombourg, si loyale, si franche d'ailleurs, capable du petit coup fourré Courlandais. Il y a deux ans que je lui ai démontré la caducité de la prétention. Il n'y a qu'à voir les tables généalogiques de Kock, mais c'est qu'on a diablement besoin d'argent dans la souveraineté ès-monts.

Pardon, pardon, voilà une lettre bien longue. Heureusement pour vous qu'il ne me reste pas plus de papier qu'il n'en faut pour vous parler de mon constant, sincère et véritable dévouement.

M. d'Anstedt
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, 4 juin 1826.

Vous avez vu, *Illustrissime Comes*, par mon rapport, que j'avais bien prévu l'expédition qui aurait lieu, et que je m'étais empressé de prévenir le ministère badois de l'événement et du coup qui allait frapper la pauvre

Margrave. La vieillesse est heureusement moins soumise aux impressions qui tuent, et quand une mère a enterré son fils, l'objet de son ador tion, le cœur est affaissé et ne succombe plus sous d'autres coups. Bénissons la nature de ce bienfait qu'elle accorde à l'humanité défaillante.

Si jamais, d'autre part, la Providence s'est montrée dans la plénitude de sa grâce à côté de ses terribles décrets, c'est sans doute chez nous, où entouré de séditions, enveloppé de funèbres crêpes, un Souverain si digne de succéder à un frère dont le front était rayonnant de gloire et de sagesse, se montre armé d'un courage à toutes les épreuves, avec la constance et la force d'une âme pénétrée de ses devoirs, surmontant tous les obstacles et faisant, dès les premières heures de son règne, l'admiration de l'Europe. Aussi tout lui succèdera, gardez-vous d'en douter.

En attendant, on est avide de voir les progrès ultérieurs dans la conduite de la Porte, car jamais la conservation de la paix n'a été plus vivement désirée par les gens sensés. Les écrivailleurs à la petite journée vont leur train, pronostiquant la guerre, parce qu'ils ne voient que la guerre pour alimenter leurs colonnes, surtout quand ils appréhendent le rétablissement de la censure en France, qui pourrait bien y porter ses ciseaux.

Quant à moi, mon cher comte, j'ai aussi une crainte et elle est bien grande. Si la guerre doit éclater, l'Empereur ira certainement se mettre à la tête de ses

armées. Lui, absent, qui contiendra l'intérieur? C'est sa présence, sa fermeté, son génie qui imposent en tout et partout. Je tremble encore de le voir bravant tous les dangers des batailles, car la valeur est innée en Lui. Mais non, tout cela n'arrivera pas. Les palmes de la paix qu'il aura conquises, sans coup férir, ont aussi leur éclat, un éclat aussi pur et plus doux que celles de la victoire. Sa dignité sera satisfaite et la confiance de l'Europe sera sa récompense.

Cette confiance sera le véritable espoir de la Grèce. Une des grandes difficultés qui me semble pouvoir se rencontrer dans les négociations, c'est l'indemnité pécuniaire pour les armements. Où diable la Porte prendra-t-elle des millions de piastres? On pourra en faire toutefois des objets de compensation.

D'après des indices que je n'ai pas sujet de suspecter, je dois croire que l'un de nos alliés, qui n'y va pas de main morte dans les circonstances actuelles, a su persuader au Divan que le Pacha d'Égypte ne travaille que pour son compte; et qu'il sera encouragé dans son indépendance par l'Angleterre. Des nouvelles de Constantinople feraient appréhender une insurrection pour le moment où on apprendrait que le Grand Seigneur a accepté l'ultimatum de la Russie.

M. Schrœder
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 31 octobre 1826.

Les aimables reproches que vous daignez me faire, madame, dans votre lettre du 28 septembre, me pénètrent de reconnaissance. Quelques jours après me les avoir adressés, vous vous serez aperçue que je n'ai point négligé de vous écrire. Ma lettre était insérée dans le paquet de M. le comte de Nesselrode. Vous y aurez trouvé aussi celle de Mme de Swetchine. Qui pouvait s'imaginer que le séjour de la cour à Moscou se prolongerait tant, lorsqu'on nous mandait si positivement que tout le monde partirait le 15 ou le 16! Sans cela, mon épître vous serait parvenue plus tôt.

Le beau rescrit dont vous avez eu la bonté de m'envoyer la copie m'a fait bien du plaisir. J'en apprécie les paroles et le fait. Ce qui est très beau encore, c'est la victoire remportée à Ackermann. Tout le monde, et M. Canning le premier, a tremblé ici, lorsque l'époque du dénouement approchait, sans que le courrier de Constantinople fût arrivé. Les musulmans ont répété, cette fois-ci, exactement ce qu'ils ont fait à l'occasion de la paix signée dans le temps à Bucharest. Ils n'ont dit mot à personne du corps diplomatique, mais les plénipotentiaires avaient reçu l'ordre de conclure. Je

suis curieux de voir le comte Michel; il aura des choses intéressantes à nous raconter. Que ne donnerais-je pas, madame, pour pouvoir maintenant passer huit jours à questionner mes amis à Saint-Pétersbourg, et huit soirées dans votre salon!

Les personnes attachées à l'ambassade du duc de Raguse, qui reviennent successivement ici, sont enchantées des belles fêtes auxquelles elles ont assisté à Moscou, mais elles citent des anecdotes qui feraient supposer qu'il existe encore de bien mauvaises dispositions chez nous. La manière dont ils les racontent et le caractère des voyageurs, qui sont loin d'être des observateurs exercés et de bons juges, paraissent prouver néanmoins qu'ils ont écouté le dire de quelques crânes, plutôt que le cri de l'opinion publique. Si vous pouvez me dire quelque chose de rassurant à cet égard, ce sera du baume que vous répandrez sur moi. Jusqu'à présent, tout ce que nous voyons du nouveau règne est marqué au coin de la sagesse. Wellington est retourné en Angleterre avec une haute idée de la fermeté de caractère et des capacités de l'Empereur. En effet, le nom russe est plus que jamais considéré au dehors, et je pense que le souverain, qui a su le relever en si peu de temps, se convaincra aussi de la nécessité de vouer à l'administration intérieure tous les soins qu'elle réclame après avoir été si longtemps entièrement abandonnée.

La pauvre duchesse de Duras est bien mal. Mme de Swetchine vous en parle sans doute avec détail. Mmes de

La Rochejaquelein et de Rauzan lui donnent les soins les plus tendres.

M. Schrœder
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 20 décembre 1826/1er janvier 1827.

... Le pauvre Sire d'Espagne nous donne par son ineptie et sa mauvaise foi plus de tracasserie que les grandes négociations des temps passés. Il échappe cette fois-ci à la guerre, mais tôt ou tard la pauvre Péninsule, déchirée par les passions et les intrigues, succombera à une catastrophe quelconque. S'il y avait quelque part sur la terre un coin où l'on pût rester tranquille il faudrait aller le chercher. L'air de la campagne me paraît faire du bien à Mme de Duras, mais il s'en faut de beaucoup qu'elle soit hors d'affaire. Si elle voulait ou si elle pouvait aller à Carlsbad, elle y trouverait peut-être du soulagement si ce n'est une guérison complète, mais les médecins français ne connaissent point l'effet miraculeux de ces eaux. Ils aiment mieux tuer leur monde lentement à coups de tisanes. Je crains que Mme de Duras n'en soit la victime et je pense comme vous que son mal est dans les entrailles. Vous me faites vraiment du tort en me croyant indifférent à son égard. Son salon n'avait pas de grands attraits pour moi, mais je suis loin de mé-

connaître les excellentes qualités de cette femme distinguée. Je ne m'étonne pas de la protection dont sa famille honore M. Polier[1] et si je ne me trompe fort les principales recommandations doivent vous être venues de la part de Mme de La Rochefoucauld-Jaquelein qui passe pour avoir eu une grande... partialité pour lui. Tous les compatriotes, ici, comme à Saint-Pétersbourg, sont peinés de ce mariage. Ce qui est scandaleux surtout, c'est que cet homme ne paraît avoir eu en vue que ses intérêts personnels. Du moins, faut-il en juger ainsi puisqu'il dit à qui veut l'entendre que par ce mariage il lui est assuré à tout événement, quatre cent mille francs de rentes. Qu'il soit assez aventurier et assez indélicat pour s'être réservé une pareille stipulation, cela ne m'étonne pas, c'est tout à fait dans le genre suisse, mais que Mme la comtesse de Schouvalof y ait consenti au détriment de ses enfants, voilà ce qui me paraît inconcevable. Je ne me suis point apèrçu que sa santé soit mauvaise, elle a très bonne mine et le régime qu'elle a suivi avec M. Polier n'annonce pas le contraire. Ici où l'argent est tout, on ne parle que de la fortune du promis et toutes les moustaches le jalousent.

Polier vient d'arriver et la princesse Bagration en

1. Polier (Pierre), né en 1795, mort à Saint-Pétersbourg en 1830, devint officier dans un régiment suisse au service de la France, fit la campagne de Russie et dut le titre de comte au roi Charles X en 1827. Après la révolution de 1830, il alla se fixer en Russie, où l'empereur le fit chambellan et maître des cérémonies. On lui attribue la découverte de gisements de diamants dans les monts Ourals.

est toute victorieuse. Elle sort de la position la plus affreuse, et son salon est plus brillant que jamais. On dirait que les fredaines de sa nièce lui ont valu un peu plus d'indulgence de la part de sa mère. Cette dernière doit être en proie à la plus vive douleur. D'après ce que j'ai vu et entendu à Saint-Pétersbourg, le comte Somorlof n'est pas exempt de reproches. S'il s'était autrement conduit, il aurait peut-être prévenu tant de scandale. Madame de La Ferronnays en est tout affligée ici.

Je voudrais écrire encore, mais le général veut que j'aille avec lui à la Cour et le courrier sera expédié en rentrant. Je me mets à vos pieds et vous prie d'agréer l'hommage des sentiments respectueux de votre très dévoué.

Madame Swetchine
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Metz, 9 janvier 1827.

Vous ne serez point étonnée, ma bien chère amie, de la date de cette lettre et si j'avais été obligée de céder aux obstacles qui m'ont tenue longtemps incertaine, vous m'auriez sincèrement plainte de n'avoir pu donner une preuve de mon attachement à une si ancienne et si excellente amie. Depuis deux mois, j'avais presque toujours été souffrante; le froid agissait sur

moi, d'une manière bien malfaisante, mais heureusement cela n'a pas empêché vingt-quatre ans d'amitié et une cruelle séparation de l'emporter sur toute considération personnelle.

J'aurais bien mieux aimé que la princesse Alexis vînt à Paris; je l'aurais vue plus longtemps, cependant je n'en approuve pas moins ses motifs de n'y pas venir; on a le malheur de faire parler de soi, même quand on l'évite, il est bien compréhensible et bien juste d'y résister le plus possible. Quelle douceur ce serait de ne plus vivre en ce monde que dans le cœur de ses amis, et comme on jouirait d'une existence qui ne serait connue que de ceux qui nous intéressent! A un certain âge, on voudrait mettre toute son indépendance au profit de son obscurité.

Mon voyage jusqu'ici s'est passé très bien et j'en augure bien aussi pour mon retour; il ne m'a fait aucun mal et les 80 lieues, qui me faisaient montagnes dans la tête, ont été franchies sans inconvénient. J'étais en d'autant meilleure disposition que je partais plus rassurée et beaucoup plus rassurée que je ne l'avais été depuis bien longtemps pour Mme de Duras. La surveille de mon départ, je l'ai trouvée à La Muette, dans le bois de Boulogne, presqu'aussi bien qu'elle était avant son terrible accident. Elle ne convenait pas de ce mieux et ne voulait même pas qu'on lui en parlât, prétendant que jusqu'au moment où sa tête serait moins entreprise, tout le reste n'était qu'insignifiant symptôme. Ses forces, au lieu de diminuer,

sont extraordinaires; elle marche tous les jours pendant assez longtemps et souvent vient deux fois par jour de La Muette à Paris. C'est ce que des personnes en bonne santé, mais un peu faibles, ne soutiendraient pas. Enfin, j'espère, j'espère beaucoup, j'en suis tout heureuse; il y a si peu de temps encore que je n'espérais plus! Malgré tout mon désir de ménager ses petites fantaisies de malade, j'ai couru un *immense danger*, en ayant l'air d'improuver par mon silence le mariage si inconcevable de M. Polier. Je suis un peu trop prompte à dire ce que je pense, mais vous savez si je sais dire ce que je ne pense pas. L'indulgence a beau chercher un ton favorable à ce mariage, elle n'y rencontre que de l'absurdité et les expressions les plus ménagées laissent toujours percer cette impression-là. Le temps de mon petit voyage de Metz aura bien suffi pour faire oublier M. et Mme Polier et ma relative contradiction. En vérité, ce n'est pas moi qui aurai jamais la manie d'empêcher le monde d'aller comme il lui plaît et je trouve, au surplus, qu'on peut traiter légèrement les folies, qui grandement folies en elles-mêmes, n'ont cependant rien de coupable.

M. d'Anstedt
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, 14/26 février 1827.

J'apprends que dans les vingt-quatre heures, il doit passer un courrier et je me hâte de prendre la plume pour vous remercier, très excellent comte, de votre bonne lettre du 30 janvier. Cela fait du bien à un vétéran qui, depuis longtemps, a pris pour emblème un grison, et pour devise : « obscur, mais utile », c'est-à-dire utile dans les limites de sa position ; portant des fruits au marché, sans savoir s'ils sont verts, mûrs ou secs, mais portant toujours. Vous voyez que je vous écris le mardi-gras, et il faut bien que je m'en donne un peu, parce que j'ai été tellement souffrant pendant les énormes froids que nous avons eus, que je n'ai pas été à un seul bal, à une seule assemblée. D'ailleurs, je me vante de ma haute influence en Allemagne dans mes rapports numérotés, et il faut que je sois humble dans l'intimité. Trève de plaisanterie, et venons-en à la communication que vous avez bien voulu me faire pour ma gouverne dans les choses qui n'exigent pas le mystère, pour un silence absolu à l'égard des autres. Ce qui concerne D. Miguel est d'un bien haut intérêt. On peut être un admirable rédacteur avec de la pénétration, de bonnes études, de la littérature, du goût et de la pratique et l'on fera des dépêches zum Küssen. Avec un es-

prit subtil et une infatigable contention, on en composera qui auront un vernis métaphysique que chacun interprétera à sa manière et qui ne conduiront pas au but, parce qu'étant d'essence abstraite, on ne saura point par où les prendre. Mais, dans une question ardue, trouver un expédient qui balance toutes les situations, créer, en un mot, un moyen politique qui sauve tous les amours-propres, contente tous les rapports, voilà ce que j'appelle de l'ouvrage et voilà ce que la proposition relative à D. Miguel est dans la force du terme. C'est, morbleu, une idée capitale.

Canning doit l'adopter à baise-main et surtout dans les circonstances actuelles. Effectivement, jetons un coup d'œil sur le cabinet britannique. Le premier lord de la trésorerie a un pied dans la tombe, Canning a la goutte dans la tête, d'autres sont malades aussi. A côté de cela les embarras de la Péninsule, les lois céréales et l'émancipation des catholiques, sans parler du budget. Doit-il assez nous remercier de la proposition le principal Secrétaire d'État ?

Je suis assez initié à tout ce que le baron de Munich, — parce qu'on laisse souvent les dépêches à cachet-volant, — apprend par courrier. Dans ces derniers temps, il n'était question que de l'affaire Apponyi[1].

1. Apponyi (le comte Antoine-Rodolphe d'), diplomate autrichien, né en 1782. Entré jeune dans la diplomatie, remplit une mission d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Toscane, puis reçut l'ambassade de Rome, qu'il conserva jusqu'en 1824. Nommé alors ambassadeur à Londres, il échangea presque

Précédemment, on manifestait la crainte que nous ne fussions point d'accord sur la prochaine arrivée de Maria Della Gloria en Portugal. Du reste, on observe sur toutes les affaires plus de secret qu'à l'ordinaire et je sais qu'on a pris des précautions pour cela. Il n'y a pas longtemps qu'on pouvait encore acheter *comme autrefois* la connaissance de beaucoup de choses, mais les émissaires du roi de Wurtemberg y ont perdu leur latin dans les derniers temps. Revenant à l'objet principal, je vous dirai, *Illustrissime Comes*, qu'à son retour de Johannisberg, le prince de Metternich m'avait parlé des affaires du Portugal avec l'espèce d'assurance qui devait me persuader qu'on comptait sur le mouvement dirigé par la reine en faveur de don Miguel. Je lui dis nommément ce qui suit : « Ce qu'on veut entreprendre arrive trop tôt et trop tard. Trop tôt, parce que le parti royal n'est pas encore assez formé ; trop tard, parce que l'Angleterre est préparée à devancer les autres dans le parti qu'elle prêtera au parti constitutionnel. Reste donc la coopération de l'Espagne, si la France lui abandonne la bride, et, dès lors, on peut être convaincu que la conquête du Portugal est inévitable, d'où une guerre ouverte avec le parti de don Miguel et de funestes conséquences pour l'avenir. »

Or, nos propositions peuvent tout arranger. Honneur et gloire à notre système ! Honneur à la manière dont nos raisonnements sont établis. Principes, clarté, sim-

aussitôt ce poste contre l'ambassade de Paris, qu'il occupa pendant plus de vingt ans, jusqu'en 1849.

plicité dans l'exposé, force dans la logique, dignité et justice, tout s'y trouve. Rien n'a été dit trop tôt ; rien de trop ; c'est là le *lucidus ordo* fait pour persuader et convaincre. *Amen* !

Madame Swetchine
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 26 avril 1827.

Ma bien chère amie, c'est un grand bonheur pour moi et dans lequel je sens qu'il n'entre aucune présomption que de croire qu'un petit mot de moi suffit pour ajouter à la bienveillance naturelle de votre accueil. Je concentre surtout la vive recommandation que je vous fais de M. Goulianof qui vous remettra cette lettre dans les tous premiers moments que vous aurez la bonté de lui donner ; passé la première impression qu'un tiers auquel on croit, réussit à rendre plus favorable, c'est à lui-même que je confie le soin de vous intéresser à lui et de vous laisser deviner tout son solide et rare mérite. Dans tout ce qui regarde le nom qu'il s'est fait dans la science, tout en me déclarant juge fort incompétent, je puis, avec tous les ignorants du monde, rappeler les illustres témoignages qu'il a reçus des hommes les plus avant dans la célébrité, de ses meilleurs distributeurs, comme MM. de Humboldt, Kla-

proth[1], Abel Rémusat[2] et même ceux que M. Goulianof a combattus avec un difficile courage s'intéressent à ses travaux et les estiment beaucoup. Pour moi, chère bonne amie, je descendrai de ces hauteurs pour vous dire qu'il m'a paru dans tous les entretiens que j'ai eus avec lui, un noble et excellent caractère, sans prétention, sans orgueil, plein d'équité, de simplicité et de bonne foi. Il est spirituel et animé, dominé, comme tous les gens destinés à ajouter quelque chose à la science, par une seule idée à laquelle il a sacrifié et toute autre ambition, et jusqu'à sa santé qui n'est plus qu'un débris. Il me paraît impossible de n'être pas touché d'un désintéressement de lui-même qui fait que, hors cette sphère d'activité où il a déjà entassé tant de travaux, il ne voit rien qui vaille, pas même l'indépendance et le repos.

Chère bonne amie, causez avec lui, il vous intéressera. Nos impressions sont si souvent les mêmes que je me confine dans les miennes, comme si vous les partagiez déjà.

Je vous avertis que ceci n'est point une de ces lettres de recommandation qu'un nom arrache quelquefois, mais l'expression bien vive et bien sincère du désir que j'aurais à lui préparer les voies, à votre intérêt, toujours bon et vrai comme vous-même. Je vous en reparlerai

1. Klaproth (Henri-Jules), célèbre orientaliste allemand, né en 1783, mort en 1835.

2. Rémusat (Jean-Pierre-Abel), célèbre orientaliste, né en 1788, mort en 1832.

plus d'une fois, parce que j'y penserai souvent et que je vous dis tout ce que je pense.

Adieu, ma bonne et chère amie, les trente jours que M. Goulianof croit mettre à son voyage sont un terme trop éloigné pour que je ne compte pas sur une meilleure chance de causer avec vous.

Le duc de Wellington
au comte Charles de Nesselrode.

Londres, 4 juin 1827.

Monsieur le comte,

Je prends l'occasion du départ du marquis de Hertford[1] pour Saint-Pétersbourg, pour me rappeler à votre souvenir et pour vous présenter cet ambassadeur *personnellement*, comme il le sera *officiellement* par d'autres.

Vous aurez connu les changements ministériels ici, mais j'espère que vous n'aurez pas cru tout ce que vous en avez entendu dire. Comme je désire conserver la bonne opinion de Sa Majesté Impériale, je prendrai une occasion pour vous envoyer les pièces qui vous montreront de quelle manière ce changement s'est fait.

1. Hertford (Richard-Seymour-Conway, marquis d'), pair d'Angleterre, né en 1800, mort en 1870. Du vivant de son père, il porta le titre de lord Yarmont. Attaché à l'ambassade d'Angleterre à Paris (1827).

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le comte, avec la considération la plus distinguée, de votre Excellence le très dévoué serviteur.

Le Prince Kourakin à la comtesse Charles de Nesselrode.

Antignano (près de Livourne), 1er août 1827.

Je ne puis résister au plaisir de vous parler aujourd'hui de l'enthousiasme que m'inspire la conduite noble, majestueuse et ferme de notre jeune Empereur. Puisse-t-elle confondre les intrigues que chercheront probablement à susciter encore les Cabinets, dont la politique rétrécie, intéressée et tortueuse ne sait pas même s'élever à la hauteur d'une action généreuse! Mais un Souverain qui commande à cinquante millions de sujets fidèles a justement le droit de s'attendre à voir ses intentions généreuses couronnées de succès. Dans ce grand drame, quel noble rôle Il joue! La pacification de la Grèce n'ajoutera pas un fleuron à sa couronne, mais il en rejaillira une bien belle lueur sur son caractère moral. Renonçant à ses propres intérêts, mais employant toute sa puissance à l'effet de procurer un droit d'existence à ces pauvres Grecs, qui, abandonnés, persécutés, massacrés, vilipendés, sont encore un objet de cupidité et de jalousie pour les autres Puissances,

celles-ci craignant toujours que la Russie ne voie grandir encore sa prépondérance, en s'attachant les Grecs. Mais grâce à la sage prévoyance de notre Empereur, ce qui doit arriver arrivera, et il ne sera plus dans le pouvoir des hommes ni des circonstances d'arrêter la marche naturelle des événements.

L'apparition prochaine de notre flotte dans la Méditerranée a causé ici généralement une sensation bien agréable. Les Toscans, qui sont très intéressés, se souviennent avec plaisir de la générosité des Russes et combien ils avaient dépensé d'argent dans ce pays, au temps d'Orlof.

Je suis très flatté de la confiance que vous mettez dans mes connaissances en fait de beaux-arts, et je vous promets, dès mon retour à Florence, de m'occuper, avec tout le zèle et toute l'intelligence dont je suis susceptible, à rechercher des tableaux qui puissent être dignes de figurer dans votre galerie.

Madame Swetchine
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Chanday, 19 août 1827.

Il est aussi heureux pour le comte Capo d'Istria lui-même que pour les affaires publiques qu'il se soit ravisé. J'ai su immédiatement après vous avoir écrit

tous les détails de sa résolution, combien tous ceux à à qui il en avait fait part l'ont combattue. Un coup de tête n'est justifiable que lorsqu'il n'expose que nous; dans cette occasion les inconvénients d'une démarche imprudente ne s'arrêtaient pas à lui; je ne puis croire qu'en lui en présentant toutes les conséquences possibles, on ne l'eût pas dissuadé; on pouvait lui dire qu'il n'était pas simplement un *individu*, mais tout un *système*. Si c'était pour se dégager de ses liens, une lettre aurait tout aussi bien fait, et quant à suppléer aux moyens d'existence que lui donnait la place dont il est titulaire, il pouvait s'en rapporter à l'amitié du comte, en qui je l'ai vu si confiant. Je connais toutes les difficultés de sa position, mais il avait beaucoup de moyens d'en sortir et celui-là était le premier à repousser. Que fera-t-il à présent? Il paraît que tous ses amis de Paris ignorent ses projets ultérieurs.

M. Schrœder
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 12/24 octobre 1827.

Si j'étais Français, je serais bien inquiet de n'avoir pour toute garantie de l'avenir qu'un duc de Bordeaux. M. de Villèle croit avoir gagné la bataille, parce qu'il a pris le parti de dissoudre la Chambre et d'improviser

un grand nombre de Pairs qu'il ramassera dans les faubourgs de Paris. Je souhaite qu'il ne se trompe pas, mais s'il voulait se donner la peine de comparer la France d'aujourd'hui à celle qu'il trouva après le ministère de Richelieu, il serait, je crois, effrayé lui-même de la différence. Tous les changements auront lieu après la Saint-Charles.

Ceux qui sont survenus en Angleterre, depuis mon voyage à Carlsbad, sont du plus grand intérêt pour nous. Il me semble que c'est pour le bonheur de la Grande-Bretagne et de l'Europe entière qu'il a plu à la Providence d'abréger les jours de M. Canning. Je sais par des redites que le duc de Wellington, lui-même, a été effrayé de l'abîme que creusait son protégé, mais il se flattait qu'on le culbuterait dans le courant de la session prochaine. Plutôt que de se laisser évincer, il se serait mis à la tête des radicaux pour renverser tout l'édifice. Quant à moi, je n'ai compté que sur sa goutte, l'irritabilité de ses nerfs et la mobilité de son sang.

Effarouché par la réputation du général Jermolof[1], il paraît que c'est M. Canning qui nous a suscité la guerre en Perse. Rassuré plus tard par les dispositions pacifiques de l'empereur Alexandre, il a voulu arrêter l'impulsion donnée, mais il n'a plus dépendu de lui d'empêcher l'explosion.

1. Jermolof (Alexis-Petrovitch), général russe (1772-1861), prit part aux campagnes de 1805 à 1807, également à celles de 1813 et 1814; fut nommé, en 1817, gouverneur de la Géorgie et commandant de l'armée du Caucase, prit sa retraite en 1827.

Les journaux anglais commentent nos bulletins avec une malice digne de leur jalousie, et malheureusement la manière dont ils sont rédigés y prête. Aussi nous adresse-t-on, maintes fois ici, des questions très embarrassantes à ce sujet.

Il serait bien à désirer que cette guerre fût conduite plus vigoureusement et qu'elle se terminât bientôt par la prise d'Érivan.

M. Schrœder
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 4/16 décembre 1827.

Je me doutais bien de la satisfaction que vous causeraient les victoires remportées par nos armées en Perse et la destruction de la flotte turco-égyptienne à Navarin. L'Empereur doit en avoir été au comble de la joie. C'est un beau bouquet qu'il offre à la nation. Il récolte enfin le fruit de ce qu'il a semé. Reste à savoir comment se fera le dénouement à Constantinople. Nous n'en avons ici aucune nouvelle. Le prince de Metternich monopolise toutes celles qu'il reçoit à Vienne et n'en fait part à personne. Rotschild seul est dans la confidence.

Je connais beaucoup et d'ancienne date le comte Zichy. Son collègue ici fait plus de frais pour la société; il a recommencé ses soirées. Un grand nombre d'étran-

gers y assistent, mais les Français continuent à ne pas y aller. Il aura de la peine à reprendre. La comtesse Apponyi, qui est la meilleure femme du monde, en est désolée. Avec un peu plus de tact, son mari se serait épargné toutes ces contrariétés.

Je ne vous donne pas de nouvelles de ce qui se passe ici, les journaux m'en dispensent. La crise est grande. M. de Villèle veut lutter à tout prix, mais il est très probable qu'il succombera.

M. Schrœder
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Paris, 19/31 décembre 1827.

Abbas Mirza[1] est dans un piteux état. Comme cet insensé a arrangé les affaires de son pays! Mais ne nous en plaignons pas; cela nous vaut une frontière telle qu'il en faut pour n'être pas exposé dans l'avenir à une nouvelle invasion. C'est une fin de guerre comme il en faut au commencement d'un règne, comme l'Empereur la mérite par sa fermeté. Que Dieu nous le conserve pendant de longues années. La prise de Tauris

1. Abbas-Mirza, prince royal de Perse, mort en 1833. Il se rendit célèbre par ses talents militaires et ses succès dans les guerres que son père Feth-Ali eut à soutenir contre les Russes jusqu'en 1814, et contre les Turcs jusqu'en 1823.

et la signature de la paix réveilleront le sultan de sa léthargie. Nous n'avons point encore la nouvelle positive du départ des ambassadeurs. Celui de la Porte ne me laisse qu'une minute encore pour vous offrir l'hommage de mes vœux pour le nouvel an. Oserai-je vous supplier, Madame, de les offrir aussi à M. le comte de Nesselrode et de lui dire que nous répondrons dans quelques jours, Fagel et moi, affirmativement aux propositions qui nous ont été faites concernant les affaires du général baron Tuyle. Je me mets à vos pieds.

ANNEXE

Saint-Pétersbourg, 15/27 décembre 1825.

Le plus douloureux événement est venu troubler pour quelques heures les sentiments d'espérance et de joie avec lesquels la capitale de l'empire voyait hier l'empereur Nicolas accepter la couronne, que lui avaient déférée les deux renonciations spontanées de son auguste frère, le grand-duc Constantin, les dernières volontés de l'empereur Alexandre et la loi fondamentale sur l'ordre de succession au trône.

Tous les régiments des gardes devaient, dans la matinée, prêter serment de fidélité au nouveau souverain.

A onze heures et demie, le chef du corps des Gardes et le chef d'état-major vinrent annoncer au Palais que le serment avait été prêté par les régiments de la garde à cheval, des chevaliers-gardes, de Préobrajenski, de Semenoffski, d'Ismailowski, des grenadiers de Pawlowsk, des chasseurs de la garde, de ceux de Finlande et le bataillon des sapeurs. Les nouvelles des autres régiments tardaient, mais on attribuait ce retard à l'éloignement de leurs casernes.

Sur les midi, on fut informé que quatre officiers de l'artillerie à cheval avaient manifesté de l'opposition et se trouvaient aux arrêts. Tout le reste du corps de

l'artillerie avait prêté serment avec un empressement unanime.

Vers les une heure, on apprit qu'une troupe de soldats, que l'on portait à trois ou quatre cents hommes, était sortie, drapeaux déployés, des casernes du régiment de Moscou et marchait vers la place du Sénat en proclamant Empereur le grand-duc Constantin.

La foule commença à se réunir sur cette place et sur celle du Palais. L'Empereur descendit, seul et sans aucune suite, au milieu du peuple, qui aussitôt lui prodigua les témoignages d'affection et de respect. De nombreuses acclamations le saluèrent de toutes parts.

Cependant la mutinerie des deux compagnies du régiment de Moscou continuait. Elles s'étaient formées en bataillon carré devant le Palais du Sénat, commandées par sept ou huit officiers subalternes auxquels s'étaient joints quelques hommes en frac dont l'apparence trahissait les desseins. Des gens de la lie du peuple les environnaient en poussant le cri de *hourra*.

La présence d'une force militaire résolue et fidèle devenait indispensable. L'Empereur fit venir un bataillon du régiment de Préobrajenski, se mit à sa tête et s'avança dans la direction du groupe des séditieux, mais avec la résolution inébranlable de ne recourir à la force que quand *toutes* les voies de persuasion seraient épuisées.

Alors le gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, le comte de Miloradowitch, s'avança vers les mutins. Il

espérait que sa voix les ferait rentrer dans le devoir, quand un homme en frac le fit tomber d'un coup de pistolet tiré à bout portant. Ce brave général vient de mourir de sa blessure.

Un tel attentat ne changea rien à l'attitude de l'Empereur. Sa fermeté, d'une part, et sa bonté, de l'autre, se peignaient tout entières dans les paroles de paix qu'il ne cessait de faire porter aux rebelles, sans jamais toutefois transiger avec eux, sans jamais leur dissimuler que leur soumission immédiate devait nécessairement et, dans tous les cas, être suivie de la punition exemplaire des premiers fauteurs de la révolte.

Sur ces entrefaites, d'après les ordres de l'Empereur, les chasseurs de la Finlande, qui montaient la garde au Château Impérial avaient été renforcés par le bataillon des sapeurs, et, d'après ses ordres aussi, la garde à cheval, le régiment des grenadiers de Pawlowsk, les chevaliers-gardes, la première brigade de l'artillerie de la garde étaient venus rejoindre Sa Majesté. Ces troupes la suppliaient de permettre qu'en un instant ils pussent faire justice de la rébellion et des rebelles.

Ceux-ci s'étaient augmentés de quelques soldats des grenadiers du corps et des marins de la garde.

En revanche, le grand-duc Michel, qui venait d'arriver dans le moment même à Saint-Pétersbourg, ayant appris que c'était un des régiments de sa division, celui de Moscou, qui se rendait coupable d'insurrection, avait volé, seul, aux casernes ; il avait, sans coup férir, fait jurer obéissance et fidélité à l'empereur Nicolas par les

six compagnies de ce régiment, qui, sans avoir voulu prêter serment, avaient néanmoins refusé de suivre l'exemple de celles qu'on voyait sur la place du Sénat. Bien plus, il avait marché en tête de ces six compagnies et les avait amenées à son auguste frère, aussi résolues, aussi impatientes que les autres troupes de mettre fin à ce moment de trouble.

Ce ne fut cependant qu'à l'approche de la nuit, lorsque tous les moyens de sommation eurent été inutilement tentés, lorsque la voix même du Métropolitain de Saint-Pétersbourg eut été méconnue, que l'Empereur se décida enfin, malgré le vœu le plus cher de son cœur, à employer la force.

Des canons furent braqués, quelques coups tirés sur les rebelles, et la place déblayée en un instant. La cavalerie chargea les faibles restes des mutins en fuite et les poursuivit dans toutes les directions. Des patrouilles se mirent aussitôt à parcourir les rues. A 6 heures du soir, de toute cette tourbe, il n'y avait plus deux hommes réunis. Les mutins jetaient leurs armes ou se rendaient à discrétion. Vers les dix heures du soir plus de cinq cents de ces malheureux avaient été ramassés isolément par les patrouilles, et même les officiers les plus coupables étaient déjà saisis. Provisoirement, ils ont été conduits à la forteresse de Saint-Pétersbourg.

Dès les six heures, Sa Majesté Impériale était rentrée au Château ; le *Te Deum* qui devait célébrer son avènement au trône fut chanté en sa présence et en celle de toute la cour, des officiers, ainsi que des fonctionnaires

civils réunis, et la tranquillité se rétablit dans la capitale.

Tel est le récit fidèle de l'événement dont nous venons d'être témoins.

Nous ne nous dissimulons pas combien il est déplorable, et nous n'avons pas besoin de vous dire combien il a affecté l'Empereur.

Mais pour ceux qui ont vu la noble attitude de ce monarque, sa magnanimité, son calme imposant, son imperturbable sang-froid qu'admiraient avec le même enthousiasme et les troupes et les plus vieux généraux;

Pour ceux qui réfléchissent à la conduite du grand-duc Michel, à cette conduite couronnée d'un si beau succès;

Pour ceux enfin qui considéreront que les séditieux sont restés quatre heures sur une place publique dont toutes les avenues ont été longtemps libres, et n'ont trouvé pour tout renfort que des soldats ivres et des hommes du peuple dans le même état d'ivresse; que sur tous les régiments des gardes, quelques compagnies seules ont pu être séduites et entraînées, mais qu'aucun corps en masse ne s'est détaché, — il est permis de croire que nous avons subi une épreuve passagère, une épreuve qui ne pourra que mieux faire ressortir le caractère de la nation russe, la fidélité du fond de l'armée et leur commun attachement à l'Auguste personne de leur monarque légitime. En effet, les aveux spontanés des principaux coupables, la promptitude avec laquelle les mutins se sont dissipés à la première

attaque, le sincère repentir des soldats qui s'empressent de revenir à leurs casernes et de pleurer leur faute, tout, en un mot, prouve que ce ne sont pas ces derniers qui doivent être accusés de ce triste événement, et que les vœux énoncés en faveur du grand-duc Constantin et l'allégation d'un serment annulé par la détermination irrévocable de Son Altesse Impériale ne servaient que de masque au vrai dessein des fauteurs de la révolte, au dessein d'exciter un mouvement qui eût attiré sur l'Empire tous les maux de l'anarchie.

Je ne manquerai pas de vous instruire des mesures définitives qui seront adoptées à l'égard des individus qui ont eu le malheur de participer aux désordres du 14. Pour le moment, je me borne à vous répéter que la tranquillité de Saint-Pétersbourg n'est plus troublée.

Les régiments, qui avaient bivouaqué la nuit autour du Château Impérial, sont rentrés dans leurs casernes. Ils ont été passés en revue ce matin par l'Empereur, et Sa Majesté, ayant appris que le bataillon des marins de la garde témoignait les plus vifs regrets de sa conduite, déclarait avoir été égaré par des insinuations perfides, et venait de prêter serment entre les mains de Monseigneur le grand-duc Michel, a permis à ce bataillon de paraître en sa présence, lui a accordé un généreux pardon et rendu le drapeau qu'il lui avait fait ôter hier.

(*Dépêche du comte de La Ferronnays, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.*)

DISCOURS DE L'EMPEREUR NICOLAS

AU CORPS DIPLOMATIQUE

14 décembre 1825.

. . . .

..... Rassemblés autour de ce monarque. Il nous tint un discours dont j'espère que ma mémoire me retracera fidèlement les paroles, mais auquel il m'est impossible d'imprimer la noblesse, la candeur et le ton touchant qu'y a mis l'Empereur; ses expressions et l'ordre même dans lequel il les a délivrées nous prouvèrent bien que c'était son cœur qui les improvisait.

« Messieurs, nous dit-il, je suis ravi de vous voir tous réunis autour de moi; je désirais vous entretenir des sentiments que vous m'avez manifestés en deux circonstances bien graves et bien affligeantes; j'y ai été très sensible.

« Vous avez été les témoins, Messieurs, des faits qui ont eu lieu. J'attache beaucoup de prix à ce que vos Cours en soient informées avec exactitude; des faits de

cette nature ne regardent pas exclusivement la Russie, mais tous les pays, et je vous ferai communiquer sans réserve tous les renseignements ultérieurs que j'obtiendrai, car mon but est que la vérité soit connue tout entière en Europe comme en Russie; je compte donc sur votre assistance, Messieurs, pour bien faire connaître à vos Cours la nature et l'ensemble des événements qui sont venus nous surprendre ces jours-ci; je dis, nous surprendre pour l'exécution, car il y longtemps que nous connaissions qu'il se tramait quelque chose de coupable.

« Ce n'est point dans les circonstances qui ont eu lieu dernièrement qu'il faut rechercher la cause d'une explosion de ce genre; elles n'en ont été que le prétexte; ce sont les vues révolutionnaires qui l'ont amenée.

« On connaissait déjà d'ancienne date l'existence de dispositions malveillantes. Feu l'Empereur en avait reçu des indices dès l'année 15, mais il a attribué ces dispositions aux principes que quelques individus avaient puisés dans l'étranger. Plus tard, S. M. l'Empereur en a reçu des notions plus étendues et plus positives; on a même supposé alors un moment qu'il pouvait exister dans ces menées quelque influence du dehors, — dans la confiance qu'Il daignait me témoigner, feu l'Empereur m'en a parlé souvent, — mais j'avoue qu'alors je n'ai point entièrement partagé ses appréhensions à ce sujet; ce qui est bien certain, c'est que mon père est mort dans la conviction de l'existence

du complot, mais avec le regret de n'avoir pu le découvrir à un point suffisant pour arrêter les suites.

« Servant moi-même dans l'armée et me trouvant par état en contact immédiat avec les officiers et les soldats, j'ai uniquement eu l'occasion d'en recevoir des preuves de fidélité et d'attachement pour l'Empereur et pour la famille Impériale, et je ne pouvais point m'imaginer qu'avec de tels éléments les révolutionnaires essaieraient de faire exécuter leur plan.

« Peu de jours avant l'explosion du Lundi, j'ai reçu des avis qu'on préparait des menées; j'ai bien supposé qu'il pouvait y avoir de mauvais esprits et des intentions coupables chez quelques individus, mais jamais je n'aurais admis la pensée que les choses en vinssent au scandale dont vous avez été témoins, Messieurs.

« Les projets des fauteurs de la révolte n'étaient point encore mûrs; ils étaient combinés pour une époque plus éloignée et, afin de se procurer des instruments pour l'exécution de leur plan, ils ont dû recourir à tous les moyens de séduction. J'ai servi jusqu'ici dans les rangs et je connais l'armée; jamais le soldat russe n'aurait trempé dans un complot de cette nature, si pour le provoquer on ne s'était servi de tout ce qu'il y a de plus noble et de plus saint, c'est-à-dire de la fidélité même qu'on doit au serment qu'on a prêté à son Souverain, et si on ne lui avait fait accroire par d'indignes artifices qu'on exigeait de lui un acte contraire à son honneur et à ses sentiments. Les hommes qui ont été ainsi égarés s'en sont aussitôt repentis; ils ne savaient

pas eux-mêmes où on les conduisait, et plusieurs officiers, qui faisaient partie des conjurés, se trouvaient dans mes rangs et ont fait leur devoir.

« Je dois rendre une entière justice à l'armée dont j'ai eu lieu d'apprécier la conduite; rien de plus noble et de plus honorable, et jamais ce malheureux événement ne m'inspirera de la méfiance contre elle. D'ailleurs, je sais qu'on peut tout sur la nation en lui montrant de la confiance, — une confiance d'abandon, — je sais à quel point elle y est sensible et l'on peut être assuré d'avance en employant ce moyen de l'effet qu'il produira.

« Peut-être ai-je dernièrement trop tardé à agir; je sais du moins qu'on m'en a fait des reproches, mais j'ai longtemps espéré que la persuasion ramènerait ces hommes qui étaient seulement entraînés dans un déplorable égarement; j'userai de clémence envers eux, ils ont été trompés; il y en a même qui n'ont fait que désirer un ordre de choses qu'ils croyaient meilleur, mais il y en a aussi qui ne voulaient que le mal et renverser ce qui existait; quant à ceux-là, quant aux instigateurs, je serai obligé de sévir contre eux; je le dois à la Russie et à la société en général.

« Les principaux coupables, parmi lesquels le prince Troubezkoi, le prince Obolenski et plusieurs autres sont, déjà arrêtés et j'espère les découvrir tous.

« S'ils avaient pu réussir dans leur projet, l'Empire aurait été exposé à bien des malheurs, à tous ceux que les principes révolutionnaires ont portés dans les pays

où ils ont pris racine. Ces hommes ont cru qu'ils pouvaient répéter ici les mêmes scènes qui ont eu lieu à Turin et en Espagne, mais, Dieu merci! nous n'en sommes pas là et j'espère que nous n'y serons jamais. Il est peut-être heureux que les plans des révolutionnaires aient éclaté si tôt; ils m'ont ainsi dévoilé leurs trames et j'éprouve de la satisfaction à avoir pu rendre un service à la Russie et, j'ose le dire, à d'autres États, en démontrant une grande vérité dans son application ; c'est-à-dire qu'en restant en des circonstances aussi graves, ferme dans la ligne des devoirs que Dieu nous a appelé à remplir, on peut imposer aux coupables et éviter bien des malheurs. »

M. l'ambassadeur de France ayant entrepris ici de parler des qualités et de la force d'âme et de caractère que Sa Majesté avait déployées, l'Empereur l'interrompit, en disant :

« N'en parlons pas, je vous prie; je n'ai fait que mon devoir, comme chacun de vous, Messieurs, l'aurait fait dans une pareille position; il n'y a personne, honoré de cet uniforme, qui n'eût agi de même. En des circonstances semblables, on ne sait où l'on puise des forces, mais lorsqu'on a le sentiment de son devoir, elles ne vous manquent point.

« Mes vœux vous ont été manifestés, Messieurs; je n'en forme d'autre que de prouver à vos Cours combien je désire sincèrement leur amitié. Je n'ai que 29 ans, et je sens qu'à cet âge, on ne saurait encore offrir de garanties, mais je suis tellement résolu à prendre le

règne de mon frère pour modèle, et ses principes pour règle de conduite, ainsi qu'à maintenir avec fidélité tous les engagements qu'Il a pu prendre, que j'espère acquérir promptement de l'expérience, mériter la confiance que vos Cours accordaient à feu l'Empereur, et justifier, Messieurs, les témoignages que vous voudrez bien leur rendre de ma part. Je compte donc sur vous, Messieurs, pour leur interpréter mes sentiments et mes intentions, et pour qu'elles puissent avoir de la confiance dans la tranquillité que je saurai maintenir. — N'est-ce pas, Messieurs, vous m'aiderez de vos bons offices à ce sujet; vous leur protesterez que je désire sincèrement leur amitié, et que la plus grande franchise présidera à mes relations avec elles?

« Je vous prie, Messieurs, de recevoir encore mes remerciements pour tout l'intérêt que vous m'avez témoigné ces jours-ci. »

Je le répète, le sentiment et l'effusion avec lesquels l'Empereur nous tint ce langage, la franchise et l'abandon qui y régnaient, nous ont tous fort émus et nous avons pris congé de lui, unanimes dans l'admiration qu'Il venait de nous inspirer, en nous rappelant surtout que nous avions vu ce monarque, il y a peu de jours, quitter le Palais où se trouvaient concentrés tous les objets de ses affections, descendre seul au milieu de ses troupes et d'un peuple immense (où il se doutait bien que pouvaient se trouver des assassins), leur tenir le noble langage de la vérité et sauver par son calme imperturbable, par sa présence d'esprit et son intrépi-

dité, la capitale et peut-être l'Empire des dangers possibles qui les menaçaient.

Il a rendu, dès la première journée de son règne, un immense service à la Russie et à l'Europe, et il a révélé à la nation tout ce qu'elle peut attendre d'un souverain aussi digne de la gouverner.

PIÈCE

REMISE PAR S. M. L'EMPEREUR NICOLAS
LE 24 JANVIER 1826

De toutes les branches d'administration d'un État, celle qui appelle le plus impérieusement la sollicitude et les soins d'un Gouvernement sage et éclairé est, sans contredit, l'instruction publique. De la direction qui lui est donnée dépendent, en effet, non seulement l'accroissement de sa prospérité, mais un point bien plus important encore, sa tranquillité.

Or, si l'on porte un œil observateur sur les phases qui ont marqué en Russie la marche de cette partie intéressante, on en viendra facilement à partager l'opinion généralement répandue en ce pays, que les derniers actes du gouvernement de l'empereur Alexandre lui ont imprimé une direction fausse et entièrement opposée aux résultats qu'on doit en attendre.

Occupé sans cesse d'une idée fixe et unique, le bon-

heur de son peuple, ce monarque saisissait avidement tous les moyens qui lui étaient présentés comme propres à lui faire atteindre ce but. Son âme noble et magnanime n'était pas assez en garde contre les suggestions de gens qu'il voyait animés des meilleures intentions, et il se laissa, trop facilement peut-être, entraîner à un esprit de mysticité et à une tendance à protéger les illuminés et autres sectaires, dont les idées fausses et exaltées, se propageant avec rapidité dans l'Empire, devinrent, à n'en pas douter, le principe du mal qu'on déplore aujourd'hui.

L'époque où l'instruction publique avait paru vouloir prendre l'essor en Russie, et s'élever au point où elle était parvenue dans les États les plus civilisés, fut celle qui vit l'enseignement confié au corps qui lui avait fait atteindre ce degré de splendeur chez les autres nations, l'ordre des Jésuites. Les principes stables de la religion et de la morale en étaient la base; l'érudition la plus vaste, le mobile. On put dès lors espérer que régénéré par de pareils éléments, l'instruction publique se montrerait ce qu'elle devait être, le berceau des sciences et des arts, une école de mœurs et le foyer de lumière destiné à répandre sa clarté bienfaisante jusque sur les parties les plus reculées de l'Empire, et à y féconder partout les saines idées émanées de son sein.

Malheureusement quelques conversions opérées dans de grandes familles fournirent un prétexte plausible aux ennemis de ce corps, et le rendirent vulnérable à

leurs attaques. On alarma la conscience du monarque, l'expulsion des Jésuites fut décidée.

Cet acte consommé, il fallait adopter un mode quelconque d'instruction publique, et ce fut alors que les hommes qui entouraient le souverain purent profiter de cette circonstance délicate pour faire prévaloir le système qu'ils favorisaient.

Des Universités furent créées, imitations tronquées des Universités étrangères, et qui en avaient les défauts sans en avoir les qualités; l'enseignement confié aux soins de professeurs appelés de l'étranger ou de jeunes gens que le Gouvernement avait fait, pendant quelques années, voyager à ses frais en Angleterre, en France et en Suisse, et dont les leçons, imbues d'idées de liberté incompatibles avec la forme du gouvernement russe, ne pouvaient avoir qu'une influence fatale sur l'éducation. Des écoles, des pensions se multiplièrent à l'égard desquelles la surveillance était nulle, et dont la direction était remise à des hommes d'esprit, à la vérité, partisans de l'enseignement mutuel, mais dépourvus de religion et de morale.

Qu'en résulta-t-il? On envoya la jeunesse s'instruire hors de l'Empire, particulièrement à Genève d'où elle revenait républicaine et athée, et en France, d'où elle sortait libérale et déiste. Un grand nombre de familles confièrent l'éducation de leurs enfants à des gouverneurs particuliers et en recueillirent des fruits plus amers encore. La plupart d'entre eux, venus en Russie comme des aventuriers et dénués de toute instruction,

ne subissaient jusqu'ici aucun examen préalable, qui pût fixer les parents sur le degré de confiance qu'ils méritaient; ils ne pouvaient faire que de mauvais élèves. Enfin, sur quelque institution qu'on jetât les yeux, Saint-Pierre, le lycée de Tzarskoe-Zelo même, sous les yeux de l'Empereur et pour ainsi dire dans son palais, on y voyait professer hautement les principes les plus pernicieux et les plus subversifs.

Le moment n'était pas éloigné qui devait faire sortir d'un pareil ordre de choses les conséquences qu'on en pouvait attendre et fournir une amère comparaison du système des Jésuites avec celui des institutions actuelles. Lors des événements qui marquèrent d'une manière si déplorable la fin de l'année 1825, les élèves de l'abbé Nicole se montrèrent tous sujets fidèles, religieux et soumis; des traîtres et les fauteurs d'un horrible complot furent, au contraire, pour la plupart, découverts dans ceux dont l'éducation avait été soumise à l'influence des nouvelles doctrines.

Un pas restait à faire dans cette carrière d'aberration, et les hommes d'alors ne tardèrent pas à le franchir.

Sur les ruines de la véritable et saine instruction, on vit s'élever, entourée de la faveur du gouvernement, la Société Biblique, établissement aussi impolitique dans ses principes que nuisible dans ses effets, violemment désapprouvé, en Russie, par tous les gens de bien comme la source première de toutes les associations secrètes qui s'établirent dans l'Empire et dans le sein desquelles germèrent les premières semences des

troubles qui viennent d'ébranler l'État. Les Saintes Écritures furent répandues avec une profusion ridicule dans un pays où le Clergé lui-même est à peine en état de les comprendre ou de les expliquer, et ce qui ailleurs eût pu devenir une cause d'amélioration devint ici un instrument redoutable dans les mains d'hommes malveillants et qui s'en servirent pour égarer quelques malheureux par une fausse interprétation ou par une dévotion exaltée et mal entendue et les porter aux plus condamnables excès. Le catéchisme du traître Mourawieff-Apostol[1] et d'autres, tels sont les monuments de sinistre mémoire qui ont signalé l'existence de cette association qui mettent dans le plus grand jour les tristes résultats de son apparition en Russie et laissent en même temps à découvert le précipice creusé dans la marche de l'instruction publique.

Avoir indiqué la source où le mal prit naissance, c'est en avoir fait connaître le remède. La régénération pleine et entière d'une branche aussi utile de l'administration

1. Mouravieff-Apostol (Serge-Ivanovitch), lieutenant-colonel au régiment de Tchernigof, homme d'une instruction et d'une énergie remarquables, fut l'âme de la conspiration de 1825, à laquelle son nom est resté attaché. A la nouvelle de l'insuccès du soulèvement de Saint-Pétersbourg, il fit arrêter le colonel Gebel, envoyé pour se saisir de sa personne, proclama empereur le grand-duc Constantin et s'empara de la ville de Vasilkof. Le 15 janvier 1826, il fut atteint par les troupes envoyées à sa poursuite et fait prisonnier après une énergique résistance, dans laquelle il fut grièvement blessé. Son frère Hippolyte fut tué à ses côtés, et lui-même, conduit à Saint-Pétersbourg, y fut pendu le 25 juillet 1826. Le troisième frère, Mathieu Mouravieff-Apostol, fut condamné à un exil de vingt ans en Sibérie.

devient actuellement de la plus absolue nécessité. Avide d'apprendre, la jeunesse d'aujourd'hui exige par cela même que la plus sage direction préside à ses études; ce serait une grave erreur que d'essayer de comprimer cette tendance à s'instruire ou de prétendre la faire rétrograder; il faut marcher avec le siècle, mais le faire avec prudence, créer de grands corps d'instruction publique qui satisfassent en même temps au désir qu'a la jeunesse d'acquérir des lumières et aux besoins que réclament les institutions et la forme du gouvernement de l'Empire. Qu'on se garde surtout de chercher en Allemagne ou en France des professeurs remarquables par leur érudition. Accoutumés à émettre librement leurs idées dans des pays régis par des constitutions, mettant leurs efforts à inculquer à leurs élèves les principes qui les animent et à développer dans leurs cœurs les germes d'une liberté à laquelle ils attachent le plus haut prix, leur talent même, si bien approprié à la forme des gouvernements sous lesquels ils vivent, deviendrait un poison terrible transplanté sur le sol de la Russie; et qu'on ne s'y trompe pas, la jeunesse russe puiserait dans ces mêmes leçons, si justement estimées dans leur patrie, des idées capables d'amener la révolution et toutes ses horreurs au cœur même de l'Empire.

Recourir à une Société dont la profonde érudition dans toutes les parties de l'instruction n'a pas été niée par ses ennemis même, qui vit de tout temps sortir de son sein les hommes les plus distingués par leur mérite et leurs qualités morales, qui fut constamment l'antago-

niste redoutable des maximes philosophiques, dont le système ne tolère que les gouvernements absolus, et qui se montrera d'autant plus dévouée à un de ceux-ci qu'il sera plus exclusif, c'est avoir indiqué les Jésuites. Leur rappel en Russie semblerait effectivement, dans les circonstances actuelles, le moyen le plus propre à ramener l'enseignement dans la voie qu'il n'aurait jamais dû quitter, et si l'on opposait à cette mesure les craintes que font concevoir à d'autres pays, tels que les Pays-Bas et la France, leur propension à l'absolutisme et leur zèle pour le prosélytisme, il paraîtrait facile de prémunir l'État contre ce dernier inconvénient en les soumettant, dès leur arrivée, à une surveillance paternelle, mais sévère, et en stipulant comme condition expresse de leur admission, l'engagement formel de leur part de se borner exclusivement à l'instruction publique, d'en exclure tout ce qui aurait trait à des matières de religion et de consentir à voir expulser immédiatement ceux d'entre eux qui enfreindraient ces conditions.

Les mêmes raisons qui ont démontré le danger des éducations faites à l'étranger doit porter, autant que possible, à y mettre des entraves, en rendant difficile, impossible même, l'accès aux charges de l'État pour les jeunes gens élevés hors de l'Empire. Enfin, si l'on désire obtenir de l'instruction bien dirigée de la jeunesse tous les résultats qu'on a droit d'en espérer, qu'on renonce surtout à lui persuader qu'à quinze ou seize ans, âge où elles sont à peine ébauchées, ses études sont terminées et à lui faire ainsi perdre tous les fruits pour

la forcer à entrer dans le militaire ou à occuper des emplois civils dans les collèges d'administration.

L'opinion publique est trop fixée sur la partie de l'administration qui traite de la justice pour que les défauts qui existent dans cette branche et les moyens qui se présenteraient d'y remédier fournissent matière à de grands développements.

Deux vices principaux se font remarquer dans l'administration de la justice en Russie; l'un porte sur le défaut d'un code de lois et sur la multiplicité innombrable de ces mêmes lois. Chaque décision du Souverain devient loi et bien rarement un ukase abroge expressément un autre ukase; de là naît l'impossibilité absolue pour les juges ou les jurisconsultes, quelles que soient leurs études à cet égard, de parvenir à les bien connaître, surtout si l'on fait attention qu'il n'existe pas même jusqu'à présent un registre complet et exact de ces ukases dont plusieurs sont déposés dans quelques archives du gouvernement, sans avoir même jamais été publiés. Il faut encore ajouter à cela que, provoquées par tel ou tel cas qui peut se présenter bientôt après d'une manière différente, ces décisions, qui ne reposent guère sur des principes de droit, se contredisent, s'expliquent ou se modifient les unes par les autres et conduisent celui qui les étudie dans un dédale inextricable. On ne peut cependant disconvenir, et à cet égard l'opinion est générale en Russie, que, prises séparément, quelques-unes des lois de l'Empire ne soient bonnes et que, sous le rapport de leur rédaction, il n'y

ait que peu de modifications à y apporter; c'est une vérité dont il serait facile de se convaincre en se les faisant représenter et en les examinant avec soin.

Le second défaut, qui découle naturellement du premier, consiste dans l'application des lois; mais c'est ici que gît la grande difficulté, le vice principal et la plaie la plus difficile à guérir dans ce pays. De la multiplicité des lois, de leur défaut de liaison, de leur contradiction continuelle, surtout de l'ignorance de ceux qui sont destinés à les appliquer, naît la facilité de les éluder. Il faut avoir ici le courage de dire la vérité entière : la vénalité, la corruptibilité des employés est si générale que, depuis les premiers magistrats de l'Empire, ceux qui entourent de plus près le trône, jusqu'au dernier scribe, il en est peu qui soient hors de leur atteinte. Ne recevant pas du gouvernement des honoraires suffisants pour pourvoir à leur existence, cette classe d'employés a dû chercher d'autres moyens de s'en procurer et il en résulte que le copiste, le secrétaire, le juge, font *tout* pour de l'argent et *rien* sans argent; qu'ils suscitent aux parties toutes les chicanes possibles, expliquent, commentent les lois en faveur de celui qui les paie le mieux et pèsent les arguments au poids de l'or. Ce serait donc spécialement sur cette partie qu'il serait urgent d'appeler l'attention d'un gouvernement ferme et éclairé. Plus les abus sont grands, plus les mesures doivent être vigoureuses; mais en même temps, plus le mal est général et plus la prudence devient nécessaire.

On chercherait vainement à se dissimuler la difficulté d'indiquer des moyens propres à rétablir l'ordre dans cette partie de l'administration d'un si vaste empire! Cependant ceux qui paraîtraient le plus susceptibles d'amener ce résultat seraient la réforme du Conseil de l'Empire, celle du Sénat, en relevant la considération que ce corps a perdue sous le dernier règne, celle des tribunaux, en accélérant la marche de la justice, en la rendant égale pour toutes les classes et en détruisant la facilité qu'ont les grands et les nobles à s'y soustraire, en un mot, l'égalité devant la loi.

Ces bases une fois immuablement adoptées, appeler autour du Trône des personnes intègres dont le choix dépend uniquement du Souverain, seul juge des hommes auxquels il croit pouvoir donner sa confiance, entourer ces hommes de la considération et de l'estime publique en leur accordant des salaires suffisants pour leur procurer une existence honorable et les prémunir, par cela même, contre le désir ou la nécessité d'être concussionnaires; établir ensuite des punitions sévères contre ceux qui seraient trouvés en défaut, et mettre ces punitions à exécution avec la plus grande rigueur et avec la plus grande publicité. Telles sont les mesures qui, dans l'état actuel des choses, paraissent les plus susceptibles d'amener dans cette branche une amélioration si nécessaire et si vivement désirée; et qu'on ne recule point devant les difficultés de l'entreprise! On a vu ce qu'ont pu dans un court espace de temps la fermeté et la persévérance d'un seul homme, qui est cependant loin

d'être si supérieur qu'on doive renoncer à l'idée d'en trouver de pareils. Il n'y a pas dix-huit mois que la contrebande se faisait sur toute l'étendue des immenses frontières de la Russie, à un point qui surpasse tout ce qu'on peut imaginer, et on doute qu'à cette époque on eût pu trouver un douanier intègre. Aujourd'hui, la contrebande existe peut-être encore, mais certainement elle n'est pas plus considérable que dans tout autre pays.

Les considérations qui se rattachent à l'état des forces militaires en Russie et aux modifications que l'intérêt de l'Empire pourront exiger d'y voir apporter ne peuvent figurer que très sommairement dans un travail rédigé par une personne absolument étrangère elle-même à l'état militaire. On se bornera donc, à cet égard, à quelques considérations générales.

Quoique ce soit une chose remarquable et digne d'admiration que de voir un corps aussi colossal que l'est celui de l'armée russe entretenu à si peu de frais, on ne saurait cependant disconvenir que ces frais n'absorbent, pour elle seule, plus d'un tiers des ressources de l'Empire, et pour celle de Pologne plus de la moitié des revenus de ce pays.

Si l'on veut, en outre, comparer les forces militaires de la Russie à celles des autres nations, on les trouvera hors de proportion avec ce qu'elles devraient être en temps de paix et, par conséquent, d'une complète inutilité.

Deux raisons d'une si haute importance devraient

donc suffire pour engager le Gouvernement à une réduction considérable, lors même qu'elles ne seraient pas fortifiées de la conviction qu'en diminuant même d'un tiers l'effectif de l'armée russe elle surpasserait encore de moitié l'armée la plus forte de l'Europe, et de la facilité que conserverait, d'ailleurs, le Souverain de l'augmenter de nouveau, autant que les circonstances le rendraient nécessaire. Toutefois, en proposant une diminution des forces de l'armée, il faudrait surtout rejeter toute espèce de mesure brusque qui ferait à la fois un grand nombre de mécontents et indiquerait un sentiment de défiance qu'on doit se garder de laisser apercevoir. Pour cela, on pourrait réduire le nombre des soldats dans chaque corps, en laissant subsister intégralement celui des officiers qui, proportion gardée, serait encore de beaucoup inférieur à la quantité qu'en emploient les autres puissances.

Si le Gouvernement craignait l'impression fâcheuse que produirait peut-être dans les circonstances actuelles l'annonce de cette diminution, on réussirait facilement à éviter cet écueil en se bornant à ordonner, pour le moment, de ne pas remplacer les vacances dans les différents régiments. Le premier et le plus grand avantage qu'amènerait cette mesure serait de diminuer considérablement les dépenses d'une des grandes branches de l'administration et de faciliter ainsi les moyens de pourvoir à celles des autres.

Mais il est un autre point sur lequel il devient plus particulièrement essentiel de fixer l'attention du Gou-

vernement et une question qu'il faudrait aborder avec franchise, ce sont les inconvénients que présente l'existence d'un corps d'élite aussi nombreux que l'est aujourd'hui la Garde impériale.

Il est incontestable que cette Garde, concentrant, pour ainsi dire, sur elle seule toutes les grâces et toutes les faveurs du Souverain, ne devienne un sujet de jalousie et de mécontentement pour le reste de l'armée et que les dépenses excessives dans lesquelles elle entraîne la plupart des officiers qui la composent ne soient pour un grand nombre d'entre eux une cause de dérangement et de désordre. Il ne faut pas s'abuser sur la difficulté extrême de s'assurer de la fidélité d'une masse de 40 000 hommes et sur les moyens de surveiller un nombre d'individus aussi considérable. Les événements du 14 décembre n'ont que trop prouvé cette vérité, si l'on veut réfléchir que les trames qui s'ourdissaient dans les casernes où les chefs demeuraient eux-mêmes ont entièrement échappé à leur vigilance.

L'inébranlable fidélité de la Garde est cependant la plus sûre et peut-être la seule garantie du Trône, mais alors l'intérêt même du Souverain semblerait commander d'opérer progressivement dans ce corps une réduction, soutenue ensuite par la plus scrupuleuse attention à n'y admettre que des sujets sur lesquels on pourrait parfaitement compter. Cette restriction en ferait un véritable corps d'élite qui, sans exciter l'envie, pourrait obtenir des avantages et des privilèges, plus grands

même que ceux dont jouit aujourd'hui la Garde impériale.

Il reste encore à signaler comme un inconvénient plein de danger l'usage de faire passer dans l'armée l'officier que son inconduite ou son indiscipline ont rendu indigne de servir en présence de son Souverain, mesure qui ne tend qu'à jeter sur l'armée une déconsidération fâcheuse et à y répandre les doctrines empoisonnées dont les individus renvoyés de la Garde étaient gangrenés. Les événements qui se sont passés si récemment ont suffisamment démontré le vice d'un pareil châtiment. Il paraîtrait plus convenable de créer exprès des bataillons ou régiments destinés, à l'instar des régiments coloniaux ou compagnies de discipline des pays étrangers, à recevoir ceux dont les fautes ont nécessité l'expulsion.

C'est ici le lieu de faire encore une observation bien essentielle et qui est trop bien appréciée par l'opinion publique pour qu'on doive la passer sous silence. Elle concerne le maintien inviolable du principe de l'intégrité de la Garde et le danger d'y conserver un régiment entaché de la plus légère faute. En effet, l'orgueil du soldat est flatté d'appartenir à un corps où il sait que des qualités remarquables peuvent seules donner accès; ce sentiment, qui l'élève à ses propres yeux, devient le garant des efforts qu'il fera pour lui conserver son caractère de distinction ; mais vous détruisez le prestige qui l'entoure, du moment que la Garde peut voir figurer dans ses rangs un régiment qui, par quelque action

coupable, a démérité de son ancienne considération. Le gouvernement, en se décidant à la réduction de la Garde, devrait donc commencer par les régiments qui ont marqué dans la journée du 14 décembre, en faisant considérer leur renvoi comme première mesure de réduction.

Tel est l'exposé des opinions que l'on entend généralement émettre sur cette partie importante de l'administration ; elles sont susceptibles d'être longuement développées, mais, outre que ce travail sortirait des limites qu'on s'est prescrites en traçant cet aperçu, il exigerait, sur l'organisation intérieure de l'Empire de Russie, des connaissances et des renseignements qu'un étranger ne peut se flatter de posséder ou d'acquérir.

EXTRAIT D'UNE DÉPÊCHE

DU COMTE DE LA FERRONNAYS AU BARON DE DAMAS

Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1826.

Les chefs des différentes ambassades et légations résidant à Pétersbourg ont eu l'honneur de faire pour la première fois leur cour à Sa Majesté Impériale, dimanche dernier, 1er de ce mois. Aucun ambassadeur ou ministre ne pouvant se trouver encore accrédité auprès du nouveau Souverain, c'est plutôt individuellement

que comme corps diplomatique que nous avons été présentés à l'Empereur. Messieurs les secrétaires n'ont même pas fait partie de cette première réunion et le comte de Nesselrode nous avait écrit un simple billet pour nous inviter personnellement et nominativement à nous rendre au Palais, à une heure indiquée.

Lord Strangford[1], le comte de Sales, ministre de Sardaigne et le baron de Gise[2], ministre de Bavière, qui n'avaient pas eu l'occasion de présenter leurs lettres de créance à l'Empereur défunt, ont cependant reçu la même invitation que nous; ils ont été successivement présentés à S. M. I. par le comte de Nesselrode. Après une très courte audience qui a peut-être duré un quart d'heure, les trois ministres sont venus prendre place parmi nous, et au rang que leur assignait leur arrivée

1. Strangford (George-Auguste-Frédéric-Percy-Sydney-Smith, vicomte de), lord Penhurst, diplomate anglais, né en Irlande en 1780, mort en 1855. Il entra en 1801 à la Chambre des lords et fut envoyé à Lisbonne en qualité de secrétaire d'ambassade. Lors de l'entrée des Français en Portugal, il suivit la cour de Portugal au Brésil. Il alla ensuite représenter l'Angleterre à Stockholm en 1817 et à Constantinople en 1820. En 1822, il accompagna le duc de Wellington au congrès de Vérone. En 1825, il fut ambassadeur à Saint-Pétersbourg. La même année, il fut créé pair d'Angleterre sous le titre de lord Penhurst. En 1828, il fut chargé d'une mission spéciale auprès de l'empereur du Brésil.

2. Gise (Frédéric-Auguste, baron de), homme d'État allemand, né en 1783. Il embrassa, en 1807, la carrière diplomatique, fut d'abord attaché d'ambassade de la Bavière à Paris, fit partie du congrès de Vienne, après la chute de l'Empire, puis devint ambassadeur dans les Pays-Bas et en Russie. Nommé ministre des affaires étrangères en 1832, M. de Gise resta au pouvoir jusqu'en 1846, époque où il rentra dans la vie privée.

à Pétersbourg. Aussitôt après, l'Empereur est sorti de son cabinet et s'est avancé au milieu du demi-cercle que nous formions dans le salon, en nous invitant à nous rapprocher de lui. Voici le sens exact et à peu près les paroles dans lesquelles Sa Majesté s'est exprimée :

« Messieurs, je suis heureux de vous voir réunis et de pouvoir d'abord exprimer ma reconnaissance pour la part que vous avez bien voulu prendre à la perte éternellement douloureuse que ma famille et la Russie viennent de faire, ainsi qu'aux déplorables circonstances qui ont signalé d'une manière si affligeante les premiers moments de mon avènement. J'ai voulu que l'Europe tout entière connût la vérité sur les événements de la journée du 26 décembre[1]. Je sais que plusieurs d'entre vous en ont été témoins oculaires, vous serez donc à même d'attester la parfaite exactitude des deux relations dont je vous ai fait donner communication et que j'ai déjà adressées à tous les Cabinets. Rien ne sera caché, je vous le déclare ; les causes, les conséquences et les auteurs de ce complot seront connus du monde entier, comme ils le seront de moi-même. Les différentes circonstances qui ont suivi la mort si imprévue de l'Empereur vous sont également connues ; elles ont été le prétexte et nullement la cause de l'insurrection qui vient d'être réprimée. Le complot se trame depuis longtemps ; feu l'Empereur en avait connaissance et en faisait remonter l'origine à l'an-

1. La révolte militaire du 14/26 décembre 1825.

née 1815. C'est à leur retour des pays étrangers que quelques officiers, imbus des doctrines révolutionnaires et d'un vague désir d'amélioration, commencèrent à rêver des réformes et à préparer une vaste conspiration. L'Empereur, mon frère, qui m'accordait une confiance entière m'en a souvent parlé. Je sais, ajouta Sa Majesté, en se tournant vers le ministre de Danemark, qu'il vous a de même plusieurs fois entretenu de ses craintes et de ses soupçons, mais jusqu'à présent on n'avait pas pu parvenir à saisir les fils, ni à connaître les instigateurs de cette conjuration; nous avons pu croire longtemps à l'existence d'une influence étrangère. Quant à moi, élevé dans les rangs, et passant ma vie en contact continuel avec l'officier et le soldat, j'avoue que je n'ai jamais pu me persuader qu'il fût possible d'entraîner l'armée russe à manquer à ses devoirs; j'avais, au contraire, des preuves irrécusables du dévouement et de l'amour du soldat pour l'Empereur, et ce qui vient de se passer est la preuve certaine que je rendais justice à mes troupes, car vous le savez, Messieurs, c'est dans la fidélité du soldat à ses serments que les chefs de la révolte ont trouvé le seul moyen de l'égarer, un instant; nul autre genre de séduction n'a été employé; il eût été inutile et ceux qu'il a fallu traiter comme rebelles n'ont été sourds à la voix de la persuasion que parce qu'ils avaient la ferme conviction de remplir un devoir. Cette insurrection ne saurait donc être comparée à celle d'Espagne et du Piémont. Grâce à Dieu, nous n'en sommes

pas encore là et j'espère que nous n'y arriverons jamais. Il y aura de grandes distinctions à faire parmi ceux qui ont trempé dans cette conspiration ; on y trouvera de grands coupables comme le Prince Troubezkoï et quelques autres, mais surtout un nombre considérable de gens égarés qui ne savaient pas où on les menait. Lundi dernier, j'avais autour de moi plusieurs jeunes officiers qui ont parfaitement fait leur devoir et qui, sans hésiter, ont chargé les rangs des insurgés ; cependant beaucoup d'entre eux étaient dans le complot, du moins, ils en avaient connaissance, mais liés par des serments terribles, arrachés à leur jeunesse et à leur inexpérience, ils ont cru leur honneur engagé à ne pas le dévoiler. C'est un grand bonheur pour la Russie, et je crois pouvoir le dire, c'en est un pour l'Europe que ce complot ait éclaté, parce que cette explosion, en nous faisant connaître toutes les ramifications de la conspiration, nous met en mesure d'en prévenir les effets ; chaque jour amène de nouvelles révélations et apporte plus de lumière sur toute l'affaire ; tout vous sera communiqué ; je veux que rien ne soit caché ; c'est un exemple que je dois à la Russie et un service que je rends à l'Europe ; je crois lui en avoir rendu un plus grand encore, en prouvant qu'avec de la confiance et de la fermeté il n'est pas impossible d'imposer à l'audace des révolutionnaires et de déjouer leurs intentions criminelles ; mais je vous le répète, ceci n'est point une insurrection militaire ; je suis plus que jamais sûr de mon armée. Les conspirateurs au-

raient tenté beaucoup plus tôt leur projet, s'ils avaient pu imaginer un moyen d'ébranler la fidélité du soldat. L'esprit révolutionnaire importé en Russie par quelques gens séduits à l'étranger par les théories nouvelles, a fait rêver à quelques misérables et à des fous la possibilité d'une révolution pour laquelle, grâce au ciel, la Russie est encore bien loin d'être mûre. Vous pouvez assurer vos gouvernements que cette audacieuse tentative n'aura aucune suite. Je sais, Messieurs, que ce n'est pas à 29 ans, et n'ayant jamais été que soldat, que je puis me flatter d'inspirer d'abord une entière confiance à vos maîtres; je n'ai d'autres garanties à leur offrir que mes intentions et mes sentiments, mais (ajouta l'Empereur, en parlant avec force, la main sur son cœur) je puis vous certifier que les uns et les autres sont purs et pleins de franchise. Heureusement pour moi, ma route est tracée, et c'est en suivant celle sur laquelle feu l'Empereur a rencontré l'estime, la confiance et l'amitié des Souverains de l'Europe, que j'espère mériter de leur part les mêmes sentiments. Demandez-le à L.L. MM., Messieurs, et garantissez-leur sans crainte que je n'aurai jamais d'autre guide de ma conduite que la franchise la plus parfaite. »

Je voulus essayer d'exprimer à l'Empereur combien il nous avait fait éprouver d'inquiétudes et inspiré d'admiration pendant toute la journée du 26.

« Ne parlons pas de cela, me dit S. M. en m'interrompant, je n'ai fait que mon devoir; en pareille circonstance, l'âme conseille toujours bien et tout

homme qui porte un uniforme n'aurait pu se conduire différemment. D'ailleurs, j'étais trop sûr de la majorité de ma Garde pour avoir un seul instant d'inquiétude sur le résultat de cette journée. »

La voix de l'Empereur était haute, animée, sa physionomie pleine d'expression; j'étais près de lui, et chaque fois qu'il parlait de ses intentions il me prenait la main, la serrait avec force, comme s'il m'eût pris à témoin de la sincérité de son langage. Il n'adressa d'ailleurs la parole en particulier qu'au comte de Blome et, en congédiant mes collègues, il me prit sous le bras et me fit entrer dans son cabinet.

TABLE DES NOMS

CITÉS DANS LE TOME VI

O

P

R

S

61 470. — PARIS, IMPRIMERIE GÉNÉRALE LAHURE
9, RUE DE FLEURUS, 9

